

**COLLECTIF
OUSSEKINE**



ALMA MATER DOLOROSA

LE BUVARD | Tracé
Plat

© Les Éditions Le Buvard et les auteurs
Illustration de couverture : Pauline Gonzalo

Les Éditions Le Buvard, Liffre (35)
ISBN : 978-2-491113-27-8
Dépôt légal, octobre 2020

**COLLECTIF
OUSSEKINE**



ALMA MATER DOLOROSA

LE BUVARD | Tracé
Plat

COLLECTIF OUSSEKINE

ALMA MATER DOLOROSA

**Personnels et usagers des
universités Rennes 2 et
Paris 8 en lutte**

Décembre 2019 — mars 2020

SOMMAIRE

➤ Note des éditeurs	13
➤ Avant-propos	17
➤ Introduction	23
➤ PARTIE 1	
L'UNIVERSITÉ AU PIRE	
Souffrance au travail — sexisme — précarité	31
➤ Un témoignage situé sur le milieu universitaire tel qu'il va	33
➤ Violences universitaires. Entretien clinique	51
➤ Florilège n° 1 : HELP	67
➤ De la diffamation	73
➤ Florilège n° 2 : PAROLES D'ENSEIGNANTS.E.S - CHERCHEUR.E.S	87
➤ Sur le quotidien de la recherche à Paris 8	95
➤ Florilège n° 3 : PAROLES D'ENSEIGNANTS.E.S - CHERCHEUR.E.S	105
➤ Retour sur un séminaire doctoral	111
➤ Florilège n° 4 : PAROLES DE SACHANT.E.S - APPRENANT.E.S	119
➤ Question de validation	125
➤ Ce qui transparait dans votre discours, c'est que nous ne sommes pas assez dociles	131
➤ Sur le fait d'être là... ou ailleurs	137
➤ Florilège n° 5 : PAROLES DE SACHANT.E.S - APPRENANT.E.S	141

➤ La bonne et la mauvaise lutte contre les violences sexistes et sexuelles	149
➤ Université non mixte	155
➤ Florilège n° 6 : PAROLES FÉMINISTES	161
➤ Poste MCF Paris 8 : la domination masculine se porte bien à l'université	167
➤ Florilège n° 7 : PAROLES DE BIATOSS	173
➤ Opacité, inégalité, injustice Se serrer la ceinture	179
➤ Une précarité étudiante ordinaire	184
➤ Intellos précaires	193
➤ Florilège n° 8 : PAROLES D'ÉTUDIANT.E.S	211
➤ Lettre ouverte aux titulaires de l'ESR rennais. Titulaires, il n'est pas trop tard !	217
➤ Florilège n° 9 : PAROLES DE PRÉCAIRES	223
➤ PARTIE 2	
SE MOBILISER	
Grève – syndicats – répression	229
➤ L'université au pied du mur	231
➤ La mobilisation permet de construire une communauté Entretien	239
➤ Le droit syndical existe Quelle bonne nouvelle !	251
➤ Des pressions intolérables sur les personnels grévistes	257
➤ Le travail syndical et ses empêchements Entretien	261
➤ Voix de traverse. Un parcours de lutte à l'Université et surtout ailleurs	273

‣ Je me suis fait fracasser la gueule en décembre par les flics	293
‣ La police rennaise est dans les clous. Et même, elle les enfonce	301
‣ Seine-Saint-Denis. Les policiers boudent le procès pour violence envers un CRS	311
‣ Fermeture administrative	321
‣ On ne sauvera pas le monde sans stopper la routine	325
‣ Florilège n° 10 : PAROLES DE MOBILISÉ.E.S	329
‣ Appel à la grève illimitée	335
‣ Démissionner	347
‣ Florilège n° 11 : JANUS BIFRONS	351
‣ Chronique d'une expérience militante À propos de la lutte pour l'émancipation et les piquets de grève	357
‣ Identity Politics : la lutte c'est classe	363
‣ Lettre ouverte à mes enseignant.e.s de l'Université Rennes 2	371
‣ De quelques considérations sur l'Université et la grève	379
‣ Florilège n° 12 : PAROLES ANTI-GRÈVES	391
‣ Construire un espace public oppositionnel	395
‣ Radio Croco - La radio qu'a les crocs !	403
‣ Compte-rendu polyphonique de la journée de mobilisation de l'ESR rennais 5 mars 2020	413
‣ Motion des 6 et 7 mars 2020 à Nanterre	425
‣ Pourquoi avons-nous fait grève ?	433
‣ Con...	439

Note des éditeurs

PAULINE GONZALO ET MICHEL VÉZINA

En tant que docteur en sociologie toute droit accouchée de l'université de Bordeaux, j'ai moi-même (Pauline Gonzalo) subi les nombreuses dérives et effets pervers des dysfonctionnements universitaires tels qu'ils sont pointés et dénoncés dans les pages qui suivent. Il a été tout aussi malheureux que « réconfortant » de constater que de telles pratiques avaient cours ailleurs, à Rennes 2 et Paris 8, en ce qui concerne ces témoignages : non, je ne suis pas seule ; non, nous ne sommes pas seuls.

Coups bas, hypocrisies et précarité ont eu ma peau et il m'a fallu délaissier mes ambitions universitaires pour reprendre des forces et me tourner vers d'autres horizons.

Depuis deux ans maintenant, avec Michel Vézina, nous développons les éditions Le Buvard, justement dans le but de porter les voix qui méritent d'être entendues, coups de cœur et cris de rage, quitte à froisser les usages et bousculer les conventions, dans l'espoir certes naïfs de renforcer les valeurs humanistes qui sont les nôtres.

À cet égard, et vous l'aurez déjà remarqué, nous ne nous attachons pas à l'application de l'« écriture inclusive ». Non pas que nous sommes insensibles à la condition féminine, non pas que nous sommes masculinistes, non pas que nous

sommes réactionnaires et attachés coûte que coûte à la tradition des normes d'écriture, mais nous sommes partisans d'un mieux être qui fasse sens en profondeur. L'écriture inclusive revêt des formes diverses, ne s'applique pas uniformément et, surtout, souligne les différences de genre là où nous prônerions plutôt une dissolution des représentations genrées, ceci sous prétexte de modernisme. Qui plus est, nous croyons qu'une langue écrite doit se faire le reflet de son (ses) oralité(s).

Alors, oui à une réforme de l'écriture pour qu'elle se mette à la page des progrès sociaux contemporains mais non à ces méthodes clivantes et maladroites, et surtout, oui à une réforme qui n'en soit pas simplement une de l'écrit, comme pour faire bonne figure, mais qui en soit une en profondeur, qui questionne la langue jusque dans ses usages les plus profonds et les plus « populaires ».

C'est donc bien plus par respect pour les auteurs et autrices que les diverses formes et dérives d'écriture inclusive ont été préservées ici que par militantisme de notre part. Si nous nous rejoignons dans la nécessité de remodeler notre langue de façon à ce que son usage suranné se voie actualisé pour rompre enfin avec l'assimilation du genre masculin avec le genre neutre (qui fut jadis un genre à part entière de certains langages et de certains patois qui sont à l'origine de notre langue et que nous envisageons comme une réponse appropriée au problème qui se pose aujourd'hui), nous divergeons sur la méthode à employer pour cela. Nous avons donc opté pour la non correction des usages choisis par chacun, la non uniformité et même la préservation des fautes d'orthographe ou son incohérence (l'écriture inclusive dans la transcription des dialogues est, par exemple, une ineptie qui n'est pas fidèle à la parole supposément transcrite), tant pour respecter les usages des uns et des unes que des autres que pour pointer les couacs qui vont avec.

Bonne lecture.

Avant-propos

COLLECTIF OUSSEKINE

« Dans cette catégorie des morts vivants, je fais une place d'honneur aux professeurs que j'ai rencontrés, des hommes qui s'en remettaient à cet idéal universitaire décadent qu'est " la poursuite des passions de l'intelligence sans passion ". »
Jack London, *Ce que la vie signifie pour moi*.

L'Université est une institution publique de recherche et d'enseignement supérieur dont les missions principales sont de produire des connaissances scientifiques (celles et ceux qui y œuvrent sont qualifié.e.s d'enseignant.e.s-chercheur.e.s) et de les transmettre à des étudiant.e.s détenteur.trice.s du baccalauréat ou ayant une équivalence de ce diplôme. Le terme « université » vient du latin médiéval *universitas* et, par là, entend désigner une communauté d'apprentissage intellectuel. Mais l'Université n'est pas faite que d'enseignant.e.s-chercheur.e.s et d'étudiant.e.s, de maîtres et d'élèves, tant s'en faut. Ses personnels et ses usagers sont bien plus variés qu'on ne l'imagine au premier abord : ouvrier.e.s, technicien.ne.s, ingénieur.e.s, secrétaires, gestionnaires, auditeur.trice.s libres, simples curieux.ses, SDF, etc, et tou.te.s y jouent un rôle important. L'Université est un monde bigarré, avec ses

services (restaurant, cafétéria, bibliothèque, laboratoire, salle de sports, etc.), ses lois, ses règles, ses usages et ses pouvoirs propres. Ce « vaste » monde est aussi un tout petit monde (David Lodge), assez « corpo », autocentré, pas toujours concerné par les affres du monde tel qu'il va, parfois engoncé dans ses mauvaises manières (violentes, égotiques, carriéristes). Disons que la division sociale du travail a largement fait son œuvre et que les universitaires ont généralement une conscience aiguë de leur position de sachant.e.s bénéficiant de ce temps de loisir studieux autrement appelé *skholè* (une rente de situation des savant.e.s), leur permettant de jouer et parfois de se repaître à bon compte de ce rôle consistant à éduquer les élites et, plus récemment, les masses.

Ce changement majeur de cible, que d'aucun.e.s appellent un peu trop rapidement « démocratisation », tend *grosso modo* à cliver les positions. On trouve par exemple celles et ceux qui estiment que l'Université doit servir surtout à la formation professionnelle des agents du système capitaliste et doit, pour cela, accepter de se transformer : d'une part, des collèges universitaires servant principalement à former la main d'œuvre des bassins d'emploi auxquels ils se trouvent géographiquement liés ; d'autre part, quelques pôles d'excellence auxquels on réserverait les honneurs de la recherche fondamentale et des enseignements les plus pointus. Se dessine, à cette aune, une Université à deux vitesses, fondée sur le modèle états-unien et ses travers : reproduction sociale, hausse des frais de scolarité, endettement, ghettoïsation, etc. Les mieux dotés (économiquement, socialement, culturellement) pourront envisager de conduire des études supérieures émancipatrices et rentables, tandis que les autres devront se contenter d'une « fac » qui les ajustera, au mieux, aux divers besoins locaux du système capitaliste. Pour instaurer cette partition, il faut sélectionner, précariser, inégaliser les traitements, mettre en

concurrence, porter haut la compétition, raréfier certaines ressources, etc. ; bref, accorder les violons de l'Université à la petite musique néolibérale. Les politiques publiques de l'enseignement supérieur n'ont eu de cesse, ces dernières années, de travailler à entériner ces changements. Et ce qui était encore appelé « Loi de programmation pluriannuelle de la recherche » (LPPR) au moment où la plupart des textes de ce volume étaient rédigés, n'est que le dernier avatar en date (décisif) de ces « réformes » cherchant à détruire ce qui reste encore de la volonté critique de l'Université.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que l'Université mère nourricière, l'*alma mater studiorum*, ne va pas bien. C'est, il est vrai, une vieille dame (presque millénaire – l'université de Bologne a été fondée en 1088 et l'université de Paris en 1150) et, de surcroît, elle se fait sévèrement malmenée. Déprimée par la fausse autonomie qu'on lui a conférée (« responsabilités et compétences élargies » qu'ils disent !), valétudinaire de sa bureaucratisation, dolente de la multiplication en son sein de fonctions si ce n'est de jobs « à la con » (David Graeber), fatiguée de son sexisme, souffrante du communautarisme disciplinaire, de l'hypermécialisation et du carriérisme à tout crin, malade de ses agences et du *new public management*, usée par le marketing académique, la scientométrie « impactfactorisée » et les classements (de Shanghai ou d'ailleurs), l'Université se voit bien mal en point. *Alma mater dolorosa*. Si elle se laisse aller, personne ne cherchera à la sauver. D'aucun.e.s s'estimeront même débarassé.e.s, y compris en son sein où nombre d'ambitieux.ses voient dans le grand chamboulement libéral l'opportunité de gravir, plus rapidement que prévu, quelques places ou échelons. L'abandon du service public d'enseignement supérieur est aussi rendu possible par le jeu d'intérêts de bas étages et des appétits personnels. Mais tout le monde n'attend pas non plus la disparition de la digne aïeule.

Certains refusent la mort cérébrale de la Dame. Les universités de Rennes 2 et de Paris 8 sont de ses abattis qui ne s'en/se laissent pas compter. Morceaux critiques de l'organisme dont ils participent et des mauvais traitements qui lui sont réservés, ils produisent, dans la joie et la résistance, de mauvaises humeurs pourtant bonnes pour le moral.

Rennes 2 et Paris 8 sont l'une et l'autre filles de mai 68, toutesdeux créées en 1969. Leurs hitoires respectives sont évidemment singulières, mais ces deux institutions ont pour point commun de s'accrocher à l'idée d'une Université qui se doit d'avoir comme horizon d'attente l'émancipation. La connaissance (oser le savoir!) doit d'abord servir à « désévidencialiser », à se dégager des tutelles, à se déprendre des rapports sociaux de domination et à fertiliser la puissance d'agir individuelle et collective (avoir prise sur le monde). La mise au pas de l'Université et du travail intellectuel qui y est produit n'est pas considérée comme une évolution acceptable. Une partie de leurs personnels et de leurs usagers y mènent des luttes afin de résister à l'extension du domaine de la marchandisation et à la fabrication de petits soldats plus ou moins éduqués et résignés, utiles au marché et à l'ordre social. Contre une vision de l'enseignement supérieur comme secteur à rentabiliser, de l'Université comme école de développement du capital humain, de l'institution comme lieu d'épanouissement des avidités individuelles et des pathologies narcissiques, des femmes et des hommes disent leurs dégoûts et leurs oppositions. Parce qu'ils.elles ne sont pas d'accord pour laisser faire et laisser s'organiser la dévastation de l'Université qui, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne leur convient d'ailleurs que très partiellement, ils.elles tentent de s'opposer, de faire valoir des possibles différents, comme d'autres s'y essaient également dans leurs domaines de pratique : la justice, la santé, la protection sociale.

Il s'agit de ne pas abdiquer, mais aussi, comme l'écrit Christophe Granger dans *La destruction de l'Université française*, « refuser d'en habiter les ruines ». Et l'historien de préciser que « Repenser ce qui lie l'Université au-dehors impose de recomposer aussi ce qu'elle est au-dedans ». Ce qui suit n'a pas d'autres prétentions que d'illustrer l'ampleur du travail à accomplir, en détachement avec l'excellence, la croissance, la compétitivité, mais aussi en contravention avec les comportements académiques, individualistes et de cliques, typiques d'une certaine décadence universitaire.

INTRODUCTION

COLLECTIF OUSSEKINE

Vous avez sous les yeux un objet dont la carte d'identité nous indique qu'il est à ranger dans la catégorie des livres. La vérité est que nous ne sommes pas sûr.e.s que se soit franchement un bouquin.¹ Nous ne savons pas ce que c'est et nous nous en foutons comme de l'an quarante, parce que l'important n'est pas dans ce que c'est, mais dans la manière dont ça nous a amenés à faire et ce que ça nous a permis de dire ; de dire nos vérités et certainement pas d'imposer une certitude. C'est une proposition, un carrefour, un rassemblement de points de vue, de témoignages, de coups de gueule, d'analyses qui nous ont semblé pertinent de colliger pour dire ce que nous avons sur le cœur. Il ne s'agit pas d'un récit, ni d'une démonstration, encore moins d'une enquête...

Puisqu'on vous dit que nous ne savons pas ce que c'est...

Nous sommes d'accord pour y voir un joyeux bordel qui a tout de même une structure et une cohérence (la nôtre) ; celle de la lutte, et avant, celle du ras-le-bol. Parce que nous en

¹ Note des éditeurs : malgré qu'il soit d'abord numérique, ce livre est bel et bien un livre. Sa version numérique paraît d'abord, mais elle sera suivie de sa version papier, une brique, oui, un pavé ! lancé dans une mare qui en a bien besoin !

avons franchement marre de vivre comme nous vivons, à l'Université comme ailleurs. Alors nous avons fabriqué ce « machin », avec les moyens du bord, c'est-à-dire d'abord nos corps : têtes, mains, pieds, désirs, sensibilités. Et nos tripes.

Pour être exact, la possibilité du « machin » est à l'initiative de l'un d'entre nous qui a su exprimer son envie et, en l'exprimant, la mettre en partage. C'est allé vite. Les choses se sont enchaînées, avant d'être stoppées net par la Covid-19, la peste néolibérale. Avant le confinement, nous nous sommes pris.e.s au jeu et avons essayé de faire exister quelque chose que nous n'avions jamais fait ensemble et de cette manière. Nous avons un vague modèle : l'ouvrage de Samizdat publié en 2002 aux éditions Reflex, sur le contre-sommet du G8 de Gênes, à l'occasion duquel fut tué, par les forces de l'ordre, un jeune homme : Carlo Giuliani (d'autres furent blessé.e.s, séquestré.e.s et pour certain.e.s torturé.e.s par la police italienne). Le livre de Samizdat était présenté comme un recueil de « documents du mouvement » dont l'objet était de dire ce que les personnes présentes avaient vécu, à leur manière, sans souci d'exhaustivité ou de représentativité (impossibles). L'alternative ouverte par cet « à peu près » nous a décomplexé. Le fait de pouvoir ne s'en remettre qu'à nos choix sans avoir à les légitimer autrement que parce qu'ils résonnent, d'une manière ou d'une autre, avec nos existences, nous a libéré.

Les matériaux qui composent le « machin » sont faits de nos vérités, de nos convictions, même si elles peuvent être portées et enchâssées dans les paroles des autres. Nous nous reconnaissons dans cette polyphonie qui aurait évidemment pu être enrichie de mille autres points de vue, dont certains, peut-être plus passionnants que ceux sur lesquels nous nous sommes arrêté.e.s. Peu importe, vous n'aurez qu'à aller les chercher vous-mêmes.

Aucune des contributions du « machin » n'est signée avec

les attributs usuels d'identification (un prénom, un nom, une appartenance). Les plus flics d'entre vous sauront sans doute, à l'aide de leur bidule technopolicier préféré, retrouver les auteurs.trices des diverses contributions, mais ça n'a franchement aucun intérêt. Si le « machin » pouvait se révéler, à certains égards, intéressant, c'est par ce qui y est dit, non parce qu'un.e.tel.le le dit.

Aussi, nous avons choisi de signer l'ensemble « Collectif Oussekiné », en hommage à Malik Oussekiné dont un des amphis de l'Université de Rennes 2 porte le nom. Une plaque à sa mémoire a été inaugurée l'an dernier. Malik est mort, le 6 décembre 1986, suite aux coups de matraque qui lui ont été assénés, en marge d'une manifestation contre la loi Devaquet, par les « voltigeurs », brigade motoportée des forces de l'ordre créée par Raymond Marcellin –



MALIK OUSSEKINE

(1964 - 1986)

Malik Oussekiné étudiant âgé de 22 ans
mort à Paris, victime de violences policières en marge
de la manifestation du 6 décembre 1986.

ancêtre des Brigades de répression de l'action violente motorisées (BRAV-M) mises en service pour mâter le mouvement des Gilets jaunes.

« Oussekiné », parce que nous nous reconnaissons dans ce qu'il représente et que, trois décennies plus tard, il n'y a finalement rien d'étonnant à ce qu'un député LREM – ex-patron du RAID –, interrogé sur les violences policières et la nécessité « d'aller au contact »,

puisse déclarer qu'il faille « oublier l'affaire Malik Oussekiné ». Mais nous n'oublions pas. Notre mémoire est sans fond car elle est celle des défaites. Et nous nous souviendrons jusqu'à la victoire. Étudiant.e.s et

personnels des universités Rennes 2 et Paris 8 en lutte, nous sommes Oussekiné.

Il y a déjà deux morts dans cette introduction. Les deux ont été tués par l'État, le grand copain bagarreur du marché. Deux morts, oui... C'est peu au regard du tableau de chasse du stato-néolibéralisme qui broie et dézingue à tout va, et pas que dans les manifs. Ces morts et tant d'autres – Zineb Redouane, Adama Traoré, Babacar Gueye, Maëva Coldebœuf, etc. – vivent en nous, ils nous hantent. Ce sont les spectres de l'esprit de la résistance, les images effrayantes d'un capitalisme qui mutile et tue et celle, réjouissante, d'un Eros qui, pour autant, ne se résigne.

Si notre « machin » parle de l'Université, c'est parce que l'*alma mater (dolorosa)* constitue un écosystème important de nos environnements de vie. Nous y passons du temps. Parce qu'elle nous nourrit intellectuellement et/ou matériellement – même si, y allant chercher des connaissances et/ou un salaire, les bénéfices attendus sont rarement à la hauteur des attentes – nous lui accordons une place centrale dans nos vies. Sans doute sommes-nous encore bercé.e.s d'inutiles illusions, mais peut-être aussi avons-nous raison de continuer à y croire. Nous voulons une autre Université, à la mesure de cet autre monde au sein duquel nous souhaitons construire nos vies. L'institution qui, aujourd'hui, nous accueille est un appareil qui sert et reproduit largement le système auquel nous nous opposons. Et la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche n'a vocation qu'à renforcer la décrépitude très largement entamée de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mais ne nous y trompons pas, même si le projet de LPPR n'était pas mis en œuvre, nous n'arrêterions pas là.

Au moment où, certain.e.s d'entre nous, ont jugé utile de monter symboliquement le campus « Rennes 3 » et où, d'autres, n'ont eu de cesse de proposer, à Rennes 2 et Paris 8,

des ateliers relevant de l'éducation populaire, nous avons reçu avec intérêt la proposition de création d'Instituts d'Études populaires visant à armer « en savoirs indispensables pour ne plus « s'écraiser », ne plus se résigner ; pour résister à ces situations et ces relations intenable que nous subissons (au travail ou en dehors) ; et pour chasser les croyances héritées, les fausses évidences répétées et consolidées, qui cadennassent nos vies »². Nous avons en effet besoin d'Écoles matricielles pour la critique, promptes à « désabuser de la grandeur des grands »³, à dispenser des connaissances qui désévidentialisent, à mettre en œuvre des pédagogies alternatives et à fabriquer des communs politiques. À notre manière, le « machin » participe de cette nécessité et beaucoup des textes ici rassemblés se rattachent à l'une ou l'autre de ces nécessités, en faisant notamment une place importante aux expériences, aux vécus et aux ressentis universitaires les plus déceptifs. Dans les pages qui suivent sont donc documentées certaines des affres de l'Université telle qu'elle va, de celles que nous ne voulons/pouvons plus souffrir.

Lisez de ce « machin » ce que vous voulez, par exemple au hasard (n'allez pas au bout de vos forces, ça ne sert à rien) et, surtout, pensez-en ce que vous voulez. Les mots étaient là, déjà agencés dans des productions diverses, ou à l'état de brouillon dans nos têtes. Nous les avons choisis, rassemblés, réagencés. À vous d'en faire, à votre tour, ce que bon vous semble.

Le « machin » couvre donc une période qui s'étend jusqu'aux élections municipales et au confinement. La pandémie a révélé, une fois encore, l'impéritie crasse et le cynisme du gouvernement. L'expression « élections piège à cons » n'a jamais été aussi juste. Les Municipales 2019 ont été un simulacre de démocratie électorale, avec un scrutin qui ressemble

2 Extrait d'un tract envoyé par mail à la communauté...

3 *Idem*

à rien de moins qu'à une opération massive de contamination de la population. L'exécutif, les associations d'élus et les formations politiques ont été irresponsables dans leurs appels grandiloquents et intéressés à l'union nationale et à la protection de la République. La « continuité démocratique » était évidemment mue par la logique de la prime au sortant dont certains pensaient raisonnablement bénéficier dans ce contexte si singulier (notamment aux dépens de LREM qui n'a pas osé le report sous peine d'être taxée de putschistes).

Alors que le pays était en train de s'arrêter et que l'on assistait à un encastrement inédit des crises (sanitaire, politique, économique, idéologique, environnementale), les « directoires » universitaires ont souhaité maintenir l'existant « quoi qu'il en coûte » : cours, comités de sélection, examens, concours, etc. La période s'est avérée tout particulièrement propice, sous couvert des plans de continuité pédagogique et de la recherche auxquels chaque petit soldat de l'*alma mater* a dû se faire un devoir de contribuer, à mettre en œuvre le technosolutionnisme numérique des politiques néolibérales. La Covid-19 est, sous cet angle, une aubaine. Elle permet de tester la tolérance à la perpétuation et au renforcement des inégalités de traitement, ainsi qu'à la surveillance du plus grand nombre par quelques-un.e.s. Mais nous ne désarmerons pas. Il n'y aura pas de retour à la normale.

PARTIE 1

L'UNIVERSITÉ AU PIRE

Souffrance au travail — sexisme — précarité



Un témoignage situé sur le milieu universitaire tel qu'il va

JEAN

Avec le mouvement contre la loi « Travail », celui des Gilets jaunes et, aujourd'hui, la mobilisation pour les retraites, la France traverse, depuis 2016, une ample séquence de conflictualité sociale à laquelle le monde universitaire a fort diversement pris part. Quand elles se sont mobilisées, les Universités l'ont été pour l'essentiel du fait de l'initiative des étudiant.e.s et la proportion des personnels engagés (administratifs et enseignant.e.s-chercheur.e.s) est toujours restée modeste. Pourtant, les mécontentements dus aux politiques de casse des acquis sociaux menées par les gouvernements consécutifs auraient pu se trouver accrus par les mesures successives de mise à mal du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, le dispositif Parcoursup, la mécanique Bienvenue en France, etc. Si la sphère universitaire n'a pas été atone face à ces mesures, elle n'a pas non plus fait montre d'un dynamisme remarquable.

Aussi, les politiques « de réforme » continuent à aller bon train. La deuxième vague de création des Écoles universitaires de recherche dans le cadre des « investissements d'avenir » (PIA3) ratifie, un peu plus encore, l'idée d'un enseigne-

ment supérieur à deux vitesses ; l'instauration de la rupture conventionnelle pour la fonction publique (le décret est entré en vigueur le 1er janvier 2020) va dans le sens d'une flexibilisation et d'une précarisation des carrières ; quant à la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR), elle étend les principes de concurrence généralisée et de performance, censés être la grande leçon donnée par le privé au public et la condition *sine qua non* d'une recherche « hautement compétitive ». La recherche par projets et les crédits fléchés devront ainsi supplanter tous les financements permanents et le secteur privé de se tailler une place toujours plus vaste dans la gouvernance et les stratégies de nos établissements. Surtout, la LPPR entérine une amplification de l'évaluation et de la compétition par la modulation des services et des traitements individuels, lesquels, en tout état de cause, devront être adaptés à la « réalité du métier », c'est-à-dire aux situations concrètes d'exercice, ce qui ne laisse guère de doute sur la direction que prendra l'adaptation des obligations de service. L'approfondissement de l'autonomie et la logique d'excellence sont des machines managériales discrétionnaires de production d'inégalités (de « gestion de la diversité »), lesquelles contenteront sans doute quelques « premier.es de cordée » académiques, mais floueront la très grande majorité des enseignant.e.s-chercheur.e.s. La recherche deviendra alors un privilège accordé par un cénacle de managers qui ne seront pas tou.te.s des pairs, loin s'en faut, lequel aura la haute main sur les parcours professionnels, les inflexibilités de carrière et les préséances locales (promotions, primes, sanctions), favorisant encore un peu plus les logiques de népotisme, d'allégeance et de docilité.

L'observance, même embarrassée, des politiques et des cadres émanant de l'État (lois, directives ministérielles, etc.), de l'Université (conseils, commissions, cabinet, etc.) ou

des différentes composantes de l'institution (UFR, départements, etc.) s'avère être la règle. Les *scholars* acceptent sans trop broncher et, contre toute attente, le conformisme et la somnolence n'épargnent pas l'Université Paris 8. Cette dernière est même, à certains égards, une sorte de cas d'école pour observer certaines formes de confusionnisme qui traversent aujourd'hui le champ académique et pour révéler des pathologies sociales qui, sans doute présentes et observables en d'autres sphères, s'avèrent néanmoins particulièrement visibles au sein de cette institution. Par « confusionnisme », j'entends non pas désigner, comme habituellement, quelque accointance rouge-brune, mais les opérations de requalification captieuse de la réalité, les perversions du langage et leur conjonction dans une « culture » individualiste, cynique et manipulatrice.

Esprit vincennois es-tu là ?

Paris 8 est l'héritière du Centre universitaire expérimental de Vincennes (CUEV), institution créée dans le sillage de mai 1968 pour conglo­mérer, à l'écart de Paris, les tenants d'une pensée critique radicale. Elle a donc fêté dernièrement son cinquantenaire, expression formatée d'un marketing académique qui ne dit pas son nom. Ce triste jubilé a été l'occasion de rappeler, somme toute paresseusement, ce qu'est censé être l'esprit vincennois, dont on nous dit, avec une conviction toute publicitaire, qu'il irriguerait toujours ce drôle d'écoinçon banlieusard de l'*alma mater*. On peut, bien évidemment, continuer à se réjouir d'un riche héritage en prenant la pause, mais à y regarder de plus près, le legs, pourtant estimable, n'est pas franchement assumé. Il nourrit surtout un simulacre. Si le cœur critique du CUEV bat encore au sein du corps universitaire dionysien, force est de constater qu'il n'est pas sans montrer quelque signe de bradycardie. La pensée critique telle que mise en avant dans

le cadre de ces tristes festoyances ne semble plus guère habitée. Elle n'est devenue, à certains égards, qu'une vulgaire étiquette servant à singulariser l'institution sur le marché de l'enseignement supérieur.

Force est de constater que les « doubles jeux » sont des pragmatiques très courantes. Les Janus Bifrons de l'Université ne sont peut-être pas légion, mais ils ne sont pas rares pour autant. La critique est notamment devenue un terrain de jeu de ce type de bipolarité : de celle qui pose une équivalence sans reste entre le fait d'être universitaire et critique, et permet, aux simples frais d'une énonciation impudente, de se dépeindre en pourfendeurs des dominations, hérauts de l'*empowerment*, de l'*agency* ou chevaliers de l'autonomie (certain.e.s vont même jusqu'à se dire spécialistes de courants ou d'auteurs sans même n'avoir jamais produit dessus — mais qui ne tente rien n'a rien !) ; de celle également qui, cynique ou aliénée, simule plus ou moins consciemment la critique pour se singulariser d'une manière à rester du « bon côté du manche » et ne voit (et pour cause !) aucune nécessité à aligner discours et pratiques. « De gauche » en théorie ou en rêve, les tenants de cette formule s'avèrent de bons suiveurs de l'ordinaire universitaire, prêts à accueillir et examiner toutes les propositions susceptibles de leur apporter quelque avantage.

Il y a, je crois, concernant la période présente, deux raisons susceptibles d'expliquer la présence accrue de ces formes de duplicité : l'une interne et l'autre externe. La raison endogène tient au fait que la sphère académique est un champ au sein duquel les procès de catégorisation et la construction symbolique des faits se révèlent d'une grande importance. Ce sont des opérations nécessitant une certaine maîtrise du langage dont les plus cyniques n'hésitent pas à se servir pour construire des discours d'accompagnement et de mise en acceptabilité de leurs renoncements et de leurs activités de

substitution, ou bien, pour d'autres, afin de construire leur plan carrière. Par ailleurs, le paradigme constructionniste qui irrigue nombre des modèles d'analyse contemporains en sciences sociales a, certes, permis d'importantes avancées heuristiques, mais il sert aussi de terreau et de caution à des travers que Renaud Garcia a fort bien consignés dans son ouvrage *Le Désert de la critique* et dont l'un des traits principaux relève de cette tendance fictionnelle à estimer que la réalité étant erratique, elle n'aurait finalement que la consistance des interprétations que l'on en fait et pourrait même se réduire aux constructions symboliques dont elle est l'objet. Bref, la réalité serait, pour l'essentiel, une affaire de points de vue, de pouvoir s'incarnant dans des jeux de langage et des chaînes de significations et d'équivalence. La raison exogène, parfaitement en phase avec ce dévoiement du constructionnisme, me semble tenir à un « air du temps » qui tend à faire des vérités factuelles un encombrement dont il s'agit de se défaire, notamment pour celles et ceux dont le seul objectif est d'exercer un pouvoir dont ils.elles semblent ne vouloir se passer.

Paris 8 n'échappe pas à ces penchants falsificateurs du pouvoir, aux contre-vérités fallacieuses et à une novlangue qui essaie de faire passer des vessies idéologiques pour des lanternes critiques. D'évidentes opérations de confiscation de la démocratie peuvent ainsi, sans ciller, être présentées comme une « autre manière de faire du commun », une « référence en matière de participation et d'émancipation citoyenne », ou encore relever de « l'inventivité d'une démocratie créative ». Aussi, la réalité tend à disparaître dans le marigot des discours mensongers qui déplacent les arbitrages utiles sur les faits vers des guerres d'interprétation portant sur des régimes de légitimité qui, à la moindre déstabilisation, se crispent sur l'institué qui les fait exister, c'est-à-dire le pouvoir institutionnel. On ne peut, par ailleurs,

que souligner combien ces chausse-trapes langagières vont à l'encontre de l'éthique objectivante de la science censée faire coïncider les discours tenus sur les faits étudiés et la réalité de ces faits, réalité dont il est entendu qu'elle ne peut être qu'une vérité relative. Si évidemment, la politique universitaire n'est pas la science, il reste que le factice des combines discursives est une arrogance qui est aux antipodes de l'ontologie minimale sur laquelle se construit la factualité scientifique.

Bref, le rythme cardio-critique de Paris 8 est aujourd'hui bien trop faible pour mobiliser les forces vives nécessaires afin de s'opposer efficacement à ce type de pratiques préjudiciables. Les raisons sont sans doute multiples, et l'alternative dévoyée dont nous venons de parler est sans aucun doute une explication possible à ce peu de dynamisme dont font montre les universitaires du point de vue de la praxis critique. Certaines radicalités de campus qui se vivent pour l'essentiel dans le confort des théoricismes amphigouriques et la chaleur des bibliothèques ne sont, par ailleurs, pas spécialement enclines à s'engager promptement au sein des mouvements sociaux. Produire des analyses sur les Gilets jaunes sans sentir peser la nécessité d'avoir à mettre les pieds sur un rond-point occupé, théoriser les révolutions depuis son salon ou s'enorgueillir d'être petit propriétaire dans une banlieue rouge populaire en ayant toutefois misé sur la gentrification du quartier ne sont que des manières d'entretenir l'illusion d'une proximité avec le peuple et les communautés politiques en émergence. Aussi n'est-il pas très étonnant de constater quasi systématiquement un « retard à l'allumage », une forme d'attentisme présentée par les plus malins comme relevant d'une disposition scientifique au traitement *ex post* des faits. Cette distance qui présente tous les atours d'un renoncement, voire d'une défiance, provoque notamment des tensions avec les étudiant.e.s, plus disposé.e.s

à s'investir et prendre leur part à la conflictualité sociale, élan qui, par ailleurs, s'avère parfois dénoncé, y compris par les tenants de cette critique en chambre comme un spon-tanéisme juvénile.

De surcroît, il ne faut pas perdre de vue qu'il existe une frange non négligeable de collègues qui approuvent les mesures gouvernementales, les orientations du MESRI et les modes de gouvernance de notre université ; simplement parce qu'ils.elles estiment pouvoir en tirer avantage. Les personnels de la fantasmée « Paris 8 la rouge », contrairement à ce qu'une certaine vulgate plus ou moins bienveillante, tente d'établir comme représentation, ne constituent pas un aréopage de « gauchistes » défendant bec et ongles l'émancipation, l'autonomie, la liberté et le progrès social. On en est même assez loin. L'idéologie macroniste, le « ni droite ni gauche », la vision jupitérienne d'une « élite » au pouvoir qui, élue, décide pour tou.te.s sans avoir à rendre de compte à personne sont des topiques qui infusent jusque dans nos rangs. S'il y a encore quelque temps — pas si lointains —, celles et ceux qui adhéraient à ce type de conception politique ne se faisaient que peu entendre, ils.elles font aujourd'hui montre d'une bien arrogante décomplexion. Présent.e.s dans les diverses instances de l'institution, ils.elles n'hésitent plus à faire valoir leurs points de vue — ce qui est somme toute une bonne chose —, mais de manière fort véhémement, fustigeant à l'envi les pensées critiques, dénonçant « l'esprit Paris 8 » comme une ringardise de soixante-huitard attardé et souhaitant par conséquent, et à l'instar de ce qu'une collègue m'avait une fois confié : « mettre définitivement fin au folklore marxisant ».

De la brutalité comme mode de gouvernance

Outre cet aspect, il me semble pouvoir également avancer qu'une partie des personnels, titulaires et précaires, est épuisée ; littéralement rincée par les affres qu'elle a à

subir au quotidien. Voilà des mois, des années en certains cas, qu'à Paris 8, les conditions de travail se détériorent sans qu'aucune solution ne soit apportée par les tutelles qui en ont pourtant le devoir moral et la responsabilité légale : invectives, insultes, violences physiques, agressions sexuelles, pressions psychologiques, harcèlement moral, diffamation, dénonciations calomnieuses, etc. Malgré la multiplication des signalements pour atteinte à l'intégrité physique et à la santé mentale des salarié.e.s, les nombreuses déclarations de dangers graves et imminents, l'explosion des arrêts de travail pour dépression et *burn out*, ou encore les notifications répétées du médecin en charge de la prévention et de la santé du personnel, les avanies endurées ne cessent de prendre de l'ampleur. Aujourd'hui, la souffrance au travail relève d'une forme d'ordinaire et, de toute évidence, elle est devenue une politique de gestion des personnels.

Le milieu universitaire est d'une très grande violence. On s'imagine peut-être, vu de l'extérieur, une communauté d'individus cultivés et sagaces, soudés par un commun intérêt pour la production et la diffusion de savoirs émancipateurs. Il n'en est évidemment rien. Il me semble que l'on peut identifier, outre une majorité silencieuse, droite dans ses pantoufles, qui ne voit rien, n'entend rien et ne dit rien, deux catégories de fâcheux/ses qui, réunis sans pour autant être nécessairement coordonnés, s'avèrent, de fait, responsables de la plupart de ces situations toxiques. En premier lieu, on trouve les bureaucrates patenté.e.s, apparatchiks académiques porteurs de ce que Pierre Bourdieu qualifiait de « capital scientifique politique », qui doivent, de fait, à peu près tout à l'appareil institutionnel, à des stratégies attenantes et qui portent des attentes et des intérêts personnels congruents avec ceux de l'institution qui les protège et leur apporte le statut qu'ils.elles ne pourraient obtenir autrement. Dans le cas des enseignants-chercheurs, ils.elles se distinguent généralement par un

éloignement caractérisé de la recherche qui, chez les plus culpabilisé.e.s, cherche à être comblé par un investissement, décrit par leurs soins comme extrêmement prenant, dans certaines charges et responsabilités administratives dont ils se servent comme d'une caution pour justifier leur désertion de la mission originelle qui est pourtant la leur : celle de devoir produire des connaissances. Ils sont évidemment les premiers à se gonfler d'être des intellectuels, à défendre la formation par la recherche (comprennent-ils encore ce à quoi cela peut correspondre ?) et à déclarer vouloir la réussite des étudiant.e.s. Mais, dans les faits, ils n'hésitent jamais à jouer la carte de l'inertie, de la routine pédagogique, à rejeter toute proposition novatrice, à mettre à mal la recherche et ses déclinaisons didactiques, ainsi qu'à vilipender celles et ceux qui y prennent réellement (leur) part, surtout quand ces dernier.e.s leur apparaissent comme d'agités « hérétiques » remettant en cause les logiques prévalant au maintien des règles du jeu (*illusio*, hiérarchies, légitimités, places, avantages, etc.) sans lesquelles lesdits bureaucrates seraient bien nu.e.s. Pour d'autres encore, le temps dégagé par l'abandon plus ou moins assumé de la recherche, leur donne la possibilité d'assurer un volume d'heures supplémentaires considérable, leur permettant, sous couvert de compensation, de bouffir leurs émoluments en n'assurant pas l'intégralité des missions basiques qui leur sont pourtant imparties. Et je ne parle évidemment pas, en l'espèce, des collègues sommés par des conditions de travail inacceptables et des directions aux ordres du ministère, d'assurer des charges de cours servant à couvrir les déficits récurrents de recrutement.

Mis à part les bureaucrates patenté.e.s, on trouve également une autre catégorie d'individus que l'on pourrait simplement nommer les carriéristes ou les narcisses ambitieux.ses et qui tendent à vouloir faire de l'Université une structure d'opportunités susceptibles de participer de leur splendeur.

On en trouve du côté des hauts personnels administratifs, mais on les rencontre surtout dans les rangs des enseignant.e.s-chercheur.e.s raccordé.e.s au « tout à l'ego », lesquels prennent l'Université pour un bassin de décantation de leurs excréations narcissiques. L'homo econoacademicus de l'ère macronienne, DRH de son auto-petite-entreprise a pour caractéristique d'agir principalement pour infléchir positivement sa trajectoire professionnelle en termes de traitements et/ou de reconnaissance sociale. Il s'agit par exemple, pour lui/elle, de faire enfler son *curriculum vitae* qui consignera la moindre de ses activités, même la plus anodine (qu'il aura pris soin de pompeusement rebaptiser à son avantage), de faire bedonner son capital symbolique en se montrant toujours compatissant.e et prêt.e à soutenir la hiérarchie, *i.e.* se trouver en appui de celles et ceux qui, en retour, espère-t-il/elle, sauront le/la rétribuer à hauteur de son « sincère » soutien : primes, congés de recherche, avancements, allocations, aides à la publication, etc.

Contrairement aux bureaucrates patenté.e.s, les carriéristes sont, la plupart du temps, investi.e.s dans la recherche et porteurs de cette forme de capital scientifique que Bourdieu qualifiait de « pur ». Animé.e.s d'une réelle *libido sciendi*, ils.elles entretiennent généralement une très haute opinion de leur personne et de leurs compétences intellectuelles. Plein.e.s d'eux/elles-mêmes, ils.elles se voient rapidement tout en haut de l'affiche, consacré.e.s, et considèrent d'un mauvais œil l'ensemble des collègues qui occupent les postes jugés importants (distributeurs de ressources) sans avoir pu se les mettre *a priori* dans la poche.

Parmi eux/elles, les plus jeunes universitaires (mais il en existe de vieux/vieilles) s'avèrent tout particulièrement virulent.e.s, habitué.e.s qu'ils ont été à jouer des coudes et à gérer leur entreprise d'élévation personnelle en correspondance avec leurs ambitions d'intégrer le milieu universitaire,

par l'affirmation de leurs « singularités », de leur « authenticité » et le refus d'être, ne serait-ce que discutés. Ils ont ainsi tendance à construire n'importe quel désaccord quant à leur manière de gérer leurs appétits professionnels en offense castratrice portée par de sombres collègues qui ne penseraient qu'à maintenir leurs préséances. Les places sont chères, les possibilités somme toute restreintes ; aussi ont-ils développé un sens du placement particulièrement aigu et estiment-ils devoir faire feu de tout bois pour accéder aux positions qu'ils.elles considèrent devoir occuper. La précarité et la concurrence accrue ne produisent pas que des renoncements, elles créent également, chez celles et ceux qui ont réussi à intégrer le champ, des défiances exacerbées et un « ordre moral » qui se parent de minoritarismes servant à travestir les prétentions égotistes en les rhabillant de revendications identitaires.

Un collègue revenant d'un séjour d'étude à l'étranger, aura ainsi été littéralement subjugué par les traces des conflits consignés dans les archives du centre de recherche qui l'accueillait, opposant jeunes chercheurs auxquels il aime à s'identifier (ne serait-ce parce que ceux-ci participaient de l'aventure intellectuelle dont ledit collègue se dit l'héritier) et chercheurs confirmés occupant des postes de direction. Cette manière de se vivre inévitablement en victime d'une oligarchie mandarinale, c'est-à-dire en « indigène académique » trouve généralement à se traduire en un double populisme : l'un, qui tend à affirmer (à l'encontre des positions qu'ils.elles occupent) qu'il n'y aurait finalement pas de différence fondamentale entre la connaissance scientifique et le savoir ordinaire ; conjonction justifiée à l'aide de l'argument de l'égalité des intelligences et du « tou.te.s capables », lequel confond deux registres : la qualité (la nature) des idées et leur dignité. L'autre, qui consacre le dédagisme comme solution à leurs problèmes

personnels, c'est-à-dire leur souci, non de déhiérarchiser la sphère universitaire, mais de la subordonner (*i.e.* la réagencer) à la mesure de leurs soifs carriéristes selon le principe d'une charité bien ordonnée. Il ne s'agit pas de rééquilibrer les positions et les légitimités d'un champ au nom de principes de justice ou d'un commun à construire de concert, mais de s'arroger celles qui leur permettent d'exercer ce fameux « pouvoir » qu'ils.elles décrivent tour à tour comme diffus et/ou concentré, selon ce qui les arrange à un moment ou à un autre, et leur permet de faire exister cette culture victimaire dont ils ont tant besoin pour justifier leurs assauts, ainsi que pour rendre acceptables et faire passer pour critiques leurs essentialismes stratégique-égotistes.

Du narcissisme névrotique

Au-delà du cas Paris 8, on assiste à une collusion confuse entre certaines théories politiques identitaristes et les exigences individualistes du libéralisme contemporain. Les subjectivités deviennent la mesure incontestable d'une réalité qui doit tout recevoir de l'individu, de sa sensibilité. La conjuration des ego qu'évoque Aude Vidal dans son livre éponyme sur les milieux militants féministes est également une réalité des milieux universitaires français dont le fractionnisme narcissique s'avère un levier fort utile pour instituer l'individualisation des parcours et la précarisation des collectifs de recherche. Et de fait, on peut d'ores et déjà remarquer de fortuites coïncidences entre les éléments de langage de la LPPR et la présence dans la rhétorique de certain.e.s collègues de plaidoyers *pro domo* les affranchissant de toute dette vis-à-vis d'une communauté de pairs qui les a pourtant formé.e.s et promu.e.s (sans pour autant exiger le moindre « retour »), oubliant qu'aucune trajectoire universitaire ne saurait être envisagée en dehors des (contre-)dynamiques sociales qui lui ont permis d'émerger.

Ils.elles préfèrent, par la même occasion, maintenir l'illusion rassérénante de ne rien devoir à personne et tout à soi-même, et ce, malgré les entre soi intellectuels desquels ils.elles participent et qui ne sont évidemment pas pour rien dans leurs succès ou leurs échecs. Dans un autre genre, mais finalement proche, les saillies du président directeur général du CNRS sont à cet égard assez éloquentes. Commentant la LPPR, il a justifié la mise en place de politiques inégalitaires et darwiniennes. La démultiplication des emplois précaires, les débuts de carrière sous contrat, la modulation des services, la politique des primes, les entretiens « de progrès », etc., bref, tout ce qui permet un traitement brutal des personnels est, de fait, utile à la gouvernance libérale de l'ESR dont le succès semble, dorénavant, devoir se mesurer au nombre de start-ups montées. Le même Antoine Petit écrit par ailleurs, dans sa préface au récent ouvrage *Sexualités, identités et corps colonisés*, que la race et le genre sont les nouvelles grilles de lecture du monde. On peut ne voir, dans ces affirmations, aucun voisinage, si ce n'est un penchant pour le *fast thinking*, mais on peut également envisager qu'il puisse aussi y avoir comme une proximité. Celle-ci se situe à un double niveau : l'un superficiel, lié à la représentation de la science qui sert à investir, faire du *business* et à construire des notoriétés médiatiques ; l'autre, plus profond, qui fait se rencontrer individualisme et identitarisme. Les politiques de l'identité sont, sous certains aspects, en proximité évidente avec les points de vue libéraux.

Sans doute sera-t-il aisé d'estimer que c'est là faire le jeu de la réaction. Force est en effet de constater que la critique la plus visible de ces élaborations théoriques est de nature plutôt réactionnaire. Elle prend forme au travers d'une valse de tribunes, contre-tribunes, appels, manifestes et autres pétitions dont les supports privilégiés sont les médias dominants qui font leurs choux gras des accusations réci-

proques qui fondent l'essentiel de leur argumentation et s'appuient, de part et d'autre, sur des surenchères campistes (républicaines, laïcardes, indigénistes, racistes, etc.) et provocatrices. Les attermoissements attendus des Bouvet, Finkelkraut, Michéa, Bouteldja, Diallo et consorts sont des manières d'occuper l'espace public médiatique à peu de frais et de se donner quelque importance. Il en existe également une critique bien plus documentée, portée depuis des points de vue différents, par des collègues comme Philippe Corcuff, Jean-Loup Amselle, Malika Amaouche, François Bayart et d'autres, points de vue auxquels, d'ailleurs, il ne s'agit pas d'adhérer en bloc, tant s'en faut. Ceux-ci dénoncent notamment l'impossibilité de construire un commun politique depuis ces identitarismes qui envisagent la dimension collective à l'aune du communautarisme, la dimension individuelle comme incommensurable et les formes d'oppression qu'ils dénoncent comme l'élément central à partir duquel toutes les autres luttes doivent s'agréger. À cet égard, le recours récurrent à la notion d'intersectionnalité semble être de faible portée, car celle-ci masque précisément, le plus souvent, une manière faussement œcuménique de plaider pour sa « chapelle victimaire » et son sujet historique à soi.

Il ne s'agit évidemment pas de rentrer, ici, dans la farandole des invectives qui donne vite le tournis et la nausée. Par ailleurs, j'ai assez milité dans des organisations antiracistes, « antifa » et féministes pour savoir où j'habite, contrairement à d'autres, qui semblent parfois errer dans les cacographies théoriques pour se chercher quelque famille d'accueil qui correspondrait, non pas tant à une perspective conceptuelle heuristique, qu'à un repère identitaire coïncidant avec ce qu'ils.elles s'imaginent être. Dans un texte récent, Corcuff avance que les débats dans le monde des sciences sociales sont rendus de plus en plus difficiles, car traversés par des

préjugés subjectivistes et des tendances égocentrées qui trouvent des appuis dans un milieu universitaire qui n'est pas exempt d'une exacerbation des concurrences interindividuelles que la LPPR entend précisément mener jusqu'à une forme de paroxysme. Son diagnostic me semble, hélas, parfaitement juste. Forcée entre le marteau néolibéral et l'enclume identitariste, la violence académique s'en trouve redoublée et emprunte des voies destructrices qui n'hésitent plus à s'en remettre à l'invective, la calomnie, la disqualification.

Quand une collègue occupant un très haut rang de responsabilité dans la hiérarchie institutionnelle est sommée d'expliquer publiquement son impéritie et certaines de ses pratiques autocratiques, celle-ci en vient à se dédouaner de tout éclaircissement en expliquant que le désaccord vient pour l'essentiel du sexisme de ses détracteurs (dont nombre de femmes) qui trouveraient inconsciemment prétexte à manifester leurs réactions misogynes, ne supportant pas, « à l'évidence » d'être dirigé.e.s par une femme. Circulez, il n'y a rien à voir ! Et cet exemple n'est pas un cas isolé. Tout dissensus se voit immédiatement rhabillé des oripeaux du sexisme, du racisme, de l'homophobie, de l'islamophobie, de l'afrophobie, etc. La moindre différence se voit érigée en conjoncture propice à exercer plus ou moins consciemment des formes iniques de domination. Peut-on y voir autre chose qu'un foucaldisme mal digéré qui, non seulement, prévient tout débat constructif, mais corrompt également la portée critique de ce type de dénonciation ? Car à accuser avec une régularité métronomique n'importe quel détracteur d'être un oppresseur, on en vient logiquement à dévaluer toute charge critique à ces dénonciations qui s'avèrent pourtant vitales en certaines occasions ; de celles précisément qui, se déployant régulièrement au cœur même de l'institution universitaire, ne sont pourtant quasiment jamais traitées avec diligence et gravité par celles et ceux

qui sont si prompt.e.s à se dépeindre eux/elles-mêmes en victimes de ces agressions quand il doivent faire face à des contradicteurs. De même, celles et ceux qui, malgré ce qu'ils sont (femmes, racisé.e.s, homosexuel.le.s, etc.) n'agissent pas selon les attendus des déterminismes identitaires, sont systématiquement suspecté.e.s d'être des « collabos », des valets, des sots, des *bounties* (noir.e.s à l'extérieur et blanc.he.s à l'intérieur) ou, dans le meilleur des cas, d'être manipulé.e.s et incapables de prendre conscience des formes de violence symbolique qui les astreignent à coopérer aux desseins des oppresseurs, et ce, à l'insu de leur plein gré. Des subalternes victimisé.e.s, des bourreaux, des félons et quelques simples d'esprit : voilà résumés les « *characters* » servant de patrons-modèles aux dramatiques identitaristes de tout poils et certaines comédies institutionnelles.

« Ça donne pas envie, ça c'est sûr. Notre Université n'est pas à ce point de délabrement, mais on sent bien que ça pourrait ne pas durer. C'est fragile et ça pourrait se dégrader vraiment vite. »

Violences universitaires. Entretien clinique

ZOÉ

Un psychiatre expert : Est-ce que vous pourriez me rappeler à partir de quand vous vous êtes sentie en difficulté, que vous avez eu le sentiment que, petit-à-petit, vous vous sentiez de plus en plus mal à l'université et me dire un petit peu comment le contexte et les événements se sont enchaînés ?

2009 — Très rapidement, j'ai fait une analyse politique du fonctionnement de l'Université et en particulier au niveau de la réforme de Bologne où on demandait aux universités de modifier complètement leur carte de formation... J'ai été formée à l'analyse des dispositifs... et avec une analyse du rôle de l'université dans la superstructure, parce que j'ai fait tout mon parcours à l'Université X en sciences de l'éducation auprès de sociologues marxistes ; j'ai donc vite appris dans ce parcours où j'ai très vite eu connaissance des analyses stratégiques. J'ai été très bien formée à la critique des constructions du dispositif éducatif, puisque, pour eux, l'homme est le résultat du dispositif éducatif... J'avais une analyse politique des enjeux stratégiques locaux, notamment de formation et notamment des liens avec l'Université Y,

puisque mon champ de recherche est en lien avec leur champ de pratiques sociales. Donc très vite j'ai compris les enjeux entre l'Université Y et l'Université X et je dirais que ça, ça a été le cadre institutionnel et d'analyse intellectuelle que je pouvais faire de la situation. C'est la première chose. La deuxième chose, c'est qu'avec la réforme de Bologne, a été engagé un certain nombre de fonctionnaires de l'État qui, très clairement, ont été mandatés pour la mise en place de ces réformes. Et pour pouvoir mettre en place ces réformes, il ne faut sans doute pas trop penser aux biens communs et être de bons petits soldats, le plus souvent pervers au plan psychologique.

Bien évidemment, je ne peux dire ça qu'après coup, mais sur le moment j'observais, par exemple, des séries de dysfonctionnements : j'avais une secrétaire pour mettre en place une maquette de formation, je lui transmettais les informations nécessaires, mais la maquette n'est jamais sortie et « on a jamais rien dit » à la secrétaire ; je mettais en place un projet de recherche, mais je n'arrivais pas à avoir les signatures dans les délais, etc. La région m'avait demandé de monter un master sanitaire et social et en même temps de diriger la plateforme innovation recherche de façon à mettre en place, au niveau de la région, des formations qui répondent aux besoins des populations. Mais une nouvelle directrice a été mandatée pour mettre en place la réforme de Bologne et m'a retiré le projet : « il n'en est pas question, tu rapportes l'argent mais c'est pas toi qui va le faire, on va promouvoir quelqu'un d'autre » et le quelqu'un d'autre n'a évidemment aucune compétence mais il ne posera pas de problème. Pourquoi moi je posais un problème ? Je refusais la compromission. Je refusais de comptabiliser des morts pour faire valider des décisions dans un conseil d'UFR. Je refusais d'accepter que le directeur de l'UFR rédige son propre profil de poste et je refusais de signer les PV. Et donc

j'en viens à être exclue. Ma déontologie au travail a fini par me nuire. Je refusais des avances des collègues PU qui me promettaient protection si...

Vous aviez une position qui vous permettait de bloquer des choses ?

J'étais au conseil de mon UFR, à la commission de recrutement de l'UFR et puis j'ai été embauchée en 1998, après avoir fait tout mon parcours en sciences de l'éducation dans cette même fac. J'avais une fine connaissance de la maison et une très bonne connaissance du milieu d'éducation populaire et du milieu politique local de gauche. Je n'avais donc pas une position pour bloquer, mais la position de celle « qui sait ». J'ai vite été isolée par différentes manipulations internes et sans doute externes, puisque j'avais refusé de rentrer dans certains réseaux influents locaux.

Vous avez donc senti qu'on vous mettait de plus en plus de bâtons dans les roues dans le cadre de votre travail ?

Oui, c'était manifeste depuis l'arrivée de trois nouveaux professeurs qui statutairement ont eu des pouvoirs. Il n'y a rien de plus hiérarchique qu'une université ! Donc des professeurs qui sont arrivés avec la volonté d'instaurer leurs pouvoirs et surtout de favoriser leur seule carrière. Leurs pouvoirs se sont traduits par une surpuissance liée à leur statut qui leur permettait d'exercer sur les maîtres de conférence (MCF) différents droits, car nous étions devenus les vassaux des professeurs dans leur délire. En m'y étant opposée, ils ont donc exercé tout un pouvoir de nuisance évident en créant d'abord du discrédit. Du discrédit au niveau intellectuel entre enseignants, du discrédit auprès des étudiants, du discrédit au niveau des relations que je pouvais avoir avec l'université Y, du discrédit sur la capacité à gérer le dispositif dans lequel je m'étais investie, alors que c'était un dispositif

reconnu à l'international avec expertise européenne et des compétences réelles dans le management de projet, puisque j'avais monté un projet européen. Mais ces compétences-là n'étaient absolument pas acquises par ces nouveaux professeurs qui arrivaient. C'était compliqué, mais il n'en demeure pas moins que c'est comme ça que j'ai construit l'ensemble du dispositif pour lequel j'avais été embauchée. Le Président m'a donné carte blanche à mon arrivée et m'a dit : « tu montes une licence, une spécialité ». Ce que j'ai fait. « Tu le mets à distance dans le cadre de l'AUF ». Ce que j'ai fait aussi. J'étais invitée dans de nombreuses conférences et j'étais devenue experte au niveau régional sur différents dispositifs. Avec l'appui de la Présidence de l'époque, alors que j'étais toute jeune MCF, j'ai monté un DESS. C'était le premier DESS E&S cohabilité entre l'Université Y et Université X. Le premier en France !

Et si je comprends bien, finalement, même avant que ces nouveaux professeurs arrivent, qu'il y ait ces soucis-là, vous étiez un petit peu à part. De par votre sujet de recherche, de par la relation avec l'Université Y...

Oui, j'étais à part. J'étais une femme seule courtisée par les profs mâles dominants... Mais, très vite, je me suis retrouvée à diriger des dispositifs et un axe de recherche. Donc j'étais l'objet de convoitises et de jalousies. Donc en fait c'était facile de me transformer en bouc émissaire et, très vite, j'étais la victime émissaire... Après réflexion et prise de distance, ça fonctionnait très bien jusqu'à l'arrivée de ces trois nouveaux qui ont décidé de récupérer tout mon travail par tous les moyens... mais pas par ambition intellectuelle. C'était uniquement pour des enjeux de personne. J'ai aussi été la victime collatérale de la Présidence qui m'avait embauchée et qui avait été largement décriée à l'époque. Quand je dis « tous les moyens », c'était autant le discrédit, que des

« incivilités », comme voir disparaître des affiches que je pouvais mettre dans les couloirs, retrouver mon bureau fouillé, sans compter un collègue qui avait décidé de me « séduire » en me bloquant derrière les portes des bureaux. Les gifles n'étaient pas suffisantes ! À l'époque, des collègues machos n'hésitaient pas à passer les mains sur les fesses des femmes et délivrer des propos sexistes sur les tenues, dans les couloirs devant les étudiants. C'était le lot d'un bon nombre de femmes à l'UFR. Un professeur m'a même précisé que je garderai la direction de mon master si j'acceptais le droit de cuissage ! Il a bien sûr connu une belle carrière !

Et ils ont fini par mettre la main dessus ?

Oui, sauf que moi, j'avais mis dix ans pour le monter et avoir le réseau qui va avec. Ils pensaient obtenir que tout le monde suivrait au niveau du réseau, mais le réseau a coupé. Il n'y a plus rien... La seule mention en France, en SHS, dans le champ, a disparu, car ces cons-là n'ont rien compris à ce que c'était, n'ont vu que le pouvoir qu'ils pouvaient récupérer de tout mon travail et ils n'avaient aucune compétence dans le champ de recherche. C'était le pouvoir pour le pouvoir.

On sait qu'un réseau c'est une question d'humains ce n'est pas une question d'institution.

Oui et c'est le problème auquel ils ont été confrontés. Ils ont pensé récupérer le dispositif, mais les gens impliqués dans mon réseau ont refusé de continuer avec eux puisque bon... c'était « mon réseau ». Les gens me connaissaient et ils venaient pour travailler dans un même état d'esprit, avec moi, depuis des postures critiques qui sont peu travaillées dans ce champ... Les choses ont commencé à mal virer avec M. S, en tant que personne, au moment de mon Habilitation à diriger des recherches (HDR), le jour où, membre de mon

jury, il n'a pas apprécié que je démontre que certains modes d'éducation dans le domaine de la santé ne sont absolument pas efficaces. Je l'ai démontré scientifiquement et le grand professeur en place n'a pas du tout apprécié la démonstration. Là, pour M. S, je n'étais plus une jeune collègue sympa et bosseuse, mais j'étais devenue une critique, donc un danger !

En même temps, cette posture critique était extrêmement appréciée par les acteurs de terrain qui ont donc déserté le master de ce grand professeur de Université Y. Donc là, ça va plus. Crise au sommet ! Là, j'ai compris que j'étais grillée. J'ai compris que la santé publique, de droite, ne pouvait pas entendre les postures critiques. Et j'ai bien senti que, là, tout a viré parce que l'Université Y faisait pression sur la Présidence de l'Université X pour supprimer ce master trop critique. J'étais fragilisée aussi à l'interne, ce qui fait que je me suis retrouvée sans appui, ni du côté de l'Université Y, ni du côté de l'Université X. Je me suis trouvée au milieu. Je dois aussi ajouter qu'à ce moment-là, que la LRU nous a poussés les uns contre les autres, chacun voulant sauvagement garder son territoire...

Et vous avez tenu combien de temps ?

Alors ça, ça a duré de 2003 à 2009 et j'ai soutenu mon HDR entre deux, en 2006. Je ne sais pas comment j'ai tenu et je me souviendrais toujours le jour où je suis tombée malade. J'étais pleine d'énergie malgré tout. J'avais cette analyse qui me rendait consciente de la situation, mais au niveau de mon corps, j'arrivais à un point où j'avais très mal au ventre, je ne dormais plus, je travaillais jusqu'à 3 heures du matin... J'étais dans un engrenage où je ne voulais pas céder, ni intellectuellement ni politiquement, parce que j'avais construit un véritable dispositif de recherche et de formation, que j'avais acquis de vraies compétences et qu'il n'était pas

possible de lâcher. Et un matin, le directeur m'appelle en me disant « bah ça y est, on a réussi à te supprimer ». Donc ça voulait bien dire que toute l'équipe était vraiment dans cette perspective-là, il fallait m'abattre parce que je dérangeais par rapport à la manière dont ils avaient construit les promotions internes. Il fallait récupérer mon dispositif qui était habilité triple A, alors que les autres ne l'étaient pas. Ils avaient un B ou un C, donc ils se sont retrouvés eux-mêmes dans une injonction paradoxale, puisqu'ils étaient en train de détruire la personne qui était évaluée A+ par le ministère et leur permettait de sauver le bateau. Il y avait quelque chose qui ne fonctionnait pas dans leur système, mais il n'en demeure pas moins qu'un jour ils m'appellent en me disant « ton master n'existera plus, on le transforme ». Et là, je me suis écroulée, je me suis vraiment écroulée. Ce jour-là, je n'ai pas pu me lever et j'ai eu l'impression d'être enterrée. Je suis restée couchée pendant toute une année à ne sortir que pour les consultations médicales.

Vous vous souvenez encore de la date ?

Ah oui ! Le 28 février 2009.

Est-ce qu'il y a un moment où vous avez compris que, de toute façon, de cette lutte entre le pot de terre et le pot de fer, vous ne sortiriez pas gagnante, ou est-ce que vous avez eu le sentiment qu'il y avait quand même un petit espoir ?

Ah non, je l'ai compris parce que progressivement les éléments se sont retournés les uns après les autres. En fait, le problème c'est que la réforme LRU a modifié entièrement les enjeux de pouvoir, ça a tout modifié. Pendant la lutte contre la réforme, j'ai manifesté, j'ai organisé des prises de parole des étudiants, j'ai brûlé mon doctorat sur le campus, je me suis mise en face des CRS qui voulaient tabasser nos

étudiants. Bref, j'ai lutté. Je me suis opposée à la Présidence qui acceptait l'arrivée des CRS et j'ai eu la peur de ma vie en me mettant avec d'autres collègues face aux CRS armés qui voulaient charger les étudiants. Rien à voir avec les autres manifs que j'avais déjà faites dans ma vie ! C'est beaucoup, tout ça, pour une seule personne. Quand je me suis écroulée, dans le fond, je me suis dit que je n'avais pas su m'adapter et je que je n'avais pas su anticiper, alors que j'avais toutes les grilles de lecture. Et ça, pour moi, ça a aussi été une remise en cause de ce que je savais faire. Donc là, c'était un vrai problème. C'était devenu « qui suis-je ? ». Parce que je pensais avoir compris, avoir analysé les enjeux stratégiques politiques locaux, mais je me suis écroulée quand même. Donc là, pour moi, il y a des choses qui ont vraiment disjoncté et j'avais beau avoir les outils intellectuels, prendre soin de moi, faire de la relaxation, je m'écroulais. Je me suis dit « mais putain, qu'est-ce qui ne va pas, quoi ? ». Et c'est là où c'est devenu difficile, car je me suis complètement effondrée. Mes schémas intellectuels, mes comportements de protection n'ont servi à rien, ils m'ont juste aidée à résister le plus longtemps possible, mais un jour le corps lâche et il lâche vraiment, comme une longue grippe qui ne vous quitte jamais.

Et ça s'est produit à peu près à quelle période ?

C'était après l'HDR, après 2006. C'est là que M. S a compris que je le dépassais sur l'analyse des dispositifs et que c'était fini de notre collaboration. L'élève avait dépassé intellectuellement le maître tout puissant de la région. J'ai aussi compris par tous les sales coups des collègues de l'UFR qu'il fallait m'abattre et récupérer le dispositif de formation et de recherche avec la complicité de la Présidence, qui était centrée sur la réforme et non sur les humains qui devaient la construire.

Donc ça s'est fait à peu près sur trois ans où vous avez tenu ?

Oui, sur trois ans, j'ai tenu en utilisant le réseau, en faisant attention à ma vie personnelle, alimentaire, sportive et familiale avec mes enfants. Et dans l'après coup, j'ai trouvé toutes ces stratégies aussi inefficaces que maltraitantes, puisqu'elles aident à tenir le coup malgré tout.

Vous étiez, à l'époque, si lucide que ça quant aux enjeux de pouvoir ou c'est rétrospectivement que vous pouvez faire cette analyse ?

C'était à la fois pendant, parce que le fonctionnement pervers se repère vite, mais aussi forcément dans l'après-coup. Sur le moment, j'avais les outils d'analyse mais il y avait aussi ma déontologie. C'est terrible, mais je dirais que c'est ma déontologie qui m'a perdue. C'est mon système de valeurs qui m'a coincée, parce que jamais je n'ai accepté que des étudiants se fassent maltraiter par un prof, je n'ai jamais accepté qu'un amphi triche – et on m'a reproché de refuser l'examen –, je n'ai jamais accepté que l'on passe dans mon bureau pour me donner des ordres pour les prises de décisions dans l'UFR, j'ai refusé de relever des notes pour certains étudiants, j'ai refusé les avances, j'ai refusé la compromission. Ce ne sont que des exemples du fonctionnement d'une UFR qui se transforme en une zone de non-droits dirigée par un entre-soi de pervers, soucieux de leur carrière. Je ne suis pas comme ça. En fait, toutes les raisons pour lesquelles je suis rentrée à l'université, avec la réforme de Bologne, elles se sont toutes écroulées les unes après les autres. Parce que l'université n'est plus le lieu de la création d'un commun, de la formation tout au long de la vie. C'est terminé. L'université est au service du CAC 40, elle est rentrée dans une marchandisation des savoirs ! C'est un enjeu de personnes, de pouvoir individuels et politiques, mais l'Université n'est plus là pour

construire le savoir, elle répond à un classement. On publie n'importe quoi et c'est comme ça que ça fonctionne. Les publications ne servent qu'à la valorisation des carrières individuelles... Je suis rentrée à l'université pour travailler sur la construction de connaissances communes, pour tous et toutes, tout au long de la vie. J'ai volontairement choisi le service public. C'était ça qui était important, parce que je pense que c'est par l'éducation qu'il peut y avoir émancipation de l'humanité. Et c'est pour ça que j'ai choisi un travail pluridisciplinaire, parce que ce sont mes premiers cours de psychanalyse qui m'ont donné envie de faire une analyse, mes cours de sociologie qui m'ont donné des grilles intéressantes de compréhension du fonctionnement politique, ou les théories critiques qui m'ont donné les outils d'analyse des dispositifs. Ça m'allait bien et je m'épanouissais vraiment, à la fois personnellement et intellectuellement, et c'est pour ça que j'ai accepté de rentrer à l'Université. Parce que j'avais envie de participer à ça. Comme je savais faire, j'ai fait, je ne me suis pas posé de questions, mais je l'ai payé cher !

Mais dans la période 2006-2009, vous aviez déjà conscience que les enjeux étaient différents ou bien n'est-ce que maintenant ?

On était obligé de mettre en place la réforme. La réforme a tué, a massacré l'Université, qui est maintenant utile au néolibéralisme. Elle permet d'éviter l'augmentation des chiffres du chômage en intégrant trop de jeunes qui ne sont pas prêts pour l'Université... Et elle s'organise la plupart du temps pour ne pas accueillir les plus défavorisés. Elle fonctionne avec des jeunes collègues soumis à l'évaluation et qui se soumettent en ne comprenant que leur carrière.

Mais est-ce que vous aviez conscience que la connaissance passait au second plan ?

Non, je n'en avais pas conscience parce que j'avais reçu une évaluation très favorable du ministère pour ma formation et mes recherches, ma maquette. Si elle était habilitée A, c'est parce que j'avais de véritables connaissances qui étaient développées eu égard aux compétences utiles. Mais ça, c'est parce que j'ai une vraie connaissance du secteur de recherche et c'est comme ça qu'on était recrutés. On était recrutés parce qu'on avait démontré scientifiquement qu'on était véritablement compétent sur un champ de recherche et que ce champ de recherche permettait la construction du dispositif de formation. Maintenant, ça ne fonctionne plus comme ça. Plus du tout. Il faut des structures psychiques qui acceptent de mettre en place la réforme. Mais c'est comme ça que j'ai été formée.

Donc si je comprends bien, ce n'est pas l'absence de motivation ou de sens qui vous a écroulée, mais davantage la conjonction des forces qui, petit-à-petit, vous a de plus en plus isolée ?

Ah oui, mais c'est vraiment dans une volonté de nuire et, sur le moment, ce n'est pas une évidence, ce n'est que par le cumul des actes volontairement posés que vous comprenez la mise au placard. On discrédite, on isole, on bloque, on vous insulte, on vous drague, on vous fait douter de votre travail, on manipule les étudiants contre vous, les dossiers de demande de subvention sont signés hors délais... Mais heureusement, quatre ans plus tard, l'enquête CHSCT a démontré que je n'étais pas folle et j'ai été la première à bénéficier de mesures contre la maltraitance au travail, parce que l'enquête CHSCT a démontré que pendant quatre ans ils ont fait la même chose à tout le monde. Et personne n'a rien fait. En plus, les manipulateurs ont eu des promotions internes, ils sont par exemple devenus vice-présidents, dont un aux risques psychosociaux ! Et les victimes, si elles

reprennent le boulot, doivent, elles, aller dans une autre université... au mieux.

Et il y a eu d'autres personnes qui ont été, comme vous, mises sur le côté ?

Ah oui, plusieurs femmes : ma secrétaire, une autre collègue qui avait monté un DU, une autre qui était responsable d'un autre master : il fallait nous dégager. Ils ont aussi bloqué la carrière des deux ATER qui bossaient avec moi. Ma collègue a été plaquée au mur par un collègue lors d'une dispute au sujet du DU. Ma secrétaire est partie plus tôt à la retraite pour éviter de s'épuiser...

Quand on vous a annoncé que c'était fini, que votre master était supprimé, vous m'avez décrit tout à l'heure un écroulement...

Le jour où je me suis écroulée, j'ai appelé mon médecin et elle m'a envoyée aux urgences au CHU et, là, ils m'ont diagnostiqué un *burn out*. Je suis sortie avec une ordonnance et suis allée chercher des médicaments, mais je ne tenais pas debout. J'avais vraiment plus de jus et ça a duré un an comme ça et quand je dis « plus de jus », c'est plus d'énergie du tout. Mon *burn out*, la première année, c'était comme une année de grippe, le même phénomène physique. Donc je ne pouvais pas faire à manger, je ne pouvais pas faire les courses, je ne pouvais rien faire. Donc j'ai décidé de couper avec l'Université qui continuait à exiger que je corrige mes copies. Il y a un collègue qui est venu me voir en me disant « je vais reprendre la direction » donc il l'a prise et lui, il était heureux. Il avait la direction d'une mention clé en mains, sans compétence sur le champ de recherche. J'ai eu beaucoup de courriels gentils des étudiants, mais je n'ai jamais eu aucun appel de mon UFR, ni de mes collègues, ni du labo, ni de la direction de l'Université. Et en sortant de l'hôpital

pour la première fois de ma vie, j'ai eu cette idée de suicide. Je m'en souviendrai toute ma vie. Je rentrais chez moi et j'ai juste accéléré pour que ça s'arrête tellement j'avais mal. J'avais mal physiquement puis, surtout, j'avais l'impression que ce mal n'était pas entendu, mal physiquement et psychiquement. En fait, j'ai passé une année à être confinée chez moi, à « regarder » la télé et c'est comme ça que je me suis vidée. Une amie psy m'appelait tous les jours, jusqu'au jour où je suis allée voir un psychanalyste lacanien, parce que je ne supportais plus les médicaments et j'avais le sentiment d'être mal soignée. On voulait me donner des médicaments pour ma tête alors que c'est mon corps qui souffrait le plus. J'étais malade à crever. C'est la psychanalyse qui m'a sauvée des médicaments et de cette maltraitance psychiatrique, centrée sur les seuls médicaments.

J'ai le sentiment que vous décrivez une espèce d'anesthésie pendant cette période ?

Ah oui, complètement. Et je commence seulement à repleurer maintenant. J'ai coupé quelque chose en moi pour ne pas devenir folle et ce sont les outils intellectuels encore une fois, mes capacités d'analyse, qui m'ont permis de tenir le coup et de ne pas devenir cinglée. Ils avaient créé chez moi le doute total de ce que j'étais en tant que professionnelle. Ils avaient réussi à complètement abîmer ma propre estime au niveau professionnel. Je me suis rendu compte au fil du temps que ce n'était pas que professionnel, c'était à tous les niveaux : en tant que femme, en tant que maman puisque je n'ai pas pu aider mes enfants. J'ai pas pu leur payer les études qu'ils voulaient ; ils ont du arrêter leurs études pour travailler, parce que moi, je ne pouvais pas les financer en étant à demi-traitement. Nos relations sont aujourd'hui toujours difficiles. J'ai travaillé avec une morale, des convictions, des valeurs, mais j'ai échoué, parce qu'on broie les gens comme moi

dans l'Université française. Ils ont complètement anéanti la personne que j'étais. Et parmi les choses qui m'ont le plus frappée, il y a le manque de réaction des autres collègues qui ont laissé faire. Souvent, je les ai comparés à ceux qui ont accepté de faire monter des enfants et des femmes dans des trains vers l'Allemagne dans les années 40 !

« Ce genre de témoignage fait froid dans le dos. C'est un témoignage gênant je trouve. Gênant parce qu'il met mal à l'aise, parce qu'on se dit que toute cette souffrance est largement indue et ne devrait pas exister. Gênant aussi, au sens où il est gênant pour l'institution qui a laissé faire, tout comme les collègues qui regardent ailleurs. Abîmer les gens comme ça, à ce point, c'est tout bonnement ignoble. Et laisser les gens s'abîmer, couler, sans chercher à les aider à sortir la tête de l'eau, c'est pas beaucoup mieux. Gênant, parce que ça nous met la honte. La honte d'en être, d'être de ce milieu aussi moche. »

Florilège #1

HELP

« Votre cas est à placer dans le « pot commun » qui se définit essentiellement par cette volonté qu'a l'actuelle direction de l'université de ne pas intervenir et de laisser les situations de crise se développer jusqu'en un point où la santé des personnels est effectivement mise en danger.

On y a intérêt dans la mesure où le cas par cas qu'ils aiment tant pratiquer n'a d'autre but que de justifier une non-intervention. Et dans votre cas, ils mettront en avant, au mieux un problème interne, au pire des conflits d'ego. Et comme ils savent que jamais les enseignants-chercheurs ne prendront le temps de s'informer dans le détail de votre dossier – comme des autres – ils risquent de parvenir à leurs fins. Ce qui se manifeste, c'est une pratique délétère d'ajournement constant de toute décision qui vire à la complicité. »

« L'organisation du travail qui prévaut à l'IUT et au département X nous empêche de bien faire notre travail ; ne permet pas d'éliminer les risques encourus par les usagers et les enseignants ; nous empêche de nous exprimer librement ; porte atteinte à notre dignité. Ceci est contraire aux Droits Humains Fondamentaux figurant dans la directive 89/391/CEE du 12 juin 1989. Cette directive rappelle que les obligations non dérogatoires, supérieures à tout pouvoir de direction (obligations de moyens et de résultats) d'un employeur sont les suivantes : garantir notre santé physique et mentale sur les lieux de travail ; assurer des lieux de travail sains et sécurisés ; recenser tous les risques pour les éliminer ; nous former à nos postes et à leurs risques professionnels ; donner toutes informations utiles aux travailleurs. La responsabilité civile et pénale d'un employeur est systématiquement engagée en cas de non-respect des obligations ci-dessus. »

« D'arrêts maladie en hospitalisation, d'injonctions en manades en tout genre, toutes les actions les plus pernicieuses et les plus humiliantes les plus attentatoires à la vie et la dignité humaine sont le lot des travailleurs, et qui mettent à mal le fonctionnement du service de la recherche. Cette crise ouverte vient dans le prolongement d'une série de crises jamais gérées, mais plutôt étouffées : la crise des migrants, le blocage de l'université, le gel des recrutements, etc. Ce mode de gouvernance de l'université, qui bafoue les règles élémentaires de la démocratie, du débat, du respect des Humains, de leur droit,

etc., ne peut plus durer. Cette gouvernance qui protège quelques-uns, écrase le plus grand nombre, doit être désormais interrogée. Doivent être également interrogés le dispositif Parcoursup, la hausse des droits d'inscription appliquée aux étudiants extra-communautaires, etc. »

*« Cher.e.s collègues,
Le comité technique du 9 avril a été précédé de graves incidents. Des agents regroupés devant la porte d'accès de l'espace Deleuze ont pris à partie des élu.e.s et des représentant.e.s de la direction de l'université. Ce qui aurait pu être l'expression légitime d'un mécontentement social s'est malheureusement transformé en un événement de tout autre nature. Ce rassemblement a donné lieu à des comportements inappropriés et indignes du service public, qu'il s'agisse des injures proférées, des menaces physiques annoncées ou encore de saluts nazis assumés. Ces attitudes et propos pouvant relever du droit commun et faire l'objet de sanctions pénales, la direction de l'université rassemble en ce moment toutes les pièces, témoignages, enregistrements, photos ou vidéos qui pourraient être portés à la connaissance du juge. Nous rappelons ici que le débat d'idées, fondamental, et la liberté de parole, essentielle, ne peuvent être instrumentalisés à des fins violentes ou diffamatoires. Notre université doit rester cet espace où chacun se sent d'autant plus libre de ses opinions qu'il reste protégé par le droit.
L'équipe présidentielle. »*

« Alertés par la dégradation des conditions de travail que subissent plusieurs de nos collègues

en raison des atteintes portées aux procédures en vigueur au sein de notre service, ont été surpris d'apprendre que la réunion prévue ce jour avec la Direction générale des services avait été annulée sans aucun motif. Par ailleurs, aucune nouvelle date de réunion n'a été proposée aux agents. [...] Nous demandons le strict respect de la fiche de poste et de la lettre de mission régissant les fonctions de X, ainsi que ses missions et son périmètre d'action. Nous demandons également, avec insistance, le strict respect, par l'équipe présidentielle/direction de l'établissement, des procédures d'expertise juridique des conventions de recherche, ainsi que des règles administratives et financières validées par les instances de notre université et appliquées au sein de notre direction. Enfin, il nous paraît inacceptable que des collègues se sentent humiliés par des pratiques ou des comportements qui sont contraires aux règles élémentaires de la courtoisie, de la bienséance et de la déontologie. »

« Lettre à l'ISST.

Monsieur l'Inspecteur,

Nous vous saisissons sur des manquements graves de notre direction relatifs à la santé des personnels. Vous trouverez ci-joint le témoignage d'un membre du personnel, X, qui a été pris à partie et violemment agressé par un étudiant de notre université. Depuis, X est en arrêt maladie pour cause de souffrance au travail ; il vit dans la peur de devoir revenir travailler dans l'université, lieu fréquenté par son agresseur et ses acolytes, libres d'aller et venir. X a déposé plainte à la police et le secrétaire du

CHSCT a déposé une alerte dans le registre des dangers graves et imminents (DGI) le lundi 17 décembre. Malheureusement, depuis cette date, rien n'a été suivi de la procédure requise dans ce cas précis (art. 5-7 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982) : à notre connaissance il n'y a pas eu d'enquête à laquelle le secrétaire du CHSCT aurait dû être convié, la Direction n'a pas informé le CHSCT de décisions qu'elle aurait prises (?), il n'y a eu aucune réunion à ce sujet dans les délais imposés par le décret. D'autre part, il est d'autres dysfonctionnements à vous signaler relativement au CHSCT : manque d'informations sur des observations portées sur les registres SST ; non respect des délais d'envoi des documents destinés à préparer les CHSCT ; non mise en ligne des avis de CHSCT, le dernier mis en ligne datant de septembre 2013.

Le manque cruel d'informations et la quasi inaction de la Direction relativement à des affaires graves de pratiques s'apparentant à du harcèlement sexuel et/ou à du harcèlement moral (en particulier dans le cadre de l'IUT de Tremblay en France), le silence envers deux demandes de reconnaissance en accident de service dont l'une date de plus de 6 mois... Ces manières de (ne pas) traiter les problèmes des personnels de Paris 8 et des IUT, entraînent souffrances au travail et atteintes à la santé chez les personnels de notre université. »

De la diffamation. Entretien

KARL

Tu as subi une campagne de diffamation dans l'exercice de tes fonctions d'universitaire. Peux-tu détailler ce qui s'est passé ?

Après avoir quitté la direction de mon laboratoire fin 2017, j'ai été victime d'une campagne de diffamation répugnante qui a consisté à m'accuser de « harcèlement moral », de « violences sexistes », d'exercer une forme de « police politique de la pensée », d'avoir une conduite « agressive et inappropriée », ou encore d'être le tenant d'un « marxisme-léninisme dogmatique »... et même d'avoir proféré des menaces de mort ! J'en ai d'abord ri, tant la chose me semblait invraisemblable et relever d'une forme évidente d'égarement et de médiocrité. Aussi, malgré la diffamation avérée, j'ai souhaité, dans un premier temps, ne pas donner prises aux ragots et à la rumeur. Ce fut assurément une erreur, car, très vite, je me suis retrouvé sévèrement affecté par ces attaques portées et entretenues par des collègues qui comptaient, dans une logique de représailles, me faire payer certaines de mes prises de position qu'ils avaient jugées, d'une manière

ou d'une autre, ne pas leur être favorables.

Quand j'ai appris que des pressions avaient également été exercées à l'encontre d'une partie des doctorant.e.s que j'accompagne (demandes d'invisibilisation de mon nom dans certaines de leurs publications, mises en garde quant à mes pratiques de direction et de recherche, etc.), les choses sont rapidement devenues insupportables. L'objectif était sans conteste de me fragiliser au point de me faire taire, quitte à inventer de toute pièce des griefs. Détruire ma réputation et, espérait-on sans doute, ma carrière ou, à tout le moins me salir au point de faire douter possiblement d'autres collègues de l'opportunité de travailler avec moi. Tel était le but de l'opération qui, sur certains aspects, a pu parfois atteindre son but.

Tu imaginais que ça puisse arriver ?

Pas du tout ! Je n'aurais jamais imaginé avoir, un jour, à subir de telles calomnies, ni même envisagé que mon honneur et ma probité puissent être si malhonnêtement entachés, en toute impunité, et ce, sans que les tutelles ou des collègues ne ressentent le devoir d'intervenir pour faire cesser le crapuleux et l'immoral. Il faut en convenir, c'était, là, faire montre d'une grande naïveté et oublier combien, dans le champ universitaire, le fait de répandre des contre-vérités sur le compte d'un collègue n'est jamais inutile, surtout quand on souhaite le neutraliser ou prendre sa place et que l'on s'avère prêt à tout pour arriver à ses fins. Cet épisode, qui m'a valu un arrêt de travail de plusieurs mois, n'est pas autre chose qu'un règlement de comptes politique, auquel se mêle des haines personnelles travesties en replis victimaires.

Comment cela a-t-il été rendu possible ?

Si l'on fait abstraction des tropismes liés à la préservation des intérêts propres de chacun.e selon la position qu'il/

elle occupe et celle qu'il/elle vise ; si l'on met également de côté mesquineries, incompréhension, fantasmes, névroses paranoïaques et narcissiques, il reste trois raisons fondamentales pouvant expliquer ces politiques révocatrices. La première d'entre elles tient à la direction épistémopolitique que j'avais, avec d'autres, choisie d'impulser et de défendre : interdisciplinaire, critique, matérialiste, dégagée des réflexes communautaristes qui accompagnent l'hyperspécialisation et la division du travail intellectuel au sein des sciences sociales. Certain.e.s ont finalement jugé cette orientation trop critique, trop marxiste, trop engagée, trop défiante des « douanes disciplinaires ». D'autres, qui eux/elles étaient en accord avec l'option critique, ont, pour leur part, choisi de faire sécession en promulguant la supériorité supposée du point de vue théorique à partir duquel ils.elles entendaient conduire leurs travaux et reconfigurer les offres de formation. Entre autres choses, les aspects socioéconomiques et les classes sociales ont été déclarés appartenir aux vieilleries marxistes auxquelles il ne faudrait plus prêter attention. Nous avons fait, par exemple, le pari d'essayer de construire des questionnements sur le cycle production-circulation-appropriation des biens symboliques en mêlant divers apports de l'économie politique, de la Théorie critique et des *cultural studies*. C'était sans compter sur les logiques de distinction animant une certaine « élite » autoproclamée disposant de son brevet de sophistication identitaire, pour laquelle l'élaboration collective est vécue comme un totalitarisme faisant obstruction aux singularités qui la composent et aux potentiels individuels qu'ils.elles estiment tirer d'abord de ce qu'ils.elles sont. L'Université n'est, étonnamment, pas le lieu du collectif, lequel est trop souvent appréhendé comme un empêchement aux fulgurances individuelles. La chose peut paraître parfaitement paradoxale chez des *scientists* censés faire front sur des approches historiques et relationnelles,

mais force est de constater que c'est, hélas, un fait structurant.

La deuxième raison tient à ce que nous avons instillé une ambiance de travail invitant tous et toutes à s'engager pleinement dans la recherche. Pour celles et ceux qui en étaient les plus éloigné.e.s et ne pouvaient se prévaloir que d'une réussite moindre dans l'accumulation d'un capital scientifique « pur » (une misère de position d'autant moins supportable qu'elle se trouve en contravention avec un sentiment de supériorité sociale souvent héritée), l'invitation a été perçue comme un geste de remise en cause de leur personne, de leurs stratégies et un procès en légitimité ; au point d'ailleurs qu'en retour, ils.elles en viennent même à militer pour que les activités de recherche deviennent optionnelles, simple possibilité parmi d'autres ; et, par exemple, de proposer que les mémoires de master et les soutenances qui les accompagnent deviennent facultatifs. On ne peut que souligner la congruence de cette vision avec celle du MESRI qui aimerait imposer une Université à deux vitesses avec, d'un côté, quelques pôles prestigieux aux frais d'inscription exorbitants, où se concentreraient les efforts de recherche, et, de l'autre, une multitude de collèges universitaires dont la principale mission tiendrait à former la main d'œuvre des bassins d'emploi où ils se trouvent géographiquement implantés.

Enfin, *last but not least*, il m'a été reproché à de nombreuses reprises, de ne pas « jouer le jeu » institutionnel, de ne pas consentir aux arrangements habituels qui facilitent l'exercice de gouvernance et de m'opposer aux politiques locales de gestion des moyens de production et de reproduction.

On t'a, en quelque sorte, reproché de cracher dans la soupe...

À l'université, la complaisance des pairs s'achète assez facilement et celles et ceux qui refusent le deal sont amenés

à en payer le prix fort, car certain.e.s collègues traversé.e.s par une volonté de puissance débridée s'avèrent prêt.e.s à tout pour arriver à leurs fins. Un nombre non négligeable d'entre eux/elles semblent dépourvu.e.s de surmoi et laissent s'exprimer à l'envi une panoplie de pulsions nourries de frustration et de ressentiment. Ce à quoi j'ai été confronté n'est, d'un point de vue psychanalytique, pas autre chose que des projections agressives. Tous les maux dont ces individus m'ont accusé expriment leurs propres intentions d'action. On pourrait dresser la liste précise de ces reproches et se rendre aisément compte qu'il s'agit en fait du répertoire de leurs propres agissements. Une haine de groupe concentrée sur un bouc émissaire désigné qui sert de victime sacrificielle et dont la destruction est censée apaiser les tourments de tou.te.s, réassurer les identités de chacun.e (à commencer par celles qui sont les plus incertaines et fragiles) et tenter de re-hiérarchiser les légitimités et les dignités. Sans faire de la clinique de bas-étage, on sait tout de même combien les exécutions et les déchainements vraiment hostiles peuvent relever de tentatives destinées à punir ceux qui vous tendent un miroir dont le reflet s'avère peu conforme à l'idée que vous vous faites de vous-même. Cachez ce Moi que je ne saurais voir ! La Barre commentant le célèbre livre de Devereux sur les phénomènes de contre-transfert en sciences sociales insistait bien sur cette tendance pathologique consistant à punir les personnes qui, vous faisant prendre conscience de vos insuffisances, vous obligent à vous adresser des exigences auxquelles vous ne souhaitez pas répondre et provoquent une angoisse parfois insupportable. Après le meurtre collectif de celui dont sont censés provenir les maux de chacun.e, le collectif opportuniste doit, en théorie, pouvoir recouvrer une sérénité, lavé de ses penchants haineux et de son anomie purificatrice. Et c'est globalement de cette manière que les choses se passent. Si les détestations

et les ressentiments couvent toujours, les haineux.ses et les « malgré eux » qui ont été enrôlés dans ce maelstrom mortifère simulent maintenant, entre eux.elles, la concorde : le retour au calme devant servir de preuve supplémentaire à l'utilité et à la légitimité de leur entreprise préalable de destruction.

On peut s'étonner du laisser faire tout de même...

Pour le moins ! Mais ça fait partie intégrante du processus. Un certain nombre de collègues a très bien vu ce qui se passait et l'injustice de la situation, mais ils n'ont pas souhaité prendre parti, par indifférence, par crainte, par vengeance, par intérêt, etc. La panoplie des raisons à partir desquelles il est possible de justifier ces silences s'avère des plus vastes. Depuis peu, des collègues sont revenu.e.s vers moi pour me dire qu'ils.elles regrettaient ce qui s'était passé, mais rarement pour faire leur *mea culpa* quant au fait qu'ils.elles aient effectivement laissé faire. C'est assez compréhensible dans la mesure où leur participation passive à la diffamation crée une culpabilité qui, certes, peut encombrer leur mauvaise conscience, mais rend aussi possible leur participation à une nouvelle situation d'équilibre qui, sans les satisfaire véritablement (mais combien, encore, ont-ils des exigences singulières quand à ce que doit être un collectif ?), leur permet un exercice minimal de leur fonction, sans trop de tension. Se battre contre l'injustice faite à un pair n'a rien d'un réflexe évident. On s'en rend bien compte quand des proches, de qui un soutien minimum vous semblait devoir couler de source, préfèrent se réfugier dans le silence en espérant que l'orage passera et que vous ne leur en tiendrez pas grief. Le pire étant peut-être ceux qui tentent de s'auto-amnistier en délestant vos calomniateurs d'une grande part de leur responsabilité et de leurs mensonges. Il serait facile de les mépriser pour cela, mais, en fait, je les plains.

Le mensonge est, de fait, au cœur de la calomnie et il est toujours difficile de lutter contre les mystifications...

Oui, la calomnie a pour objectif de broyer. Hannah Arendt rappelait dans *La crise de la culture* que le propre du mensonge moderne est de détruire plutôt que de cacher. La campagne de diffamation dont j'ai été victime en est un bien bel exemple. Les ambitieux/ses ne dissimulent plus leur cuistrerie – elle est même leur nouvelle bannière –, mais en font une arme de destruction, surtout quand ils comprennent qu'ils.elles bénéficieront d'un blanc seing des tutelles pour se livrer à leurs sinistres plans (de carrière). L'impunité donne des ailes et de l'aplomb. Le cénacle des sycophantes qui m'avaient dans leur viseur rassemblait notamment des insatiables de la reconnaissance académique – plus ou moins jeunes pousses aux dents longues – et des adversaires idéologiques : de celles qui s'offusquent du fait « qu'on puisse encore parler de Marx en cours » et considèrent qu'il n'y a pas de différence entre production théorique et propagande idéologique ; de ceux qui voient dans l'effort critique un totalitarisme – tout en se disant victimes d'oppressions systémiques –, et envisagent la discussion scientifique comme le lieu d'une série de « micro-violences » exercées par des « mâles-blancs-professeurs-hétérosexuels-plustoutjeunes », parangons de l'oppresseur aux cent privilèges ne cessant de faire offense à leurs diverses conditions minoritaires dont ils tireraient leur supposé génie. Tout ce qui dérange ou ne va pas dans le sens du désir ou de l'ambition de certain.e.s se voit systématiquement requalifié en agression et l'on assiste, comme le suggère Jack Halberstam, à l'émergence d'un « moralisme de divas » qui dénonce et stigmatise à tout va.

La séquence nous aura instruit sur le fait que le baratin épistémologique – au sens où l'entend Harry G. Frankfurt – de certaines *studies* peut servir de caution théorique à ces politiques de destruction dont le caractère nihiliste alimente

une forme d'horizon obsessionnel. Chez les tenant.e.s de certaines options théoriques proches des politiques de l'identité ou, dans un autre registre, d'une métaphysique morbide à la Tiqqun, il semble de bon ton d'envisager les proximités critiques non comme des opportunités de construction commune dans le cadre d'alliances épistémopolitiques, mais comme des entraves à leur magnificence individuelle dans le cadre de la concurrence d'un marché universitaire sans pitié. Liquider les potentiels « alliés » semble, ainsi, devoir être un préalable. « Détruire la gauche », « fusiller Sartre » ou « abattre le peuple blanc » sont des mots d'ordre qui me semblent affectés d'une bien saumâtre pente vers le néant. Le débat est rendu nécessairement difficile, voire impossible quand le préalable de la discussion est précisément de construire l'interlocuteur, non pas comme un adversaire, mais comme un ennemi ou un traître qu'il faut anéantir, à moins qu'il consente à devenir, non pas un allié, mais un fantassin docile de la cause. On est, en l'occurrence, fort loin d'une pensée dialectique.

Cette logique mortifère accompagne les prétentions de ce que Michel Foucault nomme les figures parasitaires de la discussion. En l'occurrence, pleines d'elles-mêmes, elles se vivent comme les nouvelles égéries de la radicalité académique et, à ce titre, s'estiment légitimes à se lancer dans cette lutte des places dont elles pensent qu'elles doivent leur revenir. Mon université semble, hélas, devenue, en certaines de ses franges, la caution de ce barnum qui fait donc bon ménage avec la *hype* post-structuraliste, la désinhibition des pulsions égotistes les plus régressives, mais aussi l'entrepreneuriat académique et un certain clientélisme. Celles et ceux qui s'y entre-reconnaissent trouvent d'ailleurs, sans trop de mal, d'autres prétendant.e.s prêt.e.s à les suivre et à jouer les idiot.e.s utiles à bon compte. Sans doute en tirent-ils.elles, au final, quelque avantage ou externalité positive — il faut

l'espérer, sans quoi ces calculs ne seraient le signe que d'une aliénation avancée. Ce qui est certain tient à ce qu'ils.elles s'accommodent aisément des vérités contrefactuelles, même frappées d'indignité, quand celles-ci viennent renforcer leurs fantasmes, leur font croire qu'ils tiennent enfin leur revanche ou confortent le narcissisme de leurs toutes petites différences, lesquelles les poussent à considérer les pratiques qui ne leur sont pas communes comme des critiques parfois insupportables de celles qui leur sont précisément habituelles.

C'est sans doute peu satisfaisant, mais tu peux au moins te dire que cette situation est maintenant derrière toi.

S'extirper de ce type de mauvais film n'est pas simple. On y arrive (ou pas), « comme on peut » et inévitablement avec de l'aide. Si l'on est isolé, le tocsin de l'effondrement vient rapidement à sonner. Il n'est pas du tout aisé de maintenir un niveau de dignité susceptible de donner la force de refuser de devoir comparaître dans l'idée que certains collègues se font et présentent de toi. En interne, l'assistance peut venir de la médecine du travail, de certains syndicats et de collègues qui, à ta demande, ont la volonté et le courage de témoigner en ta faveur et de dénoncer les manigances dont tu te retrouves être victime. Et comme je te l'ai dit, ils ne courent pas les rues. Je me répète, mais ce sont là des moments de vérité dans la mesure où certain.e.s refusent de t'apporter publiquement leur soutien tout en t'assurant de leur « estime », quand d'autres, y compris parmi celles et ceux que tu considérerais pourtant comme des camarades, ne condescendent même pas à te répondre et font même, ensuite, l'économie de t'adresser la parole ou ne serait-ce qu'un regard. En externe, les appuis possibles sont ceux des médecins qui ont été sensibilisés à la souffrance au travail, des avocats, de ta famille, de tes amis. Pour ce qui me concerne, ma situation a finalement bel et bien été reconnue,

par une commission *ad hoc*, dite « de réforme », comme un accident du travail dont la cause relève d'un harcèlement moral et d'une campagne diffamatoire menée à mon encontre. Le dossier qu'il a fallu monter et les démarches à entreprendre ont été considérables, coûteuses en temps et en énergie : signalement sur le registre SST, dépôt de plaintes, consultation de professionnels de santé agréés, etc. Cette reconnaissance est importante, mais, concrètement, ne vient franchement rien réparer. Les calomniateurs ne sont évidemment pas sanctionnés et les tutelles ne se voient pas inquiétées alors que leurs responsabilités fonctionnelles qui les enjoignent à maintenir des conditions de travail permettant un exercice normal de la production scientifique sont évidemment engagées. Au surplus, il faut bien avoir en tête que la diffamation est une machine infernale. Quand bien même la vérité finit par éclater, le pari qui est fait est qu'il restera toujours un fond de l'infamie initiale et que le bien turpide adage « Il n'y a pas de fumée sans feu... » fera le reste.

Il faut bien comprendre que la plupart du temps, celles et ceux qui subissent ce genre d'offenses et d'outrages ne sont pas entendues. Pis, ils.elles sont ignoré.e.s et souvent sommé.e.s de se taire. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ne joue plus son rôle de traitement des alertes et ne diligente plus d'enquêtes ; il sert en revanche à identifier les « gêneurs ». Les nécessités légales (traitement rapide des signalements, octroi de la protection fonctionnelle, etc.) sont largement bafouées, les dysfonctionnements administratifs monnaie courante (perte de pièces, vol de données, délais non tenus, etc.) et certains services maintenus inopérants, à l'instar de cette commission disciplinaire dont la seule utilité est de dédouaner la direction de l'université de son attentisme coupable. Quant aux syndicats, quand ils ne sont tout bonnement pas des soutiens

avérés de la Présidence, ils apparaissent désarçonnés par tant de troubles dans le formalisme du « dialogue social », ne savent plus comment se faire entendre et se recroquevillent parfois dans une bureaucratie procédurière, réconfortante mais inopérante. Car les procédures internes de signalement et de traitement des souffrances sont ralenties, empêchées, ignorées, invisibilisées, déclarées avoir été prises en compte, alors qu'il n'en est rien, etc. *In fine*, les harcelé.e.s sont même, parfois, habilement requalifié.e.s en harceleur.e.s, tandis que ces dernier.e.s sont systématiquement écouté.e.s quand ils.elles ont l'audace de se dire martyres. La tactique de l'inversion victimaire permet de jouer le couplet de la complexité (« vous n'avez pas tous les éléments du dossier » ; « chacun a sa part de torts ») et, évidemment, de ne rien faire.

Ta situation n'est donc pas un cas isolé

Hélas non. Chaque cas est singulier, mais c'est bien un système qui permet cela. À Nantes, par exemple, le Président de l'université a démi de ses fonctions un enseignant-chercheur au motif qu'il aurait participé à un charivari contre la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants et d'y avoir, soi-disant, bousculé des personnels administratifs qui seraient, depuis, traumatisés — fait qu'il conteste fermement.

Ce qui me semble au cœur de ces affaires, comme en d'autres, c'est la tentative des tutelles de mettre fin à des actions qui leur déplaisent et qui sont, à dessein, présentées comme en contravention avec de prétendues obligations. Tout écart, non pas à la règle ou à la loi, mais à la simple volonté ou aux politiques tutélaires (locales ou gouvernementales) est considéré comme une insubordination. Les « désobéissant.e.s » doivent alors rentrer dans le rang et tous les moyens semblent bons pour les mater et les inviter au respect de la hiérarchie. Un même scénario est commun à

toutes ces affabulations qui mettent en scène des fonctionnaires manquant censément à leurs devoirs, violentant des actants-victimes construits pour l'occasion comme dominés et que l'on encourage à déposer un signalement, une main courante, une plainte, etc. Le procédé est grossier mais se répète à l'envi.

Ce que tu dénonces, c'est un milieu universitaire propice à ce genre de dérive, mais c'est aussi une forme de démesure managériale...

Je livre là un témoignage d'une expérience localisée et je n'entends évidemment pas déployer une analyse à vocation généraliste. Fort heureusement, il existe des universités, et j'en connais, où la collégialité et le respect de la démocratie sont une éthique de base et où il serait inconcevable que puissent, par exemple, être produites de fausses procurations, proférées des menaces ou couverts des agissements dispendieux. De fait, celles et ceux qui occupent des positions éminentes dans la structure de la distribution des différentes formes de capital scientifique et le contrôle des moyens de (re)production de la recherche. Il apparaît évident que leur responsabilité s'avère tout à fait centrale. Soit parce qu'elles laissent faire, imaginant que cela leur sera utile, soit parce qu'elles sont – il faut, hélas, en convenir – directement à la manœuvre. Le « style » de certaines directions me semble par exemple marqué du sceau de l'hybris : tendance narcissique à exercer le pouvoir, orgueil abyssal, auto-valorisation, confiance excessive en son propre jugement, dénigrement systématique des opposants, impunité, impulsivité, incompétence, etc. Il n'est évidemment pas normal de couvrir nombre d'abus, de se dégager à bon compte de ses responsabilités, de faire fi des nécessités légales, de s'absoudre des conflits d'intérêt dans lesquels on baigne, se délivrer des autosatisfecit (être incapable de tracer plusieurs millions d'euros relèverait

par exemple d'un « travail budgétaire satisfaisant », quand bien même il aura justifié le gel quasi complet des recrutements en 2019 et donc la destruction d'emplois), bafouer les décisions des composantes prises démocratiquement, se livrer à des tractations douteuses, mentir à l'envi, accuser, fustiger, intimider, menacer... Le service public d'enseignement supérieur n'a qu'à bien se tenir et ses personnels obéir ou partir avant d'y laisser leur santé et leur dignité ; l'extension de la rupture conventionnelle aux agents de l'État donne, aujourd'hui, quelque efficace additionnelle à la sommation.

« Hélas, cette gestion des personnels n'est pas propre à l'Université. On a de nombreux témoignages dans différents secteurs où ça se passe de la même manière. J'ai presque envie de dire que vous, à l'Université, vous avez au moins la capacité à faire la propre analyse de votre milieu. Ça ne change rien à l'affaire, mais ça permet sans doute d'amortir le choc. Dans les milieux où cette compétence n'est pas présente, ça devient vite la "cata" »

Notamment, ceux qui violentent les autres mettent parfois des lustres à se rendre compte de ce qu'ils ont fait.»

Florilège #2

PAROLES D'ENSEIGNANTS.E.S - CHERCHEUR.E.S

« Quand j'ai été nommé dans mon UFR, certains m'appelaient " l'étranger ". Non au regard d'une phénotypie ou d'une nationalité particulière, mais simplement parce qu'ils ne me considéraient pas comme membre potentiel de leur clique... »

« La première chose que j'ai faite, c'est remettre de l'ordre dans le budget et reprendre aussi la main sur les dépenses. Constaté qu'une partie non négligeable du budget passait alors dans les " moments de convivialité " m'a franchement étonné, pour ne pas dire plus, surtout quand j'ai découvert qu'il existait même une ligne de dépense consacrée à des feux d'artifice ! »

« " Merci de lui faire bon accueil ". C'est la formule consacrée. Je n'en ai guère vu la couleur de ce bon accueil. Un vrai asile d'aliéné.e.s. Dans mon département, la responsable administrative

et financière s'octroyait des prérogatives qui ne relevaient pourtant pas de sa fonction. Elle avait un avis sur absolument tout et entendait imposer son point de vue, y compris sur la pédagogie. Lui rappeler qu'elle n'avait aucune compétence en la matière, c'était s'assurer d'avoir un cours au fin fond d'un préfabriqué non chauffé ou d'avoir le droit à une crise d'hystérie accompagnée d'une bordée d'insultes. Ambiance... »

« X était assez clairement d'extrême-droite. Son racisme l'a d'ailleurs fait dégager de notre université. Il ne supportait plus autant de gens « pas clairs ». Parmi ses petits jeux dégueulasses, il adorait baver sur certains profs, aller raconter qu'untel se faisait payer ses vacances au motif de faire du terrain ou que tel autre était tellement fainéant qu'il préférerait pisser dans une bouteille plutôt que de se lever pour aller aux toilettes. Comment peut-on travailler avec un type pareil ? »

« La Vice-présidente à la recherche m'avait clairement dans le viseur. Elle avait le culot de me demander de sortir de certaines réunions publiques pourtant ouvertes à tou.te.s. Elle a perdu plusieurs fois des dossiers que je lui avais pourtant remis en mains propres ; elle déclassait en douce, contre l'avis de collègues qui avaient voté en ma faveur, des subventions. Ces gens sont fous. Ce sont des nuisibles. »

« Ce colloque, je m'en souviendrai toute ma vie. Ma communication avait été acceptée, mais certains voyaient d'un très mauvais œil que je

puisse exposer publiquement des analyses qui n'allaient clairement pas dans le sens du dogme disciplinaire. Avant même l'exposé, j'ai reçu des courriers de menace m'indiquant que si je persistais à tenir de tels propos, ils s'occuperaient de moi. Le jour J, la discutante m'a arrêté au bout de 5 minutes en me demandant d'arrêter de me masturber ! Dans la salle, les esprits se sont échauffés. Une idiote utile a même trouvé bon de me traiter de fasciste ! Même en se pinçant on avait du mal à y croire. Un collègue sympa est venu me voir à la fin du jeu de massacre : " Bravo pour la provoc, ça fait du bien ". Sauf qu'il n'y avait là aucune provocation. Ça fait presque 20 ans. Je n'ai jamais remis les pieds dans aucun des événements de cette société qui n'a de savante que le nom. »

« Ma demande de qualification auprès du CNU de ma discipline s'est vue déboutée à deux reprises. Assez clairement, il s'agissait d'un règlement de comptes. J'ai fait appel et j'ai eu gain de cause. Mais je me suis fait bloquer dans mon évolution de carrière pendant deux ans, par des collègues qui n'avaient peut-être pas le tiers de mes publications. L'évaluationnisme c'est déjà une plaie, mais laisser les brides de l'évaluation aux médiocres n'est pas une bonne idée. »

« Le mensonge est une arme massivement utilisée dans nos milieux. Pour la petite bourgeoisie carriériste, tous les coups sont jouables et légitimes s'ils permettent d'en tirer un avantage. Pas de pitié, c'est la guerre. L'idée du collectif a

*depuis bien longtemps exposé en vol. Il n'y a plus
que des individus avides de reconnaissance
– davantage que de connaissance – qui cherchent
les honneurs et à faire fructifier à tout prix leur
supposée singularité. On va avoir du mal à faire
machine arrière. »*

*« J'ai le sentiment d'une véritable fuite en
avant. Tête baissée, on fonce : il faut remonter les
maquettes au ministère, répondre aux injonctions
de la direction, évaluer les étudiants, se répartir
les responsabilités des formations, sélectionner les
candidats, fixer le calendrier de la rentrée,
décider, voter, pas une seconde à perdre !
Continuer comme si de rien n'était, après ce que
nous venons collectivement de vivre – après que
ce système ait si clairement montré son visage
mortifère – vraiment ? Je pense à cet entretien
que Bernard Friot a donné à la chaîne Youtube
Un Pognon de Dingue. Il y évoque la nécessité
de “ ne plus travailler que selon notre éthique,
ne plus produire pour la mort [...], s'organiser
contre les directions, leur désobéir, [toutes sont]
absolument serviles vis-à-vis de la logique capi-
taliste [...] pour ne produire que pour la vie ”.
Il évoque également “ une nouvelle forme de
grève : travailler comme nous l'entendons [...], [à
réfléchir] à partir du concret de notre
travail ”. Cela devrait nous aider, non pas à
trouver des réponses aux questions pratiques
que nous nous posons en ce moment pour savoir
comment nous allons faire, mais pour nous poser
d'autres questions issues de nos métiers, pour en-
visager d'autres voies, d'autres réponses, d'autres
exigences. Exigeons d'arrêter de*

foncer tête baissée dans le mur ! Mais personne ne souhaitant pour l'instant s'arrêter pour dire les désaccords, il ne peut y avoir de débat de fond, et comme l'ordre du jour l'impose – avec les impérieuses réponses aux injonctions ministérielles et à l'agenda fixé par la Présidence – nous continuons inéluctablement à approvisionner la machine économique, à faire tourner coûte que coûte ce système mortifère. »

« Je pense qu'il est temps « d'arrêter de se mentir » comme le dit une expression en vogue. Le fait est que nombre de collègues au sein des universités sont tout à fait résignés à ce qu'on appelle tantôt la transformation "managériale", tantôt "néolibérale" de l'université. C'est le fameux "il n'y a pas d'alternative". Des collègues souhaitent ardemment cette évolution vers la mise en concurrence, la privatisation des équipements et la gestion managériale de la force de travail. Elles et ils considèrent que ce serait à la fois plus efficace socialement et économiquement, et plus cohérent au vu de la position que l'université occupe déjà dans l'économie, en tant que vivier de jeunes diplômés, prêts à affronter un marché du travail lui-même concurrentiel. La mise en synergie de l'université et du "monde des entreprises" apparaît alors comme une évolution naturelle, inéluctable. Que ces collègues considèrent les organisations syndicales avec mépris est bien normal. Comme les autres opposants à la "modernisation" de l'université, elles seraient incohérentes, dogmatiques, utilisent des "éléments de langage qui [sont] de l'ordre de la critique éculée du

*libéralisme " pour citer une collègue ayant pris
dernièrement la parole à l'AG de mon UFR, se
disant « saturée par des propositions utopiques
dont on sait très bien qu'elles ne seront jamais
appliquées. »*

Sur le quotidien de la recherche à Paris 8

PIERRE-JOHAN & JEAN-LOUIS

Courriel envoyé à l'ensemble des directeurs d'unité de recherche (puis syndicats et autres collègues, dont les étudiantes) pour présenter le texte reproduit à la suite :

Chères et chers collègues,

Voici un texte que nous vous proposons, pour « mettre des mots » sur le vécu, souvent douloureux, de la communauté de la recherche (c'est-à-dire de tous les corps professionnels : enseignement, recherche, administration, BIATSS, étudiantes). Mais aussi, pour mettre en mots ce que peut devenir, ou persévérer à être, ce quotidien.

C'est la proposition d'une « base de discours » à partir duquel chaque personne (morale ou non) pourra se positionner. Ce peut être un point de départ pour que remontent, équipe par équipe, les différents « états des lieux » de la vie quotidienne de la recherche, des expériences déjà existantes ou voulues qui visent à repenser en actes les conditions de nos métiers.

C'est enfin, et peut-être avant tout, un discours qui s'ouvre à l'ensemble des autres communautés professionnelles de notre université, à but d'information, mais aussi d'appel à ne pas rester scindés : tout simplement pour leur signifier que

les personnes et les groupes ne sont pas seuls, et que nous pouvons, aussi, être là pour travailler ensemble en envoyant valdinguer les statuts, les compartimentages établis et autres ignorances mortifères.

Il s'agit de notre part d'une proposition, de quelque chose que nous avons déjà dit et écrit. Nous n'avons attendu l'autorisation de personne pour penser, dire et mettre en œuvre quelques-uns des linéaments proposés dans ce texte. Ce dernier, en revanche, ne se prétend ni impartial, ni parfait. À assez brève échéance, nous pouvons enrichir le débat/texte sur les problèmes qui nous touchent plus directement, chacune et chacun. Dans cette optique, nous vous invitons, si vous jugez ce texte pertinent, à le diffuser aux membres de vos équipes, formations et composantes, pour que la réflexion soit la plus collective possible.

Amicalement

Énoncer, dénoncer

Ce texte d'une part est fait de propositions et d'orientations, et d'autre part voudrait lancer un état des lieux de la « souffrance et absurdité quotidienne de la recherche ». Ce discours pointe non des personnes, mais des situations, des pratiques, des fonctionnements. Il est à la fois une dénonciation et une énonciation.

Dénonciation des sommes toujours croissantes de désintégration structurelle, de destruction des conditions minimales d'une écologie intellectuelle, et de massification de la souffrance au travail de toutes les actrices de notre champ. Énonciation de ce qu'il existe réellement, concrètement, des alternatives à un arraisonement idéologique de la recherche par une doxa managériale, « néo-libérale » et dé-régulatrice (mais qui, dans les faits, s'accompagne curieusement d'une inflation démente de réglementation, de surveillance et de production de rapports, évaluation, etc.). Le symptôme de

cette idéologie est que, à chaque fois qu'est dénoncée son inefficacité, elle répond par l'impossibilité de concevoir une alternative : « si la dérégulation échoue, c'est qu'il n'y en a pas encore assez : il n'y a pas d'alternative ».

Notre propre mithridatisation constituera-t-elle un autre symptôme de cette ambiance pathogène ?

Partager, proposer : pour quoi, pour qui ? Dialogue avec la communauté

Ce texte ne vise pas à rajouter une instance décisionnelle ou organisatrice de plus (nous croulons sous celles qui sont déjà là). Il énonce la volonté d'une consultation permanente de la communauté de la recherche. En tant que directrices ou co-directrices d'unités de travail, nous devons faire remonter l'ensemble de ces dénonciations et propositions. Nos équipes, personnes morales, symboliques et identifiables dans le paysage de l'établissement, sont les énonciatrices réelles, les porteuses de ces vécus personnels à grande échelle.

Ce texte vise à informer toutes les autres catégories professionnelles et sociales de notre communauté, à partager et proposer, autour de ce que nous savons de notre métier, de ses conditions réelles de fonctionnement et surtout de dysfonctionnement, au-delà de la seule communauté de la recherche, et encore plus de sa seule minorité « représentative ». Atomisés, nombre de faits semblent une fatalité ; partagés, reliés avec l'ensemble de la vie de Paris 8, leur impunité peut subir une force d'érosion : d'où la présente tribune.

Ce texte n'entre dans aucune logique « électoraliste », il ne vise pas à entrer dans l'orientation de telle ou telle partie de notre communauté : il s'agit d'un ensemble de « lieux communs » partageables par la communauté, et par rapport auxquels chaque discours particulier peut, et selon nous doit, se positionner. Ce positionnement, ensuite, désignera l'éthique qui orientera librement chaque discours.

Libérer les chercheurs, responsabiliser la recherche, refonder une confiance

Nous revendiquons les conditions de possibilité d'une expérimentation collective de nos pratiques : un accompagnement mutuel critique, dans une parité et une collégialité véritables, en lieu et place des dérives que nous constatons dans notre établissement. Dans le contexte de résistance contre le diktat ministériel relayé trop docilement selon nous par la direction de l'université (cf. la question récemment soulevée des co-directions d'équipes), notre communauté entend prendre son destin en main et éprouver concrètement qu'un autre chemin est possible. Jadis quelqu'un parla de transversalité... Quelles en seraient les conditions ?

À chaque statut correspond un équilibre de pouvoirs, de responsabilités et de libertés. Nous, statutairement directrices d'unité, entendons user de notre liberté, au lieu de l'auto-censurer au nom d'une hiérarchie qui n'existe que dans l'imaginaire, entretenu par une ambiance délétère. Nous prenons collégialement la responsabilité d'une réorganisation des rapports de pouvoirs (de décisions, d'actions, de validations), afin d'accompagner les expériences qui ont déjà lieu ou se mettront en place – et d'en rendre compte. Dans ces comptes à rendre, la soumission à l'idéologie évaluatrice et ses critères supposés incontournables verra sa place occupée par une libre décision des critères de sérieux à l'aune desquels nos communautés scientifiques, fortes de leur métier, estiment pouvoir être jugées sur pièces. La notion de métier, fondant la confiance et laissant le temps de faire proprement son travail, a-t-elle été décapitée au profit des idéologies du « projet » et de l'évaluation experte qui se félicite de son extériorité prétendument objective ?

La souffrance au travail est sous nos yeux

Plus urgemment que tout, nous entendons faire front

commun face au problème de la souffrance au travail, aux dangers psychiques et physiques que les conditions d'exercice ont engendrés à tous les niveaux. Sur ce terrain, d'une extrême urgence morale et concrète, nous entendons essayer de rendre possibles des travaux transversaux aux compartimentages catégoriels. Notre but n'est pas de « rajouter » des interventions (généralement externalisées : expertes, médicales, psychologiques, etc.) sur un quotidien déjà saturé, mais de revoir les raisons structurelles qui font de ce quotidien un milieu pathogène engendrant ces souffrances. Cela ne saurait se faire sans une mise à plat des relations entre les différentes fonctions, et de l'équilibre des pouvoirs, des responsabilités et des libertés, qui organisent quotidiennement notre travail collectif. Il ne s'agit pas « d'accompagner » les personnes et les équipes dans leur souffrance (jusqu'où : l'extinction d'un laboratoire, le *burn out*, le suicide ?), mais de penser les conditions nécessaires pour que ces personnes retrouvent les conditions réelles de ne plus avoir besoin d'être « accompagnées », de ne plus se sentir agressées par les conditions réelles de notre vie ici. Il s'agit, aussi, de montrer une volonté collective telle que, sans pour autant résoudre magiquement les problèmes lourds et venant de loin, qui abrasent notre établissement, un message puisse être adressé en direction de chacune et de chacun : la seule issue pour l'agressé(e) ne doit plus être celle de quitter les lieux de sa souffrance.

La diminution permanente du nombre de postes (EC, BIATSS) : mettre fin à la gestion exclusivement budgétaire de l'humain

La première cause de cette souffrance au travail n'est-elle pas la destruction physique de notre communauté par la suppression – « gel » – des postes de titulaires chez les enseignants-chercheurs et les BIATSS ? En effet, cela est

source d'un mal-être individuel et collectif multifactoriel, qui tient d'abord au fait que l'humain est devenu la principale (l'unique ?) variable d'ajustement de l'intégrisme budgétaire allergique au déficit même lorsqu'il n'est qu'imaginaire. La diminution du nombre de postes disponibles place de fait nos composantes en concurrence, l'obtention d'un poste ne pouvant se faire qu'aux dépens des autres collectifs. Cette mise en concurrence forcée fissure notre communauté et encourage dans le même temps l'inféodation au pouvoir auprès de qui il s'agit d'obtenir la « faveur » d'un poste. La destruction progressive, mais continue des postes pérennes ancre malgré nous la précarité dans nos pratiques : l'alternative consiste à abandonner nos projets pédagogiques ou de recherche ou à faire appel à des collègues précaires. Ces chercheurs ou enseignants précaires, employés sur des missions précises et de relativement courte durée, perdent leur liberté d'initiative et d'innovation. En outre, de par la nature restrictive de leurs attributions, ils ne sont pas enseignants-chercheurs à part entière et voient ainsi leur chance de titularisation réduite. Enfin, la diminution des forces vives fait peser un poids plus grand sur les épaules des unes et des autres en appauvrissant l'émulation intellectuelle résultant de la diversité des profils et des expériences. D'où un inévitable sentiment de déclassement collectif qui, ajouté à la mise en concurrence interne à notre université et à la précarisation généralisée, abrase inmanquablement les liens humains et abîme le vivre ensemble.

Investir avec sincérité dans une recherche qui ne soit pas une caricature managée

La question de l'argent, du pouvoir de sa distribution et de son usage, est à poser clairement.

L'argent de la communauté est là ; il pourrait être régulièrement distribué et régulé. Or, règne la doxa des appels à

projets, et de leurs fréquentes incompatibilités réciproques. Un choix a été fait, que nous entendons défaire, pour que cette masse financière ne soit plus l'assurance d'un métier exercé dans une nécessaire longue durée, mais un facteur de compétition, de surenchère à « l'efficacité », au ciblage « convainquant » – alors que la vraie recherche va par définition à l'encontre des évidences. La multiplication des appels à projets (à Paris 8 comme ailleurs) est présentée comme compensant un financement pérenne et durable de la recherche. Inutile ici de revenir sur la nocivité et la perversité du financement sur projet de la recherche. En revanche, alors que notre communauté, confiante en elle-même, s'est clairement positionnée pour un financement stable de la recherche, l'université Paris 8 a créé ses propres AAP qui viennent s'ajouter au mille-feuille déjà existant. Ces dossiers accaparent les collègues pour les constituer puis pour les évaluer aux dépens de leur recherche et crée là encore une compétition malsaine marquée par l'opacité des conditions d'attribution.

La même logique transforme l'aide aux doctorants en une compétition savamment entretenue : là encore, cette situation est aussi intenable éthiquement que scientifiquement.

Dans le même temps, sous couvert d'une « sanctuarisation » du budget de la recherche, nous constatons sans peine une érosion constante et significative des financements pérennes : le maintien à l'euro près des dotations diminue mécaniquement des capacités financières des équipes de recherche (inflation, gestion calamiteuse des marchés et hausse des frais bureaucratiques de gestion). N'est-il pas temps de changer radicalement de mode de fonctionnement interne sur le fondement de la confiance de la communauté en ses membres, tout en reconnaissant les spécificités de chacune des équipes ?

Plusieurs échelles d'organisation existent, on ne peut

comparer des projets demandant des financements majeurs, et d'autres projets plus restreints, qui demandent moins. À chaque échelle, des logiques différentes organisent cette vie complexe de la recherche, sans que nulle d'entre elles soit sacrifiée. Or actuellement, une seule logique domine, massivement comptable. L'absurde est que, pour que nombre de « petits projets » continuent, il faudrait que cette logique massive ait l'intelligence de céder la place à une répartition plus ventilée et tranquillisante de la masse d'argent. Rien de plus : seulement de l'oxygénation...

L'argent n'est que le reflet de la valeur du milieu où elle a cours : valeur de notre recherche, de notre métier, de notre établissement. Elle ne saura se résoudre que si elle est questionnée pour ce qu'elle est : un indice de l'organisation politique du pouvoir. À quel niveau se situent les différentes figures du pouvoir ?

Il existe des entités morales : les équipes, auxquelles il s'agit de savoir si on leur restitue la confiance dans l'attribution de cet argent, ou non. À quelles conditions ? Comment mettre en œuvre une véritable transparence démocratique dans la gestion d'un budget, par exemple ? Comment penser une co-organisation mutuellement régulatrice, à des échelles plus larges au sein de notre communauté ? Quelles instances existent déjà, leurs principes d'efficacité, leurs lourdeurs ? Quelles possibilités de réorganisation, d'allègement, etc. ?

Il s'agit également de repenser les modalités de l'aide de la direction de la recherche aux besoins spécifiques de chaque laboratoire, selon sa taille, la nature de ses actions et orientations. Cela concerne par exemple la gestion des conventions multiples (avec des financeurs, mais également avec d'autres universités pour des cotutelles doctorales, etc.), qui parfois attendent des mois avant d'être réglées. Il y a également l'allègement des lourdeurs administratives qui découragent les petites subventions que nous sommes souvent obligées de

refuser. Enfin, il faut revoir le pouvoir symbolique que l'on reconnaît aux soi-disant critères de scientificité (classements internationaux, revues « classées », *factor impact* et autres fadaïses). C'est au peuple de la recherche d'édicter ses lois, non une doxa ou des instances de moins en moins représentatives (parfois pour de simples raisons de saturation de tâches : quorums non atteints pour des réunions pourtant décisives, etc.).

Redonner sens au métier : rétablir les conditions de la confiance en nous-mêmes.

Ce laminage s'accompagne d'une mise au pas de nos pensées, si nous n'y prenons garde. Dont acte : la logique actuelle, ne profitant qu'aux plus intégrées des actrices, nous proposons de montrer qu'on peut en sortir. De fait, nous le faisons déjà en contrebande, du moins chaque fois que nous trouvons une petite bulle de liberté, encore oubliée sous la chape de plomb par les logiques qui, sous couvert de rationalisation d'échelle, évacuent chacune de ces petites bulles. Tout à l'inverse, pour réinstaurer ces aires de liberté, nous tenons à reprendre le pouvoir de nos pratiques : laisser chaque niveau local gérer démocratiquement et directement sa richesse, en prenant l'entière responsabilité des conséquences d'une telle réorganisation.

Que les praticiennes deviennent les sujets véritables de leur propre pratique, voilà qui aujourd'hui sonne pour révolutionnaire – de quoi faire franchement rigoler celles qui furent à l'origine de « Vincennes », ce signifiant aujourd'hui démonétisé, mais qui initialement eut au moins l'avantage de ne pas être un pur argument de com'.

Florilège #3

PAROLES D'ENSEIGNANT.E.S - CHERCHEUR.E.S

« Il y a des fois, j'ai juste envie de démissionner, d'aller voir ailleurs. Ne plus avoir à me taper tout ce merdier et tout ce milieu complètement pathogène ; mélange de bureaucratie, de mépris, de mesquinerie et de franche crétinerie. J'ai l'impression d'être sur le fil du burn out en permanence. J'arrive à la fac avec la boule au ventre. C'est quand même pas très normal. J'ai connu d'autres environnements de travail qui n'étaient pas jobards, mais en l'occurrence ça atteint des sommets. Parfois, quand je raconte mon environnement de travail à des copains, je me dis qu'ils ne vont pas y croire tellement c'est gros. Mais c'est pourtant la triste réalité. »

« Lors du Conseil académique d'hier jeudi, A a jugé utile de me qualifier publiquement de " traître " ! Cela parce que, ayant refusé de soutenir la candidature de B, j'ai soutenu celle de C. Sans revenir sur le fait que ce genre d'insulte

nous renvoie aux pratiques de certains partis et à de sombres périodes de l'histoire [...] ce sont là des pratiques antidémocratiques. »

« J'ai enseigné dans plusieurs facs dans ma carrière. Cinq exactement. Ce que j'y ai vu n'a jamais été très enthousiasmant, mais il y a eu des moments extrêmement pénibles. J'ai assisté à des situations à peine pensables : détournements de fond, promotion canapé, harcèlement moral, faux en écriture publique, passe-droits en tout genre, dénonciations calomnieuses et la liste n'est certainement pas complète. Ça a été dénoncé, mais sans effets concrets. Certains collègues auraient dû être virés de l'enseignement supérieur et trainés en justice. Parce que j'ai dénoncé et me suis opposé à certaines de ces malversations, j'ai même reçu des lettres anonymes et des menaces de mort. »

« J'ai été choquée de voir que les collègues n'en avaient rien à faire des aspects pédagogiques.

Quand j'ai proposé qu'on se réunisse pour discuter de ce que chacun faisait dans ses cours, les contenus, les méthodes, j'ai d'abord essuyé un aimable silence. Ça me semblait tellement énorme qu'on puisse s'en foutre quand son métier est quand même d'enseigner que je suis revenue à la charge. Là on m'a remise en place au motif que chacun avait sa liberté pédagogique et qu'il n'était pas question de remettre en cause ce principe. »

« X est en conflit d'intérêts depuis sa prise de fonction de vice-président. Il le sait depuis le début, mais il s'en fout. Comme j'ai entendu ses collègues le dire, ils ont le pouvoir et comptent l'exercer à distance du dialogue et de la concertation. Les conseils centraux sont devenus, au fil des mois, des chambres d'enregistrement des politiques autoritaires de la Présidence. C'est un entre soi institué qui a renoncé à l'instituant pour y préférer l'autocratie. Ils gouvernent au silence, au mensonge et à l'intimidation. Impossible d'avoir un dialogue constructif. »

« On est toujours à deux doigts du conflit parce que nous ne partageons pas du tout la même vision de ce que doit être l'université et la nature de ses missions fondamentales. Il y a des collègues qui rêvent de collèges universitaires débarrassés de la recherche, qui formeraient professionnellement, au sens le plus étroit et technique du terme, une main d'œuvre allouée au bassin d'emploi dédié à l'université où les étudiants auraient été formés. Haro sur les connaissances critiques et les pratiques émancipatoires. Ne comptent plus que

les savoirs techniques. »

« Le milieu universitaire est un milieu qui peut être d'une grande violence. Il y a quelques mois, une collègue a fait tourner sur les réseaux sociaux une lettre dégueulasse sur deux autres de ses collègues. Elle les accusait d'une entreprise de recolonisation des esprits, au motif qu'elles co-organisaient avec une université africaine des journées doctorales ayant pour

thème l'épistémologie des Suds, thème dont elles n'auraient pas la maîtrise ; il faut évidemment, là, comprendre, une connaissance aussi vaste que leur détractrice. Sauf que cette incompétence supposée devrait également se comprendre comme une " entreprise de reconquête d'anciennes possessions françaises pour leur seul bénéfice institutionnel ". Ouuaahhh ! C'est ce qui s'appelle

lâcher les chiens ! »

« Ce que je vais te dire n'ai pas politiquement très correct, mais je m'en moque. On voit l'Université s'ouvrir à des acteurs non académiques, ce qui pourrait être vu comme une bonne chose, mais quand on regarde d'un peu plus près les personnalités extérieures que l'on fait siéger dans nos instances ou qu'on labélise comme des partenaires de nos formations, c'est franchement discutable, notamment quand le prétexte c'est de faire rentrer, par ces personnes physiques ou morales, des ressources supposées permettre encore davantage d'émancipation. En gros, on délègue à d'autres – dont certain.e.s sont passé.e.s par Paris 8 –, le cœur de notre mission.

Pour certains de ces " partenaires ", assez clairement, ils viennent vendre leur camelote, leurs stages payants " entre la colo et le think tank " comme j'ai pu le lire une fois, car ils ont très bien vu que la fac se libéralisant, elle devenait un marché comme un autre. Alors évidemment, en bon marketeux, ils habillent leurs came avec un peu de critique par-ci, du genre par-là, ce qui est censé marcher a minima à Paris 8, mais entre la poire féministe et le fromage antiraciste c'est tout de même le capital

humain et l'entrepreneuriat qui à la toute fin se voient portés au firmament. Tout ça reste bien entendu très propre, très vert, très « positive attitude ». On s'encanaille en payant, preuve s'il en est que la mascarade vaut bien quelque chose. »

« C'est très certainement malheureux à dire, mais je crois que le métier d'enseignant-chercheur ressemble de plus en plus aux bullshit jobs dont parle David Graeber. On imaginerait aisément que notre boulot soit précisément l'inverse de ces bullshit jobs, mais la vérité c'est qu'il est devenu pourtant un véritable job "à la con" qui ne cesse de perdre du sens. Perte de sens, parce que les étudiants, pour une part, viennent là prendre trois notes sans n'avoir aucun intérêt véritable pour ce qui est enseigné – évidemment, il y a toujours des exceptions. Perte de sens, parce que les enseignements critiques sont noyés dans un océan d'autres cours qui les font ressembler à des incongruités. Perte de sens, parce que les missions centrales de l'Université et notamment la recherche sont dévoyées, bouffées par la bureaucratie et tout un tas de fonctions, notamment de direction, qui sont vraiment des jobs à la con en donnant du pouvoir à ceux qui scientifiquement n'en ont pas par exemple, etc., etc. »

Retour sur un séminaire doctoral

ANONYME

Nous étions réuni.e.s ce mercredi 10 juin dans le cadre du séminaire de l'école doctorale dont l'intitulé très prometteur était « Discipliner la critique, critiquer la discipline ». Non sans une certaine ironie cette journée d'étude devait nous permettre de nous « interroger sur la possibilité de maintenir une conception véritablement critique des phénomènes sociaux ». Nous nous pensions assez intelligent.e.s pour trouver des lignes de fuite, pour ne pas nous plier aux normes dominantes qui régissent la recherche en sciences sociales. Pour produire La critique, nous pensions nécessaire d'échapper à la « division sociale du travail scientifique ». Nous voulions être critiques, vraiment critiques, nous voulions être cette critique !

Qu'avons-nous réussi à faire ? « Discipliner la critique, critiquer la discipline » ? Nous n'avons réussi qu'à être des « critiques » extrêmement discipliné.e.s. Beaucoup trop discipliné.e.s pour déborder les dispositifs qui, de colloque en séminaire, étouffent la critique à un point tel qu'ils finissent par créer des rapports sociaux mortifiés. Tout.e chercheur.e « critique » présent.e dans la salle D143 de Paris 8 ce mercredi 10 juin a dû être frappé.e par les rapports de

domination qui y régnaient. Une petite heure suffisait à l'observation de l'espace pour voir qui prenait la parole, qui la distribuait, qui gérait la reproduction des rapports de production du savoir dominant, qui maintenait avec force et brio les rapports sociaux institués. Ceux-là même qui semblaient interroger dans leur recherche les rapports de domination de genre, de classe, de race (et d'environnement) ont été aveugles à la violence symbolique qu'ils nous faisaient subir.

J'ai eu envie de prendre la parole pour mettre en lumière ce phénomène social, que je suis lassé.e de retrouver un peu partout dans le milieu universitaire, mais je n'ai pas osé le faire. La forme du séminaire, de son dispositif, m'en empêchait. J'étais peut-être trop jeune ou trop pauvre, trop femme ou trop étranger.ère, trop peu scientifique ou trop illégitime... Une chose est sûre, nous étions plusieurs à nous sentir trop minoritaires pour intervenir, pour bouleverser ces rapports de domination. Nous nous sentions trop seul.e.s, trop petit.e.s ce mercredi 10 juin pour déranger mais peut être que demain nous nous sentirons capables de faire bouger ces vieilles institutions.

Nous finirons peut-être par nous rendre compte que l'immense majorité des personnes présentes dans ces séminaires et journées d'études ne parlent pas. Qu'une grande partie d'entre nous préfère désertier ces espaces hiérarchisés pour ne pas avoir à écouter parler, durant toute une journée, les mêmes détenteurs/trices du « savoir légitime », sans que cela ne gêne personne. Nous finirons peut être par remettre en question l'illégitimité de toute forme de présence bureaucratique dans ces espaces de pensée, matérialisée par cette feuille d'émargement que nous acceptons tou.te.s de signer, comme s'il était normal de justifier sa présence et par la même occasion, de dénoncer l'absence des autres. Nous finirons peut être par nous demander si l'injonction à

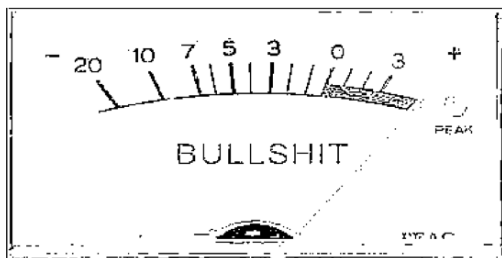
participer à ces séminaires doit se doubler d'une injonction à s'y emmerder. Nous finirons peut-être par être critiques...

P.S : il faisait beau ce mercredi nous aurions dû aller sur la pelouse au lieu de nous entasser dans cette petite salle de classe dont la disposition ne permettait qu'à certains d'être au « centre » et de laisser les autres à la périphérie. Devinette : mais qui donc était au centre ? Envoyez vos réponses au secrétariat de l'école de doctorale des sciences sociales. Les gagnant.e.s tiré.e.s au sort bénéficieront d'un contrat doctoral à vie !

Réponse de l'organisateur de la journée

Pour ce qui me concerne ça me fait rire... jaune évidemment. Sans doute ne partageons-nous pas tou.te.s la même conception du métier, du rapport au savoir, etc., et sans doute aussi ratons-nous très souvent (j'en conviens aisément) nos incitations (sincères) à la participation. Je crois également que nous en avons conscience et essayons d'améliorer la chose, mais LA solution simple n'existe pas, sinon elle aurait été mise en place depuis longtemps.

Pour dire les choses comme elles sont, ce type de procès plein de véhémence m'insupporte de plus en plus. La plupart du temps, ces condamnations à l'emporte



pièce ne débouchent sur aucune volonté de dialogue et permettent de vomir tranquillement sur celles et ceux qui prennent des initiatives, d'en faire d'immondes repoussoirs, de les construire comme des salopards de titulaires qui n'auraient de cesse d'exercer leur pouvoir symbolique et de rabaisser, sans cesse, ces malheureux.ses étudiant.e.s à la

condition minoritaire. On connaît, hélas, le refrain par cœur. Il agrmente la petite musique éculée, et tout de même bien tempérée, de l'intempérance culturaliste qui se vit évidemment comme la seule radicalité critique véritable. Et de le dire, constituera évidemment la preuve même de ce qui est avancé. C'est tellement attendu. Surtout, ça rend impossible tout véritable échange. *Carthago delenda est*.

Cette journée n'aurait pas eu lieu, cette personne s'en serait mieux portée. Ça fleure bon le populisme du savoir. Sous couvert d'un incessant débordement par la gauche, toute initiative, même assurément critique, sera considérée comme répressive. La belle fable ! Libre à chacun de préférer foutre son cul sur la pelouse à glandouiller plutôt que d'assister à ce type de journée (Oh ! Mais quel mépris !). Personnellement, c'est le savoir et la hargne, notamment réunis dans le militantisme qui m'ont sorti de mon gourbi populaire et de la violence de classe que j'ai eue à subir durant toute mon enfance et mon adolescence, et parfois même encore aujourd'hui. J'ai beaucoup appris dans les livres et avec mes camarades (y compris à l'époque dans des organisations hyper hiérarchisées qui me déplaisaient fortement s'agissant de la forme), puis après à l'Université...

Ce qu'ignore cette personne qui aime à se penser comme le.la représentant.e autorisé.e de toutes les minorités (jeune, pauvre, femme, étranger.ère, trop peu scientifique...), c'est que sa vindicte, à peine rhabillée tant elle est libéralo-compatible, est aussi celle déployée par des collègues « agacés par la critique », tentant de faire passer ce type de journées comme scientifiquement inutile et inintéressante : « des journées où au mieux il y a 40 personnes sont des journées qui ne répondent pas aux besoins des doctorants » (sentence entendue lors de la réunion de l'école doctorale d'hier). À écouter les uns et les autres nous ne serions donc qu'une bande de branquignoles, de celles et de ceux qui se battent en

permanence pour essayer de faire avancer les choses, mais qui, idiots utiles du système, ne ferions, *in fine*, que reproduire les formes de domination dudit système. Cette personne aurait pu avoir le courage (il en faut) de nous adresser directement ses remarques. Mais voilà, tirer à vue, de loin, est tout de même plus aisé et moins salissant. La position du tireur couché n'est pas toujours la plus inconfortable.

Rien ne se fera d'intéressant en en restant aux postures victimaires, à l'invective et au mépris. Comme dit Rancière, « La paresse qui fait chuter les intelligences dans la pesanteur matérielle a pour principe le mépris [qui se donne] pour modestie : je ne peux pas, dit l'ignorant qui veut s'absenter de la tâche d'apprendre. Nous savons par expérience ce que cette modestie signifie : le mépris de soi ». Le mépris de soi et, au passage, dans le cas présent le mépris des autres car, en l'espèce, notre immodeste « igno(docto)rant » n'en est pas vraiment un. La gageure, ajoute Rancière, « est de relever ceux qui se croient inférieurs en intelligence, de les sortir du marais où ils croupissent ». Peut-être est-elle aussi de faire descendre – sans présager de la manière – celles et ceux qui s'estiment supérieur.e.s en intelligence de leur éminent podium depuis lequel ils.elles toisent celles et ceux qui, sans doute maladroitement, essaient pourtant de participer d'une dynamique sincèrement émancipatrice.

« Je suis excédée par cette mode « radical chic » qui consiste à en mettre plein la gueule à celles et ceux avec qui l'on devrait sinon être d'accord, au moins pouvoir parler. Je plains les copains cisgenre, blancs, hétéros, etc. Pour un peu qu'ils occupent des fonctions de direction, ils sont tout de suite considérés comme des porcs beuglants. L'idée d'être suspect.e *a priori*, ça sent pas très bon on va dire... »

«Le système actuel ne m'inclut pas en tant qu'homme noir. Chaque jour est un combat pour faire ma place dans cette société et l'Université ne fait que reproduire ce système. Il est très honorable aux étudiants et enseignants d'exprimer leur colère et je les encourage à continuer. J'espère par ailleurs qu'ils auront un jour la même énergie pour défendre les minorités visibles que celle qu'ils ont pour défendre leur futur et leurs privilèges.»

Florilège #4

PAROLES DE SACHANT.E.S - APPRENANT.E.S

« J'avoue être gênée aux entournures comme on dit. Je crois qu'on ne peut plus enseigner de la même manière qu'il y a quelques années encore. Et ce, pour plusieurs raisons combinées. D'une part les étudiant.e.s ont des profils qui changent. Sans tomber dans le déclinisme réac', le niveau a baissé. Ils.elles ne sont pas moins intelligents, bien évidemment, mais leur culture scolaire est moindre. Ils savent globalement moins répondre aux exigences du système universitaire et il faut prendre en compte cette donne si on veut les tirer vers le haut. Pour ma part, je suis convaincue que la première année de fac pourrait être entièrement dédiée à une année propédeutique, ce qui ne veut pas du tout dire que ça serait forcément chiant. On peut acquérir les bases du travail universitaire tout en faisant des trucs sympas. Un truc par exemple évident est que l'on ne leur donne aucune clé concrète pour travailler collectivement. Pour les niveaux les plus avancés, en master, là aussi faut réviser sa

façon de faire cours. La production scientifique est aujourd'hui inflationniste. Même en étant spécialiste d'un domaine particulier, il devient difficile de suivre tout ce qui se fait dans ce domaine. Une des conséquences, c'est qu'il me semble devenu impossible d'envisager un cours, même magistral, comme un état de l'art, tout simplement parce que cette synthèse ne sera jamais exhaustive et que ça n'a plus grand sens de prétendre apporter " les bases ". Je crois qu'il faut renoncer à cette vision des choses pour inventer d'autres manières de faire qui, sans abandonner la maîtrise des fondamentaux, ne cherchent plus à faire le tour des savoirs existants. Le paradigme de la transmission des connaissances est révolu. Si l'on doit transmettre quelque chose, c'est un état d'esprit, c'est chercher à ancrer des dispositions critiques, non à maîtriser la littérature. D'ailleurs on voit bien que ça rentre par une oreille et ça ressort par l'autre. En master 2, j'ai des étudiants qui ne maîtrisent absolument pas les modèles théoriques de certains auteurs au programme de la L1, mais ils ont bien d'autres compétences que celles de recracher cette culture morte. »

« Personnellement je trouve ça déplorable que les premiers devoirs où l'on m'a demandé d'exprimer un avis réfléchi et critique sur une question sont seulement arrivés quand j'ai débuté mon master. Moi qui portais enthousiaste et admiratif de l'université en général et de Paris 8 en particulier, aujourd'hui tout cela n'est que néant. J'éprouve désormais un rapport vraiment hostile à l'université. Me réveiller le

matin pour aller en cours est littéralement un calvaire. L'université n'est ni plus ni moins qu'une institution comme les autres qui reproduit les inégalités sociales et où l'on conditionne les étudiants à penser comme il est autorisé de penser, comme le magnifique État français nous ordonne de penser. Je pensais que j'allais pouvoir apprendre à structurer ma pensée et m'exprimer. Au final, j'ai appris à exprimer et reformuler la pensée des sociologues du siècle dernier, majoritairement composée d'hommes blancs et dont certains ont eu des déclarations racistes. Je pensais être à ma place à l'université mais je me suis mis le doigt dans l'œil. »

« Le positionnement critique qui a longtemps été et reste pour partie celui de l'université de Paris 8 est travaillé par une autre forme d'autonomie qui est par exemple celle qui est prônée par la loi LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités). Concrètement, en étant à Paris 8, vous vous trouvez au carrefour de deux dynamiques concrètes qui, pour le coup, ne partagent pas la même logique, qui devraient entrer en collision, mais qui dans les faits entrent parfois plutôt en collusion. Au prétexte, par exemple, de ne pas faire de distinction entre les responsabilités des personnels enseignants, entre leurs charges horaires, entre les types de cours, etc., on en arrive à accepter qu'en certains cas il n'est plus franchement utile de distinguer certains niveaux d'études, certains niveaux d'exigence, certaines filières, certaines disciplines, l'université de l'entreprise, etc., mais en revanche, qu'il est nécessaire de désintriquer l'enseignement de la

recherche, de découpler les pôles de compétitivité réservés à former l'élite, des universités populaires. L'une souhaite travailler à l'autonomie, à l'émancipation, à la capacité d'indépendance créative pour chacun et à la puissance d'agir des étudiant.e.s, tandis que l'autre considère plutôt que les étudiant.e.s doivent s'auto-constituer comme capital, devenir des entrepreneurs de leur vie, de leurs parcours, s'efforcer de construire leur capital humain qui, bien évidemment, mais ce n'est jamais dit de manière directe (quoi que), doit servir le système marchand et capitaliste en place. Autrement dit, il s'agirait de mettre la « charrue de la professionnalisation avant les bœufs de l'éducation ». L'Université est un dispositif universitaire hybride, difficile à saisir et à comprendre parce que traversé par des logiques très différentes et qui conduisent assez souvent à des formes de désorganisation, voire de désordre, qui peuvent être assez déstabilisantes pour les personnels, mais aussi pour les étudiant.e.s qui en font les frais. L'idée, c'est de s'appuyer sur ces espaces d'autonomie et ces contradictions pour essayer de mettre en œuvre des dispositifs permettant un travail pédagogique plus efficace et plus intéressant. Toutefois, je m'interroge souvent sur l'impact réel de ces cours plus critiques face à ces autres cours pratico-pratiques, bêtement professionnalisants que les étudiant.e.s adorent non pour ce qu'ils leur apportent, mais parce qu'ils ne sont pas « prise de tête » comme ils.elles disent. »

« Paris 8 n'est pas un lieu tout à fait neutre. Le philosophe Jacques Rancière y a enseigné pendant des années et commis à la fin des

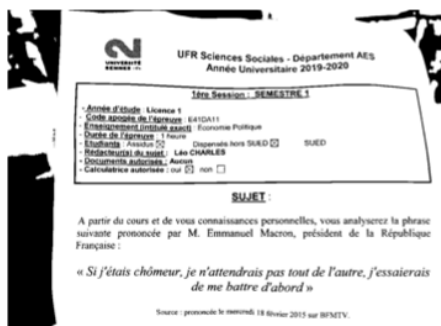
années 1980, un ouvrage tout à fait intéressant qui s'intitule *Le Maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle* (Fayard, 1987). Dans ce livre, Rancière s'intéresse à un personnage peu conventionnel : Joseph Jacotot qui, au début du XIX^e siècle, a remis radicalement en cause les fondements de la pédagogie traditionnelle. Quelles sont les thèses quelque peu radicales de cet ouvrage ? D'abord que l'affaire du maître n'est pas de transmettre des connaissances à ces élèves mais de savoir reconnaître la distance entre apprendre et comprendre ; ensuite, qu'il faut donc renverser la logique du système explicatif car l'explication n'est, selon Rancière, pas à même de remédier à une incapacité à comprendre. Pour Rancière, la pédagogie traditionnelle est un abrutissement qui fait exister des intelligences considérées comme dissemblables. Ce n'est pas le savoir du maître qui instruit l'élève, mais la volonté du maître de faire se rencontrer une intelligence matérielle et une intelligence pratique. Et l'une des conclusions pour le moins radicale de Rancière est donc logiquement de déduire qu'on peut enseigner ce qu'on ignore si l'on émancipe l'élève, c'est-à-dire si on le place dans des conditions telles qu'il sera dans l'obligation de devenir autonome dans ses apprentissages. »

Question de validation

PIERRE

Courriel envoyé aux étudiant.e.s de L2

Lundi, j'étais à l'assemblée générale de l'UFR (c'est-à-dire les personnes revendiquant la grève, pas le conseil administratif !) ; le principe d'une note plancher de 16 à tout le monde a été adopté (et non un 10 améliorable). Je me dois



donc de porter, solidairement, cette solution. Cette solution signifie que mon cours sera validé automatiquement, et que chaque personne recevra automatiquement 16. Je ne vous cache pas que cette solution a l'avantage de ne mettre en difficulté

absolument personne ; mais qu'elle est loin d'être parfaite à mes yeux. Par ailleurs, comme je vous l'ai suffisamment expliqué, nous *partageons* le pouvoir au sein de notre groupe : c'est cela, la démocratie directe véritable. Aussi, nous en discuterons ensemble, nous voterons à la majorité ce qui

semblera à notre assemblée le plus juste. Et je serai lié comme chacune à cette décision. D'ores et déjà, voici donc quelques propositions entre lesquelles nous devons choisir (mais vous aurez sans doute d'autres idées !). Je les liste seulement, j'en préciserai les limites et les avantages de vive voix :

- Conserver le 10 pour toutes, et améliorable.
- Cette note de 16 pour toutes.
- Variante : cette note de 16 est « améliorable » pour qui fournit un travail.
- L'option plus neutre et sans équivoque : « Validé » pour toute personne inscrite. Et pour les personnes qui ont besoin d'une note pour une raison précise (employeur pour des personnes reprenant leurs études ; personnes ayant besoin d'un dossier pour bourse ou pour projet Erasmus par exemple, etc.), le conseil accepte que ces personnes aient une note.

Ce qui suit, maintenant, est un propos personnel, en même temps que « mon cours » (après tout, un cours n'est jamais que l'avis personnel du conférencier...). Je sais que je cours le risque « d'influencer » des gens dans leur réflexion, mais bon, j'espère que le fait de le dire déminera suffisamment ce danger pour que vous puissiez, d'ici demain, vous faire votre propre avis !

Je donne donc clairement mon avis, en sachant que ce n'est qu'un parmi tous les autres : la dernière possibilité, « Validé », a ma préférence, pour plusieurs raisons. Elle envoie valdinguer les notes, qui ne sont qu'une dépendance malsaine et infantilisante, à leur juste place : un monnayage social, et en gros, le groupe accepte que, en dehors, là où notre coopération ne fait pas la loi, celles qui ont besoin de ce monnayage peuvent se servir de ce que notre travail, mais notre travail n'est pas réduite à cette infantilisation ; car pour

le reste, au fond, qu'est-ce qu'on en a à faire d'avoir une note, si on reste dans le fait qu'on a son UE validée, et donc qu'on passe ? Qui, quand vous aurez votre licence, ira regarder vos notes d'une UE en S2 de telle année ? Et ce « validé » neutralise toute impression « mauvaise » liée à une note quelle qu'elle soit. En mastère, nous nous dirigeons d'ailleurs vers un tel type d'évaluation.

Enfin, un dernier effet : si 16 ou « validé » sont acceptés, certaines d'entre vous n'auront sans doute plus le désir de venir. C'est un effet tout à fait prévisible de l'espace de liberté que nous décidons souverainement d'instaurer. Il n'y a pas à juger les personnes qui feraient un tel choix d'un point de vue moralisateur : c'est seulement que leur désir n'est pas dans le fait de venir « travailler pour rien », c'est-à-dire « rien... de noté/validé », et que ce désir est remplacé par un « plaisir d'avoir une bonne note », ou un « besoin d'avoir une trace socialement valorisante ». Cela se comprend. Mais dans ce cas, la conséquence est que notre moment de travail coopératif risque d'avoir moins de participantes. C'est cela, « assumer nos choix », et surtout les choix qui « prêtent à conséquence ». Vous comprenez donc pourquoi il est important que ce choix se décide en conseil, où chaque voix vaut comme n'importe quelle autre, sans qu'aucun statut, surtout pas le mien, ne vienne interférer : si nous n'établissons pas *notre loi* ainsi, quelle autorité aura-t-elle ?

Et surtout, cela met bien les pédagogies coopératives à leur juste place : on ne peut pas imposer de telles façons de fonctionner, elles ne fonctionnent qu'au désir d'être là, ensemble, et de travailler pour produire une valeur singulière, qui à la fois fait grandir le groupe, et chacune au sein du groupe. C'est de l'ordre du « sens de ce que je fais là ». Et si je sais ce que je fais là, alors je suis prêt à accepter l'ordre des lois que j'ai votées, car je sais que, si elles ne me vont pas, j'aurai le pouvoir et la liberté de les remettre en

discussion.

Vous le voyez, la distinction « cours sur la pédagogie » et pratique concrète de la pédagogie, n'existe plus : je ne vous fais pas un cours sur les notes, je suis comme vous forcé par la situation à affronter la question : une note c'est quoi, et quel effet intime, et social, cela a sur moi, sur ma subjectivité ? Et à quoi je suis prête à prétendre en guise de décision souveraine, libre, et assumable ?

Dans nos journaux, je pense que nous pouvons rendre compte d'une telle discussion. Car cela témoigne de l'importance de notre réflexion concrète, réelle.

Bien amicalement,

Pierre

Ce qui transparaît dans votre discours, c'est que nous ne sommes pas assez dociles

CLAUDINE

Je vous parle depuis mon statut d'étudiante, depuis ma vingtaine et ma toute tendre jeunesse. J'espère que ces mots atteindront les sphères si hautes dans lesquelles vous gravitez.

En février, j'ai été diagnostiquée en dépression. Je me bats tous les jours pour ressentir à nouveau les choses normalement, pour ne pas succomber à l'angoisse, pour ne pas mettre fin à ma vie, pour me faire confiance à nouveau, pour ne pas mettre des entraves à mon avancée, pour saisir les mécanismes qui me bloquent, pour régler ce qui a provoqué mon état, pour comprendre que je peux faire les choses et que j'ai fait des choses, pour croire dans le fait que tout s'arrangera.

En faisant constat de mon état, j'ai reçu du soutien des professeurs, parfois. Mais le fait est que l'université anesthésie terriblement ces relations. On se retrouve à ne pas pouvoir partager, à installer des distances, à ne pas être mis en confiance. Et ces derniers temps, cette sensation est encore accrue. Tout semble tomber dans le vide et l'état des étudiants semble totalement ignoré. J'ai un hurlement en moi qui ne demande qu'à sortir. Je suis triste, j'ai peur et j'ai de la colère qui court dans mes veines jusqu'à créer des crispations

terribles qui me donnent envie de tout casser ou de me briser moi-même.

Je voudrais vous dire tout ce que j'ai sur le cœur. Je voudrais vous dire que les décisions que vous prenez jour après jour poussent des étudiants au bord du gouffre. Que l'impossibilité à se concentrer pour des révisions dans cet environnement est réelle. Que tout a de moins en moins de sens : la communication entre professeurs, administration et étudiants ; le diplôme que l'on aura à la fin ; le travail qu'on aura vainement essayé de fournir ces dernières semaines ; ce qu'on produira aux solutions factices que vous choisirez. Que ce n'est qu'une énième façon de nous dire que nous ne valons rien. Que ça vous donne encore le droit de nous faire croire que nous ne sommes pas légitimes, méritants, assez travailleurs, quand tout ce qui transparaît dans votre discours c'est que nous ne sommes pas assez dociles en fait.

Mais nous sommes capables. Nous sommes travailleurs. Chaque année passée ici est finalement obtenue, parfois dans des conditions étudiantes difficiles et précaires, et surtout cette volonté d'apprendre est toujours plus grande. Désolée, peut-être que ça vous embête de l'entendre et de le réaliser, mais nous ne sommes pas des « branleurs ». Désolée, peut-être que ça vous embête de vous rendre compte que vous avez un pouvoir de moins sur nous, mais nous sommes des personnes avec une curiosité, des connaissances, une volonté et des convictions. Nous ne sommes pas des êtres vides que vous pouvez encore manipuler, encore moins après tout ce que vous nous faites subir.

Moi la première, j'estime que mon travail pour obtenir ma licence est accompli. J'ai travaillé tout mon temps à la fac, j'ai rempli les conditions. J'ai passé les partiels des autres années et je les ai réussis. J'ai produit un contrôle continu actif, y compris ce dernier semestre, et dieu sait que je me suis battue pour le finir, ce semestre. En quoi vos partiels factices

et politiques peuvent-ils rajouter de la légitimité au diplôme que je m'apprête à avoir ? En quoi feront-ils la différence dans la note ou représenteront-ils la valeur de mon travail ? Peut-être que ce n'est pas juste une question d'être méritant et peut-être même que cette façon de penser pue la méritocratie et le libéralisme. Mais s'il faut revenir sur cette idée de mériter son diplôme, alors je pense que chaque étudiant de chaque licence et de chaque master l'a largement mérité. Vous tentez de nous convaincre que ce n'est pas le cas pour mieux nous diviser et surtout pour mieux nous faire intégrer l'idée que ce contre quoi nous nous battons, à savoir vos attitudes ignobles, n'est pas un réel combat.

Je voudrais vous dire tout ce que j'ai sur le cœur, mais surtout je voudrais être entendue. Je voudrais que vous soyez humains. Que vous vous rendiez compte que, derrière, il y a de véritables gens, avec de véritables émotions et que celles-ci sont légitimes. Ce n'est pas parce que nous n'avons que vingt ans que nous ne comprenons pas les choses autour de nous et que nous devons nous plier à toutes les règles sans réfléchir. Notre action finalement ne revient qu'à vous crier : nous sommes humains. Arrêtez de faire de nous des bons petits soldats, prenez en considération les vies que vous détruisez et les personnes que vous brisez. Parce qu'à trop les détruire, elles finiront pas vous renverser.

« J'ai ouvert ma messagerie et il était là. Ce mail, encore un. Il nous convoquait pour un cours annulé sans explication, pour lequel l'intervenante ne s'était jamais manifestée, dont on ne nous avait jamais reparlé. Aucune mention pour expliquer si c'était obligatoire, dire s'il y avait un devoir à rendre, s'assurer que cela nous convenait même ; pour

s'excuser peut-être, d'avoir mis autant de temps à revenir vers nous. Juste un ensemble de dates (hors des cadres universitaires et à un mois du rendu du mémoire), et un ton affirmatif: «C'est pour vous aider». M'aider?

Ce n'est pas m'aider que de m'imposer des choses au dernier moment sans m'en avoir parlé. Ce n'est pas m'aider que de rajouter un poids de conscience, un poids de devoir, dans une période si instable que je ne sais quasiment plus comment je m'appelle.

Ce n'est pas m'aider que de provoquer une crise d'angoisse après une journée de travail, alors que depuis quelques semaines je me fatigue à garder un rythme pour produire un mémoire de qualité tout en travaillant 35 h par semaine. La structure de l'université a pourri mon rapport à l'apprentissage. J'ai peur de comment les professeurs réagissent et de ce qu'ils peuvent nous imposer. Je déteste avoir la sensation d'être une enfant entre leurs mains. Parfois, ils me trompent même sur ce que je suis, à savoir quelqu'un de curieux et volontaire, qui aime apprendre, qui produit de bons devoirs. Parce qu'ils provoquent en moi de la colère et le besoin de dire stop, je semble soudainement illégitime face à eux.

Je ne suis presque plus autorisée à ressentir et à exprimer. Entre leurs mains, je suis considérée comme une exécutante qui, si elle tente de faire la moindre remarque, aura le droit à une réflexion paternaliste. "C'est pour vous aider".»

Sur le fait d'être là... ou ailleurs

PIERRE-JOHAN

Je rappelle que jeudi prochain, 5 mars, nous ne nous retrouvons pas pour notre moment de travail collectif. En revanche, je ne peux que vous appeler à participer au mouvement de grève, si du moins vous n'y êtes pas opposées de façon réfléchie et renseignée (ce que je respecterais, comme je respecte TOUTE opinion différente de la mienne : je déteste les donneuses de leçon). Je ne veux pas vous « endoctriner », et vous avez compris que, si j'étais là la dernière fois, c'était surtout pour respecter les opinions de chacune.

Mais l'ensemble des travailleuses qui ont fait grève depuis décembre, au point de priver leurs familles d'une part considérable de leur salaire (qui souvent n'est déjà pas bien lourd), attend que nous prenions aussi le relais. Et ne croyez pas que ce soit « pour garder les privilèges de quelques-uns ». L'une d'entre nous a demandé des éclaircissements au sujet de cette réforme, de ses enjeux, et je m'engage à vous faire un petit dossier à ce sujet. Afin que vous puissiez avoir des billes pour piger ce qui se passe : depuis mon point de vue, certes, mais de la façon la plus détaillée et claire possible. Ensuite, piger, cela ne veut pas dire avoir pour autant le même avis.

Mais au moins, vous saurez pourquoi, moi, je pense qu'il en

va de notre devoir de citoyenne (on détruit tout ce qui aide les plus fragiles à pouvoir vivre, elles aussi, dans une société heureuse : c'est cela, un service public gratuit, une sécurité sociale, une retraite) ; il en va aussi de notre dignité (on ne se laisse pas écraser sans relever la tête) ; et il en va enfin d'une certaine solidarité (je suis fonctionnaire, j'ai un salaire à la fin du mois, j'aurai une retraite, bien que de plus en plus réduite comme peau de chagrin : j'ai d'autant plus le devoir de défendre, pour celles qui sont trop précaires, une certaine idée de la citoyenneté et de la fraternité).

Bien amicalement.

« J'ai conscience que cette mobilisation a été d'une ampleur sans précédent, d'une force, d'une ténacité inouïe. Je ne m'y suis investie ni assidûment, ni intensément. La défiance que je porte à l'égard des responsables de cette conflictualité sociale ne me permet pas de croire, d'imaginer une lutte victorieuse. Des sentiments de désespoir, de désillusion, de pessimisme m'envahissent continuellement. Auparavant, je me suis engagée lors de la loi travail, contre la hausse des frais universitaires envers les étudiants étrangers, contre le durcissement des lois organisant l'accueil des migrants, au début du mouvement des Gilets jaunes, pour l'environnement et lors de l'ouverture de squats. Bien que ça ait été des moments très riches, débordant d'émotions, d'échanges, de partage, d'humanité, de transmissions, de convivialité et de bienveillance la finalité s'est toujours traduite par de la déception. Toutes ces pensées paralysent mon pouvoir d'action. »

Florilège #5

PAROLES DE SACHANT.E.S - APPRENANT.E.S

« Le modèle pédagogique dominant privilégie l'atomisation des élèves, le face-à-face avec l'enseignant, et un rapport très peu autonome aux savoirs ; or il ne me semble pas que cette façon d'appréhender les choses soit la meilleure qui soit. Il faut prendre au sérieux les aptitudes des étudiant.e.s et leur faire croire en celles-ci : viser " la mise en évidence absolue des dispositions créatrices de l'homme " comme disait Marx. Il s'agit de les inviter à prendre des initiatives expressives, orales et écrites, à faire en sorte qu'ils.elles soient moins infantilisé.e.s et plus indépendant.e.s, indépendance, qui se conçoit même vis-à-vis de l'enseignant. La leçon en classe qui reste tout de même le modèle dominant ne saurait par exemple être autosuffisante et ne doit être qu'une partie du dispositif d'apprentissage. Dans un petit ouvrage très malin qui s'intitule Esquisse d'une contribution à la critique de l'économie des savoirs (Reims, le clou dans le fer, 2009), Guillaume Sibertin-Blanc et

Stéphane Legrand affirment ceci que je trouve très juste : " les étudiants sont fixés dans une posture de consommation improductrice de l'enseignement dispensé, c'est-à-dire que l'appropriation des savoirs inculqués n'est à son tour greffée sur aucune activité productrice des étudiants eux-mêmes, sur aucun apprentissage en acte de ce que signifie 'produire' des connaissances ". C'est précisément contre ça qu'il faut lutter, contre cette posture de consommation que les enseignant.e.s déplorent tou.te.s, mais qu'ils. elles participent grandement à instaurer. »

« L'évaluation... Ouais... Sa finalité ne doit pas être d'indiquer à chacun sa valeur, mais de permettre de travailler à développer les compétences de chacun et faire en sorte que les étudiant.e.s développent des rapports les plus autonomes possibles aux savoirs et à la pratique de l'écriture et de la parole. Pas certain qu'une note puisse avoir cet effet... »

« Ce que le système pédagogique parvient à démocratiser le plus, c'est l'impuissance, la gêne, l'angoisse dont l'exemple le plus patent est bien celui de la prise de parole, dont on sait qu'elle est éminemment liée aux dispositions acquises dans l'enfance, notamment s'agissant de la confiance en soi. Si on veut que ça marche, il faut briser la défiance entre les supposé.e.s apprenant.e.s et les supposé.e.s sachant.e.s, surtout quand les étudiant.e.s sont issu.e.s des classes populaires. Il faut instaurer un climat de confiance. Or se faire confiance c'est se connaître, c'est accepter de dire de soi, de partager ce que l'on est. On sait

combien l'aptitude et le désir à investir l'expression peut être difficile et il faut faire en sorte que ce travail soit le plus collectif possible. Collectif parce que c'est au travers du groupe et d'un principe de critique bienveillante qu'il est possible de neutraliser les effets d'intimidation dans le rapport au savoir. »

« L'université doit être le lieu d'une construction collective des savoirs et non un moyen pour chaque individu de faire prétendument éclater au grand jour une valeur naturelle qui, comme l'a montré Pierre Bourdieu, n'est justement pas naturelle, mais culturellement et socialement fondée, puisque ce sont celles et ceux qui disposent des capitaux sociaux, culturelles et économiques les plus importants qui sont aussi ceux qui réussissent le mieux en milieu scolaire.

*Le travail d'enseignement et de recherche qui est mené au sein des universités est aujourd'hui l'objet d'un assaut idéologique qui discrédite la validité intellectuelle du travail qui y est fait. L'ouvrage de Christopher Newsfield, *Unmaking the public University*. (Cambridge, Harvard University Press, 2008), analyse, aux États-Unis, ce type d'attaque comme l'expression d'une guerre culturelle des dominants contre les classes populaires et moyennes qui trouvaient à s'émanciper via l'Université. »*

« Les cours descendants, je ne supporte plus. On a des profs qui nous crachent leur cours à la gueule et faut les écouter bien sagement débiter leurs trucs. On a même un prof qui ne veut pas qu'on lui pose de questions. Bref, c'est la messe.

*Mais on n'est pas des enfants de chœur pourtant.
Pour moi, ces cours, c'est fini. Je ne supporte plus
quand c'est hyper vertical comme ça. Nous ce
qu'on veut, c'est des choses plus horizontales, on
veut être impliqué.e.s un minimum et surtout
faire. Mais un faire intellectuel. On veut
produire ensemble, et pas chacun dans son coin,
des fiches de lecture ou des exposés. »*

*« Je crois vraiment qu'on peut dire que j'ai la
vocation. C'est peut-être un peu prétentieux de
dire ça comme ça, mais je suis vraiment
configuré pour ce métier. J'adore vraiment. Mais
je me suis tellement heurté à d'innombrables
problèmes administratifs, financiers, pédago-
giques, etc., que j'ai fini par laisser tomber. J'ai
renoncé, alors que c'est pas trop mon style. J'ai
même un copain qui, en geste de colère, a brûlé
sa thèse. Une sorte d'immolation par procuration.
Il a cramé sa thèse pour ne pas se cramer lui. »*

*« Il y avait un problème avec mon contrat et
ils disaient ne pas pouvoir me payer. Ils m'ont
proposé de me payer en bouquins. J'ai accepté,
même si évidemment ça m'aurait arrangé d'avoir
l'argent. Du coup ça faisait pas mal de livres
et quand je suis passé les récupérer, j'ai eu le
droit à une réflexion du genre "vous dépouillez
l'Université" »*

*« Cette situation de télétravail personnellement
me stresse et me culpabilise. J'avoue que j'ai eu
beaucoup de mal à m'y mettre dans la mesure
où il a fallu tout d'abord organiser le confi-
nement. Puis, pour ne rien cacher, j'ai pris un*

peu de plein fouet le changement de rythme entre ces dernières semaines qui étaient sacrément chargées, notamment avec la mobilisation sociale au sein de l'Université et avec le confinement et l'enferment à domicile. Bref, j'ai déconnecté quelques jours face à cette situation qui s'est avérée assez angoissante... Je n'ai pas touché à mon ordinateur depuis la semaine dernière et au final, ce n'est pas si facile de télétravailler quand on est plusieurs à la maison. Mais du coup, maintenant que j'ouvre ma boîte mail et que je vois les plusieurs dizaines de mails qui se sont accumulés en quelques jours à propos des cours, je culpabilise. Je ne sais pas ce qu'il en est pour vous, mais je serais assez preneuse de quelques conseils de ce côté-là. »

« J'ai du mal à comprendre pourquoi nous devons continuer à faire rouler la machine comme d'habitude alors que nous rencontrons des circonstances assez exceptionnelles. Cette " peur " de l'arrêt, du " on ne peut plus faire comme d'habitude, mais on va le faire quand même, même si c'est moins bien " m'a vraiment laissée perplexe, voire profondément agacée, et ce d'autant plus aujourd'hui quand on nous promet une prolongation sur le plus long terme des mesures sanitaires strictes. »

« La plupart d'entre vous ont sans doute vu ou entendu les reportages consacrés depuis quelques jours à la validation du semestre à Paris 8. Cette campagne médiatique est née de la plainte adressée à la presse par une étudiante qui déplorait de n'avoir pu bénéficier deux mois

durant de l'enseignement sur lequel elle comptait et s'est alimentée des déclarations irresponsables de certains d'entre nous. Thierry Mandon, saisi par voie de presse a rappelé que le président d'une université est « l'autorité qui délivre les diplômes, autorité confiée par la Ministre. Il est à ce titre garant de la régularité et du respect des règles en vigueur ». Cette situation m'a conduite à recevoir les responsables des formations ayant mis en avant à divers titres les notions de « validation universelle » ou de « note plancher ». J'ai rappelé à ceux-ci qu'il s'agissait là de notions incompatibles avec les modalités de contrôle des connaissances adoptées chaque année par la CFVU, qu'elles risquaient d'entacher les diplômes de nullité et faisaient courir de grands risques aux formations concernées dans le cadre de la prochaine campagne d'accréditation... »

« Des étudiants ce sont radicalisés ces dernières semaines. Ils veulent bloquer les examens. Ce qu'ils veulent, c'est ne pas passer leurs examens, qu'on leur donne leur niveau comme ça... Ça, c'est pas possible. Les examens, c'est ce qui donne tout de même de la valeur au diplôme. Et les examens sur table ça permet de voir vraiment le niveau. »

« Il faut lire le rapport HCERES sur Paris 8. Ça vaut le détour. Entre autres énormités, on y lit que l'établissement ne réussit pas à imposer une "image de marque". Sous la plume de ces Messieurs, l'université est bien une entreprise comme une autre, mais qui n'aurait pas encore réussi à "transformer la spécificité de son

*concept”. Faut évidemment entendre “concept”
au sens publicitaire du terme hein ! Faut pas
pousser. On peut aussi lire dans ce compendium
d’intelligence évaluatrice que Paris 8 a fait de
gros efforts s’agissant de sa gouvernance
démocratique. Quand tu sais comment ça se
passe réellement... Le rapport compile des avis
produits depuis des pièces écrites qui,
évidemment, sont truffées de bons points
autodécernés agrémentés de fables que nos
évaluateurs avalent et recrachent sans dis-
cernement, dans un verbiage façon New public
management. C’est une mystification
de bout en bout. »*

La bonne et la mauvaise lutte contre les violences sexistes et sexuelles

ANTOINE

Le Conseil d'administration de l'université Paris 8 s'associe aux motions ci-jointes votées par le Conseil académique le 13 février 2020 et l'UFR Textes et Sociétés le 11 février 2020. Le CA condamne avec la plus grande fermeté certaines dérives actuelles à l'œuvre dans notre université : cours envahis, tags injurieux ou diffamatoires, appels à la violence, intimidations, dégradations, discours et actions violentes, absence de dialogues possibles. Il condamne aussi la stratégie consistant à vouloir diviser les membres de la communauté universitaire. Le CA réaffirme son attachement à un pluralisme respectueux des libertés pédagogiques.

Motion du Conseil académique

Le Conseil Académique réuni en session plénière le 13 février 2020 s'associe à la motion ci-jointe votée par l'UFR Textes et Sociétés le 11 février 2020. Le CAC rappelle son refus de toute forme de censure et son attachement aux libertés académiques qui fondent notre institution universitaire. Devant la multiplication des actions violentes à l'encontre des biens et des personnes, il appelle à des formes de débat et de mobilisation respectueuses de la dignité des

personnes et de leurs missions de service public. Quand, à l'université, une personne est sommée de se taire, le CAC se sent sommé de réagir et de rappeler que parmi les missions de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'exercice de la pensée critique est sans doute celui qui préside à toutes les autres. Le conseil académique apporte donc tout son soutien à l'enseignante-chercheure qui a subi cette censure.

Motion du Conseil de l'UFR Textes & Sociétés, votée à l'unanimité

Ce mardi 11 février 2020, un cours de préprofessionalisation de licence sur les usages publics de l'histoire, et qui devait être consacré à l'analyse critique du film *J'Accuse* de Roman Polanski, a été envahi par un groupe d'activistes qui a refusé toute discussion et tout droit à la parole à l'enseignante. Cette forme de censure repose sur une logique de suspicion et de condamnation a priori qui est absolument contraire au raisonnement et au débat critique argumenté sur lequel repose tout enseignement universitaire. Elle sape de l'intérieur les libertés académiques au moment-même où celles-ci sont menacées dans leur principe par la loi de programmation pluriannuelle de la recherche.

Nous, membres du conseil de l'UFR Textes & Sociétés, entièrement solidaires de notre collègue, dénonçons avec la plus grande fermeté cette violence et cette censure, condamnons énergiquement toute pensée intolérante et toute forme d'intimidation et réaffirmons notre attachement viscéral et indéfectible à la liberté de penser, de s'exprimer, et d'étudier toute œuvre, quelle qu'elle soit et quel qu'en soit l'auteur. Sans cette liberté, il n'y pas de pensée critique, il n'y pas de pensée du tout, il n'y a plus d'Université. Analyser n'est pas cautionner.

Réaction d'un personnel de l'université

« La lutte contre les violences sexistes et sexuelles selon la direction de l'université Paris 8. Décembre 2018. Des étudiantes et des enseignantes de mon UFR sont victimes d'agressions sexuelles répétées. Un appel à témoignages est lancé, de nombreuses victimes osent témoigner, un rapport alertant la Présidence de l'université sur la gravité de la situation est rédigé. Bilan des courses ? Rien. Aucune motion du CA n'est adoptée pour dénoncer cette situation de violence systémique. Il est vrai que le principal harceleur était membre de l'UNEF et de l'UEAF, une petite officine clientéliste qui permet aux présidences successives de se maintenir au pouvoir lors des élections universitaires. Ça fait un peu réfléchir.

Février 2019. En plein milieu d'une mobilisation très suivie au sein de mon UFR, une prof du département d'histoire a l'idée du siècle : organiser un cours sur les usages publics de l'histoire consacré à une lecture du film *J'accuse* de Roman Polanski. Un collectif d'étudiantes féministes dénonçant la forte visibilité dont bénéficie un cinéaste pédocriminel intervient et lui demande de justifier ce parti pris pédagogique. L'enseignante refuse et quitte la salle en arguant qu'elle n'a pas à se justifier devant ces étudiant.e.s. Bilan des courses : le CA de l'université, au nom du sacro-saint principe de l'autonomie pédagogique, adopte une motion condamnant fermement cette intrusion militante intempestive. C'est vrai qu'au nom de la liberté pédagogique, on pourrait organiser un débat sur les violences sexistes et sexuelles à l'université Paris 8 en invitant Roman Polanski, Eric Zemmour et Bertrand Cantat. Non ? »

« Ce texte me fait penser à quelqu'un de mon UFR qui répète souvent qu'elle fait la différence entre le collègue et la personne, comme on entend ailleurs qu'il s'agit de faire la différence entre l'artiste et le violeur. Ce type d'argument est évidemment fallacieux dans la mesure où il permet, dans le cas de Polanski, d'absoudre un criminel récidiviste au prétexte qu'il filme comme un dieu et, dans l'autre, de donner bonne conscience à la collègue qui n'hésitera pas à se vautrer dans les dégueulasseries vis-à-vis d'untel ou de tel autre de ses pairs, tout en leur expliquant qu'en tant que personnes, elle les respecte, et patati et patata... On ne peut pas prendre simplement le côté qui vous arrange ou vous dédouane. »

« Pas si simple de trancher dans ce genre de situation. J'entends les arguments de part et d'autre. Personnellement, j'aimerais qu'on évite d'en arriver à ce qui se passe dans certaines facs américaines où, au nom de l'appropriation culturelle ou d'arguments approchant, on en vient à censurer tout et n'importe quoi. Le politiquement correct fait des ravages, tout comme cette forme étrange de puritanisme qui réserve certaines formes culturelles au nom du respect, et empêche finalement le débat et la rencontre. »

Université non mixte

AG FÉMINISTE NON MIXTE DE P8

Comme prévu et annoncé ces derniers jours, dans les différentes AG, réunions et comités de mobilisation, une journée de grève féministe en non mixité de genre choisie (sans hommes cisgenres) est prévue ce lundi 9 mars à l'université. Nous donnons rendez-vous dès 8 h 30 à toutes les personnes concernées et intéressées à la fac, pour s'organiser face aux violences de genre, l'impunité des agresseurs, l'invisibilisation de nos luttes dans la mobilisation en cours... Mais également pour se rencontrer, discuter, s'entraider...

Une cantine est prévue pour partager un repas convivial le midi, et pour le reste nous nous organiserons en fonction des envies de chacune.

Nous avons déjà reçu des critiques, pour certaines virulentes, et ne nous répéterons pas sur la nécessité et la légitimité de cette journée le lendemain du 8 mars. Par ailleurs, les AG prévues demain malgré nos interventions répétées peuvent très bien se tenir en non-mixité.

À demain pour les concernées et les motivées
L'AG féministe non mixte de Paris 8

Cher.e.s collègues,

Un groupe de personnes a décidé d'entraver le fonctionnement de l'université aujourd'hui et dans les jours à venir. Nous condamnons fermement ces actions de blocage qui, de manière répétée, mettent en péril la bonne tenue du semestre. En outre nous ne pouvons tolérer que l'entrée de notre université puisse faire l'objet d'un filtrage discriminatoire.

Malgré ce blocage partiel du campus de Saint-Denis, les activités administratives et pédagogiques ont pu se tenir pour une part.

Nous réaffirmons notre attachement au service que nous devons à tous nos publics et prendrons toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité de nos missions.

Cordialement,

L'équipe présidentielle

À ceux qui pensent que le blocage en non mixité de genre de l'Université Paris 8 de ce lundi 9 mars 2020 a constitué une entrave au droit d'étudier ou de travailler. À ceux qui pensent que, parce que seules des femmes et des personnes trans ou non binares ont pu entrer pour se joindre au blocage, ce blocage était discriminatoire.

À tou.te.s, je rappelle que des agresseurs et harceleurs parfaitement identifiés, certains sous le coup de condamnations pénales, circulent librement sur le campus au vu et au su d'une Présidence tout à fait informée de la situation.

Vous avez ressenti ce 9 mars 2020 une pointe de sentiment d'injustice parce que vous ne pouviez pas circuler librement ? Vous avez ressenti une peur fugace quand une femme ou une personne dont vous aviez du mal à identifier le genre a haussé le ton contre vous, voire vous a repoussé alors que vous essayiez de forcer le barrage ? Souvenez-vous bien de ces sentiments, auscultez-les. Essayez de vous

imaginer le sentiment d'injustice et la peur de la personne qui craint de croiser son ex-conjoint violent en allant en cours, qui finalement n'y va plus tandis que son agresseur poursuit ses études sur le campus. Imaginez-vous le sentiment d'injustice et la peur de celle qui vient au travail la boule au ventre et doit faire face à son harceleur, qui poursuit tranquillement sa carrière. Ne parlons même pas du sentiment d'injustice de celle qui ne va pas en cours parce que ses règles sont douloureuses, mais dont l'absence sera sanctionnée, de celle dont la bourse de thèse ne sera pas prolongée malgré son congé maternité, de la personne trans qui perd un temps fou dans les démarches destinées à faire correspondre son identité administrative à celle qui est la sienne, des personnes de tous genres – sauf les hommes cis – qui circulent avec l'inquiétude permanente de subir une remarque, une injure, une menace. Et demandez-vous : qui subit, tous les autres jours de l'année, des entraves à son droit d'étudier, à son droit de travailler ? Le 9 mars 2020, vous n'avez pas pu aller étudier ou travailler. Profitez-en pour vous attarder sur cette question et vous demander comment vous pourriez, de votre côté, contribuer à lutter contre les violences de genre à l'Université. Merci.

P.S. : pour ceux qui pensent que ce blocage a empêché une journée de mobilisation contre la réforme des retraites, la précarité étudiante et les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche : je vous rappelle que les femmes seront les grandes perdantes de la réforme des retraites, que les violences de genre sont cause comme conséquence de la précarité de nombreu.x.ses étudiant.e.s femmes, trans, non-binaire et homosexuel.le.s, comme de la précarité des travailleurs.es de l'ESR. Ce blocage s'inscrit parfaitement dans le mouvement social qui se joue actuellement dans nos facs et nos labos. Vice-versa, faites que les luttes que vous menez s'inscrivent dans le combat féministe. Merci.

«Là, j'avoue que ça me dépasse. Je pratique les réunions non mixtes depuis plus de 20 ans. C'est une pratique indispensable si l'on fait attention à deux choses. D'une part, au fait que la non-mixité ne doit pas masquer les autres "mixités", notamment les inégalités sociales et symboliques qui persistent. D'autre part, il faut garder en tête que l'élaboration en non mixité doit pouvoir servir aussi en situation de mixité. Se préserver pour libérer la parole, mais aussi se demander ce qu'on fera ensuite de cette parole quand on va retrouver les hommes, les blancs ou je ne sais qui d'autre qui n'était pas invité. Il y a des départements où doivent se tenir des AG de reconduction de la grève et où il est évident que sans les hommes cisgenres, le vote mettra fin au mouvement de grève car les femmes y sont majoritairement opposées. C'est absolument ridicule.»

Florilège #6

PAROLES FÉMINISTES

« On a là une illustration d'un phénomène qui avait été déjà présent en 2016 à Paris 8 : l'existence d'un mouvement dans le mouvement. Plus précisément l'existence d'une mobilisation qui a nettement moins d'intérêt pour les revendications du mouvement que pour ses propres mots d'ordre et qui se sert, dans une logique du coucou, de la mobilisation pour faire avancer sa cause par ailleurs légitime. Mais ce qui est moins légitime, c'est de le faire au détriment du mouvement central. Faire avancer la cause des femmes versus la mobilisation contre la réforme des retraites c'est un pur non sens. C'est un aveuglement. »

« C'est quand même dingue de penser que vous pouvez pas fermer vos grandes gueules ne serait-ce qu'une journée. Une journée sans avoir à vous supporter c'est insupportable, c'est ça ? Vous n'y comprendrez décidément jamais rien... »

« Il faudrait donc laisser l'AG des personnels en délégation à nos collègues et camarades femmes et faire nôtres les décisions qui seront prises en notre absence ? Désolé, mais non. C'est hors de question. Je ne souhaite pas être représenté, je veux participer et n'accepte pas d'être exclu des prises de décision qui me concernent. Il faut repousser les AG au lendemain. C'est un minimum. Et même l'université entière en non mixité, je trouve ça discutable. Ça ressemble à une privatisation des lieux. Et au passage, je trouve indécent les discours de merde sur les camarades femmes qui, pas d'accord, seraient des "blanches complices du patriarcat". »

« La fac est bloquée par des femmes, pour les femmes. Dans la continuité, de la journée de lutte pour les droits des femmes, l'idée est de bloquer l'accès de la fac aux hommes pour visibiliser les problèmes de genre ayant lieu à l'université et partout dans le monde. Des activités et rencontres



sont prévues en non mixité aujourd'hui dans l'université pour s'organiser ensemble, entre femmes à comment lutter contre les violences de genre. Le blocage est fait pour dénoncer les agressions sexistes à l'intérieur de l'université et la complicité de l'administration. Les étudiantes féministes ont scandé des slogans tels que : "Paris 8 anti patriarcat", "agresseurs impunis, présidence complice", ou encore "P8 non-mixte, violeurs hors de nos facs". »

« Sinon pour les mecs (cis), on subit pas le sexisme tous les jours, alors on n'est pas légitimes pour en parler, donc on ferme notre gueule et à la limite on applaudit. Ça peut être l'occasion de lire et regarder plein de trucs cools sur le féminisme. Bravo et belle journée de luttes. »

« “ Un homme mort ne peut violer ”, “ Men are trash ”, “ Tous les mecs sont des connards, même le tien ”... J'ai tout de même le plus grand mal à cautionner ce genre de propos qui essentialisent les hommes, comme si tous les mecs étaient d'immenses saloperies. C'est un féminisme du ressentiment qui s'exprime dans ces mots, un



féminisme nihiliste qui fait du féminisme un communautarisme dogmatique, un féminisme qui n'envisage l'individuation et l'émancipation qu'à la condition de détruire l'autre. Ma pomme contre l'autre, l'intolérance et l'éjection comme fondement de la raison politique. Tous les autres que Nous sont coupables des pires maux et il faut les détester. Il y a comme une valorisation de la haine qui sert là de boussole et que je trouve inquiétante. Cette haine fait bon ménage avec le néolibéralisme prêt à détruire pour faire du fric, mais ça colle aussi très bien avec les fascismes en tout genre. Ce féminisme n'est pas le mien. »

« C'est à mourir de rire parce que comme elles laissent passer toutes les femmes, il y a des antigrèves femmes à qui l'on permet de faire cours, mais qui ne font cours qu'aux meufs et à des meufs progréves. C'est un bordel qui n'a plus de sens. »

Communiqué du 9 mars 2020 des bloqueuses de Paris 8

Ce lundi 9 mars, au lendemain de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et des minorités de genre et dans un contexte de répression policière extrêmement violente des mobilisations féministes, des femmes, des personnes trans et non-binaires ont bloqué l'université de Paris 8 (Vincennes-Saint-Denis). Il s'agissait d'interpeller la présidence de notre université sur son inaction concernant les nombreux cas de violences sexistes et sexuelles qui lui ont été rapportées. Ce blocage en mixité choisie visait à faire de notre lieu d'étude et de travail, un espace sûr pour toutes les victimes de violences de genre, au moins pour une journée.

Comme dans l'ensemble des universités, ces dernières années, des cas de harcèlements et d'agressions sexuelles ont eu lieu à Paris 8 et n'ont fait l'objet d'aucune condamnation de la part de l'institution. L'année dernière, des étudiantes et membres du personnel ont dénoncé à la présidence des faits d'agressions physiques, sexistes et sexuelles. Jusqu'à aujourd'hui aucune réponse concrète ne leur a été donnée. En juillet dernier, une étudiante de l'Université, Leïla Lavenette, est décédée après avoir la veille déposé une main courante contre son conjoint violent. Elle était logée dans une résidence du CROUS, service social de l'Université. L'Université n'a pas été un espace d'accueil et de soutien pour elle. Les services sociaux et de médecine préventive sont en sous effectifs et surchargés, ne permettant absolument pas un accueil efficace des membres de la communauté universitaire confrontés aux violences de genre. Enfin, la présidence n'a même pas mis en place une cellule psychologique pour les camarades de classe et les enseignant.es de Leïla après son décès.

Ces derniers mois, des étudiant.es se sont élevé.es contre cette impunité des agresseurs et des harceleurs. Ils ont protesté contre l'imposition de l'étude historique du film de Polanski dans un cours, afin de mettre en visibilité l'encensement de violeurs et d'agresseurs sexuels avérés par les institutions culturelles. Elles ont subi une répression croissante et à plusieurs niveaux, allant de la dénonciation de leur action par la direction de l'Université jusqu'à une répression concertée d'une partie du corps enseignant. Ils ont été accusés de violence, de fascisme et d'agir de façon anonyme. Plusieurs enseignant.es ont filmé ostensiblement ces étudiant.es qui dénonçaient l'étude du film *Jacuse*.

Ce matin, à l'Université Paris 8, nous n'avons pas laissé les hommes cisgenre* entrer sur le campus. En cette journée lendemain du 8 mars, nous voulions que les femmes victimes d'agressions au sein de la fac puissent prendre possession du lieu, sans craindre d'y croiser leurs agresseurs – que la présidence laisse habituellement circuler en toute impunité. Ce blocage avait pour vocation de communiquer autour des nombreux cas d'agressions sexuelles au sein de la fac, et a permis de confronter l'ensemble de la communauté universitaire à la réalité, trop souvent ignorée ou tolérée, des violences sexistes et sexuelles qui y ont lieu. Nous voulions envoyer un message fort pour obtenir enfin une réponse claire de la présidence à nos revendications féministes.

Ce matin, pendant cette action, nous avons subi des agressions sexuelles, physiques et verbales de la part de vigiles et de certains étudiants : mises à terre, jets de projectiles, menaces à l'arme blanche (ciseaux), étranglements... Nous tenons à préciser que lors des blocages mixtes, ces types de violences sont moins présents et assumés. Nous condamnons fermement l'attitude viriliste et sexiste de ces personnes. Ces actes découlent en partie de la violence institutionnelle exercée à notre encontre par la présidence de l'université : alors qu'en cas de blocage mixte, cette dernière annonce la fermeture administrative de la fac, elle a cette fois-ci encouragé – via les réseaux sociaux ! – les étudiant.es et les personnels à s'y rendre, favorisant les situations de tension et légitimant de ce fait les actions violentes perpétrées contre nous.

Nous exigeons de la présidence, bien au-delà des politiques de communication de façade, la mise en œuvre des moyens financiers et humains nécessaires pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles dans notre Université, afin qu'elle devienne enfin un espace sûr pour toutes. Nous ne saurons tolérer la répression dont les mobilisations féministes sont l'objet à Paris 8, tandis que nos agresseurs s'y promènent en toute impunité. Nous réclamons donc la destruction de toutes les photos et vidéos prises sans l'autorisation des militant.es lors des différentes actions qu'ils ont menées, et la garantie d'absence de toute forme d'intimidation – verbale, physique, disciplinaire, légale – des personnes qui ont participé au blocage de ce 9 mars 2020.

* dont l'identité de genre où le genre ressenti correspond au genre assigné à la naissance.

« Une des étudiantes que j'accompagne en doctorat a été victime d'un viol lors d'une enquête de terrain. Certain.e.s collègues ont été mis.e.s au courant par nécessité. Sur le lot, peu d'entre eux.elles se sont tenu.e.s au courant de son état de santé et ont cherché à avoir des nouvelles, même parmi les collègues qui la connaissaient bien. Bref, ça n'intéresse personne. La solitude des victimes face à l'indifférence est une des nombreuses peines qu'engendre ce type de crime... »

Poste MCF Paris 8 : la domination masculine se porte bien à l'université. Communiqué.

ANONYMES

Bonjours à toutes et à tous,

Vous trouverez, ci-joint, la réaction collective de chercheur.se.s en études de genre suite au classement pour le poste « Genre, sexualité, nouveaux médias et réseaux sociaux » à l'Université Paris 8. Souhaitant rester anonymes, nous comptons sur votre diffusion massive de ce communiqué et espérons engranger une prise de conscience à la hauteur des enjeux.

Féministement

À la suite des auditions pour le poste MCF n° 4500 « Genre, sexualité, nouveaux médias et réseaux sociaux » de l'Université Paris 8 Saint-Denis Vincennes, s'étant déroulés le 17 juin 2020, certaines zones d'ombre et injustices sont à déplorer dans la procédure de recrutement. Il nous semble aujourd'hui primordial d'interpeller la communauté académique sur celles-ci.

Pour rappel, le COS a reçu près d'une centaine de dossiers pour ce recrutement. Sur les six auditionné.e.s, cinq femmes et un homme. Sur les six auditionné.es., cinq étaient expertes des problématiques de genre, avaient soutenu une thèse en

lien direct avec le profil de poste et étaient qualifiées en sections 19 et/ou 71.

Force est de constater que la domination masculine se maintient à l'université : le COS a décidé de classer premier le seul homme, issu ni de la sociologie, ni des sciences de l'information et de la communication. [...] Face à des candidates qui travaillaient sur les mêmes thématiques que lui en étant, elles, concernées, c'est donc le seul profil masculin qui a été privilégié.

[...] Combien d'objets d'études les hommes vont-ils ainsi s'accaparer ? Au-delà de la remise en question des démarches situées des femmes auditionnées, ce classement est une claquette assénée à toutes les docteuses travaillant sur le genre ou en études féministes en attente d'un emploi stable.

Ce poste, adossé au LEGS et au Master Études de genre de Paris 8, répondait à un besoin conséquent d'enseignements et d'encadrements spécifiques, une réalité qui rend cette décision particulièrement incompréhensible.

Quelle est la plus-value scientifique apportée par un homme ne travaillant pas sur le genre dans ce type de formations ? Quel est le signal envoyé à l'ensemble des femmes précaires à la recherche d'un poste dans un contexte national de pénurie ? Faut-il encore rappeler qu'à l'université, l'entre-soi masculin se conjugue à des logiques de classement systématiquement défavorables aux femmes, et parmi elles, davantage à celles qui cumulent obstacles et oppressions sur leur parcours ?

La mise en scène et la diffusion des noms des candidat.e.s sur les listes EFiGiES posait déjà question : pourquoi s'enorgueillir d'auditionner une chercheuse qui s'est battue, des années durant, pour prouver la légitimité de son champ ? La classer 5^e constitue finalement une violence symbolique supplémentaire, dont l'intéressée se serait sans doute passée. Est-ce ainsi que le champ des études féministes

souhaite mettre en valeur des recherches pionnières sur des objets minoritaires ? Par la silenciation ?

À la suite des auditions, deux femmes parmi les cinq auditionnées ont annoncé sur les réseaux sociaux qu'elles mettaient fin à leur carrière académique. Le système universitaire leur a fait comprendre qu'il ne tolérait leur présence que sous conditions : pour effectuer du travail gratuit, pour décharger les titulaires, pour combler les trous, et surtout tant qu'elles ne surpassent pas les hommes. Du reste, lorsqu'il s'agit d'obtenir une stabilité financière ou simplement de quoi manger à sa faim, l'université est aux abonnés absents. N'a-t-on pas suffisamment étudié l'assignation au travail domestique en Études de genre pour éviter la reproduction de logiques similaires dans nos établissements ? En dépit d'une politique de façade attentive aux répercussions de la crise sanitaire sur les trajectoires des chercheuses femmes, ce sont une fois de plus les hommes qui sortent gagnants et consolidés sur leurs appuis.

L'accaparement des postes fléchés genre par des chercheurs hommes ne date pas d'hier, mais il nous est de plus en plus insupportable. La dilution d'une approche féministe vers des thématiques plus consensuelles (inégalités, discriminations) est un glissement théorique misogyne, qui organise la précarisation et la marginalisation des femmes de l'ESR. De tels phénomènes sont particulièrement déplorables lorsqu'ils sont cautionnés ou encouragés par des statutaires se revendiquant de nos valeurs. Le seuil de l'hypocrisie est atteint lorsque ces mêmes statutaires se targuent de combattre à nos côtés les réformes actuelles de précarisation de l'ESR.

Enfin, que s'est-il passé pour que le président du COS soit absent du seul poste genre de la campagne ? Que signifie son retrait soudain vingt-quatre heures avant les auditions ? Cette situation nous laisse perplexes quant aux potentiels

jeux d'influence ayant orienté le choix de recrutement ? Nous le savons : le monde universitaire n'en est pas exempt, mais notre champ, celui des études féministes devrait, de par les positionnements critiques qui sont les siens, les dénoncer plutôt que de les reproduire.

Ce classement, d'une indignité absolue et d'une violence sans nom, nous fait honte.

« Il y aurait beaucoup à dire en l'espèce ! Tout est dans le « si ce n'est autres » de la fin. Le résultat de ce concours est pour le moins étrange et, peut-être, est-ce là, comme semblent le suggérer les auteurs.trices de ce communiqué, la conséquence d'une forme de sexisme dont, évidemment, tout ce beau monde va se défendre. N'empêche. Mais c'est vraisemblablement aussi le fruit d'autres réflexes tout aussi moches. Combien des membres du jury étaient-ils proches (scientifiquement, éditorialement, etc.) du candidat élu ? Les règles en la matière de conflits ou de liens d'intérêt lors des campagnes de recrutement ont été renforcées ces dernières années, mais elles sont encore largement insuffisantes. Les réseaux de co.pains.pines jouent beaucoup sur ce type de poste. Un président qui déserte le concours qu'il a pourtant la charge d'organiser est pour le moins insolite... »

Florilège #7

PAROLES DE BIATOSS

« Je n'ai pas envie d'un tribunal régulier au travail. Non ! À 43 ans, un passé de professeur des écoles, un bac+5, je n'ai plus envie d'être au tribunal. Bientôt larguer les amarres ! Oh oui il y a des belles personnes à Paris 8. Heureusement une fac ce n'est pas que des mauvais rapports, des rapports déshumanisants. Le reste est moins reluisant. Bien sûr, beaucoup de gens sont contents de moi, mais... l'institution, les travers de la société, ici aussi à Paris 8 (plus que jamais même en ce début de 21^e siècle). En tout cas, nous gestionnaires du service (15 personnes, presque tous là depuis plus ou moins 10 ans ensemble), on est redevenus une équipe soudée, c'est déjà ça. Eh oui, ça compte. Mais ça ne fait pas tout, beaucoup trop de gens souffrent dans le service. »

« Pendant un an j'ai effectué le travail de ma collègue en plus du mien car son remplacement ne semblait pas être une urgence. Pour au final, un remplacement à 70 % sur un poste qui nécessite un 100 %, cela dure encore. »

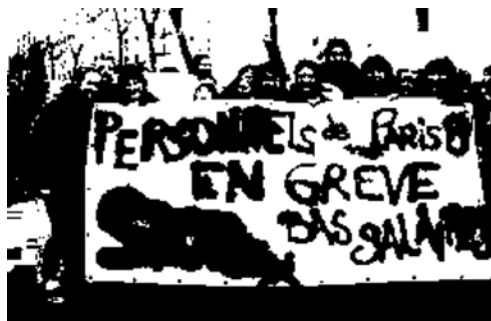
« J'ai travaillé dans mon bureau avec un générateur diesel sous ma fenêtre. La fac m'a dit qu'il n'y avait aucun risque. Le rapport sanitaire, lui, dit tout le contraire ! »

« On m'a demandé " gentiment " de me renseigner sur le retour de maternité de ma collègue sous peine d'avoir à effectuer son travail. »

« On est trois dans 15m², avec des câbles qui traînent partout et des multiprises en cascades partout. On attend encore le rapport Hygiène et sécurité qui a remarqué tout ça il y a trois ans. »

« Mon responsable de service m'a remis une lettre pour négligence suite à un cambriolage, alors que le dit cambriolage s'est déroulé pendant mes congés. »

« Mon service subit des pressions de la direction. J'ai peur de me mettre en grève. »



« On m'a demandé de justifier l'achat d'une calculatrice. Et en même temps, il y a parfois des jeux étranges d'écriture. Des sommes qui passent d'un endroit à un autre, par exemple, pour des achats massifs de matériel informatique, sans concertation. Et le matériel acheté sur fonds publics qui finit dans le salon de certain.e.s enseignant.e.s c'est pas mal non plus. »

« Ça fait plus de 20 ans que je travaille à P8. Qu'est-ce qu'elle était bien cette fac avant ! Une vraie famille. Maintenant, c'est le règne de l'arrivisme, de la délation et du clientélisme. Reviens comme avant, ma fac ! »

« Recruté sur un CDD, on ne m'a pas dit à l'entretien d'embauche que mon poste est disponible à la mobilité et au concours. »

« Petit à petit, mon service perd ses missions et son rôle, que d'autres services convoient. Personne ne fait rien. Quel avenir pour mon service ? Absorption ? Destruction ? »

« J'ai connu une période où les gens étaient vraiment solidaires entre eux. Quand il se passait quelque chose, tu pouvais compter sur tout le monde. J'ai vu, des fois, des centaines de personnes dans les couloirs à la porte d'un bureau pour soutenir quelqu'un qui était dedans. C'était impressionnant. Là, la Présidence, elle se tient à carreau. On a réussi à avoir la peau d'un salopard comme ça une fois. Il y avait des centaines de personnes qui criaient : " X, dehors ! X démission ! ". Il s'est fait virer ! »

« J'ai vu des choses insensées sur les embauches ou les titularisations. Des personnels qui demandent une revalorisation, on leur refuse, du coup, ils s'en vont, on perd la compétence et on recrute un vacataire qui lui n'a pas la compétence, mais que l'on paie davantage. C'est juste hallucinant ! Et ce n'est pas un cas isolé. »

« On est en 2020 et les logiciels sur lesquels on travaille ne nous permettent toujours pas de faire des extractions. Tu te tapes les tableaux à la main. Génial ! »

« Avant, le téléphone sonnait : " y a pas une place chez vous ? ". Maintenant, plus personne ne veut venir à Paris 8. C'est devenu une maison de fous. Les gens débarquent ici, mais ils ne restent pas. Ils comprennent vite et se cassent dès que possible. À peine arrivé.e.s, ils.elles cherchent à partir. Trop c'est trop ! Y a des services où ils en viennent aux mains, où c'est la guerre. X s'est retrouvé à l'hôpital. »

Opacité, inégalité, injustice

Se serrer la ceinture

INTERSYNDICALE PARIS 8

Le CROUS a augmenté significativement le coût des repas. Une intersyndicale BIATSS (CGT, Dionysoise, SNASUB, SUD) a demandé que notre direction compense cette hausse des tarifs. Lors du comité technique du 5 novembre, le vice président du CA nous a fait savoir qu'il était impossible de trouver cette somme ($\pm 14\,000$ €/année). Or, il est possible d'économiser ailleurs que sur les repas des personnels ! Par exemple, sur certaines surprimes octroyées à des personnels de direction sans que personne n'en n'ait été informé ! Là ou ailleurs, la direction devrait pouvoir trouver de quoi compenser la hausse du CROUS...

Lors de ce même CT, la direction a fait une proposition de montant de la prime de fin d'année pour les personnels BIATSS de 250 € par personne ! Dans ce contexte de « surprime d'un côté et peanuts de l'autre » la proposition a été reçue comme une gifle. Les organisations syndicales ont fait d'autres propositions, la direction a refusé que ces dernières soient mises au vote. Un vote final a eu lieu : les organisations syndicales ont voté unanimement POUR l'octroi d'une prime de fin d'année et CONTRE le montant proposé par la direction. Les revendications de l'intersyndicale

CGT-Dionysoise-SNASUB-SNPTEs-SUD étaient de 500 € nets de prime de fin d'année 2019 ou bien 300 € nets sous condition d'une pérennisation à partir de 2020 de 700 € nets. Lors du CT complémentaire du 12 novembre, les organisations UNSA et SGEN se sont accordées avec la Direction pour plafonner vers le bas cette prime à 300 €, avec pérennisation au même tarif !!! La CGT, le SNESUP et la Dionysoise se sont abstenues de voter cette aumône.

« C'est parfois à croire qu'ils sont dans un autre monde. Nous, les BIATSS, on a des salaires tout petits. Les fins de mois difficiles, on voit très bien ce que c'est, parce que c'est notre ordinaire. Alors oui, des fois on est vraiment agacé.e.s de voir des grosses sommes d'argent passer. On fait les fiches de paye aussi, donc on voit bien que de l'argent y en a, mais pas trop pour nous quand même. C'est révoltant parce qu'on arrive à un point où en travaillant et en étant quand même fonctionnaires, on est dans des situations de vie presque indignes. Il y a de quoi être en colère. Quand tu connais le coût de la vie à Paris, tu sais très bien que les petits salaires galèrent, mais on a l'impression que ça ne compte pas, que ça n'existe pas. Pas d'argent, pas de considération... On est des merdes. »

Une précarité étudiante ordinaire. Entretien KEITH

Peux-tu commencer par te présenter ?

Je suis Keith, je viens de Lamballe, je redouble ma deuxième année de LEA. Avant, j'ai fait une année d'IUT à Morlaix dans le génie civil et le développement durable, après un bac S obtenu avec mention « assez bien », mais je me suis rendu compte que c'était pas du tout ma voie, alors j'ai changé. Là, mon but, ce serait de devenir prof d'anglais et je voudrais donc passer en LLCE.

À Morlaix, c'était la première année d'étude sup' un peu type où l'appart était payé par les parents ; c'était un peu short niveau thunes, mais c'est tout. Arrivé à Rennes, ça a été différent parce que je me suis inscrit tardivement et trouver un appart a été une horreur. J'ai squatté chez des potes pendant presque huit mois, à droite et à gauche, pour au final trouver un appartement, mais que depuis j'ai laissé.

Morlaix est une ville un peu morte, à part quand il y a le festival Panorama, mais il y a la vie étudiante qui est là, des petits groupes d'amis qui se font facilement. Alors qu'à Rennes, quand je suis arrivé, j'ai été introduit à des personnes, ça s'est très bien passé et puis j'ai intégré d'autres gens au fur

et à mesure et ça me fait un énorme réseau de connaissances. Je fais partie d'une asso de jeux de rôle à Rennes 2 et ça m'a permis de rencontrer plein de gens dans lesquels je suis allé piocher pas mal de mes amis actuels. Et les personnes avec qui je suis devenu très proche rapidement, c'est un vieil ami qui me les a présentées et ce groupe est resté très soudé. Après, il y a comme un effet boule de neige. Oui, je connais beaucoup de monde. Je suis très impliqué dans l'asso dont je t'ai parlé. Je suis un peu le « DRH » de l'asso et ça me permet de rencontrer encore plus facilement les gens.

Et la fac alors ?

Bah ça a été un grand changement. L'IUT c'est un fonctionnement très lycéen, c'est droit, ça file droit, les profs sont là, alors qu'à la fac... c'est un autre fonctionnement auquel il a été pour moi très compliqué de m'adapter. Par exemple, je redouble ma deuxième année... Je garde le moral mais... Bon, c'est un fonctionnement intéressant la fac tout de même parce que ça nous donne une liberté d'agir. La fac te permet d'aller là où tu veux, mais il y a plusieurs chemins possibles, ça c'est bien, ça laisse libre cours à la réflexion. Ça m'a permis de pousser des trucs que j'aime déjà, d'approfondir vraiment, même si en LEA c'est pas forcément ce que je cherche. On voit beaucoup de choses comme le marketing ou la communication et même là-dedans, j'ai pu trouver des trucs qui m'intéressaient. Après, le problème, c'est qu'il n'y a aucun suivi. La fin de l'année dernière, ça a juste été une surcharge de travail complètement dingue et j'en pouvais plus. Et impossible d'en parler à qui que ce soit. Même le service de santé n'était pas forcément apte à prendre en charge ma détresse, à écouter et proposer des solutions.

L'environnement de la fac t'a donc amené à consulter...

Bah oui, parce qu'à un moment, je me suis dit que j'avais

besoin d'aide. Je suis allé les voir, mais ça n'a pas abouti à grand-chose au final. Je suis retourné les voir en décembre pour une aide psychologique, mais rien n'est tombé pour le moment. Je vais essayer de me retourner vers d'autres services... La fac nous permet de nous épanouir dans certains domaines, on peut découvrir plein d'activités, et de rentrer dans plein de projets différents, mais ça te met aussi dans une situation étrange... En fait, on se pose plein de questions : est-ce que la fac est faite pour moi ? Est-ce que les études que je fais sont faites pour moi ? C'est comme s'il y avait plein d'incertitudes tout le temps et ça, c'est assez dur. On ne sait pas si ça va déboucher sur quelque chose, si on est capable d'aller jusqu'au bout, si on n'est pas là seulement par dépit. C'est difficile à expliquer... C'est un sentiment de doute permanent. C'est le flou total à chaque fois. La fac, ça ne permet pas d'avancer tranquillement dans l'avenir. Pas facile. Et avec le mouvement social, ça rajoute quand même à ce doute. On se demande s'il ne nous reste pas juste à fermer notre gueule, de se trouver un job pourri et puis voilà... Et puis en même temps, on veut pas... On se résigne pas, mais c'est pas non plus des réflexions ultra poussées ; enfin je parle pour moi.

Tu es en couple, je crois. Du coup, vous vous entraidez ?

Oui, mais c'est difficile aussi parce qu'on est pas du tout dans le même secteur. Ma chérie est en Infocom. On se soutient moralement évidemment quand ça va pas bien, mais concrètement, on peut pas faire grand-chose pour l'autre. D'une manière générale, la fac est pas vécue super bien par mes copains. Mes ami.e.s qui sont en Arts aiment ce qu'ils.elles font mais en même temps se demandent comment ils.elles vont s'en sortir à la fin, professionnellement. Mes ami.e.s qui sont en LLCE se rendent compte que c'est difficile de tenir pour eux aussi et pensent à des réorien-

tations. Beaucoup vont au bout de leur licence poussé.e.s par leurs parents, mais ça ne les branche pas plus que ça. Et puis on a l'impression que tout le monde, maintenant, a Bac+5, est surprofessionnalisé avec des dossiers en béton, alors on se demande si ça sert encore à quelque chose. Tous, ont est comme en légère dépression continuelle depuis le début de nos études, avec des pics de chagrin, on se reprend et ça retombe... C'est un peu le *mood* bizarre depuis le début de l'année et pour tout le monde... Et les raisons c'est en fait assez flou pour nous tou.te.s... Je crois que fondamentalement on ne fait pas des choses qui nous intéressent follement et puis il y a tous les tracas classiques, les tracas de la précarité étudiante ordinaire : les problèmes de cœur, d'argent, de logement. L'impression que j'ai, c'est que c'est très fragile. Il y a une fragilité chez tou.te.s. J'ai des copains qui savent plus où ils en sont en fait. Ce qui est central, c'est qu'on est inquiets de comment ça va se passer après, dans l'avenir et en plus s'ajoutent des conditions de vie étudiante qui sont quand même très rudes.

C'est-à-dire ?

Moi, par exemple, ça fait depuis novembre que j'ai plus d'appart. C'est pas simple. J'ai l'impression d'être là, à galérer, et pour faire des études qui ne m'intéressent que moyennement, alors c'est sûr que ça n'aide pas les gens à aller de l'avant. J'ai très peu d'amis qui arrivent à s'en sortir sans problème, pour qui ça roule. Beaucoup de gens travaillent pour subvenir à leurs besoins en tant qu'étudiant.e.s. Quand tu sais où dormir le soir quand tu as tes parents pas loin, ce qui n'est pas évident pour tout le monde, tu dois quand même bosser pour pouvoir assumer le reste, ne serait-ce que manger et avancer dans ses projets. En fait, on n'a pas d'aide pour nous épanouir en tant qu'étudiant.e. Il y a des assos qui nous permettent de faire certaines choses mais finalement

peu. Les bourses diminuent et sont de plus en plus difficiles à obtenir en temps et en heure. Tout ça n'aide pas pour progresser. Et tout est lent. Moi, j'attends un logement en Cité U depuis novembre. Mon père n'est pas imposable, ma mère ne peut m'aider qu'un petit peu... Toutes ces conditions font que je devrais avoir une chambre étudiante, mais ça traîne. La coloc' dans laquelle j'étais jusqu'en novembre était d'une difficulté sans nom et ça a été vu avec une assistante sociale de l'université de Rennes 2, mais pas de nouvelles. Le CROUS n'avance pas dans les dossiers. Déjà, l'an passé, la demande de bourses avait été une horreur. J'ai dû envoyer cinq dossiers en tout et me déplacer deux ou trois fois pour enfin avoir les bourses en fin d'année. Une horreur. C'est compréhensible qu'il y en ait, et j'en connais, qui renoncent à leurs droits. J'espère que ça va se décanter bientôt...

Le tableau est chargé! On est loin de l'insouciance censée caractériser la condition estudiantine...

C'est sûr! En fait, je trouve ça vraiment difficile. Moi par exemple, je suis assez clairement monotâche. Soit je travaille, soit j'étudie, mais je n'arrive pas vraiment à allier les deux. J'ai bossé à droite et à gauche en intérimaire, mais quand j'ai du job, c'est impossible pour moi de mettre mon cerveau en mode « études ». C'est du temps à consacrer dans l'organisation, dans la logistique, dans le travail lui-même. Au final, ça t'empêche d'étudier et de vivre à côté aussi. C'est ça aussi qu'on voit quand on bosse, c'est que c'est dur de s'épanouir pleinement à côté, en fait. Après il y a le travail d'été mais gagner 2500 balles grand maximum pour tenir l'année, c'est compliqué. On est jeunes, ça va, mais on peut avoir des accidents de parcours, des frais médicaux par exemple, bah c'est pas évident de s'assumer là-dessus aussi. Et puis il y a évidemment les loyers... Les loyers à Rennes, c'est devenu n'importe quoi au bout d'un moment quand

même. Faut voir ce que les proprios veulent te louer aussi parfois... C'est pas possible, là !

Tu manges à ta faim ?

Maintenant oui, plus facilement maintenant que j'ai plus d'appartement à assumer. L'année dernière, j'avais 50 euros de budget par mois pour manger. C'est très compliqué et maintenant que je ne paie plus de loyer, c'est plus facile. Ça se passe mieux. La seule contrainte, c'est que je dois sortir pour manger parce que j'ai pas forcément accès à une cuisine. Donc je mange à ma faim, mais pas forcément très équilibré. Du coup, je peux aussi me permettre des petits plaisirs qui font du bien, genre un CD de temps en temps, mais c'est pas non plus la folie. Tout le monde essaie d'assouvir un peu ses passions. Moi, c'est la musique : j'en joue, j'en écoute, j'essaie d'en acheter. C'est vital pour moi d'épanouir cette culture. Si on reste seulement dans le bain de la fac, c'est invivable. Pour tenir, faut trouver un truc à faire en dehors, c'est important. Et ceux que je connais qui n'ont pas ce genre de passion, bah certains tombent dans la drogue et l'alcoolisme. C'est terrible à dire, mais c'est aussi un des fléaux de nos études sup'. Chez certain.e.s, il y a un constant besoin d'aller chercher le bonheur là où il peut être, comme pour rattraper ou équilibrer des situations où ça ne va pas. C'est difficile à voir quand certain.e.s de nos ami.e.s tombent là-dedans, en fait, et s'engouffrent... J'ai quelques copains qui sont tombés assez bas comme ça. Ils deviennent complètement imprévisibles et voilà...

La mobilisation actuelle, elle est une ressource pour vous ?

Bah, c'est vraiment important pour nous parce que ça permet de nous exprimer, de dire qu'on veut plus de ça, qu'on veut pas de ce monde. Ça permet de montrer qu'on est présent.e.s, qu'on est des humains avant tout et qu'on

n'en peut déjà plus. Comme dit Perceval dans Kaamelott, « On en a gros ! ». Ce qui est très perturbant avec les manifs, c'est qu'on voit deux types de gens : celui qui manifeste tranquillement et les fameux black blocs. Moi, je comprends la violence parce que, quand tu vois toute la violence qu'on emmagasine au fur et à mesure, c'est pas étonnant qu'à un moment, ça pète. C'est normal que ça leur pète à la gueule.

Tu es adhérent d'un syndicat ou d'un parti ?

Non. Je fais partie de rien du tout en fait. Je manifeste en mon nom et au nom de mes amis, des miens. Mais je suis entouré dans mes amis, de gens qui sont par exemple à l'Union pirate ou à la Défense collective, qui s'occupe des interpellé.e.s et des incarcéré.e.s. Ça me permet d'avoir une vue globale du climat à Rennes et puis... Les ancrages de mon entourage sont vraiment très à gauche et moi, je peux dire que je suis très proche de l'extrême-gauche, voire même de la fameuse ultra-gauche qui plaît tant aux médias, mais c'est une sensibilité. Je pourrais pas dire exactement où je me trouve parce que je n'ai pas fait de recherches particulières dans ce domaine. En revanche, ce qui est sûr pour moi et pour nombre de mes ami.e.s, c'est qu'on est droits dans nos bottes, on est déterminé.e.s à dire qu'on ne veut pas de cette société à la noix... Et les manifestations, c'est entre la respiration et l'apnée. Rentrer dans le tas, ça nous permet de dire « on en a marre, c'est fini ! » mais c'est aussi que ça y est, on s'attaque au gros bout et on ne lâchera plus. C'est un combat de longue haleine, mais on ne lâchera plus, c'est clair. Il y a une détermination à ne plus subir. Ça va être long, on le sait, mais on va tenir. Ça nous permet de tenir le... C'est un peu une résolution à tenir, une promesse que l'on se fait et qu'on va honorer quoi qu'il en coûte.

«La précarité étudiante est un truc dont on ne se rend pas compte. Enfin, je veux dire, que cette précarité elle est bien présente et elle touche beaucoup d'étudiant.e.s dans leur quotidien, bien plus qu'on ne le croît. À Rennes 2, il y a l'épicerie solidaire qui distribue des produits gratuitement et qui aide certain.e.s à manger à leur faim.

Parfois sur certaines périodes quand les bourses n'arrivent pas, mais pour certain.e.s c'est à l'année que c'est galère. Plus t'es dans la merde et moins, évidemment, tu t'occupes sérieusement de tes études et c'est vrai qu'il y a pas mal de copains qui dépriment. Alors, là, tu peux tomber dans un cycle infernal, te mettre à picoler et à fumer beaucoup. L'addiction au shit ou même à l'alcool, c'est pas un truc rare. On a tous des copains qui sont là-dedans, parce que ça va pas à côté. La jeunesse cool, riante et insouciante c'est pour les films d'ados à la con. La vérité c'est que c'est souvent la galère quand même.»

Intellos précaires

DOCTEUR.E.S SANS POSTE

Au moment d'achever son doctorat, le plaisir des éloges, le soulagement après un travail de recherche long et éprouvant, ou encore la satisfaction du prestigieux titre de docteur.e ne durent pas. Aujourd'hui, les doctorant.es ne se font plus d'illusions au moment de leur inscription tant la situation est bien connue : le plus haut des diplômes universitaires ne protège ni du mal-emploi, ni du chômage, bien au contraire. 14 % des docteur.es sont au chômage cinq ans après leur soutenance de thèse, contre 13 % pour les titulaires d'un master, et moins de 10 % pour les diplômé.es des écoles d'ingénieurs et de commerce. Pour celles et ceux qui ont trouvé un emploi, il s'agit d'un contrat à durée déterminée dans 45 % des cas, et même dans 55 % des cas pour les docteur.es travaillant au sein de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR).

Ces dernières années, les premiers collectifs contre la précarité universitaire ont largement travaillé à établir ce constat préoccupant. Depuis décembre 2019, les précaires de l'Université se sont (re)mobilisé.es et rassemblé.es contre les réformes des retraites et de l'assurance chômage, mais aussi contre le projet de loi réformant nos universités

publiques (Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche – LPPR). Nos collectifs sont désormais en première ligne de la contestation universitaire. Enseignant.es-chercheur.es et personnels administratifs précaires, travailleurs et travailleuses invisibles de l'Université, nous combattons cette précarisation galopante de l'ESR.

Si nous – docteur.es sans poste –, nous nous engageons dans cette grève, si nous arrêtons nos activités de recherche, cessons nos enseignements, et multiplions les actions symboliques, c'est aussi pour rendre visible notre mal-être grandissant. Nos corps et nos esprits sont déjà usés par une souffrance au travail toujours plus pesante, que la LPPR va venir aggraver davantage. Compétition incessante, précarisation de notre vie professionnelle, marché de l'emploi universitaire toujours plus fermé sont les réalités qui vampirisent notre vie quotidienne. Des réalités qui menacent la qualité de la production et de la transmission des savoirs aux étudiant.es, toujours plus nombreux.ses à l'Université.

Une mise en concurrence permanente

Une fois docteur.es, c'est un véritable parcours du combattant qui commence pour nous ! Les semaines s'enchaînent au rythme d'une litanie de candidatures locales et de concours nationaux. Les dossiers sont toujours plus chronophages, et les recrutements de moins en moins nombreux. Déjà sélectionné.es au moment de l'entrée en thèse, constamment évalué.es pendant celle-ci, nous le sommes à nouveau à la sortie. Dès le lendemain de la soutenance de thèse, la première étape – sans doute la plus symptomatique de notre situation kafkaïenne ! – consiste à produire un dossier qui résume par le menu la moindre des activités menées pendant nos années de doctorat. Cette procédure organisée sous la houlette du Conseil National des Universités (CNU) permet d'être « qualifié aux fonctions de maître de conférences (MCF) »,

c'est-à-dire aux fonctions d'enseignant.e-chercheur.e. Autrement dit, une fois qualifié.e, nous n'obtenons ni plus, ni moins que le droit d'entrer sur le marché de l'emploi universitaire, et de devenir officiellement un.e chercheur.e... d'emploi !

Une fois qualifié.e, nous pouvons donc nous engager dans ce qui est devenu un véritable jeu de massacre annuel. Au début des années 2000, 8 000 doctorats étaient délivrés tous les ans. Nous sommes aujourd'hui plus de 15 000 à devenir docteur.es chaque année. Plaider pour que l'Université inscrive moins de personnes en thèse serait se tromper de problème. Les difficultés ne viennent pas tant de cette hausse du nombre de docteur.es, que de l'extraordinaire baisse du nombre de postes d'enseignant.es-chercheur.es ouverts au concours. En effet, à la fin des années 1990, près de 3 000 postes de MCF étaient publiés à chaque campagne de recrutement. Il y en avait encore plus de 2 000 par an jusqu'en 2010, puis moins de 1 200 ces dernières années. En vingt ans, la diminution a été drastique (- 65 %). Cette réduction du nombre de postes d'enseignant.es-chercheur.es est d'autant plus incompréhensible que, parallèlement, le nombre d'étudiant.es dans les universités a augmenté de 15 %.

Pour chaque poste, les comités de sélection reçoivent de 100 à 200 candidatures. La qualité de beaucoup de dossiers étant souvent équivalente, cela ne va d'ailleurs pas sans poser de problèmes à celles et ceux qui sont chargés de les évaluer. L'équation insoluble du recrutement est devenue simple : en 2018, 1 104 postes de MCF ont été pourvus, pour plus de 41 538 candidatures. Et les perspectives dans des organismes publics de recherche (CNRS, INED, INRAE, INRIA, INSERM, IRD, etc.) ne s'avèrent pas plus réjouissantes. Tous les ans, nous proposons des projets de recherche innovants, mais là encore, la rareté des postes laisse souvent ces projets sans réponse, quand les candidatures ne se heurtent

pas à des déclassements institutionnels discriminatoires. Le CNRS, qui proposait plus de 550 postes de chargés de recherche au concours en 2000, n'en publiait plus que 240 en 2020, soit une diminution de 56 % en 20 ans. Alors que tous les gouvernements successifs ont affiché en tête de leurs priorités l'éducation, la recherche et l'innovation, cette pénurie perdure...

Ces données montrent la situation inquiétante d'un marché de l'emploi de l'ESR saturé et dégradé. Mais ces chiffres alarmants cachent une autre réalité. Années après années, nous passons des semaines et des mois à réécrire des CV et à produire des projets de recherche fantômes. La réduction des postes renforce mécaniquement une mise en concurrence exacerbée. Plutôt que de prendre le temps de mettre en œuvre des recherches de qualité ou de réfléchir à l'amélioration de nos pédagogies universitaires, toute notre énergie est focalisée sur le fait d'étoffer notre dossier. Produire de « la ligne de CV » devient la boussole de toutes nos décisions. Nous devons être le ou la meilleur.e, partout et tout le temps, sur tous les fronts. Les tâches se multiplient à l'infini : communiquer dans des journées d'études nationales ou dans des conférences internationales, en puisant bien souvent dans nos deniers personnels pour y participer ; s'intégrer à des réseaux de recherche et participer à l'ensemble de leurs activités ; organiser des événements académiques, en préparant à la fois leur contenu scientifique et leur déroulement matériel ; tenter de publier nos recherches, en proposant des articles à des revues scientifiques dont la santé économique vacille ; envoyer un manuscrit remanié de notre thèse à des éditeurs qui ne croient guère dans de tels projets éditoriaux, ou n'acceptent qu'à la condition que l'on apporte des fonds institutionnels ; et enseigner, le plus possible, pour pouvoir prétendre à un poste. À chaque fois, il faut essayer d'atteindre les standards d'une excellence aussi illusoire que

discutable, sous peine de voir son dossier rejeté au moindre prétexte. Il faut internationaliser son profil, cibler les équipes, les établissements et les revues les plus prestigieuses, enseigner le plus de matières possible, à des publics étudiants toujours plus diversifiés.

En somme, nous participons à toutes les activités de l'ESR, non plus par plaisir, mais pour se faire voir et être vu.es. Paradoxalement, cet enjeu de la visibilité académique s'accompagne d'une invisibilisation constante de notre travail. Nous sommes soigneusement et systématiquement tenu.es à distance des fonctions les plus prestigieuses. La plupart du temps, nous enseignons dans les groupes surchargés de travaux dirigés des premières années de licence, laissant aux professeurs titulaires le prestige des cours magistraux en amphithéâtre. Nous encadrons officieusement les étudiant.es dans leur recherche, sans jamais siéger dans leur jury final. Nous alimentons les revues scientifiques, et coordonnons même des numéros entiers, sans jamais entrer dans les comités de rédaction. Nous faisons vivre des recherches collectives, sans jouir de la renommée de la direction d'équipe, etc.

Au quotidien, nous sommes donc des enseignant.es-chercheur.es à part entière. Nous en remplissons toutes les fonctions mais nous n'en avons pas le statut. Notre travail demeure bien souvent invisible, quand il n'est pas gratuit. Et cette non-reconnaissance de nos compétences au sein de l'Université se prolonge par la faible valorisation de notre doctorat dans le secteur privé. En décembre dernier, le PDG du CNRS, Antoine Petit, se félicitait que la future LPPR soit une loi « darwinienne ». Mais pour nous, docteur.es sans poste et enseignant.es-chercheur.es précaires, l'Université nous fait déjà expérimenter au quotidien ce darwinisme scientifique. Après notre thèse, nous devons survivre le plus longtemps possible dans cette grande Battle royale

universitaire. Plus nous cochons toutes ces cases, et plus la liste des exigences s'allonge. Plus l'horizon d'un poste pérenne devient un mirage, et plus la quête de l'excellence se renforce ! Et, résigné.es à cette exploitation, nous tenons, coûte que coûte, pour maintenir l'espoir que nous pourrions un jour obtenir ce poste, et continuer à vivre de ce métier que nous avons appris pendant plusieurs années, que nous aimons et que nous exerçons de fait tous les jours, sans reconnaissance et sans perspective à long terme...

Une précarité qui s'immisce dans nos vies

La précarité qui nous frappe est avant tout financière. En tant que docteur.e, nous ne pouvons plus prétendre aux bourses doctorales (qui ne sont délivrées qu'à environ 40 % des doctorant.es de sciences humaines et sociales). À défaut de postes pérennes, nos possibilités d'obtenir des contrats à durée déterminée sont rares. Quand nous ne l'avons pas déjà été pendant nos thèses, nous pouvons candidater à des postes d'Attachés Temporaires d'Enseignement et de Recherche (ATER), mais ces CDD d'un an, à mi-temps ou à temps plein, ne sont renouvelables qu'entre une et trois fois selon nos statuts et tendent eux-aussi à diminuer (-27 % entre 2005 et 2013). Nous candidapons également à des post-doctorats, c'est-à-dire des contrats de recherche qui durent généralement de six mois à un an et demi. Mais ces derniers sont rares, et très inégalement distribués, souvent au gré de procédures opaques. Par ailleurs, celles et ceux qui les obtiennent passent finalement autant de temps à produire de la connaissance qu'à valoriser leurs anciennes recherches et à chercher de futurs postes durables. Faute de mieux, beaucoup continuent donc à faire de la recherche dans des conditions indignes, en participant bénévolement à des recherches collectives, ou en se voyant proposer des missions courtes, parfois sans contrat, et sans autre

rémunération que des indemnités journalières qui couvrent à peine les frais de transport ou d'hébergement.

Pour continuer à enseigner, la difficulté est toute aussi grande. Malgré le flou entretenu dans les bilans sociaux annuels des différentes universités – les président.es choisissant de ne pas toujours nommer cette réalité ! –, le ministère estime que l'Université emploie plus de 20 000 enseignant.es non-permanent.es. Il faut y ajouter plus de 130 000 chargés d'enseignement vacataires, dont 17 400 assurent un service annuel d'enseignement d'au moins 96 heures (soit un demi-poste de MCF). Ces vacataires sont des contractuel.les dont les conditions d'emploi sont révoltantes : contrats signés parfois après les heures de cours effectuées, au mépris des risques en cas d'accident du travail ; absence de mensualisation des paiements, qui s'effectuent souvent six mois voire un an après le service ; non-prise en charge des frais de transport ; absence d'accès aux services de communication et de reprographie de l'université, etc. Nos vacations sont payé.es uniquement à l'heure de cours, soit 41,41 euros bruts de l'heure. Mais si l'on considère nos heures de préparation de cours, d'élaboration et de surveillance des examens, et enfin de correction des copies, au regard des heures réellement effectuées, nous sommes payé.es tout au plus... 26 centimes en dessous du SMIC horaire ! Enfin, l'Université exige de ses futur.es vacataires qu'ils et elles aient un employeur principal ou qu'ils et elles aient créé leur propre auto-entreprise. Autrement dit, l'université qui les fait travailler ne leur permet pas d'avoir accès aux droits sociaux liés aux cotisations salariales : congés payés, accès aux allocations chômage et à l'assurance maladie. Si ces situations indignent, elles deviennent pourtant la norme. Ces vacataires assurent l'équivalent du volume d'enseignement de 13 000 postes de MCF, et représentent aujourd'hui en moyenne plus du quart des personnels enseignants. Nous

sommes présent.es dans toutes les disciplines, dans tous les cursus et à tous les niveaux de formation, en particulier dans les premiers cycles universitaires (licence, DUT, etc.).

Balloté.es de projets temporaires en missions éphémères, mal rémunéré.es et travaillant bien souvent à la lisière, voire en dehors du cadre légal, nous sommes obligé.es de compléter ces activités par des emplois alimentaires, à temps plus ou moins partiel, et de transformer nos allocations chômage en mode de financement routinier de nos recherches. Pôle Emploi est devenu un partenaire institutionnel essentiel du financement de l'Université publique, sans que le ministère n'y trouve rien à redire.

Multiplier les missions de recherche, d'enseignement, d'administration et de représentation collective, tout en s'assurant un niveau de rémunération minimal, dans et hors de l'Université, oblige à vivre une situation intenable : un surtravail, généralement invisible, souvent gratuit ou mal rémunéré. Pour nous maintenir à flot, et ne pas prendre de retard dans cette compétition constante, nous travaillons sans arrêt, pendant la journée, puis pendant nos soirées, la semaine, puis le week-end, et enfin durant les vacances scolaires. Concilier vie privée et vie professionnelle relève de l'impossible. Ce rythme de travail infernal entraîne des maux physiques et mentaux importants, trop souvent occultés. Le stress est permanent, les burn out de plus en plus fréquents, les dépressions rarement diagnostiquées, mais bien présentes, et des cas de suicides commencent à être régulièrement évoqués. Il faut tenir coûte que coûte, ne pas mettre un pied à terre ou se déclarer en arrêt maladie, de peur d'être disqualifié.es auprès de nos collègues titulaires, et non moins actuels ou futurs employeur.es. Ne montrer aucun signe de faiblesse est devenu une « qualité ».

Cette situation économique catastrophique a des répercussions dans tous les secteurs de nos vies. Selon les

disciplines, l'âge moyen d'obtention du doctorat varie entre 30 et 34 ans. Ces périodes de précarité arrivent donc à un âge de la vie supposé être celui de la stabilisation professionnelle, résidentielle et familiale. Mais comment se projeter dans son avenir quand son quotidien est marqué par de telles difficultés matérielles et par une incertitude constante sur un éventuel recrutement qui peut avoir lieu n'importe où en France et/ou à l'étranger ? Être un.e docteur.e sans poste, c'est devoir renoncer à certaines activités sportives ou culturelles, devoir repousser des projets de couple ou de parentalité, et voir les sentiments de honte ou de compétition envahir ses relations familiales, sociales et amicales, etc.

Le poids de cette précarisation est d'autant plus pesant symboliquement que ces expériences se doivent d'être cachées à l'institution universitaire. Pour ne pas perdre la face devant des collègues qui n'attendent que des signes de notre excellence académique, nous devons taire ces difficultés financières et ces souffrances morales. L'Université et les décideurs politiques posent un voile pudique sur une réalité pourtant croissante. C'est au moins la première victoire obtenue par la mise en place de nos collectifs dans cette mobilisation : pouvoir dire, faire connaître et laisser la possibilité aux autres d'entendre ces réalités...

Si la LPPR était présentée par Antoine Petit comme « inégalitaire et darwinienne », là encore, nos expériences sont déjà inégalitaires ! Dans cet océan de précarité, certain.es sont en première ligne. Tout comme cela s'observe dans le secteur privé, les femmes subissent une non-reconnaissance de leurs compétences, affrontent des discriminations à l'embauche, quand il ne s'agit pas de cas de harcèlements moraux et sexuels. Ainsi, les docteuses sont plus souvent exposées à ces expériences de précarité, en obtenant les contrats les plus précaires et les moins rémunérés. Les docteur.es étranger.es

travaillent et cotisent tous les jours, mais n'ont le droit ni d'accéder au titre de séjour scientifique, ni aux allocations chômage. Les docteur.es des universités de province, plus éloigné.es des réseaux et des ressources prestigieuses, sont plus souvent tenu.es à l'écart des recrutements. Enfin, ces situations de précarité matérielle renforcent la dépendance à sa famille et/ou à son ou sa conjoint.e. Mais quand l'on sait que 41 % des doctorant.es ont des parents cadres, contre à peine 15 % d'enfants d'employé.es et d'ouvrier.es, l'on imagine les possibilités inégales de soutien liées à cette sélection sociale continue au fil des études. Face à un système universitaire qui ne prête qu'aux riches, les femmes, les étranger.es, les diplômé.es issu.es des classes populaires et les docteur.es des universités non-franciliennes sont déjà les grand.es perdant.es de cette précarisation croissante.

La précarité pour seul horizon des docteur.es ?

Cette austérité budgétaire d'un ministère qui gèle ou réduit le nombre de postes créés depuis plusieurs décennies augmente l'intensité de notre précarité, mais aussi sa durée. Le temps écoulé entre la soutenance et le recrutement s'accroît inexorablement. En 2004, à peine un tiers des maître.sses de conférences recruté.es avait obtenu leur doctorat plus de 2 ans avant. Aujourd'hui, cela concerne en moyenne près de 55 % des nouveaux recruté.es. Ainsi, l'âge moyen du recrutement comme MCF est actuellement de 34 ans, et même de 36 ans et 10 mois pour les postes de lettres et de sciences humaines.

Le 22 janvier dernier, la ministre Frédérique Vidal a promis de revaloriser à « deux SMIC » le salaire des jeunes chargé.es de recherche et maître.sses de conférences. En s'appuyant sur des chiffres discutables, elle ne fait ici qu'officialiser une réalité prégnante : les salaires des enseignant.es-chercheur.es sont plus bas que dans les autres pays de l'OCDE, mais

surtout plus bas que chez les autres cadres de la fonction publique en France (jusqu'à 30 % de moins). Cette revalorisation va donc de soi, mais semble surtout cacher le fait que la future LPPR prévoit d'augmenter sensiblement le nombre d'heures de cours de ces personnels enseignants, en supprimant le plafond des 192 heures annuelles d'enseignement. Bien souvent, les MCF effectuent déjà plus d'heures, mais celles-ci ne sont donc plus payées en heures complémentaires.

Si le nombre de postes créés reste aussi bas que les années précédentes, ces (fausses) promesses de revalorisation ne concerneront donc que bien peu d'élus.es. En revanche, la ministre ne dit rien de cet enjeu du recrutement, et n'évoque jamais notre sort de docteur.es sans poste, ni celui de toutes et tous les précaires qui travaillent au quotidien à l'Université. Pire, selon les orientations contenues dans les rapports des groupes de travail préparatoires à la LPPR, le ministère prévoit d'institutionnaliser notre précarité. En créant des « contrats de projet », calqués sur les « CDI de mission » du secteur du BTP, la LPPR nous promet des contrats de 5 à 6 ans, le temps d'une recherche, sans prolongation ou titularisation à la clé. Cette possibilité éloigne un peu plus la perspective d'un recrutement durable, tout en instaurant de nouveaux risques. Directement subordonné.es à un.e supérieur.e hiérarchique, et non plus affilié.es à un laboratoire de recherche, nous serons plus fréquemment exposé.es aux pressions et aux harcèlements moraux et sexuels.

La situation catastrophique des docteur.es sans poste est passée sous silence, alors qu'elle se trouve au croisement des enjeux des trois grandes réformes actuelles. La réforme de l'assurance chômage restreint le rechargement de nos droits aux allocations, alors que Pôle Emploi est l'une de nos principales ressources pour financer notre survie dans cette compétition. Du fait du recours massif des universités

aux emplois précaires, nous ne cotisons qu'en pointillés et ne toucherons qu'une pension dérisoire après la mise en œuvre d'une retraite par points ! Enfin, la casse de l'Université publique de qualité se fait toujours plus impitoyable depuis le début des années 2000. La construction d'une Université privatisée, qui ne finance que « l'excellence » – non plus définie par la communauté scientifique mais par les décideurs politiques et les financeurs privés – et qui délaisse les savoirs jugés improductifs, va de fait précariser ses personnels, et fragiliser toutes et tous les étudiant.es !

Nous, docteur.es sans poste, nous demandons au Gouvernement, au-delà du retrait et de l'abandon de ces réformes en cours, des preuves de son intérêt réel pour l'enseignement et la recherche, par l'organisation à très court terme de : la titularisation de celles et ceux qui font fonction d'enseignant.es-chercheur.es au quotidien, mais sans jouir de conditions de travail décentes, et qui travaillent même souvent dans une illégalité entretenue par l'institution ; la création massive de postes d'enseignant.es-chercheur.es pour pouvoir proposer une formation de qualité et encadrer décemment les étudiant.es toujours plus nombreux.ses à s'inscrire à l'Université.

De la révolte des précaires à la mobilisation universitaire ?

Cette mobilisation des précaires de l'ESR, qui a donné lieu le 11 février à une journée nationale d'actions contre la précarité à l'Université, ne doit pas être vue comme une plainte, à laquelle ne répond que la compassion de la communauté académique. En évoquant certains maux dont nous souffrons toutes et tous, la dévalorisation de nos compétences, l'invisibilité de notre travail ou encore la précarisation de nos conditions de vie, nous nous parons d'une identité stigmatisante. Mais nous le faisons car nous savons que les racines de cette précarité sont structurelles ; elles dépendent de choix politiques, et non de notre

hypothétique illégitimité ! L'excellence que les ministres successifs appellent de leurs vœux, nous la mettons en œuvre à chaque instant. Et pourtant, ils nous privent des moyens d'une excellence pérenne et sereine. Tels des soutiers, nous faisons vivre l'Université tous les jours, dans l'urgence, en écopant, en colmatant les brèches. Si la façade de l'Université tient encore, elle cache en réalité un bien fragile château de cartes. Certes, les connaissances sont produites, les savoirs sont transmis, les diplômes sont obtenus. Mais au prix de quels sacrifices ? Et si nous cessions de faire vivre vos établissements au prix de notre exploitation, qu'en serait-il aujourd'hui, Madame la ministre, de l'excellence de l'enseignement et de l'attractivité de la recherche française que vous vantez tant ?

Depuis plusieurs semaines, nombre d'entre nous se mobilisent, font grève, subissent des pressions et s'exposent. Nous prenons le risque de perdre de l'argent, de prendre du retard dans cette course folle aux postes, d'affronter des discriminations futures au sein de nos établissements. Mais nous le faisons parce que nous pensons à l'avenir de nos étudiant.es et de l'Université, qui est gravement mise en danger par ces réformes. L'intérêt du service public nous guide. L'heure est grave, et si notre avenir est en suspens, cette mobilisation ne peut pas l'être !

Nous appelons donc l'ensemble des personnels administratifs, enseignants et/ou de recherche précaires à rejoindre nos collectifs, ou à en créer dans les établissements qui n'en comptent pas encore, et les précaires qui le peuvent à amplifier la mobilisation et à se mettre en grève. Nous exhortons les enseignant.es-chercheur.es titulaires à massifier cette mobilisation. Le 5 mars, l'Université se s'arrêtera qu'à la condition que tous ses personnels s'arrêtent. La solidarité avec les précaires ne suffit plus, nous devons construire ensemble un véritable rapport de force. Enfin, nous invitons

les étudiant.es à rejoindre cette mobilisation. Aucun mouvement social n'a été victorieux ces dernières années sans votre soutien massif. Ne vous méprenez pas, ce n'est pas notre mobilisation qui vous pénalisera mais bien l'ensemble de ces réformes qui vous concernent également !

« Il y a quelques années, il y a eu un mouvement à Paris 8 des personnels ayant des bas salaires. La Présidence refusait de les augmenter. Ils ont notamment tenu un piquet de grève pendant de longues semaines. Je suis allé discuter avec eux à plusieurs reprises et ce qu'ils.elles racontaient de leur vie ordinaire à la fac et en dehors était tout bonnement hallucinant. Certain.e.s étaient proches de la retraite, après une carrière complète de fonctionnaire de catégorie C — même si certain.e.s d'entre eux.elles exerçaient des fonctions largement au dessus, parfois de catégorie A —, eh bien pour eux.elles, la retraite c'était pas, enfin, le temps du repos, le temps pour soi, c'était le début de la grosse galère. Je me souviens de cette femme en pleurs qui m'expliquait que dans quelques mois, quand elle serait en retraite, ce qui l'attendait, c'était les Restos du cœur car elle n'aurait pas les moyens de subvenir à ses besoins avec sa seule pension. Après toute une vie de fonctionnaire. C'est ça, la réalité ! Et avec la réforme des retraites, ce sera bien pire encore. Bien pire, oui... »

« Bah oui, je fais partie de ceux qui n'ont

pas tenu le choc. Je veux dire par là que je fais partie de ceux qui, à un moment donné, ont préféré bifurquer vers une autre vie que la fac. Je suis pas à plaindre parce que j'ai un job plutôt sympa, mal payé, mais sympa et les gens avec qui je bosse sont aussi sympas. Évidemment, c'est pas ça que j'avais prévu. Moi, ce que je visais, c'était devenir enseignant-chercheur, parce que j'avais un peu ça dans le sang quoi... Mais ça a vraiment été trop galère. J'ai tenu le coup jusqu'à la naissance de Valentine, mais après c'était plus trop possible de rester vacataire encore des années. J'ai pas eu de poste alors que mon CV cochant toutes les cases. Quand j'ai fait ma dernière campagne de postes, j'avais cumulé plus de 1500 heures d'enseignement, t'imagines? J'avais plus d'une quinzaine d'articles, un bouquin, tout le monde trouvait mon travail excellent, mais personne ne me donnait de poste. J'ai un peu la haine quand même, parce que je méritais un poste. Ça m'arrive d'en rêver. C'est pas réglé parce que pour moi, c'est un échec personnel.»

«Les précaires sont des gens qui n'ont pas de contrat avec l'université, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas contractuels de l'université. Ils ont un contrat de vacation mais un contrat de vacation, ce n'est pas un contrat de travail: c'est simplement un avenant à un contrat de travail déjà existant et cet avenant correspond à une tâche. La vacation est donc une forme de travail à la tâche. Cette structure-là permet à l'université de s'affranchir de beaucoup de

contraintes du droit du travail et c'est cela qui va créer le phénomène de précarité. Quand vous avez un contrat sans être titulaire, vous pouvez déjà être dans une situation relativement difficile parce que vous êtes contractuel et que vous devez renouveler votre contrat tous les ans ou tous les trois ans. En utilisant le système de la vacation, l'université va encore plus loin et permet la levée d'une armée de vacataires. Les vacataires sont payés en dessous du SMIC. Une heure de vacation est payée à 41,41 euros brut. Mais il faut ramener ce chiffre à la valeur nominale pour une heure de travail, car c'est une norme dans l'ESR qu'une heure devant les élèves correspond à 4,185 heures de travail, soit une heure et 3,185 heures de préparation. C'est en effet comme cela que sont calculés les temps pleins de l'université : un "temps plein" compte 384 heures TD, ce qui correspond donc à 1607 heures de travail effectif (durée annuelle d'un temps plein dans le code du Travail). Or, le rapport de 384 sur 1607 c'est bien 1 par rapport à 4,185 heures. Si donc l'on prend le même ratio que nos collègues titulaires – puisque l'on accomplit le même travail (donner des heures de cours) – 41,41 euros brut qui correspond à 4,185 heures, cela fait quelque chose comme 9,90 euros brut c'est-à-dire en dessous du SMIC horaire qui, aujourd'hui, est à 10,15 euros brut depuis janvier 2020). Là, il y a un problème. C'est précisément parce que le droit du travail interdirait que l'on fasse des contrats avec un tel taux que

l'université utilise le système de la vacation. En utilisant les vacations, elle utilise le biais des heures dites "complémentaires" qui, à la base, sont faites pour les titulaires de l'université qui veulent donner plus d'heures de cours que leur mi-temps d'enseignement, et bénéficient donc d'une prime sur ces heures en sus du salaire.

Le vacataire, lui, alors qu'il donne les mêmes heures, ne touche que cette prime, sans le salaire qui va avec.»

Florilège #8

PAROLES D'ÉTUDIANT.E.S

« Oui, je peux dire que j'ai été discriminé, je crois que j'ai le droit de dire ça. Le fait d'être noir et venant de la banlieue, j'ai eu l'impression que certains profs ne me considéraient pas comme les autres. C'est difficile à prouver parce que ça tient à des petits riens, à des attitudes, des expressions, des remarques parfois anodines mais qui... Et il y a aussi l'inverse, mais pour moi c'est la même chose, ceux qui te prennent pour un demeuré et qui te parle comme si tu avais 3 de QI. Bon j'exagère, mais tu comprends. Se faire mater c'est aussi rabaissant. »

« Quand j'ai pris conscience que les profs et les administratifs avaient peur de nous, j'ai halluciné grave quand même. Ils nous côtoient toute la semaine, ils nous connaissent, on se parle et d'un coup on devient les black blocs de la fac qui leur foutons la pétoche. C'est... tu vois, je trouve pas mes mots pour dire ça. C'est à se taper des barres, mais

en fait ça dit un truc super flippant. Ça dit qu'ils sont capables de nous voir comme leurs ennemis, d'un coup. D'un coup, on serait devenu les juifs immondes. Et pour quoi tout ça ? Parce qu'on se bat pour l'Université et pour notre avenir ? On marche sur la tête. Là, j'ai juste envie de pleurer. »

« Ce matin j'ai déjeuné, parce que si je démarre pas la journée en ayant mangé, ça le fait pas. Après, je n'ai pas toujours de quoi m'assurer trois repas



par jour. Quand je ne peux pas acheter... Je mange plutôt le midi avec les ami.e.s au RU et le soir, je passe à l'épicerie gratuite ou alors je ne mange pas. Il paraît que c'est bon pour la ligne. Y a un soir ou j'ai craqué, je me suis mise à chialer comme ça sans raison. Une baisse de régime si je voulais faire un mauvais jeu de mot. J'étais super fatiguée et j'avais faim et d'un coup c'est comme si j'avais sauté d'une falaise. Je me sentais tomber. Ça a pas duré longtemps, mais en y repensant, ça m'a quand même bien fait flipper. Je me suis dit, " là, ma cocotte, faut arrêter les conneries ". »

« Je peux pas dire que je suis super motivé par mes études. Je suis en AES. C'est pas inintéressant, mais j'ai pas franchement choisi. C'est que je savais

pas trop quoi faire après le bac. Et je sais toujours pas trop. Je suis assez isolé. Mes bons copains ne sont pas à Rennes et j'ai pas fait trop l'effort d'aller vers les autres. J'ai arrêté le sport et je n'ai pas trop envie de faire des activités ou d'aller dans des assos. Pas trop motivé non plus pour ça. Je sais, c'est nul parce qu'à Rennes si tu veux, tu peux faire des tas de choses, mais c'est comme ça. Pas le péchon ! »

« J'ai entendu des profs supers dire ouvertement qu'elles voulaient quitter la fac, quitter l'Université, alors qu'elle sont passionnées par ce qu'elles font. C'est que le système n'est pas convenable. Et si ces gens quittent et laissent la place à d'autres qui n'en ont rien à branler, ça va pas être possible. La dégradation de l'éducation ça va aller super vite. Faut pas lâcher ça. L'éducation, c'est inestimable. »

« Derrière le gentle agreement typique de nos milieux, il y a des pratiques assez crapuleuses, notamment vis-à-vis des étudiant.e.s. Il y a toute une panoplie de petites mesquineries qui peuvent s'exercer contre des collègues, mais indirectement, via des étudiant.e.s ou leurs doctorant.e.s à qui on va suggérer de ne pas faire son mémoire avec X, débaucher tel.le étudiant.e, etc. C'est parfois un vrai milieu de salopards avec des coups franchement tordus. »

« Si tu écoutes ce prof, il est vraiment du côté des étudiant.e.s. Il donne l'impression d'être avec nous, d'être à l'écoute, etc. Mais quand tu vois de plus près, c'est un peu plus nuancé... Il fait faire ses terrains de recherche par ses étudiant.e.s de master.

Il a les dents qui rayent le parquet sous des airs de bisounours. On nous a rapporté que, pourtant, il était loin de voter tout le temps les mesures les plus arrangeantes pour les étudiant.e.s... »

Lettre ouverte aux titulaires de l'ESR rennais. Titulaires, il n'est pas trop tard !

COLLECTIF RENNAIS DES PRÉCAIRES DE L'UNIVERSITÉ EN LUTTE

Nous, collectif de précaires des universités de Rennes 1, de Rennes 2, de l'EHESP et de l'IEP de Rennes, en lutte contre la réforme de la retraite, de l'assurance chômage et la future loi LPPR, appelons les titulaires à se joindre massivement à la mobilisation à partir du 5 mars 2020, dans le cadre du mouvement national.

LPPR : précaire un jour, précaire toujours ?

La précarité est déjà une réalité au sein des universités et des laboratoires, à l'échelle nationale et locale. Elle se manifeste de multiples manières dans l'ESR, révélant des conditions de travail intolérables partagées par des personnels contractuels et vacataires, des ingénieur.e.s d'étude, des étudiant.e.s, des docteur.e.s et des doctorant.e.s : enchaînements de CDD et de vacations sur des périodes de plus en plus longues (la moyenne d'âge d'accès à la titularisation est 34 ans), paies non mensualisées et souvent retardées de plusieurs mois, faible rémunération (vacations payées en dessous du SMIC horaire), forte réduction des créations de poste, etc.

La loi de programmation pluriannuelle de la recherche, dite LPPR, loin de mettre un terme à la situation existante, va grandement l'accentuer. En mettant en place les « *tenure tracks* » (CDD de 3 à 6 ans avant l'accès à la titularisation), la LPPR ne fera que prolonger la situation de précarité des non-titulaires. Certes, la ministre a annoncé une réévaluation du salaire des nouveaux enseignant.e.s chercheur.e.s. Cependant, rien ou presque ne transparaît dans les rapports préparatoires sur l'augmentation du nombre de postes de titulaires, sur le financement du doctorat, ainsi que sur le statut et la rémunération de la vacation. Ce qui nous attend : une insécurité de l'emploi qui s'éternise, doublée d'une faible rémunération en comparaison des heures travaillées, présageant d'une modique retraite.

Au-delà de ce constat alarmant, les pré-rapports de la LPPR témoignent d'une conception managériale de l'enseignement supérieur et de la recherche (mise en concurrence accrue des laboratoires pour l'accès aux financements, généralisation de l'évaluation externe des chercheur.e.s) qui constitue un danger pour l'indépendance de l'ESR et sa mission de service public.

L'ESR fait naufrage, écoper ne suffit plus

Face à ces enjeux, les actions proprement symboliques que sont les motions, tribunes et autres signatures e-mail ne doivent pas être une fin en soi mais une marche vers une mobilisation plus active et donc plus offensive, comme d'autres collectifs l'ont déjà souligné.

Or, tenir ce discours dans nos départements et laboratoires est très coûteux, tant les hiérarchies statutaires et les comportements qui les accompagnent se maintiennent, voire s'exacerbent, en assemblée générale ou dans d'autres arènes de discussions. Quand nous y parvenons, nous recevons fréquemment la même objection : des modalités d'action

comme la grève des fonctions administratives risquent d'abord d'aggraver la situation des plus précaires et de pénaliser les étudiant.e.s, que ce soit par l'arrêt des cours, des processus de recrutement, de financement, ou d'évaluation, etc. Si nous entendons cet argument, il oublie une chose essentielle : les plus précaires sont déjà les plus mobilisé.e.s et celles et ceux qui en supportent le plus grand coût.

Notre position est claire : s'abstenir d'agir pour sauver peut-être quelques meubles cette année aura un impact bien plus important à moyen et long terme sur nos perspectives de carrière et nos conditions de travail. Autrement dit, toute mobilisation a un coût pour celles et ceux qui la mènent, et nous préférons en payer notre part maintenant qu'espérer un jour gagner la grande loterie de la " concurrence darwinienne ".

Plus généralement, nous constatons qu'un fossé se creuse entre précaires et titulaires. Nombre d'entre nous sont déjà épuisé.e.s par les conditions de travail et l'absence de perspectives que nous offrent l'université et la recherche aujourd'hui. La LPPR vient simplement porter un coup fatal à une conception ouverte et collective de l'université et de la recherche. Dans ces conditions, la défense du statu quo et les hésitations à confronter les institutions par peur de répercussions plus ou moins lointaines « dans un contexte de concurrence » entre laboratoires, universités et universitaires nous semblent relever au mieux d'une analyse lacunaire de ce qui se joue réellement dans cette réforme, au pire d'un abandon des précaires et des étudiant.e.s en rase campagne.

La mobilisation doit donc être à la hauteur des menaces qui pèsent sur l'université. Que pouvez-vous et que pouvons-nous faire ensemble ? De nombreux modes d'action ont déjà été proposés, quelques-uns nous semblent urgents à investir, et ce sans faire reposer la mobilisation sur les épaules des précaires et des étudiant.e.s : s'engager dans toute forme

d'action qui rend visible la mobilisation, mais surtout qui a un impact réel sur le fonctionnement de l'université : grève prolongée, rétention des notes, perturbation des lieux de décision, blocage et occupation des lieux de travail, etc. ; ne pas faire remonter les rapports HCERES ; participer aux manifestations contre la LPPR et la réforme des retraites, aux autres modalités d'action publiques (colloque sauvage, tractage, etc.) et aux mobilisations interprofessionnelles ; participer aux AG des étudiant.e.s et des personnels, en veillant à ne pas y importer les mécanismes de domination qui ont cours sur les lieux de travail, et accepter qu'une discussion politique ne soit pas une critique personnelle ; se joindre aux menaces collectives nationales de démissionner de toutes les fonctions administratives (commissions diverses, responsabilités pédagogiques, évaluation HCERES, direction de laboratoire, etc.) ; faire dès que possible un travail d'information et d'alerte sur la situation actuelle de l'université et les dangers des réformes. Et dès jeudi 5 mars, participer massivement à la journée « l'université et la recherche s'arrêtent » en faisant grève.

Contre la LPPR et la réforme des retraites, pour une université ouverte et une recherche libre, mobilisons-nous maintenant !

Le PUL,
contre le détricotage
de l'enseignement supérieur
et de la recherche

Florilège #9

PAROLES DE PRÉCAIRES

« On m'a confié un cours magistral en master après que j'aie répondu à une annonce diffusée sur les listes professionnelles. En deux ans de service, je n'ai jamais rencontré la moindre personne de l'équipe pédagogique ni n'ai eu de réponses à mes questions sur le fond de l'enseignement. Depuis, je n'ai plus été sollicitée et n'ai jamais reçu de mail pour m'en informer. »

« Du fait du décalage entre mes jours travaillés et la réception de mon salaire, l'assurance maladie pense que j'ai travaillé pendant l'été où j'ai accouché. J'ai perdu trois semaines de congés maternité. »

« J'ai été recruté pour un contrat d'enseignement. Devant le manque de postes de titulaire, mon département a vite dû me confier plus qu'un temps plein. Cela tombait bien, puisque le salaire est ridicule pour les postes que nous occupons. J'assume ainsi 500 heures de cours cette année, l'équivalent du temps de travail de 2,6 temps complets de maître

de conférences. La rémunération correspondante : à peine 15 000 euros net pour l'année. Belle économie sur la masse salariale... »

« Faute d'employeur principal avant le mois de novembre, je ne peux commencer mes vacances qu'à ce moment-là. On me demande quand même de commencer les heures avant, sans garantie aucune qu'elles me seront rémunérées. »

« Docteur dans un secteur ou un seul poste correspondant à mon profil est sorti en sept ans, je suis désormais salarié du secteur privé et assez bien payé, mais je travaille toujours à temps partiel, car je reste chargé de cours à l'Université un jour par semaine, par vocation. De par ce parcours, le calcul de ma retraite sur l'ensemble de ma carrière est une catastrophe. Si ma retraite était calculée sur les 25 « meilleures années », c'est-à-dire sur le salaire du privé que je gagne désormais, ce serait moins pire. »

« J'ai fait des vacances d'enseignement pendant trois ans en tant que doctorant. À l'issue de ces trois années, j'ai dû m'inscrire à Pôle Emploi et il me fallait donc des attestations Assédic de l'employeur.

Contrairement aux employeurs du privé qui très souvent fournissent automatiquement l'attestation, l'administration universitaire ne le fait que sur demande, et la communication à ce sujet entre les différents services n'a pas été fluide. De fait, je n'ai pu fournir les documents à Pôle Emploi qu'avec une dizaine de jours de retard, ce qui aurait pu avoir une incidence sur mon indemnisation si je n'avais pas passé plusieurs heures au téléphone à exposer ma situation. »

« J'ai fait des vacances administratives pour l'université. Les dates de contrat tenaient sur un mois alors que la réalité du travail s'étendait sur six mois. »

« Les gestionnaires à la tête de notre institution offrent des solutions pragmatiques. Face à la hausse du nombre d'étudiant.e.s inscrit.e.s en sociologie, on ne permet pas au département d'augmenter le nombre de groupes de TD pour en diminuer les effectifs, mais on l'invite à subdiviser les groupes TD en groupe TP. L'astuce : quand un.e enseignant.e contractuel.le prend en charge une heure de TP, on le compte en équivalent 0,6 heure TD, soit 40 % du salaire qui disparaît. Pourtant, les temps de préparation et de correction ne diminuent pas. »

« Jeune thésard, il m'a fallu enchaîner les petits contrats de travail à côté de ma recherche pour vivre. Tantôt ingénieur d'études, tantôt chargé de cours vacataire, j'ai dû me battre, souvent soutenu par mes collègues titulaires, pour obtenir des conditions de travail dignes. Un bureau pour travailler, un salaire versé tous les mois et non plus en un versement de fin d'année »

« Docteur, j'ai soutenu ma thèse avec la mention " très honorable " et les félicitations unanimes à l'âge de 35 ans. Jusque-là, j'avais vécu grâce à une allocation de recherche, puis à des emplois à temps partiel ou des bourses de recherche doctorales (non soumises aux cotisations salariales, donc n'apportant aucun point retraite). J'ai aussi donné, en tant que vacataire, des cours payés environ 1200 euros (mes 12 cours sur 4 mois, préparation des cours et

corrections des copies incluses), et payés en une seule fois avec six mois de retard (paiement en avril pour des cours de septembre à décembre). Ces cours qui demandent un gros travail ne rapportent de surcroît que quelques “ points retraites ”. Je travaille aussi sans contrat (les contrats des vacataires sont dressés bien après la fin des cours). »

« En tant que chargé de cours, je suis toujours peu payé et avec six mois de retard et en une fois. L’UFR qui m’emploie me demande aussi chaque année de repostuler, au lieu de me proposer le cours (que je donne depuis sept ans), ce que j’estime déplacé. »



« J’aimerais témoigner, mais mon statut fait que j’ai peur qu’on me reconnaisse et que cela joue contre un futur recrutement. »

« Quand tu n'as pas été payée pour des vacances faites en 2018, mais que tu n'oses même plus vraiment mettre la pression sur la personne de l'administration en charge de ton dossier parce qu'elle est seule pour couvrir trois postes à temps plein... »

« Ça a été d'une grande violence. Avant de soutenir ma thèse, il m'a proposé un rendez-vous chez lui en m'expliquant que la vue de son appartement était imprenable et qu'on verrait alors ce qu'il est possible de faire pour l'après-thèse. Il savait en plus que j'étais mariée. »

PARTIE 2

SE MOBILISER

Grève – syndicats – répression



L'université au pied du mur. Entretien

GEORGES

Tu déplores actuellement une sorte de prudence coupable de la part des universitaires face au mouvement social ?

Je déplore le fait que la LPPR n'est que le prolongement logique de mesures qui ont été déployées, à bas bruit, depuis des années et par rapport auxquelles les universitaires n'ont que très faiblement réagi dans la mesure où certain.e.s d'entre eux.elles y ont vu une manière de se placer, d'en tirer des avantages, des subsides, etc. Il fallait être aveugle pour ne pas voir que les Labex et autres « *Deus EX machina* » étaient des machines à évaluer et à précariser qui, pour les besoins de leur mise en acceptabilité, ont pu être présentées comme de copieux gâteaux à se partager. Sauf que tout le monde n'est pas invité à la table et ceux.celles qui s'y sustennent ne sont pas ceux.celles qui font le service. Les *primi piatti* de la tambouille libérale avec son lot de « bidulEX » ont invité, un peu plus encore, les universitaires (qui n'en avaient pourtant guère besoin) à s'imaginer en petits entrepreneurs travaillant à la magnificence de leur carrière.

Quelles conséquences sur le mouvement actuel ?

Force est de constater que la majorité des universitaires fait montre d'un engagement, disons... mesuré, notamment quant à la nécessité de faire grève. On ne peut évidemment généraliser, mais il semble que plus les collègues estiment appartenir, pour parler comme Weber, à un groupe de statut bénéficiant d'un certain prestige social, plus ils.elles rechignent à entrer pleinement dans le mouvement. L'un des arguments qui révèle cette « prudence coupable » comme tu dis, c'est, par exemple, celui maintes fois entendu, quant à cette supposée forme de résistance qui consisterait à surtout ne pas faire grève et à maintenir les cours, lesquels seraient ce que nous aurions de mieux à offrir aux étudiant.e.s dans la période actuelle. J'y vois là une forme de populisme paternaliste, mais également l'expression d'un égotisme car, évidemment, ce qui est important dans le maintien du « *business as usual* », ce sont moins les cours que le statut de celui ou celle qui les dispense. Or, dans cette séquence de luttes, il est évident que les « sachant.e.s » auraient beaucoup à apprendre de celles et ceux, à commencer par les étudiant.e.s, qui se mobilisent. L'entretien filmé que *Révolution permanente* a récemment fait de Yohan Sepolni illustre parfaitement ce point. Entre la grève par procuration – laissons la plèbe bloquer le pays – et la non grève par distinction – ne laissons pas nos ouailles sans nos lumières –, le cœur de l'université balance. Le collègue rappelle, à juste titre, qu'il y a comme un mépris de classe qui s'exprime parfois dans ces postures, notamment quand elle font fi des mobilisations d'autres catégories de personnels au sein de l'*alma mater* (BIATOSS et étudiant.e.s) qui, elles, se battent pour se sortir de conditions d'existence précaires, voire miséreuses. L'ordinaire universitaire, il faut le rappeler, c'est aussi des personnels avec de très petits salaires à qui l'on refuse une augmentation ou un coup de pouce pour les repas, tandis que

des primes parfois mirobolantes sont octroyées à d'autres qui pourraient pourtant s'en passer. L'indécence sociale du libéralisme qui creuse les inégalités, encense les « premiers de cordée » et fustige les « premiers de corvée » est aussi le monde de l'Université.

La tribune publiée ces derniers jours par le collectif des précaires de l'ESR en Île-de-France est également parfaitement claire à ce sujet puisqu'ils.elles en appellent à l'arrêt total des activités administratives, d'enseignement et de recherche au motif qu'on ne « soutient » pas la grève : on la fait ou on l'empêche. Le ballet des motions de laboratoires, de revues, de départements, d'UFR, etc. révèle certes une prise de conscience de la communauté quant à l'avenir que nous réserve la LPPR, y compris chez les « bâtisseurs d'empire », et qui ont peur de devenir, à leur tour, les Schmöurz de l'affaire, mais à y regarder d'un peu plus près, nombre de ces expressions sont assez frileuses. Quel sens cela peut-il avoir, à ce stade, d'en appeler à la vigilance ou de se dire « inquiet.e.s », dans un réflexe corporatiste ouaté, sans même penser nécessaire de devoir évoquer les personnels les plus précaires de l'ESR et la réforme des retraites ? Certaines de ces motions sonnent comme de splendides isolements statutaires, y compris dans les rangs de la supposée critique dont une frange n'entend, tout bonnement, pas faire grève.

Et du côté des Présidences des universités ?

Je n'ai pas une vue d'ensemble de la chose, mais force est de constater que, *grosso modo*, les prises de position sont, au mieux, pour le moins timides. Ce n'est certainement pas du haut et des appareils de gouvernance que viendra l'aide nécessaire à la construction d'un mouvement social gagnant, y compris au sein même du champ. Cela dit, il existe des « styles » de gouvernance et d'accompagnement des luttes sensiblement différents. À l'Université de Rennes 2, le

Président fait opposition aux forces de l'ordre qui veulent rentrer sur le campus, balise les journées de mobilisation nationale pour que les personnels et les usagers de l'université puissent manifester sans contrainte, participe lui-même aux cortèges, reporte les examens et demande à son conseil d'administration de prendre explicitement position contre la réforme des retraites. À Paris 8, la situation est autre. La Présidence ne souhaite pas prendre position, en appelle à une gestion « intelligente » du conflit et entend prendre en compte la diversité des points de vue de la communauté. Autrement dit, il s'agit de ne surtout pas se mouiller.

Quels rôles peuvent jouer les étudiant.e.s et la jeunesse dans la séquence présente ?

Les enseignants-chercheurs doivent aujourd'hui faire en sorte de faciliter l'entrée des étudiant.e.s dans le mouvement social, lesquels estiment, pour une part, que les retraites sont une chose bien lointaine et, pour une autre part, que la mobilisation, globalement aux mains des centrales syndicales et des intersyndicales, ne répond guère à leurs aspirations d'autonomie et d'auto-organisation. Il est pourtant nécessaire d'ouvrir une brèche pour le mouvement étudiant, et d'encourager la jeunesse à se mobiliser, jeunesse qui aurait bien des raisons d'y aller bille en tête, car le monde qu'on leur promet ressemble à une terrible dystopie : le niveau de vie qui ne cesse de baisser, le rendement décroissant des diplômes, la précarité, la ségrégation, le changement climatique, l'autoritarisme gouvernemental, etc. L'avenir n'a, hélas, rien de chatoyant. Une grève conséquente de l'Université encouragerait, sans aucun doute, les secteurs de la jeunesse, lycéens et étudiants, à s'engager dans la bataille. Sans eux, nous n'arriverons vraisemblablement pas à construire un rapport de force gagnant. Aussi, des demi-mesures symboliques il va falloir passer rapidement aux engagements concrets,

dont la grève nous semble être l'élément premier. À cet égard, je souscris entièrement à la motion de la coordination nationale des facs et des labos en lutte qui s'est réunie les 1er et 2 février à Saint-Denis. La mise en place d'une grève réelle et effective est indispensable.



Cher(e)s collègues,

Nous voudrions vous rassurer sur la situation à l'Université Paris 8 qui est loin d'être la zone de non-droit décrite dans le tract anonyme que vous avez pu lire le 4 avril 2019, via votre messagerie. Ce tract, relayé uniquement par la Dionysoise, et que l'extrême droite aurait pu signer (*se disant elle-même lanceur d'alerte*) est un tissu de mensonges entremêlés de quelques vérités : **la définition même de la rumeur.**

Il ne manque plus que la description d'une camionnette blanche, de Roms qui la conduisent et d'enfants enlevés... Oui il y a des camionnettes blanches dans l'enceinte de l'Université, mais ce sont celles du CROUS et de la Logistique...

Menaces de viols, harcèlements et agressions... Il y a là une instrumentalisation anxiogène qui amplifie, simplifie, et égalise des cas de souffrance au travail que connaît réellement l'université ; une liste brutale, effrayante, sans proposition concrète et tangible pour apporter des solutions ; et cela, alors que les représentants des personnels au sein du CHSCT ainsi que les militants syndicaux essaient de soutenir et d'accompagner les collègues concernés en toute confidentialité, même si pour les cas avérés, c'est long, bien trop long pour les personnels en souffrance.

Les marchés publics seraient truqués ? Une accusation gratuite, particulièrement grave — si le tract avait été signé, un procès pour diffamation aurait été enclenché — qui remet en question tout le travail d'un service, alors qu'il est constamment soumis par la réglementation à des exigences éthiques et déontologiques.

Tout est gratuit dans ce tract : on solde et on rase gratis sans que ces affirmations ne soient étayées. Aussi nous appelons nos collègues à la plus grande vigilance face à ces pratiques lâches et irresponsables, qui jettent le discrédit sur notre statut de fonctionnaire.

SECTION SGEN-CFDT

Université Paris 8, 2 rue de la Liberté - 93526 Saint-Denis Cédex 02

«Ils sont vraiment en dessous de tout. Dans un mail récent, ils accusent les étudiant.e.s grévistes d'avoir subtilisé des distributeurs de savon et de mettre ainsi en danger la vie des usagers de la fac du fait du coronavirus.

Ils osent tout, c'est à ça qu'on les reconnaît! Quand tu sais les conditions ordinaires d'hygiène dans cette fac, c'est quand même se foutre de la gueule des gens. Du savon, y en a jamais, du PQ, jamais, de quoi s'essuyer les mains, jamais. Et dans leurs chiottes sous clé, ils se lavent les mains?»

La mobilisation permet de construire une communauté. Entretien

ÉMILIE, NAN & LIVIA

Vous êtes donc en grève...

— Pour moi, c'était assez clair que, depuis le 5 décembre, il fallait s'investir dans le mouvement. Néanmoins, durant un mois et demi, la fac était plus ou moins inaccessible du fait de la grève des transports, la mobilisation à Paris 8 a été compliquée parce qu'il y a très peu de gens qui pouvaient être présents. On se voyait aux manif et on se sentait participer de ce mouvement mais, il y avait un peu ce côté en pointillés et une sorte de déconnexion avec notre quotidien de travail quand même. Ce n'était pas une forme de grève active à ce moment-là et quand le secteur des transports a rendu les armes de manière temporaire, on s'est posé la question de prendre le relais. Il y a eu une période d'entretiens avec une forme de malaise où on était peu au bureau, mais sans être en grève déclarée et j'étais pas très à l'aise avec l'idée que des collègues puissent se récupérer mon boulot. Je me suis officiellement mise en grève après en avoir parlé aux collègues les plus susceptibles de se récupérer le boulot que je ne ferai pas. C'était important de procéder comme ça, d'avoir l'assentiment des collègues proches, parce que quand

tu es en grève, tout se suite, il y a des gens qui ne te disent plus bonjour : des adversaires politiques sur le plan syndical, mais aussi d'autres personnes qui comprennent pas la démarche. Ça crée des tensions et je suis contente que ça n'en crée pas au sein de mon service. C'est pas simple psychologiquement de se dire qu'il y a tout de même un quart de l'année que je n'ai pas passé dans mon bureau, alors que j'aime bien mon travail et en même temps arrêter maintenant, ce serait un aveu d'échec de la mobilisation parce que la grève elle tient avec des individus et il faut pas être le premier domino à lâcher. C'est une situation difficile et en même temps c'est une expérience humaine qui m'a permis de rencontrer plein de gens que je n'aurais jamais rencontrés autrement, ça m'a permis de rencontrer plein d'étudiants mobilisés de plein de formations différentes et que je ne rencontre pas en temps normal parce qu'on ne fait pas franchement d'accueil au public. Pour dire vrai, j'appréhende un peu la suite des événements, mais j'ai le sentiment qu'on vit un moment un peu historique et que je ne me vois pas faire autrement que d'y participer.

— Moi, je me suis mobilisée dès le 5 décembre et c'était effectivement pas simple : deux heures et demi de bus aller et retour, rien que pour venir aux AG, c'était compliqué. En même temps, même si je faisais cet effort, je dirais que mon activisme était un peu mou. Mais ça a révélé plein de choses en moi. C'était pour moi assez nouveau et comme l'a dit Émilie, une fois que la grève des transports s'est terminée, s'est posée la question de prendre la suite à la fac. Et pour moi, cette question a été très compliquée, complètement tenue par une conscience professionnelle un peu trop chevillée au corps et qui... comment dire ? Le fait d'avoir galéré pour trouver un boulot, de l'avoir, j'ai comme une sorte d'injonction à... c'est une sorte de syndrome de la bonne élève aussi : faut que ça trace, que ce soit parfait. Et en même temps, j'ai pris le parti

de me mobiliser. Donc j'ai essayé de faire les deux : d'assurer le minimum de service public et participer au mouvement. Et moi aussi j'avais peur que si je n'assurais pas mes tâches normales, ça allait créer des problèmes au service. Donc ça fait deux mois et demi que je tiens comme ça, sachant que je passe mon temps entre mon bureau et le piquet de grève. Mentalement, c'est difficile parce que cet entre-deux n'est pas confortable. J'ai toujours l'angoisse de passer à côté de quelque chose d'important d'un côté ou de l'autre. Et puis, comme l'a dit Émilie, après, tu te prends les remarques des collègues, des petites réflexions pas très agréables et sympathiques. Il y a une vraie dureté des décisions nationales et locales et donc j'ai décidé, pour m'alléger la charge mentale, de me mettre en grève car je n'assumais plus ce double positionnement. Là, je vais au bout de ce que j'ai dans la tête et je fais des choses que je n'avais peut-être pas osé faire à une certaine période de ma vie et là je me sens peut-être plus à l'aise et plus confiante et donc j'y vais, parce que aussi je me sens entourée.

— Ce que dit Nan est important. La mobilisation permet de construire une communauté. Ça permet de tisser des relations qui vont au-delà du simple travail. Néanmoins, j'ai tendance maintenant à être très pessimiste et très négative. Que ce soit au niveau national ou local, on s'en prend quand même plein dans la figure depuis des années et sans que les choses ne changent. Je souscris également à ce qu'ont dit les copines sur le grand écart entre l'engagement dans le mouvement et le travail à effectuer. Comment tu arrives à te mobiliser, à te mettre en grève ou pas... Me mettre en grève à l'Université en tant que personnel BIATSS, je l'ai jamais fait, parce que Paris 8, c'est pas juste le patron, c'est aussi une sorte de famille. Mais bon... c'est assez spécial. Faire le minimum du boulot et en même temps se mobiliser le plus possible... Mais ce qui rend la chose encore plus difficile, c'est le

comportement de l'équipe présidentielle qui applique les mêmes méthodes que le gouvernement actuel. Le dialogue social n'existe plus, il n'y a plus de possibilité d'échange. Ils imposent sans discuter et là où pouvait y avoir un recul avant, là ils ne bougent pas. Ils attendent, laissent pourrir le truc et font passer leurs trucs. Contrairement à Émilie et Nan, je ne me suis jamais torturée sur est-ce que je suis gréviste ou pas. Cela va de soi pour moi de ne pas arrêter totalement les activités, assurer le minimum, mais peut-être qu'il va falloir dorénavant faire autrement, malgré cet attachement à l'établissement. Force est de constater que les gros.ses militant.e.s à Paris 8, ils.elles ont tou.te.s une méga conscience professionnelle. Ce sont des bon.ne.s bosseurs.seuses et donc savoir que dans cette période tu fais pas bien ton boulot, ça te met une grosse pression. Il y a un matin où je savais que la fac allait être bloquée et j'ai par exemple, complètement oublié de le dire à des collègues dans le service et là, je me suis dit : « Oh oh, là, t'as zappé que tu étais responsable d'un service quand même ».

Vous aviez, auparavant, déjà participé à des mobilisations ?

— Oui, en tant qu'étudiante, en 2016. J'ai des souvenirs également du CPE... J'ai fait par ailleurs beaucoup d'associatif, alors la question de l'engagement est centrale. Donc ce n'est pas franchement nouveau pour moi, mais ce qui est nouveau c'est que je me suis encartée syndicalement, alors que j'avais toujours refusé de le faire y compris même dans l'associatif où je pouvais être très investie, mais où je ne souhaitais pas forcément être affiliée. Et là, je me suis dit que ça avait du sens de revendiquer une étiquette syndicale pour la première fois, avec un noyau dur de gens investis au même niveau, avec lesquels je me sens bien.

— Pour ma part, c'est ma première grève en tant que salariée. Sinon je m'étais déjà mobilisée sur la question des retraites

en 2003, au moment du bac et ça avait fait « criser » mes parents. Je me suis également engagée contre la réforme LMD quand j'étais étudiante, puis le CPE. Donc pas complètement une bleue, mais c'est vrai que je découvre les codes à l'occasion de la mobilisation actuelle. Le fonctionnement des AG aujourd'hui est par exemple très différent de ce que je moi j'ai pu connaître auparavant et je dois dire que je ne m'y retrouve pas toujours. C'est un peu compliqué. Comme Émilie, je vais me syndiquer, c'est décidé. Je saute le pas, je me mets moi-même une étiquette que j'assume.

— Me concernant, je ne peux pas lister les manifs et les mouvements auxquels j'ai participé. Je suis née et je baigne dedans, notamment grâce à mes parents. Sans qu'ils m'aient jamais poussée, mais disons que ça se transmet. La dernière grosse mobilisation à l'Université en tant que salariée, c'était la LRU, avec une grosse dynamique et une trahison qui a mis le feu aux poudres à P8, dans la mesure où le Président de l'époque a commencé par être tête de pont contre le projet : tribune, manifs, etc., et puis il s'est ravisé et d'un seul coup il a fait machine-arrière et là, ça a poussé une plus grosse partie de l'Université à se mobiliser.

La stigmatisation de celle ou celui qui se met en grève a l'air d'être un élément assez central de la période d'après ce que vous dites...

— Oui, on est clairement vues parfois comme des glandues qui profitent du système pour ne rien foutre, alors que concrètement, je suis beaucoup plus présente sur mon lieu de travail que quand je travaille. Tous les matins à 8 h être sur le piquet de grève à accueillir les gens, tracter, discuter... c'est épuisant. Un peu comme tu disais, Livia, avoir le sentiment que tu ne fais pas ton job comme il faut, c'est déstabilisant. C'est d'autant plus déstabilisant que tu te fais mal voir.

C'est très inconfortable.

— L'un des pièges c'est les étudiant.e.s. Je m'explique : les bénéficiaires de l'Université, ce sont les étudiant.e.s et notre conscience professionnelle, elle est aussi cadrée par ça. Or, c'est un argument aussi chez certain.e.s pour être contre le mouvement et la grève. Et même si toi tu penses évidemment aux étudiant.e.s, il y a en toujours pour te dire que tu agis en égoïste et que tu ne penses pas aux étudiant.e.s alors que pas du tout. Mais on essaie de te coincer comme ça, avec ce petit chantage moral.

Mais malgré cela vous semblez être très déterminées...

— Oui. On est déterminées, malgré ça et malgré le fait que la Présidence soit particulièrement odieuse.

— J'ai pas mal d'appréhension sur le moment où je vais reprendre et où faudra travailler avec eux directement, mais en même temps notre détermination, elle est portée par le mouvement de 2016, Nuit debout, un an de Gilets jaunes... On est quand même portées par ça. Perso, j'ai été très étonnée par le mouvement des Gilets jaunes où des gens qui n'étaient pas politisés, s'y sont mis en sortant des codes militants habituels. J'ai l'impression que ça a profondément modifié les manières de se mobiliser. Je trouve ça assez fou que les slogans en manif qui reviennent c'est des slogans des Gilets jaunes et pas ceux de la CGT. Il y a comme une mutation. À Noël, j'étais sur les piquets de la RATP et il y avait une espèce d'ambiance assez incroyable de détermination de ces mecs qui se lèvent tous les matins à trois heures du mat', dans le froid, qui brûlent des sapins de Noël. Il y avait une sortie complète des clous habituels de la période des fêtes de Noël, avec cette banderole « Rien à foutre de Noël ». On a l'impression que les gens sont tellement pressés et opprimés qu'il y a un cap qui a été franchi et que la détermination,

elle n'a jamais été aussi importante. Donc de voir cette détermination-là, tu te rends compte que ça touche tous les secteurs...

— C'est vrai, tu as raison, mais moi je n'arrive pas à ne pas me dire : « mais pour quoi à la fin ? ». La démocratie telle qu'elle existe, ça coince ces élans-là. Ça fait peut-être un peu gamine rappeuse de dire ça, mais moi, clairement, c'est tout le système que je souhaiterais changer. Les leviers de changement, c'est les institutions et à chaque nouveau mandat c'est pire, alors. On se mobilise, mais ça n'a pas d'effet et pourtant le niveau de mobilisation n'a jamais été aussi fort et la détermination aussi évidente. Il y a un paradoxe.

— J'ai l'impression qu'on est en train de passer un seuil.

— Ça m'est arrivé de chialer en manif, en chantant l'Internationale, en me disant : « mais putain, ça fait combien de temps qu'on se dit que c'est la lutte finale ? ». Et en même temps, il y a des choses qui sont attaquées aujourd'hui : les retraites, la sécurité sociale, le droit du travail, qui sont juste énormes. Et de fait, on peut considérer que les gens sont tout de même pas mal mobilisés. Évidemment quand tu regardes les médias, t'as l'impression qu'il n'y a pas de grève, alors qu'il y a tellement de gens en colère en ce moment, de différents secteurs... Avec des gestes de ouf quand même : le péage de Narbonne brûlé, le transpalette dans la porte d'un ministère. Et en même temps, à l'inverse de ça, il y a celles et ceux qui ne veulent absolument pas changer leur quotidien qui, même s'ils.elles en souffrent pour certain.e.s, les rassure aussi beaucoup.

Il y aurait une espèce de paradoxe...

— Oui, chez les personnels BIATSS, c'est très clair. Globalement, je ne connais pas de collègues qui soient pour la réforme des retraites. Ils.elles ont tou.te.s compris que ça

n'allait pas être en leur faveur, mais ce qui est évident, c'est que, malgré ça, peu se mobilisent et dans la majorité non mobilisée, il y en a une part qui, en plus, ne veut surtout pas qu'on vienne la déranger dans son train-train quotidien. Si la réforme des retraites leur fait peur, ce qui leur fait encore plus peur, c'est qu'on vienne les bousculer là, maintenant, dans leurs routines. Des routines confortables qui les maintiennent la tête hors de l'eau, juste ça, mais ça leur convient, ils ne veulent pas demander plus. Alors quand tu viens les déstabiliser, c'est toi le vilain.

— La plupart seraient très contents si on obtenait le retrait de la loi sur les retraites ou sur le projet de la LPPR, mais ils ne veulent pas se mouiller. Peut-être par égoïsme pour certain.e.s, mais je crois plus profondément que c'est plutôt parce que, comme le dit Livia, ça leur coûte trop de se bouger. On a réussi à engluier les gens. Je me souviens d'une phrase d'un de tes collègues, qui, sur les violences sexistes et les agressions sexuelles m'a dit : « Ah bah c'est bien que des gens fassent des choses là-dessus » ! Euh ouais... Mais en vrai, ce serait pas mal qu'on fasse quelque chose tous ensemble, non ? Les gens ne se sentent pas tenus à quoi que ce soit.

— Il y a aussi le modèle du grand révolutionnaire pour qui rien n'est assez radical et qui te prend pour une quiche de te mobiliser comme ça.

Et dans la mobilisation elle-même, est-ce qu'il y a des choses qui vous dérangent ?

— Moi, je constate qu'il y a des relations avec des profs qui ne sont pas évidentes. Certains profs ont un côté très paternaliste ou qui, dans le cadre de la mobilisation, peuvent nous traiter un peu comme leurs étudiant.e.s, alors qu'on est censés être sur un mode horizontal de mobilisation concertée. Donc ça me paraît complètement déplacé. Ça, c'est chiant.

L'autre truc chiant, c'est le fonctionnement des AG avec un cadre hyper lourd, qui me semble intéressant, mais qui a beaucoup de défauts et qui crée beaucoup de frictions. Mais surtout, c'est hyper codé. Quand tu n'as pas l'habitude, c'est impossible de participer vraiment. Le protocole féministe est intéressant, mais il est d'une grande lourdeur. Et les mecs ont vite fait de se retrouver en dehors du protocole. Quand t'es un homme, tu peux te faire agonir très vite. Ça peut être d'une grande violence. Avant-hier, y a un collègue qui s'est fait sortir de l'AG. Quand t'es pas d'accord avec les féministes, c'est pas pour autant que tu es nécessairement sexiste. En l'occurrence, le collègue qui s'est fait sortir, on le connaît et si y en a bien un qui n'est pas sexiste, c'est lui. Le résultat, c'est que lui qui a tenu tous les piquets de grève depuis le début, hier, il n'était pas là... Je ne sais pas si on l'a perdu, mais c'est un fait. Ça crée des trucs foireux.

— Si en plus, il y a des tensions de ce type, ça va partir en sucette...

— Ce n'est pas politiquement correct de dire ça, mais je crois que certaines mobilisées, elles en ont rien à foutre du mouvement, comme en 2016. Elles profitent de la mobilisation pour avancer leurs revendications auxquelles j'adhère par ailleurs, mais qu'elles construisent bizarrement contre le reste. On a croisé un collègue peintre en larmes l'autre fois, parce qu'il venait de repeindre un mur et qu'elles étaient passées par là après et avaient graffité un truc genre « Merci d'avoir repeint les murs ». Le type, il y a passé sa journée, il soutient le mouvement par ailleurs et il se fait pourrir avec du mépris. Et la suite on la connaît : des mails de certains « syndicats » pour dénoncer le soutien d'autres syndicats « irresponsables » qui soutiennent les casseurs et encouragent les dégradations. Bon, on s'en fout, mais on pourrait se passer de ce genre de trucs. Enfin on s'en fout... Je pense

que c'est le meilleur moyen de faire capoter le mouvement à Paris 8.

— Moi, je suis très dérangée d'entendre des choses comme « un homme bon est un homme cis-genre mort » ou « tous les hommes sont des bâtards », ou encore « tous les hommes sont inévitablement des violeurs ». Je me considère féministe, mais pas de ce genre-là.

Et Paris 8 en dehors de la période de mobilisation, vous en faites quel diagnostic ?

— Bah... c'est assez désolant. Il y a assez clairement un changement de cap. L'esprit de Paris 8 s'est perdu je ne sais où... La gouvernance actuelle n'a qu'un mot à la bouche, c'est « loyauté », ils sont même en train de le mettre dans des profils de poste. L'équipe présidentielle confond la loyauté institutionnelle envers la fonction publique et la loyauté vis-à-vis des personnes. Ne pas être d'accord avec elle, et tu es taxé tout de suite de manquer de loyauté. Il faudrait leur faire comprendre que c'est à eux, en tant qu'élus, d'être loyaux envers les gens qui les ont élus. T'es élu et hop... un blanc-seing pour faire ce que tu veux ! Bah non, c'est pas comme ça qu'on envisage les choses. Mais ça fait plusieurs mandatures que c'est comme ça. La Présidente du mandat précédent, elle défendait la prime au mérite sous prétexte que les BIATSS travaillent mal ! Tu te pincas.

— Il y a pas mal de souffrance au travail aussi. Pour ce qui me concerne, je suis en plein dedans. J'ai eu une multitude d'arrêts. Sous cette gouvernance, c'est une catastrophe parce qu'ils ne supportent pas qu'on ne soit pas d'accord avec leurs politiques. Dès que tu oses dire non ou que tu estimes qu'il y a matière à discussion, on te demande de rentrer dans le rang, sinon tu te fais flinguer. La vérité c'est qu'il faudrait que l'on aille en justice. J'ai évidemment pensé à partir de la fac tellement ça devient irrespirable, mais je suis aussi,



comme je le disais tout à l'heure, attachéE à l'établissement ; en fait à certaines personnes de cet établissement.

— Tout a été pourri par les syndicats à la solde de la Présidence. Ce sont des faux syndicats qui n'ont réussi qu'à cliver les personnels BIATSS. Il y a un truc du genre, il faut choisir son camp. Et il y a des gens qui ne s'adressent plus la parole en fonction du camp qu'ils ont choisi. C'est très violent et ça va jusqu'aux dénonciations calomnieuses, convocations aux commissariats ou devant la commission disciplinaire du ministère. Ils sont avec l'institution, même si les supérieurs hiérarchiques reconnaissent telle ou telle faute grave, ils n'iront jamais jusqu'au désaveu pur et simple. Et pour la justice, il faut de l'argent. Donc ça, ils ont compris qu'ils avaient une marge de manœuvre assez importante et qu'avant qu'on les destitue, y aurait de l'eau à passer sous les ponts. Du coup, ils se permettent de ne pas être du tout dans les clous : ils ne traitent pas les DGI comme il faut, ils refusent la protection fonctionnelle à des personnes auxquelles ils sont dans l'obligation de la donner, ils portent des accusations graves sur certains personnels : insultes, agressions, etc. Tous les coups sont permis. Bon... c'est du harcèlement et du harcèlement en toute impunité. C'est aussi de la discrimination syndicale...

Le droit syndical existe. Quelle bonne nouvelle !

COURRIEL PUBLIC INTERSYNDICAL DE L'UNIVERSITÉ PARIS 8

Notre pays connaît un mouvement social d'ampleur et notre université, comme d'autres, est en grève. Nous sommes fermement opposés à la contre-réforme des retraites et à la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR). Nous demandons le retrait de l'une et de l'autre. Même si certains collègues et personnels ne soutiennent pas cette grève, le droit de grève existe et il doit être respecté. Ce matin, aux aurores, le piquet de grève a été démonté sur ordre de la Présidence. Les tracts, le matériel, les cafetières, les affiches, les panneaux d'affichage... tout a disparu. La grande banderole accrochée à 2m50 de hauteur a été enlevée et probablement jetée. A-t-il été demandé aux personnels de ménage (ou d'autres ?) de monter sur des chaises ou des tables, pour faire ce travail, ce qui est interdit ? Le CHSCT ne manquera pas d'être intéressé par la réponse à cette question. De plus, le service de reprographie a interdiction totale ce jour d'éditer des tracts syndicaux et/ou politiques, alors que les syndicats ont une ligne budgétaire dédiée. Il nous a même été précisé qu'il n'y aurait pas d'édition de tracts sans vérification de leur contenu par Mme La Présidente. Des patrons qui vérifient les contenus des tracts syndicaux ?

Paris 8 entrerait-elle dans l'ère de *Big Brother* ? Ceci est une attaque grave et une tentative inacceptable d'invisibiliser notre mobilisation, qui dure depuis le 5 décembre.

Nous sommes montés dans les bureaux de la Présidence ce matin. Tout ce beau monde étant en réunion, nous n'avons pas été reçus.es. Mme La Présidente a proposé de nous contacter dans la journée. Les syndicats de Paris 8 mobilisés se sont tenus à sa disposition sur le piquet de grève.

Le droit de grève, la liberté de se syndiquer et la liberté d'expression sont des droits garantis par la Constitution de notre pays. Tout comme le droit de grève garanti par son article 7, le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 assure chacun.e que :

- **Art. 6** - Tout homme [toute femme] peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix ;

- **Art. 8** - Tout travailleur et toute travailleuse participe, par l'intermédiaire de ses délégué.es, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises. Pour que les travailleurs et les travailleuses puissent exercer ces droits inaliénables sauf à vouloir remettre en cause notre Constitution, leur droit à l'information par leurs organisations syndicales doit être respecté intégralement.

Les organisations syndicales signataires exigent de la présidente de Paris 8 que leurs droits à l'information des personnels, leur droit à l'expression et les libertés syndicales soient respectées sans contraintes ni limitation de quelque nature que ce soit. Nous ne supporterons aucune atteinte à nos droits humains fondamentaux.

Nous appelons les personnels et les étudiant.es à rejoindre le piquet de grève pour le reconstruire et le renforcer. À demain 8h30 pour une journée, ensemble, sur notre piquet de grève ! L'intersyndicale de Paris 8 en lutte : CGT FERC

Sup, Dionysoise, FSU Snasub, FSU Snesup, SNPTES, SUD Education, Solidaires Etudiant.es.

Réaction d'un enseignant-chercheur

Comme beaucoup, j'ai découvert hier les mesures prises par la présidente de notre université pour de toute évidence mettre fin à la mobilisation de notre communauté contre la réforme des retraites et la LPPR. Malheureusement, de la part de la défenseuse autoproclamée de nos valeurs, cela ne constitue pas une réelle surprise tant sur son positionnement politique vis-à-vis de la contestation que sur le respect du droit syndical.

Sur le premier point, malgré les appels répétés à une prise de position claire de sa part sur les projets contestés, la présidente a appliqué les méthodes qui sont désormais habituelles : l'esquive et l'écran de fumée. En effet, nous ne pouvons nous satisfaire que la représentante officielle de Paris 8 se contente d'un texte issu d'un collectif dont la notoriété est nulle. En réalité, il est évident que tout est fait pour que le nom de notre présidente ne puisse jamais être associé à la contestation d'un projet du pouvoir en place. En effet, la présidente est une récidiviste dans le double discours : personne n'a oublié son soutien institutionnel et personnel à Parcoursup, en opposition totale avec les revendications de notre communauté. Malheureusement, ce n'est pas la première fois que notre université a à sa tête une ou un président qui agit contre les intérêts et les aspirations profondes de notre communauté.

Toutefois, les faits relatés hier par l'intersyndicale semblent être le signe d'une étape supplémentaire dans sa démarche politique, celle de la répression syndicale. Sur ce point, les signes avant-coureurs ne manquaient pas : menaces à l'encontre de collègues, représailles contre des agents et même annonce officielle de la dissolution à venir

d'un syndicat local. Il ne faisait donc déjà aucun doute que la présidente n'avait aucun scrupule à fouler aux pieds le droit syndical. Mais les mesures prises hier ne sont pas seulement illégales, elles sont manifestement constitutives d'un délit d'entrave au droit syndical puni pénalement (un an de prison). Il est insupportable que nos valeurs et l'État de droit soient violés avec autant d'aplomb.

Réponse de la Présidence

Depuis la rentrée 2019, après le transfert des services concernés à la Maison de la recherche, l'espace d'expositions a retrouvé sa fonction d'entrée principale de l'université. Au cours du semestre dernier, une réflexion, qui s'inscrit dans une démarche plus générale de développement de tiers lieux sur le campus, a été menée afin de le rendre plus convivial et de l'adapter à différents usages. Après la phase de concertation, la définition du cahier des charges puis la sélection d'une entreprise, nous sommes entré.e.s dans celle de l'installation du mobilier commandé (banquettes, tables, chaises, stands, grilles pour affichages...), qui devait commencer hier, jeudi 20 février. L'intervention des équipes de nettoyage en fin de semaine dernière, préalable au réaménagement de l'entrée, ayant provoqué des tensions, nous avons repoussé la date de livraison du mobilier, en concertation avec la direction du patrimoine. Nous sommes convaincu.e.s cependant que l'amélioration des conditions d'accueil, de travail et de vie dans notre université n'est pas de nature à empêcher l'expression publique, syndicale ou politique. Pour ces raisons, qui devraient lever l'incompréhension et parce que ce retard occasionne par ailleurs des coûts supplémentaires, notamment de stockage du mobilier chez les fournisseurs, ces travaux d'aménagement, de courte durée, seront réalisés prochainement, dès qu'une nouvelle intervention aura pu être programmée.

Des pressions intolérables sur les personnels grévistes

COURRIEL PUBLIC INTERSYNDICAL DE L'UNIVERSITÉ PARIS 8

Depuis quelques jours, plusieurs collègues de Paris 8 mobilisé.es contre la « réforme » des retraites et la LPPR sont soumis.es à des pressions intolérables de la part de certaines directions de services, de labos, de département ou d'UFR. Pressions pour que les collègues ne signent pas des appels à la grève, injonctions de « se déclarer en grève », interdiction d'organiser des AG localement, censure de mails collectifs, menaces diverses... Les exemples de ces actions illégales destinées à briser le mouvement social sont nombreux.

Nous tenons à rappeler quelques points réglementaires : demander à un.e salarié.e de « se déclarer en grève » est parfaitement illégal. Aucun.e salarié.e ne doit par lui-même se déclarer en grève. C'est au/à la supérieur.e hiérarchique de constater l'absence de service fait le jour de la grève et de demander au/à la supposé.e gréviste de se justifier le lendemain. Les chefs et cheffes de service ne sont nullement obligé.es de pénaliser leurs collègues en les dénonçant à l'administration. Dans le cas des enseignant.es-chercheur.es, le statut octroie une indépendance, qualifiée de principe

de niveau constitutionnel par le Conseil constitutionnel, qui implique que les enseignant.es-chercheur.es n'ont aucun.e supérieur.e hiérarchique : la ministre elle-même ne peut leur donner aucun ordre. Cela est donc encore plus vrai pour une directrice ou un directeur d'UFR, de laboratoire ou de formation.

Par ailleurs, les enseignant.es-chercheur.es jouissent d'une entière liberté de parole à l'université. Ainsi l'article L952-2 du Code de l'éducation stipule que « Les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs jouissent d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche, sous les réserves que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions du présent code, les principes de tolérance et d'objectivité. »

Nous syndiqué.es de Paris 8, opposées à la réforme des retraites et à la LPPR, réaffirmons notre solidarité envers les collègues victimes de ces intimidations qui sont le premier pas vers la répression. Nous n'hésiterons pas à engager des actions visant à faire respecter les droits syndicaux et constitutionnels que nous avons rappelés dans ce texte. Nous appelons tout.es les collègues à étendre et intensifier la mobilisation, en se mettant en grève, en refusant d'effectuer les tâches collectives ; en n'acceptant pas de remplacer les collègues en grève et/ou en alertant les représentants du personnel sur les pressions qu'ils pourraient subir pour effectuer de tels remplacements.

Le travail syndical et ses empêchements.

Entretien

VIOLAINE

On fait les présentations ?

Je suis co-secrétaire d'un syndicat qui s'appelle CGT FERC-Sup Paris 8. Je suis maître de conférences et l'autre camarade co-secrétaire est BIATOSS, ce qui est une caractéristique de ce syndicat qui rassemble différents types de personnels (EC, BIATOSS, mais aussi doctorants sous contrat). Et de fait, dans le syndicat, on est moitié d'enseignant.e.s-chercheur.e.s et moitié de BIATOSS. Je suis à cette responsabilité depuis 2014. En fait, je voyais fonctionner, depuis 2009, Nico, et on avait mené pas mal de luttes ensemble du temps où on croyait qu'il y avait encore une opposition digne de ce nom à P8. Je trouvais ce qu'il faisait et disait toujours très bien et donc j'ai adhéré à ce syndicat et il est parti quasiment tout de suite après en me laissant ses mandats au CHSCT, au CT, etc. Au niveau national, je suis élue au CTU et au CNU la 18^e section en Arts, sur une liste CGT.

Donc... le travail syndical...

D'abord, j'aime assez cette notion de « travail » et l'idée qui

va tout de suite derrière de libérer le travail, comme le dit le camarade Friot. Effectivement, le syndicalisme, c'est du travail. Déjà, parce que tu peux bénéficier d'une décharge qui fait partie de ton temps de travail. Donc localement, le plus gros du travail, c'est de faire fonctionner le collectif, organiser les réunions de bureau, faire des ordres du jour, des CR pour que tout le monde soit au courant de ce qui s'est dit. La particularité c'est que les réunions de bureau sont hebdomadaires et ouvertes à tou.te.s les syndiqué.e.s et pas seulement le bureau en tant que tel, sinon on se coupe des autres. Il y a aussi organiser le congrès annuel, préparer et rendre compte des mandats. Pour ma part, je rédige pas mal de textes avec X et d'autres, tandis que des camarades sont plus sur le terrain à aller dans les bureaux. On se répartit plutôt le travail selon les affinités que l'on a dans ce travail-là. Et selon les contextes et nous en vivons un actuellement : participer aux intersyndicales. Il y a un autre volant du travail, toujours local, mais un peu plus élargi, qui est celui de l'interpro, en lien avec l'Union locale, l'Union départementale. Et puis ce niveau local, il est aussi élargi à d'autres établissements de la ComUe, comme l'École Louis Lumière qui ne va pas très bien en ce moment. Les collègues de cette école syndiqué.e.s à la CGT dépendent de P8. Donc on essaie de les former, de leur apprendre à poser des signalements, à se bagarrer, défendre leurs droits, etc. Et puis enfin, il y a un niveau national, dans une union qui convoque des conseils nationaux trois ou quatre fois par an, plus un congrès tous les quatre ans. J'y vais systématiquement parce que je trouve ça hyper enrichissant de voir comment fonctionnent les autres, on échange sur nos problèmes, etc. Enfin, la FERC-Sup est membre de la FERC, une fédération enseignement-recherche-culture qui comprend divers syndicats de ces domaines

Ce travail syndical, quels en sont les ressorts ?

Les ressorts qui favorisent le travail syndical, je crois que

c'est le dialogue, la convivialité avec les camarades et surtout une attitude engagée de tout le monde, ce qui implique un partage du travail syndical et une solidarité dans ce travail. Le pire qui pourrait arriver, c'est se sentir tout.e seule, isolé.e, à ramer sur le sable avec personne qui comprend, qui soutient, parce que toi tu fais des formations et que personne d'autres ne s'y intéresse. Le danger dans ce cas c'est de devenir LA figure syndicale, on s'adresse plus qu'à elle ; elle, elle parle en son nom et... c'est mort ! Bon, à P8, heureusement, on a toujours évité ça, on est complémentaires dans les compétences syndicales, on échange, on s'appuie mutuellement, on se remplace. Donc ça, c'est très précieux, très enthousiasmant. Ça fait tenir et ça favorise le travail syndical. Si tu n'as pas les autres avec toi, tu ne peux rien faire ; ça, c'est clair.

La deuxième chose qui fait tenir, c'est la formation syndicale. C'est extrêmement intéressant et enrichissant. Tu apprends vraiment à être opérationnelle. Première chose à se rentrer dans la tête : « vous ne faites jamais confiance au patron ! ». À l'université, le patron, c'est des collègues, alors forcément tu as du mal à te rentrer ça dans le crâne, mais sans ce principe, tu es mort, car on va te la jouer sympa, « je fais tout ce qui est mon pouvoir pour faire avancer les choses, c'est difficile ». La proximité fait que l'on va te la jouer « collaborateur », « collègue », etc. L'autre chose qu'il faut piger, c'est que les directions essaient toujours de se protéger du risque juridique. Donc il leur faut rentrer dans les clous, mais ils ne visent pas l'efficacité. Ils te montent des cellules de bazar, des groupes de travail qui ne servent à rien sauf à les protéger, etc. Ça leur sert à éviter le risque pénal. Parce qu'ils sont responsables pénalement de la santé et de la sécurité de tous les personnels. Les conventions avec des associations, ou autres, c'est bien, mais généralement c'est pour noyer le poisson. Ça ne remplacera jamais les armes du droit du travail : signalement SST et DGI, parce que là, ça va

direct dans les pattes de l'inspection du travail. Les audits, les médiations, ça n'est parfois pas inutile, mais c'est rarement suffisant quand les choses deviennent un peu graves. Le droit du travail oblige, contrairement aux mesurette de substitution. Donc ça, tu l'apprends en formation : utiliser les bons moyens et ne pas se laisser bernier par les fausses solutions qui ne manquent jamais d'être proposées, genre les groupes de travail.

Un exemple ?

Eh bien, par exemple le RIFSEEP, c'est-à-dire le « Régime indemnitaire » tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement « professionnel » qui a donné lieu à P8, il y a quelques années, à un groupe de travail d'une année. Nous avons refusé d'y participer parce qu'on savait très bien que ça n'allait mener à rien. Et résultat, le jour de la restitution, la Présidente de l'époque a dit : « vos propositions sont très bien, mais nous n'avons pas les moyens, donc ce sont les miennes qui seront appliquées ». Un an de travail à la poubelle. Elle peut faire valoir qu'elle a mis en place une concertation et les autres n'ont plus eu que leurs yeux pour pleurer ! En formation on t'apprend à mettre le paquet là où il faut : où sont tes armes ? Quels sont tes outils ?

Tu as un autre point sur les facteurs facilitants ?

Oui, j'ajouterais les conseils de l'Union Nationale CGT FERC Sup dont j'ai parlé tout à l'heure, parce que c'est une ouverture sur ce qui se passe ailleurs : comment on milite dans d'autres contextes et en particulier dans les autres facs, au CNRS, dans certains établissements (EHESS, CNAM, ENS, etc.). On apprend beaucoup des expériences des autres. Par exemple l'importance de l'écrit. Les bagarres à l'oral, ça n'a aucun intérêt, ça ne sert à rien. Il faut toujours imposer l'écrit, garder des traces de tout. Les demandes doivent être systématiquement faites par écrit, parce que

tout ça peut rentrer dans un dossier juridique, alors que les échanges oraux sans trace... Tu peux toujours dire : « ils m'avaient assuré que..., ils s'étaient engagés à... ». Où sont les preuves ? C'est leur parole contre la tienne. Ce qui est difficile, c'est le temps que ça prend. La bataille syndicale est toujours une bataille de longue haleine. Faut prendre son temps, monter des dossiers les plus solides possibles et pendant ce temps les personnels en souffrance morflent, mais c'est le seul moyen et le syndicat les soutient. Tant qu'il y a encore les CHSCT, il faut s'en servir. Le CT est une instance consultative, donc ils s'assoient dessus, mais le CHSCT, c'est autre chose quand même. Et l'important est évidemment de rendre public tout le travail effectué, pour que les personnels soient au courant. Donc aux conseils nationaux de l'Union tu apprends les stratégies gagnantes, les astuces. C'est un endroit favorisant parce qu'il te rend efficace.

Et pour ce qui concerne les obstacles ?

Le premier que je vois est plutôt une difficulté qu'un obstacle, c'est le fait qu'à l'Université, il existe des cultures professionnelles très différentes entre personnels BIATOSS et enseignant.e.s-chercheur.e.s. C'est plus compliqué qu'on le croit de comprendre la culture de métier de chacun et de comprendre comment chacun fonctionne. Or, c'est indispensable pour être efficace dans la défense des droits de chacun.e. Par exemple, la question des liens hiérarchiques n'est absolument pas la même. Les liens de subordination ne sont pas les mêmes. Un BIATOSS, il va avoir un n+1, un n+2, etc., mais un.e enseignant.e-chercheur.e, il ne dépend pas de ses collègues directeurs d'UFR ou de labo, son supérieur hiérarchique c'est le MESR. Il faut donc avoir une maîtrise large des conditions d'embauche et d'exercice des différents personnels. C'est passionnant, mais très prenant. On apprend aussi le respect de l'autre et la diplomatie.

Comprendre comment un.e autre camarade fonctionne est hyper important, parfois dans des aspects très particuliers comme le rapport à l'écrit. Tout le monde n'a pas la facilité qu'ont les enseignant.e.s-chercheur.e.s à l'écrit. Tout le monde n'accepte pas non plus de se faire allègrement caviarder le texte qu'il vient d'écrire. C'est une culture que tout le monde n'a pas à l'Université et il faut en tenir compte pour ne pas faire de bourdes. Il peut y avoir de la violence symbolique qui s'exerce, même entre militant.e.s et faut faire gaffe à ça.

Un autre « empêchement » sérieux, ça peut être le manque de temps et un environnement défavorable à l'engagement politique. Ce n'est pas du tout mon cas dans le département et l'UFR où j'exerce, mais ça peut arriver de se retrouver dans un environnement hostile au travail syndical et qui peut voir la décharge syndicale comme un détournement. D'ailleurs quand on est Biatoss et qu'on a une décharge, la décharge en question elle se résume à pouvoir exercer son mandat syndical, mais ça ne veut pas dire que tu es déchargé.e de ton boulot. Obtenir la compensation réelle de ton travail pour la partie correspondant à ta décharge syndicale, c'est encore une lutte. Le temps et la disponibilité sont quelque chose de crucial.

Un autre frein, c'est l'engagement concret des camarades. On a des adhérent.e.s en nombre raisonnable – ça pourrait être beaucoup mieux –, mais très peu de militant.e.s, donc ça repose toujours sur les épaules des mêmes et donc à la fin, ça freine le travail syndical. Être sur le pont tout le temps sur des histoires de conflits, de souffrance au travail, etc., ça peut être pesant à la longue. Des séquences comme celle que l'on vit depuis début décembre, c'est hyper crevant ; tu dois être partout : AG de département, d'UFR, plénières, les intersyndicales, les manifs, plus les réunions courantes, CHSCT & co... Wouahhhh, quand on est peu, ça fait lourd

et pendant ce temps-là, on n'a pas le temps de rencontrer les personnels mobilisés.

Tout le monde est formé sur les mêmes choses ?

Bah non ! J'engage beaucoup les gens à se former, mais il n'y a que ceux qui sont directement concernés à un moment donné qui vont aller signaler sur un registre ou pour qui on va poser un DGI ou autre chose, qui se rendent compte : « ah bah ouais, faudrait que je me forme aussi ». Plus il y a de gens formés et plus ça devient souple dans le suivi des affaires. Donc oui, le manque de formation syndicale c'est aussi un frein...

Et par rapport aux Présidences ?

J'allais y venir... C'est le gros morceau. Quelle que soit l'équipe qui dirige, la constante c'est qu'il faut toujours lutter pour faire valoir tes droits. Tant que tu ne te bagarres pas, tu as rien : avoir un local, un budget reprographie, du matériel de fonctionnement, etc. Nous, on refuse la subvention annuelle pour assurer notre indépendance. On a nos adhésions et c'est tout. Les compensations des décharges, faut évidemment aller au charbon. Pour avoir par exemple des listes de diffusion, il a fallu que ce soit la loi qui l'impose.

Alors les deux grandes armes contre le travail syndical c'est : 1) le silence et 2) l'inertie. Les deux ensemble, ça donne un mépris complet pour les personnels, mépris que je crois parfois inconscient. Ne pas répondre aux courriers et ne rien faire et ce, pendant des années, ça donne aujourd'hui une situation hyper explosive, avec des personnels qui pètent des câbles dans tous les sens. À cela s'ajoute également ce que j'appellerais une « incompétence construite », c'est-à-dire un non respect des règles et des lois, par exemple vis-à-vis des registres SST : il manque des pages, voire le registre lui-même, les PV de CHSCT qui ne sont pas en ligne depuis

2013, les enquêtes liées à des DGI dont ils essaient de te virer, etc. Ils sont incompetents, mais ils entretiennent cette incompetance et en rajoutent, incompetance derriere laquelle ils se refugient pour ne pas traiter les problemes qui pourraient leur creer du souci. Et c'est systematique. C'est une strategie qu'ils appliquent tout le temps. Ils contournent par exemple le CT dont la consultation doit etre un prealable aux votes du CA, mais ils organisent le circuit a l'envers en se cachant derriere cette supposee incompetance.

Tu as d'autres exemples ?

Tu penses ! Par exemple, l'association avec laquelle ils viennent de signer un partenariat pour la lutte contre les comportements sexistes et les violences sexuelles est un cas d'école. Ça a été géré n'importe comment, avec notamment une commission disciplinaire plus que défailante. Bon... Ils montent une convention avec cette association, eh bien, la chose est adoubée par le CA avant que le CT rende son avis. Ils nous squeezen systematiquement et comme l'avis du CT est consultatif, ils te disent que ce n'est pas très grave. Sauf que l'avis du CT est censé informer les membres du CA tout de même. Le travail du CT n'est absolument pas respecté.

La Présidence a toutefois une obligation en termes de moyens et de résultats s'agissant de la santé et de la sécurité au travail...

Absolument ! Et elle essaie en permanence de nous le faire oublier, notamment en utilisant cette putain de novlangue managériale dans laquelle sont rédigés les rapports, les mesures, etc. La QVT – qualité de vie au travail – par exemple, c'est de la pure novlangue qui tente de faire passer des vessies pour des lanternes. Mais tous les gestionnaires adorent ce gloubiboulga macroniste qui vous engluie l'intelligence et vous colle les neurones. La question du langage

et du discours est très importante dans le travail syndical. Le rapport au mensonge est devenu un truc central puisque la règle est devenue l'enfumage à tous les niveaux. Et ça rend fou ! Mais pour attaquer le mensonge, il faut des preuves solides, sinon, hélas, ça ne sert à rien. Et l'arme utile en ce domaine, c'est l'écrit. Il faut des traces écrites, les provoquer. Parce que l'autre truc classique des harceleurs, c'est par exemple de se dire victimes. Ils viennent pleurer dans le bureau de la Présidente ou des VP qui avancent alors que « les choses ne sont pas si simples », qu'il y a de la « souffrance et des torts de part et d'autre » et que ce sont des « problèmes psychologiques entre les gens », etc. etc., ce qui permet une fois encore de ne rien faire.

Tu as vu les choses se dégrader ces dernières années ?

Ah mais c'est un cauchemar ! Ça va de mal en pis. Les conditions se dégradent sans arrêt depuis un moment et on arrive à un point de rupture, notamment dans les IUT, mais sur le site de Saint-Denis aussi. Quand je suis arrivée dans cette université il y a presque vingt ans, je ne crois pas qu'il y avait un seul enseignant-chercheur en souffrance. J'exagère peut-être, mais c'est pour dire que c'était clairement l'exception, or maintenant ça s'est inversé. C'est la règle ! Et nous, on ne connaît évidemment qu'une petite partie de l'iceberg, on ne connaît que les problèmes des gens qui s'adressent à nous. Il y a tou.te.s celles et ceux qui n'osent pas venir pour ne pas être étiqueté.e.s, il y a tou.te.s les contractuel.le.s qui ferment leur gueule parce qu'ils risquent leur boulot et puis il y a aussi le silence et le déni ; celles et ceux qui n'osent rien dire à personne, mais qui mangent. Et tout ça rassemblé, ça fait du monde et on ne connaît que l'écume. Ce qui est certain, c'est que les conditions de travail se sont salement dégradées : changement des règles et procédures, multiplication des logiciels, restructuration

des services, inflation de chefs et de sous-chefs. Il existe des instances comme le CHSCT qui les emmerdent quand même bien, alors ils essaient de contourner la chose en créant à quelques mois de leur fin de mandat un pôle de la qualité de vie ou je ne sais quoi... en essayant de s'asseoir sur les prérogatives du CHSCT. Quand il y aura un problème on te suggérera d'aller voir ce pôle et tartempion, ce qui permet d'éviter que tu ailles saisir le CHSCT, d'ailleurs qui a vu passer sur allP8 l'info (obligatoire) des noms et contacts de membres du CSHCT ? Personne... Ça sert à les couvrir le jour où l'inspecteur vient, qu'il demande des comptes et que la direction pourra dire : « regardez, j'ai fait ce qu'il fallait ». C'est évidemment fait pour passer outre les syndicats et les instances qui existent déjà et qui peuvent être très contraignantes.

Et dans le contexte présent de grève ?

Ah bah la Présidence n'arrête pas d'asséner qu'elle est à l'écoute, elle n'arrête pas de laisser croire qu'elle est contre les réformes, elle n'arrête pas d'affirmer qu'elle prend des mesures... Mais tout ça, c'est du flan. C'est un vrai dialogue de sourds. Les situations de tension se multiplient parce qu'elle essaie de t'embobiner en permanence.

Voix de traverse. Un parcours de lutte à l'Université et surtout ailleurs

AVICENE

Mon rapport à l'Université est fantasmatique et paradoxal. Personne de ma famille maternelle parisienne et blanche n'a foutu les pieds à la fac avant moi. Le contraire de mes ancêtres colonisé.e.s, anciennement royaux, puis bardés de diplômes républicains et internationaux... Hormis mon père exilé en France. Mon arrivée dans un lycée de l'élite bourgeoise, en 1988, me dessilla sur ce que je pouvais espérer des études supérieures. Mes congénères se destinaient – étaient programé.e.s – à intégrer des khâgnes, Normal Sup, X, HEC, Sciences Po pour les plus poètes... La fac ? Pour les *losers* ! Effectivement, mes ami.e.s qui fréquentaient des établissements moins cotés étaient dirigé.e.s vers les IUT et pour les plus « brillant.e.s », ou moins déterminables, vers la fac. Nous n'avions tout simplement jamais entendu parler d'autres options. Aux ignorant.e.s, aux non initié.e.s les mains vides. L'Université fut un de ces nombreux lieux de pouvoir et de savoir dont je (me) suis exclu.

1995/2016 d'un mouvement social à l'autre. La rage et la joie

Avant Rennes 2 « la Rouge », la fac où j'ai le plus entraîné et où

je suis le plus intervenu c'est « Polval », Paul Valéry, la fac de lettres de Montpellier, entre 1994 et 1995. Jeune travailleur intérimaire, souvent dans les travaux public, je reviens d'un service national de 2 ans dans notre glorieuse armée coloniale et j'aspire à poursuivre des études, à essayer « de m'en tirer ». Entre boulots précaires et dangereux et petits trafics à peine plus lucratifs et au moins aussi dangereux, j'espère un rattrapage universitaire. Mais l'inscription à l'ESEU me passe sous le nez pour une question de date de remise d'un formulaire. Je chope la rage. La rage sociale, venimeuse et contagieuse. En 1995, le fond de l'air est rouge. Nous, le mouvement social, obtenons le retrait d'une réforme antisociale, le départ de Juppé, mais pas la chute du Régime. Les assemblées générales à Paul Valéry et Jussieu avaient été magnifiques, joignant les prises de parole d'étudiant.e.s, d'ouvrier.e.s, de chômeur.e.s, dans un charivari insurrectionnel enthousiasmant. J'aimais intervenir dans les assemblées générales, jouer de la guitare, fumer des joints, palabrer sur les pelouses du campus, picoler aux soirées étudiantes, dealer, draguer, partager les colocations et les lectures de sociologie, d'histoire, de philo, les débats prétentieux et psychédéliques. J'assiste à de rares cours en amphithéâtre qui ne m'ont laissé que le souvenir vague d'atmosphères d'ombres, de papiers grattés, de chuchotements, de sueurs mêlées, de rétroprojecteurs récalcitrants.

J'assistais bien à quelques cours d'histoire de l'Art et faisais la fête aux Beaux Arts de Paris, mais poursuivais mes humanités en dehors des institutions. L'Université, je n'y remettrai les pieds que 21 ans plus tard, à l'occasion d'AG étudiantes à Rennes 2, lors de projections de film au Tambour, de soirées de soutien à de multiples causes, de soirées slam, de concerts, pour des cycles de conférences ouverts au public, pour aller y voir des ami.e.s étudiant.e.s.

Fin 2015 : état d'urgence. Babacar Gueye, un jeune

Sénégalais que j'ai connu au travers des groupes de soutien aux exilé.s est assassiné par des policiers de la BAC, le 3 décembre, dans le quartier populaire de Maurepas, à Rennes. Des ami.e.s circacien.ne.s, anciennement rennais.e.s sont perquisitionnés dans leur squat parisien par le RAID et les forces anti-terroristes. À la recherche de clowns djihadistes ? À Rennes, des camarades écologistes sont placé.e.s en résidence surveillée pour accointances avec la mouvance des djihadistes vert.e.s de Notre-Dame-des-Landes, etc. 2016 démarre aussi dans une atmosphère de répression et de violences policières généralisées. La ZAD est sous pression, l'événement Carnazad à Rennes déclenche une répression policière qui annonçait ce qui allait suivre. Les tirs de grenades de différents modèles et de LBD n'épargnent même plus les passant.e.s et aimables consommateur.trice.s. Les munitions ne manquent pas : autant arroser. Dès la première manif étudiante, la répression est hors de proportion. La section d'intervention est là pour cogner et terroriser. Le message est clair. J'assiste et intervins dans des scènes de tabassage qui m'étonnent par leur intensité pour des mobilisations plutôt « bon enfant ». La rage remonte.

L'université est elle-même au cœur de la tourmente et, depuis 2014, face à la énième réforme visant à l'adapter à la Loi du Marché. La contestation se renforce et se structure. Premières AG à Rennes 2 pour moi fin février ou peut-être début mars, je ne sais plus très bien. L'amphi est bien rempli. Quelques groupes semblent particulièrement actifs. Les dispositifs que j'ai connus autrefois sont toujours à l'œuvre : ersatz de bureau politique, luttes pour les prises de paroles, etc. Mais la rage est là. Beaucoup de jeunes participent à leur premier mouvement étudiant et les vétérans du CIP font office de référence. Avec une victoire au compteur qui plus est.

En tant que prolétaire et non universitaire je ne me sens

pas d'emblée légitime dans une université. Qui plus est, âgé d'une quarantaine d'années. Je dois donc opérer une autojustification pour m'autoriser à pénétrer dans l'enceinte du campus et encore plus pour y prendre la parole. Ces périodes de lutte, de contestation et d'ouverture démocratique que sont les assemblées générales sont les seuls moments où je me considère comme à ma place dans une fac. Le droit de vote aux participant.e.s étranger.e.s à la fac est d'ailleurs rapidement voté dans ces AG de 2016. J'y participe par ironie et réfléchis à quelle pourrait être mon action.

Organisant des événements culturels, je dispose d'un peu de matériel. Avec un camarade musicien rencontré sur place, nous nous incluons dans une commission chargée de préparer le matériel de manif : banderoles, etc. Je fournis donc du tissu, de la peinture, fier de me rendre un peu utile. D'autant que je ne me sens pas avoir voix au chapitre sur les questions à proprement parler étudiantes. Je me positionne en « allié ». Je rencontre des étudiant.e.s très motivé.e.s et assez bien organisé.e.s et cela renforce ma confiance dans les chances de réussite du mouvement naissant. En effet, la « Loi Travail » doit commencer ses navettes parlementaires et la fameuse « convergence des luttes » est envisageable, quoique les plus importantes organisations politiques et syndicales semblent peu enclines à soutenir efficacement les mobilisations. L'état de sidération face à l'état d'urgence et à ses nombreuses dérives liberticides, le renforcement des persécutions des minorités, me préoccupent énormément et je fais de l'*agitation poétique* pour partager mes préoccupations, à Rennes et à Paris.

Fin Mars, Nuit Debout démarre, mais à Rennes, c'est perçu de façon contrastée dans les communautés étudiantes. Certain.e.s viennent sur la Place Charles de Gaulle pour observer ; certain.e.s participent, les retours en AG sont plutôt critiques, parfois dénigrants ou moqueurs, rarement

positifs ou inclusifs. Les responsables des organisations les plus politisées, se référant clairement à des principes idéologiques, sont les plus critiques. Ce mouvement de place citoyenniste serait, de leur point de vue, un frein au mouvement social, à l'élan révolutionnaire, un espace de confusion.

J'ai aperçu Nuit Debout à Paris, j'y ai participé à Rennes...

Pourtant, quelques un.e.s continuent d'établir des relations entre la Place du Peuple et l'amphi B. Une des réalisations concrètes sera la venue de Bernard Friot, le pape du revenu universel, à la fois à la fac, puis à Nuit Debout à Rennes, très en retard pour s'asseoir sur les palettes en fin de soirée, ses fans universitaires l'ayant retenu plus que de raison. Le vieux monsieur est déjà fatigué, la discussion à bâtons rompus est presque intéressante, quasi sympathique, mais brève. Un punk allemand intervient de façon pertinente en anglais et dans un français très approximatif, mais voit sa parole méprisée autant que sa personne par quelques militant.e.s certifié.e.s. J'ai un sentiment de malaise. Entre la Cour des Miracles et la fac et ses apprentis révolutionnaires, le hiatus persiste. Le même camarade punk sera d'ailleurs chassé de la Maison du Peuple quelques jours plus tard (puis réintégré, puis reviré, etc.). Divers prétextes seront avancés : la présence de son chien, inoffensif, sympathique et propre ; les cris que son maître émet lors de fréquents cauchemars nocturnes, sa toxicomanie, etc. Mais j'anticipe. Les punks, les étudiant.e.s, les intermittent.e.s, les nuit-deboutistes, les syndicalistes déçu.e.s (pléonasme ?), les chômeur.euse.s, les cheminot.e.s... tou.te.s continuent de se réunir, parfois de s'agglutiner, en attendant de converger. Pourtant, la Place du Peuple et l'Amphi B deviennent quasiment des entités antagonistes, pour assumer le *leadership*, fut-il symbolique, de la contestation en ce printemps 2016 à Rennes... Sans parler de l'AG interpro.

Dans ces oppositions, je suis tiraillé. À la fac, très peu de personnes extérieures participent aux AG et encore moins des prolétaires... et encore moins des personnes racisées... et encore moins des plus de quarante ans. L'étiage sociologique m'offre d'évidence plus de légitimité à Nuit Debout ou à l'AG Interpro. Car si l'ouverture des votes aux non-universitaires a été rapidement actée, si des syndicalistes et quelques autres militant.e.s y participent régulièrement, elle reste très orientée et pas vraiment valorisée. Les dynamiques politiques sont beaucoup plus ancrées dans ma réalité Place du Peuple. Mes capacités logistiques y sont plus utiles. L'atmosphère et y plus libertaire et, mouton noir parmi les moutons noirs, je m'y sens plus à l'aise. L'amphithéâtre de palette est peut-être rétrospectivement l'espace qui me paraîtrait le mieux adapté à l'émergence d'une philosophie révolutionnaire contemporaine.

L'architecture est un produit de la société, de ses normes, de ses aspirations, de la volonté des classes dominantes de donner telles formes aux constructions. L'architecture est un moule, celui où nos corps et nos pensées se construisent. Elle n'est en rien anodine et l'espace universitaire est conçu pour rejeter certaines formes d'être et de pensée. On peut détourner un lieu de sa destination première. Suivant les cas, ce peut être plus ou moins aisé, impossible ou très malaisé. Il me paraît difficile en France, que le lieu de la fabrique de personnels à bonne valeur ajoutée, dont les enseignant.e.s, puissent être transformé, en quelques jours, en un épiceutre de la contestation.

La massification de l'Université était en jeu et avait déjà commencé dans les années 1960. Cependant, il n'y avait quasiment pas d'enfants d'ouvrier.e.s et peu d'enfants d'employé.e.s à la fac, alors que la proportion d'ouvrier.e.s dans le corps social était beaucoup plus importante. Le fameux « plein emploi » régnait encore. Les étudiant.e.s n'étaient pas des chômeur.euse.s diplômé.e.s en puissance,

sauvé.e.s par des Universités antichambres des entreprises. Ils.elles étaient autorisé.e.s à se représenter comme une avant-garde révolutionnaire, encouragé.e.s par les grands exemples internationaux (États-Unis, Tchécoslovaquie, Italie, etc.). L'homogénéité sociale était grande dans l'Université française de 68. Ce sentiment de devoir guider la société a été cultivé par de nombreux.ses étudiant.e.s rebelles de cette génération, même si tout.e.s n'ont pas trahi les idéaux de leur jeunesse, loin de là, mais certain.e.s sont devenu.e.s d'excellent.e.s managers, de formidables entrepreneur.euse.s, des fonctionnaires zélé.e.s à adapter le pays aux lois du marché, entre deux pantoufles.

Pour le dire autrement : de nos jours, la pression économique et sociale sur chaque étudiant.e.s de l'Université s'est accrue. Il/elle a plus de concurrent.e.s dans sa filière ; la filière est elle-même en concurrence avec d'autres filières, les universités sont en concurrence entre elles. Et pour de plus en plus de domaines, cette concurrence se déroule à une échelle internationale. Elles.eux-mêmes doivent souvent indexer la réussite de leurs études au taux et au montant de leur prêt et/ou à l'investissement financier familial. Un agent économique qui se conçoit lui-même comme tel a plus de mal à saboter sa propre productivité au nom de la contestation des règles émises par les autorités qui gèrent sa potentielle productivité.

Observations ethnographiques par un sauvage

Lors des blocages de la fac auxquels j'ai participé ; lors des distributions de tracts sur le campus, j'ai pu observer et interagir avec les étudiant.e.s et parfois les personnels universitaires. Cela m'a permis d'essayer de comprendre la généralement faible mobilisation au moment des appels aux blocages, aux AG, à la grève, etc. J'ai remarqué une disproportion entre les étudiant.e.s racisé.e.s allant en cours

et ceux participant aux AG et autres activités militantes. Ainsi, si ils.elles étaient quasiment absent.e.s des AG, j'en rencontrais de nombreux.ses lorsque je distribuais des tracts à l'entrée des bâtiments. Si parfois les tracts concernant les luttes de soutien aux exilé.e.s paraissaient susciter un certain intérêt, et parfois même un peu de sympathie, la propagande concernant les luttes à proprement parler étudiantes ne rencontraient, chez elleux qu'un manque d'intérêt plus ou moins poli. Je suis assez bien placé pour dire que, se sachant discriminé.e pour des motifs raciaux, et souvent patriarcaux de surcroît pour les femmes et les LGBTI, il est peu engageant de risquer une discrimination supplémentaire pour des motifs politiques. Car les lieux de la contestation politique sont aussi des lieux d'oppressions raciales et patriarcales. Prendre des risques pour mener plus de luttes, sur plus de fronts, il faut forcément un supplément de motivation.

En outre, dans bien des familles issues de l'empire colonial français ou d'autres contrées, l'engagement en politique est perçu comme une prise de risque démesurée, comme une garantie de subir une forme de répression ou une autre. Les histoires familiales transmettent ainsi des récits de répression tout à fait terrifiants. Les silences et les cicatrices laissés par ces récits sont parfois plus terrifiants et dissuasifs que les répressions elles-mêmes. Il existe aussi dans ce sentiment de ne pas appartenir pleinement à « la communauté nationale », l'idée qu'on se mêlerait des affaires des autres, de leurs affaires, des affaires des Français, des affaires des blancs. Pour ces étudiant.e.s racisé.e.s qui refusent de prendre le tract qui les concerne, la grève étudiante est évidemment affaire de Français, de blancs, de ceux qui en ont les moyens et la légitimité.

Quand on n'a pas les moyens de repiquer sa deuxième année, quand la famille de smicard.e.s attend le retour sur

investissement, quand la bourse c'est la vie, beaucoup préfèrent coudre leurs propres œillères. Et ceci, cette fois, est commun aux étudiant.e.s racisé.e.s ou non. La pression économique est à l'œuvre très tôt dans les choix de parcours scolaires. Je dirais même qu'elle est constitutive de ces choix, comme la pression patriarcale, plus ou moins consciemment suivant les âges, suivant les classes sociales et suivant les milieux culturels. Il faut déjà avoir acquis la notion de déterminisme social pour pouvoir l'appliquer à son propre cas. L'idée de fatalité est un des meilleurs remparts contre l'analyse et aussi contre la mobilisation et contre la lutte. On ne fait pas grève contre la fatalité. À mon sens, du point de vue de la grande majorité des étudiant.e.s, ce sont principalement les sentiments d'illégitimité, suivant des normes raciales et sociales, ainsi qu'une évaluation des bénéfices et des risques très défavorables à l'engagement politique qui limite considérablement les possibilités de mobilisation massive.

En ce printemps 2016 à Rennes, le Peuple était partout

Il l'était d'ailleurs un peu partout en France. En plus des AG de Rennes 2 et des assemblées de discussion de Nuit Debout, une troisième entité a émergé : l'assemblée Générale Interprofessionnelle, l'AG Interpro. Elle ressemble beaucoup aux coordinations professionnelles et interprofessionnelles que j'ai connues en 1995. J'y mets pas mal d'espoir. Cela me paraît un outil adapté pour tenter de coordonner les diverses tendances et entités du mouvement social et, de fait, on y retrouve des militant.e.s d'horizons différents. Si le problème pour participer à la lutte à l'Université est qu'il vaut mieux être universitaire, pour participer à une organisation interprofessionnelle, il faut appartenir à une organisation professionnelle ou à quelque chose d'approchant... Heureusement, cette structure est à Rennes plutôt nébuleuse et je m'incruste

comme franc-tireur, après tout, c'est un titre pour participer à la Lutte.

Des organisations étudiantes s'y joignent aux syndicats « non représentatifs », puisque minoritaires, dont les intermittents du CIP. C'est un peu l'Arche de Noé de l'« ultragauche », comme nous désigne le ministère. Les camarades sont bien embêté.e.s que je ne sois d'aucune organisation, car je suis désigné pour représenter Nuit Debout dans un premier temps... Chacun sa casquette ! Et le Ricard pour tous ?

Évidemment, je trimballe mes préoccupations quant à la participation du prolétariat, notamment racisé, au mouvement social émergent, que ce soit à l'Université ou ailleurs : dans les différentes assemblées, réunions, commissions et discussions auxquelles je participe entre Rennes et Paris, y compris à une coordination des assemblées générales interprofessionnelles de France réunie à Nanterre fin mai. En dehors des places occupées par Nuit Debout, et encore, ces préoccupations se perdent dans la multitude des questionnements et sont finalement évacuées. À l'Université, la question de la ségrégation raciale est étonnamment taboue. Y compris dans les organisations étudiantes... La progression des mouvements de lutte et d'émancipation féministes et LGBTQ est pourtant manifeste, alors que les paroles décoloniales et antiracistes des concerné.e.s demeuraient inaudibles en 2016. Lors de prises de paroles à ce sujet, je peux être interrompu, ne pas obtenir de réponse à mes questions, être renvoyé dans les cordes en direct, puisque « ce n'est pas la question », que j'opère des « amalgames », que je développe « une pensée gloubi-boulga ». On me suggère qu'à force de parler de racisme, les gens comme moi le suscitent, (le justifient ?), voire que le raciste, c'est moi puisque je parle de race.

Et rien n'y fait que d'expliquer que si la race biologique n'existe pas, les sociétés coloniales catégorisent néanmoins

les individus et les groupes en fonction de critères racistes. Ces normes coloniales fondées sur la race et l'idée d'une domination naturelle des blancs structurent les entreprises, la société, tout autant que le patriarcat. Si les quotas ont montré leur efficacité, notamment pour la féminisation de la représentation politique en France, pour les racisés il va falloir encore attendre. La situation est assez semblable dans les AG interpro. Si la composition y est légèrement plus prolétaire qu'à la fac, elle s'avère tout aussi française, chrétienne (au moins culturellement) et blanche.

J'argue que si nous voulons obtenir le recul des pouvoirs, patronat et lobbies gouvernementaux, à propos de ce projet de législation thatchérienne, nous ne pouvons pas nous passer de la participation des premiers concernés, c'est-à-dire les travailleurs ultraprécaires, les chômeurs, les exilés, les jeunes racisés et/ou sans diplôme, exclus du « marché de l'emploi », travaillant dans l'économie parallèle, les sans-abris de tout poils, les smicards qui dorment dans leur voiture, etc. Or, quelques uns d'entre eux, malgré la domination du découragement et de la misère, tentent de participer à la lutte, surtout à travers Nuit Debout. Trop peu : « on ne va pas aller les chercher par la main, ce serait paternaliste ! »

Un souvenir me revient : au tout début de Nuit Debout à Paris, Place de la République, un jeune homme noir avait lancé une commission concernant la question des exilés, du racisme, du colonialisme, parmi la foule des commissions qui étaient mises en place en ces premiers jours d'émulation collective. Sa proposition avait été correctement applaudie par des centaines de personnes. Je le revis deux ou trois jours après, sans avoir réussi à me mettre en contact avec sa commission. Il paraissait un peu dépité dans sa prise de parole. Personne ne s'était présenté à ses rendez-vous et la commission ne fonctionnait donc pas... faute de participants.

Ça n'intéressait personne sur les milliers de participant.e.s mobilisé.e.s sur la place 24h/24. Pendant le même temps, des commissions sur la production de légumes en ville, sur les monnaies alternatives et l'économie participative, le revenu universel, etc., réunissaient, elles, des dizaines de personnes, et refusaient mêmes des participant.e.s. Cette déception avait été une des raisons de mon retour à Rennes.

Convergences divergentes

Ainsi, beaucoup des revendications des principales victimes du système capitaliste sont loin, très loin même, de celles des étudiant.e.s et des travailleurs syndiqué.e.s. Leur manque d'éducation leur pose souvent problème pour les exprimer, d'autant plus devant une assemblée qui les attend au tournant, qui les juge, les jauge, les catégorise. La « valeur travail » est partagée par la gauche, le travail contre le capital, alors que l'un et l'autre semblent s'accommoder de l'exploitation des humains, pour les « personnes éloignées de l'emploi » comme on dit dans « les plans d'insertion professionnelle ». Leur travail est étroitement associé aux oppressions qu'ils.elles subissent, et il ne leur apparaît pas comme l'évidente voie de l'émancipation. Et quand c'est le cas, le souhait que l'emploi s'adapte à leurs besoins, à leurs particularités, à leurs difficultés est plus ou moins clairement formulé, mais ressort des récits de vie : pertes d'emploi pour des questions de santé, de maladie invalidantes, d'alcoolisme, de toxicomanie, pour une prière derrière le chantier, par méconnaissance de leurs droits, pour une panne de bagnole, ou encore pour refus de harcèlement sexuel ou raciste, etc. Pour beaucoup, l'accès même à une embauche, à un salaire, même un revenu pour les moins de 25 ans ou pour « les sans-papiers » est impossible. Alors, lutter contre « La Loi Travail » peut ne pas les concerner de prime abord.

À l'autre bout du spectre des personnes engagées contre

« la Loi travail et son monde », j'échange avec de jeunes enseignantes et travailleurs de la fac qui se lamentent du peu d'écho rencontré par le mouvement chez les fonctionnaires en général, épargné.e.s en apparence par le projet de loi, et en particulier parmi les personnels de l'éducation nationale. Pourvus d'un exceptionnel sentiment de sécurité de l'emploi, ils sont néanmoins dépourvus d'un sentiment de solidarité à l'égard de leurs élèves, de leurs familles et du reste des travailleur.euse.s en général, sans parler des « marginaux », catégorie sociologico-policière, de plus en plus utilisée par ceux qui pourraient craindre le déclassement pour elleux-mêmes.

À Rennes, « la prise de la Maison du Peuple », le 1er mai 2016, s'inscrit dans une vague d'occupations de lieux symboliques, comme le Théâtre de l'Odéon à Paris, pouvant servir de lieu de réunion et de convergence réelle, physique, des composantes individuelles du mouvement social. Dans la plupart des cas, les occupations ne durent que quelques heures ou quelques jours. À Rennes, cela va durer un peu plus, 12 jours, et un supplément de 3 jours en guise de baroud d'honneur.

L'originelle Maison du Peuple était devenue une salle de concert mythique, La Cité, tombée en désuétude grâce à un abandon relatif et bien calculé par la municipalité « socialiste », soucieuse de la tranquillité du voisinage bourgeois. Cette occupation crée un véritable appel d'air. Le lieu est investi 24h/24 par une foule enthousiaste. Les assemblées générales réunissent à peu près tous les courants du mouvement social, syndiqué.e.s ou non, étudiant.e.s ou pas, des cheminot.te.s aux comédien.ne.s., *Radio Croco*, apparaît sous la forme d'une antenne, d'un local de quelques mètres carrés et d'une fréquence – FM 100.3 – avec des émissions en permanence et une réelle audience locale pour une radio pirate naissante.

Je me suis éloigné de l'Université, dans mon récit car, dans les faits, ce n'est plus l'épicentre de la mobilisation à ce moment-là. Ce n'est plus le lieu où je peux être le plus efficace. Dans le même temps, de nombreux.ses universitaires sont à la Maison du Peuple. Les manifestations, les occupations, les blocages économiques, les émeutes s'enchaînent en ce printemps 2016. La répression policière noie le centre ville de Rennes sous les lacrymogènes, nous collectionnons les balles de LBD... pour conjurer la trouille peut-être. À la Maison du Peuple, les marginaux.ales et les « cassoces » assurent les rondes de nuit, les basses tâches de sécurité, de logistique, de ravitaillement, de ménage, de protection incendie, etc., sans pour autant gagner en légitimité dans les prises de paroles et encore moins dans les prises de décision. Les Nuit Deboutistes sont décrié.e.s par les étudiant.e.s et les syndiqués pour leur manque de cohérence, leur absence de ligne politique claire et, surtout leur manque d'efficacité. Paradoxalement, la Place du Peuple s'est vidée et une large proportion de ceux qui occupent la Maison du Peuple provient de Nuit Debout, sans-abris en tête.

Les questions de la domination masculine et du respect de la parole des femmes sont portées avec une certaine efficacité par les féministes de la fac et génèrent de la conflictualité. Difficile de converger sans but commun. Les « gentils virus », c'est-à-dire les ami.e.s d'Étienne Chouard tel.le.s qu'ils.elles se désignent elleux-mêmes prêchent, les agents provocateurs – les « provos » – distribuent de la mauvaise coke gratuitement et il faut parfois veiller à arrêter un départ d'incendie ici, et à éviter la chute du toit de jeunes étudiants à qui « on » a vendu des anxiolytiques en guise d'ecstasy. C'est un bordel tout de même assez joyeux, entre deux manif et la menace d'un assaut de la police. La signature d'une convention avec la Mairie de Rennes sous les auspices du secrétaire général de la Préfecture offre un sursis. Mais l'intervention du RAID a

finallement raison de l'éphémère phalanstère, de ses moments de grâce, et de ses querelles intestines. Le syndicat Solidaires qui était garant de la convention pour les occupant.e.s reçoit une note de quelques dizaines de milliers d'euros de la part de la Mairie de Rennes.

La Maison du Peuple de Rennes a vécu, le mouvement social de 2016 aussi



Le 49-3 va compléter au plan législatif l'action de l'arsenal policier : nous fermer la gueule, et démonter ce qui pouvait demeurer de protecteur ou d'avantageux pour les travailleur.euse.s dans l'ancien Code du travail « beaucoup trop complexe ». La répression a été violente, systématique et efficace. Les étudiant.e.s ont payé un lourd tribut. L'un d'eux a perdu un œil par un tir de LBD. Les blessé.e.s se comptent par centaines. Des arrestations et du fichage sont effectués par la police à l'hôpital et nombreux.ses sont ceux qui profitent du secours secret de médecins militant.e.s en plus des soins des médecins. Le préfet Strzoda sera récompensé par le futur occupant de l'Elysée. Sa « gestion de la crise » y est

sans doute pour quelque chose. Macron a déjà gagné. Le Pen presque.

En cet été 2016, nous ne sommes pas capables de revenir sur notre défaite. Les congés scolaires et les vacances d'été sont un extraordinaire solvant des mobilisations sociales. Le moment où les cinq semaines de congés payées et les deux mois de vacances des personnels de l'Éducation Nationale et des étudiant.e.s, et les quelques semaines des ouvrier.e.s et des employé.e.s français.e.s les placent au-dessus de tou.te.s leurs camarades prolétaires, des États-Unis au Japon, et même de l'Allemagne à l'Espagne. Sans parler du Togo ou du Brésil. Pour les étudiant.e.s, c'est aussi l'occasion de gagner leurs vies ou leur argent de poche suivant les classes sociales. Après des mois de grève, c'est souvent indispensable.

Pourtant quelques points positifs surnagent : des médias de lutte, indépendants, autonomes, ont été créés sur de nombreux supports : numériques, papiers, radio, tant à Rennes (*Ouest Torch*, *Radio Croco*, *Noctambule*, *Expansive*, etc.) que dans de nombreuses villes. Les liens tissés entre militant.e.s au-delà des chapelles perdurent parfois aussi. Nous nous retrouvons de ZAD en blocages et de blocages en manifs. Au final, les questions concernant les oppressions des minorités, de genre et de race, ont gagné du terrain à Rennes 2, à l'Université en général et bien au-delà. Rien n'est réglé, mais un mouvement puissant porte des conceptions morales renouvelées, des volontés de transformations sociales jusque dans les relations interpersonnelles. Et effectivement, si nous ne transformons pas nos pratiques, militantes, sociales, personnelles en fonction de nos convictions, il me paraîtrait vain d'espérer convaincre qui que ce soit.

À force d'exactions filmées sous tous les angles et grâce à l'acharnement des proches de victimes, des victimes elles-mêmes et de militant.e.s, les crimes et les violences des forces de sécurité, et en particulier celles commises par la police

nationale, font l'objet d'une attention accrue de la part des médias dominants, des associations de défense des droits humains, des syndicats, des partis politiques et, en définitive, de la part de l'ensemble de la société. Cependant, malgré cette modification progressive du rapport de force, malgré l'extension à de nombreuses catégories sociales, les méthodes répressives réservées jusqu'à récemment « aux racailles » tout comme le traitement judiciaire et disciplinaire de l'immense majorité des affaires sont couverts par l'impunité. Quand une condamnation tombe, elle demeure la plupart du temps très légère, pour disparaître au fur et à mesure des appels, recours.

Un goût d'after ratée

La campagne 2017 pour les présidentielles laisse peu de place à la réflexion politique. Le mouvement des « ingouvernables » est plutôt isolé avec le slogan « Ni Macron, Ni Le Pen ». À Rennes et ailleurs en France, l'élection présidentielle entérine le fiasco d'un mouvement qui a servi de tremplin à ses principaux adversaires. À la rentrée, l'AG interpro se relance sans parvenir à mobiliser beaucoup au-delà du premier cercle d'irréductibles. Étudiant.e.s et autonomes « protégé.e.s » parfois par les chasubles siglées CGT ou Solidaires, nous bloquons pourtant des péages, des ronds-points, des entreprises, avec une belle efficacité vue la faiblesse du nombre. La lutte contre les ordonnances Macron en 2017 ne sera, pour moi, qu'un combat d'arrière-garde, avec cependant quelques victoires limitées, notamment pour les rémunérations des chauffeurs routiers.

Fin 2017, les effectifs militants ont fondu. Les arrestations, les incarcérations, les tabassages, les interdictions de manif, mais aussi les divisions internes ont eu raison de la détermination de beaucoup. L'échec du mouvement social de 2016 contre la Loi Travail et son monde et le

peu de réflexions collectives sur les raisons de cet échec, empêchent que nous valorisions ces expériences et nous autorisent à répéter les mêmes erreurs autant qu'à en commettre de nouvelles. D'autres mouvements sociaux ont depuis fleuri et fané. Les victimes des forces de sécurité s'allongent régulièrement en une liste dont nous ne parvenons pas à apercevoir la fin. Certain.e.s résistent, d'autres s'immolent, tandis que l'Université devient un projet entrepreneurial presque comme les autres. Le nationalisme est plus en vogue que les vaccins, sous divers masques, sécuritaires, sanitaires, protectionnistes. Les drapeaux tricolores l'emportent désormais souvent dans les manifestations sur le rouge et le noir. À suivre...

Je me suis fait fracasser la gueule en décembre par les flics

PAUL

En décembre dernier, lors d'une manifestation, la police a chargé la tête de cortège dans laquelle tu étais...

Oui, je me suis fait fracasser la gueule en décembre par les flics. Le 12 décembre 2019, dans les premières manifs contre la réforme des retraites. Ils ont chargé dans le tas dans une zone où on ne pouvait pas se replier, coincés par les syndicats derrière. Grabuge. Les premiers rangs ont tout pris dans la gueule. Après coup, je me suis dit que j'ai eu du bol parce que j'ai tourné la tête et que je me suis tout pris dans les dents et pas à l'arrière du crâne. Le choc a pas été particulièrement violent mais je me souviens que c'était une impression : « tout est pété ! ». Je sentais qu'il y avait des bouts dans ma bouche, c'était une sensation ignoble puis le sang qui commençait à couler. Je me suis retourné face à eux en leur montrant ma bouche et en levant les mains pour leur dire : « c'est bon, là j'en peux plus, vous avez réussi à me péter la gueule, alors basta ! ». Je me suis repris des coups de matraque, avec pour finir un coup de pied dans le cul. C'était parfaitement humiliant.

On imagine bien...

La charge m'a aussi marqué parce que je n'étais pas dans les tout premiers rangs, mais j'ai quand même très bien vu ces flics débarquer de nulle part en hurlant, matraque à la main. Ça m'a fait prendre conscience que non, ce n'était pas seulement l'exécution d'un ordre, mais aussi une interprétation de celui-ci. On leur a tout de même pas dit d'hurler comme des Vikings. Ils se sont clairement lâchés, alors que nous étions sur le parcours officiel et qu'il se passait rien et qu'il y avait pas eu de provocations à leur égard parce qu'ils étaient planqués dans une rue perpendiculaire et qu'on ne les avait pas vus.

Donc trois dents niquées plus tard, j'ai été pris en charge par un monsieur d'une cinquantaine d'années qui a eu pitié de moi quand il a vu ma tronche. Il m'a amené dans une pharmacie et puis après c'est un camarade de manif qui m'a amené jusqu'au métro pour aller aux urgences. Je me suis gouré de sens pour aller au CHU. Arrivé aux urgences, j'attends – pas trop –, j'ai des amis qui m'amènent les papiers, ma chérie qui m'amène des vêtements de rechange parce que j'étais trempé de sang. Ma sœur et son chéri qui arrivent, ma mère qui débarque après... Les soins ont duré plus de trois heures, allongé, avec le sang qui montait à la tête et à sentir tout. J'ai dû avoir une vingtaine de piqûres d'anesthésie pour ne rien sentir des travaux. J'ai le souvenir de sortir avec la bouche toute enflée, avoir voulu fumer une clope et renoncer parce que c'était pas possible avec la bouche que j'avais. Je sentais plus rien. Après, la bagnole, choper les médocs et aller chez ma chérie. Là, je me suis posé sur le lit et je me disais, « bon, c'est fini, c'est tranquille », calme ! Je suis allé sur Facebook voir s'il y avait des traces et là j'ai vu la vidéo de la charge. Là, j'ai fondu en larmes, grosse redescende d'adrénaline. Pendant quelques jours, regarder cette vidéo me faisait mal mais je vérifiais sur les

différents enregistrements si on me voyait au cas ou, pour la plainte qui allait suivre.

Les premiers jours étaient pas extrêmement durs à tenir. Physiquement, au niveau de la bouche, ça a été mieux assez vite : les lèvres se sont dégonflées petit-à-petit, j'ai pu reparler normalement. Mais c'est après, surtout. C'était juste une énorme fatigue tout le temps. Et avec la fatigue, des problèmes de tension, notamment dans l'œil. Et après, il y a eu aussi d'autres soucis : d'abord les cauchemars de charge en veux-tu en voilà, puis une sorte de réflexe de douleur comme si je revivais le moment et que ça répétait tout. J'avais l'impression de déplacements de la mâchoire parce que la bouche n'est plus formée de la même manière. C'est très perturbant quand même. J'ai reporté pas mal de choses à cause de ça... Mais le plus dur ça n'a pas été le physique, ça a été psychologiquement plutôt...

Tu peux m'en dire davantage sur ce point ?

Oui. C'est qu'à un moment, tu te sens plus capable de faire quoi que ce soit. Même au niveau des cours, des cours de langue, quand je parle je perçois un léger zozotement et ça me perturbe. Ça me bloquait d'aller en cours avec des collègues pas très enclins à comprendre ce qui m'était arrivé. Il y avait une question qui m'entêtait, c'était : « qu'est-ce qui se passe, s'ils se foutent de ma gueule ? ». J'avais l'angoisse de mal le prendre ou même de péter un câble, que la pression sorte d'un coup à la gueule de quelqu'un et je n'ai pas envie de ça. Il y a eu aussi un truc très perturbant, c'était la perte de mémoire immédiate où j'étais en train de dire quelque chose et j'oublie ce que je viens de dire. Tout ça mêlé, c'est juste une horreur à vivre. Ça a duré jusqu'à début février quand j'ai eu des projets assez lourds à organiser et, du coup, en me concentrant dessus, ça m'a permis de penser à autre chose. Ça m'a aidé. Il y a aussi eu des nuits durant lesquelles je n'arrivais

plus à dormir. Du coup, je dormais la journée, ça me décalait et donc ça produisait de la merde fondamentalement. Je n'étais plus en phase sur rien. Difficile... même avec le soutien des copains, qui sont tout de même pas là pour te soutenir tout le temps.

Tu as pu avoir du soutien ?

Alors ça, énormément ! J'ai eu énormément de soutien. Ma famille, tous mes amis, des amis de mon père, même des gens que je ne connaissais pas bien, il y a plein de gens qui ont explicitement affiché leur soutien. Il y a eu une vraie solidarité étudiante et ça faisait vraiment du bien de voir que des gens trouvaient quand même ça atroce de se faire péter la gueule gratuitement et qu'on peut pas laisser faire. Il y a même eu une cagnotte organisée par l'Armée de Dumble-dore [syndicat étudiant local] qui a recueilli près de 400 € pour couvrir mes frais dentaires. J'ai trouvé ça super. Pour moi, c'est immense. C'est deux mois de l'argent de mes parents ! Mais ça a aussi été perturbant dans la mesure où on passe de « on est rien » à une figure de martyr de la répression policière. Quand l'Armée de Dumbledore a monté cette cagnotte, je leur ai demandé de préciser que je n'étais pas adhérent au syndicat, pour bien dire que j'étais quelqu'un de lambda, enfin quelqu'un comme bien d'autres qui manifestaient.

Tu as pu bénéficier d'un soutien psychologique de la part de professionnels de santé ?

C'est en cours. Je ne suis pas certain d'en avoir besoin, mais j'ai fait la démarche parce que... pour être sûr que tout va bien. Fondamentalement, j'ai l'impression que tout va bien mais je suis pas sûr. Peut-être que c'est ma conscience qui me dit de me dire que ça va, mais que j'aurais tout de même besoin d'aide. Je sais pas trop. Je suis perdu par rapport à ça...

Tu as porté plainte ?

Oui, auprès de l'IGPN, qui dans un premier temps a accepté la plainte. Après il a fallu envoyer un courrier au procureur de la République. C'était ça ou se rendre dans un commissariat pour déposer plainte contre les collègues du type qui prend ta plainte... pas trop sûr que ça soit efficace. Ça m'a coûté de faire cette démarche parce que ça m'a obligé à me remettre dedans. Ça a été dur de refaire un texte pour expliquer qu'on a subi une injustice, qu'on s'est fait péter la gueule assez salement et que ça nous a trauma... bah c'est pas simple. Surtout en s'adressant à des gens qui ne sont tout de même pas très fairplay à ce niveau-là. J'en attends pas grand-chose en plus. Je le fais pour mes parents. C'est eux qui ont poussé pour que je porte plainte, mais moi j'attends surtout d'être recensé parmi les autres violences policières, qui évidemment ne s'arrêtent pas. J'ai d'autres amis qui ont eu des soucis en manif : commotion cérébrale, gros coups de matraque. Ce qui est important, c'est que les faits soient reconnus comme tels, plus qu'une compensation financière ou quoi que se soit d'autre.

Tu retournes en manif ?

Depuis, j'ai un peu la trouille. Les premiers jours d'après c'était un peu « bon bah c'est fini pour moi maintenant ! », « J'irai plus manifester ». Mais non, je me suis pas laissé faire parce que précisément ce genre de violences, c'est fait pour te clouer chez toi. Ils ont voulu nous casser la gueule, c'est clair, mais ils ont surtout voulu nous faire peur. Donc je me suis dit que fallait pas qu'ils gagnent sur ce plan. J'y suis retourné. Les premières manif que j'ai refaites, c'était en janvier et j'étais accompagné de deux-trois amis, mais repasser au même endroit où je me suis fait péter les dents, ça a été, la première fois, un choc pour de vrai. Depuis ça va beaucoup mieux. Je vais moins en manif, là maintenant,

parce qu'il y a tous les projets qui tombent en même temps et qu'il faut privilégier certains trucs, mais dès que je peux, j'y retourne, c'est certain. Je peux pas laisser ce combat-là se faire bouffer par la police et le gouvernement.

« Des témoignages comme celui de Paul, il y en a beaucoup. À Rennes, depuis 2016, quand tu vas en manif, tu sais que tu prends des risques. Ça peut mal finir. Le meilleur moyen de limiter les risques, c'est le nombre et la solidarité. Rester ensemble, faire masse.

Sauf qu'à Rennes, le cortège syndical joue sa partition et, à quelques exceptions près, pas question de soutenir les jeunes et le cortège de tête. Font chier. Ils ont une responsabilité dans les cassages de gueule. »

La police rennaise est dans les clous. Et même, elle les enfonce

HARZ-LABOUR¹

Elle a eu son préfet Strzoda comme d'autres ont leur préfet Lallement, elle suit avec plaisir les consignes répressives visant à terroriser, et les devance même, mais surtout elle opère en roue libre entre mœurs basement miliciennes et faux habits républicains. Les policiers rennais savent tout faire et ils s'y appliquent ; le meilleur étant souvent le pire, selon le point de vue. Le pouvoir les remercie à l'occasion (et la justice se range derrière la police, sauf exceptions), les victimes apprécient moins, jamais contentes.

L'insécurité policière à Rennes, un bilan non exhaustif des années récentes

Nous partons arbitrairement de 2015, sachant que ces pratiques délétères n'ont rien de bien nouveau, les quartiers populaires ou dits « sensibles » en font les frais depuis longtemps : en juin 2018, ayant effectué un recensement jusqu'alors inédit de sa part, l'Inspection Générale de la

¹ « La grève » en breton. *Harz-Labour* est une publication à périodicité aléatoire, écrite et distribuée dans les luttes, au gré de l'actualité, des mouvements sociaux, des événements sur la ZAD, etc. Cet article a été une première fois publié au sein du numéro 30 de la revue.

Police (IGPN), révèle que, sur l'ensemble du territoire français, 14 personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées lors d'opérations policières depuis moins d'un an. Les associations qui travaillent sur le sujet évoquent le plus souvent une moyenne de 15 morts par an des mains de la police, en grande majorité des Noirs, Arabes ou Roms.

[Source : La police des polices révèle le nombre de morts dans des interventions, Libération, 26 juin 2018]

Jeudi 24 et vendredi 25 novembre 2015, huit personnes vivant à Rennes, réputées « écologistes et d'extrême gauche », sont assignées à résidence, interdites de la région Île-de-France. Elles doivent pointer trois fois par jour au commissariat central de Rennes. Il s'agit évidemment d'empêcher leur présence à la conférence internationale sur le climat (COP 21) qui se tient à Paris en cette même période (du 30 novembre au 12 décembre). « Aucun d'entre eux [n'avait] jamais été inculpé pour des faits de violence ou de troubles à l'ordre public. »

[Source : COP21. Des militants assignés à résidence à Rennes, Ouest-France, 28/11/2015]

Nuit du 2 au 3 décembre 2015, Babacar Gueye, Sénégalais de 27 ans, est tué de cinq balles par un agent de la BAC, dans le quartier de Maurepas. Dans cette affaire, entre de multiples atermoiements judiciaires, on peut noter que des pièces à conviction – l'arme du crime et les deux chargeurs – ont été détruites par erreur (!) lors d'un tri des scellés ; que les cinq balles n'ont pas été tirées de face, l'une d'entre elles est même passée par l'une des fesses. Les policiers, les enquêteurs ou le procureur peuvent-ils continuer d'invoquer la légitime défense pour justifier le geste du meurtrier ? Ce dernier n'est toujours pas inculpé pour homicide. Il a été muté à Saint-Brieuc et n'est ni mis à pied, ni désarmé, ni inquiété, car placé sous statut de témoin assisté.

[Source : Blog Mediapart du collectif « Justice et vérité pour Babacar Gueye », 14 octobre 2019]

28 avril 2016, en pleine manifestation contre la loi Travail, Jean-François Martin, étudiant en géographie à Rennes 2, reçoit un tir de LBD 40 (lanceur de balles de défense) au visage, il perd l'usage de son œil. Le soir même, le préfet Patrick Strzoda ose déclarer qu'aucun flashball n'a été utilisé par les forces de l'ordre. Pour beaucoup, Strzoda est l'homme responsable de la « militarisation progressive des forces de l'ordre face aux manifestations contre la loi El Khomri à Rennes ». Il sera bientôt promu chef de cabinet de Bernard Cazeneuve, puis d'Emmanuel Macron devenu président de la République. Dans le cadre de l'affaire Benalla, la commission d'enquête du Sénat met en cause le témoignage de Patrick Strzoda, supérieur hiérarchique du cogneur de service, celui-là même qui l'avait autorisé à être présent le 1er mai 2018 sur le parcours de la manifestation, notamment place de la Contrescarpe. Sans surprise, l'affaire est finalement classée sans suite. En 2016, sollicité par l'AFP, le procureur de la République de Rennes, Philippe Astruc, déplorait que ce dossier n'aie « pas été traité avec la célérité qu'il méritait » et s'était engagé à transmettre ses réquisitions « pour la fin du mois de février ». Il présentait aussi ses excuses à Jean-François Martin. Cependant, bientôt quatre ans après les faits, aucun policier n'a été mis en cause, alors que le défenseur des droits a demandé « des poursuites disciplinaires » contre les deux policiers ayant effectué des tirs de LBD ce jour-là.

[Sources : À Rennes, la mécanique de la répression policière, Mediapart, 13 mai 2016 & 20 minutes 14/01/2020 & Affaire Benalla : Patrick Strzoda blanchi par le parquet, Libération, 27 juin 2019]

Mai-juin 2016, pendant le mouvement contre la loi El Khomri, outre diverses et répétées exactions de la police

(insultes, coups, menaces de viol, etc.), qui pousseront notamment deux journalistes violentés (le 2 juin) par des agents de la CDI à porter plainte, un jeune homme est littéralement kidnappé par des agents, et il est assailli de coups. Coups de casques, de poings, de pieds. Les policiers entreprennent ensuite de le dévêtir, lui arrachent ses vêtements, lui annoncent qu'ils vont le jeter dans la Vilaine. Il est traité de « Sac à merde ! » Et les coups redoublent. Les agents lui demandent de poser pour une photo, il refuse. On le force. « C'est pour nous ». S'agit-il moins d'alimenter un quelconque fichier que de conserver une trace de l'humiliation qu'on fait subir à un « ennemi » ? Le véhicule est enfin arrêté près du canal Saint Martin, mais des passants apparaissent au loin, éventuels témoins ; la victime est alors abandonnée sur la rive...

[Source : Pratiques sauvages d'une police à gueule de milice, Mediapart, 16 juin 2016]

20 juillet 2017, le major Philippe Jouan, l'ex-patron de la Brigade anticriminalité (BAC) de Rennes, est condamné à 10 mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel pour les coups portés sur Benjamin, 23 ans, dans un bar PMU de Rennes, et surtout pour la falsification du Procès Verbal.

[Source : Sortie de piste pour « le shérif » de la BAC de Rennes, Mediapart, 27 juillet 2017]

30 juillet 2017, deux hommes éméchés se disputent sur le bord de la chaussée, avenue Janvier. Des riverains appellent la police. Venus de la gare voisine, trois membres de la police de l'air et des frontières surviennent. Les deux hommes prennent la fuite en voiture. Les policiers tirent. Le chauffeur, Baptiste, est tué. Baptiste était, comme on dit, « membre de la communauté des gens du voyage ». La famille n'a pas porté plainte.

[Source : Mort de Baptiste sous les balles de la police à Rennes, Expansive.info, 3 août 2017]

19 janvier 2019 à Rennes, un manifestant de 27 ans, Gwendal Leroy, est gravement blessé par une grenade de désencerclement durant une manifestation de Gilets jaunes. Il perd l'usage de son œil blessé. « La responsabilité pénale du policier auteur du jet d'une grenade de désencerclement à l'origine des blessures graves, me paraît, en effet, devoir être examinée dans le cadre d'une information judiciaire permettant d'offrir toutes les garanties tant à la victime qu'au policier mis en cause. », déclare le 10 janvier dernier (2020) le procureur Philippe Astruc à l'AFP.

[Source : Gilets jaunes : À Rennes, une enquête judiciaire ouverte après la perte d'un œil d'un manifestant, Huffingtonpost, 11 janvier 2020]

17 décembre 2019, le tribunal correctionnel de Rennes condamne le policier Éric Reculosa, ancien responsable des débits de boissons à Rennes, à trois ans de prison. Une peine assortie de cinq ans d'inéligibilité et d'interdiction d'exercer des fonctions administratives. Absent à l'audience, Éric Reculosa, déjà révoqué de la Police nationale, est jugé coupable de corruption passive et trafic d'influence passif. Le prévenu s'était fait remettre 32 500 euros en liquide entre janvier 2012 et mars 2014 par un patron de bars.

[Source : À Rennes, un policier condamné pour avoir soutiré 32 500 euros à un patron de bars, Le télégramme, 17 décembre 2019]

9 janvier 2020, minuit trente, avenue du sergent Maginot, une jeune fille de 21 ans prénommée Maëva descend d'un bus et traverse la chaussée sur un passage piéton, sur la voie centrale réservée au bus (mais que la police peut emprunter) une voiture de la brigade canine banalisée déboule à vive allure, sa sirène n'est pas activée, elle écrase Maëva et un

jeune homme qui traversait en même temps. Maëva est morte quelques heures plus tard au CHU de Rennes. L'autre piéton également renversé est grièvement blessé, une opération chirurgicale a dû être pratiquée. Fin janvier, la famille de Maëva annonce qu'elle prend contact avec une association d'aide aux victimes en vue de porter plainte. Avec la mort de Maëva nous voici à trois morts par la police en quatre années.

[Sources : Jeune femme tuée par un véhicule de police à Rennes ; les premiers éléments de l'enquête, France Bleu Ille-et-Vilaine, 9 janvier 2020 & La mère de Maëva va porter plainte, Ouest-France, 31 janvier 2020]

25 janvier 2020, on apprend qu'un responsable de la Compagnie départementale d'intervention (CDI) est mis en examen pour « violence par personne dépositaire de l'autorité publique ». Lors d'une manifestation contre le projet de loi El Khomri, le 31 mars 2016, alors qu'il avait été jeté à terre par une charge de police, un syndicaliste de 61 ans avait été frappé à plusieurs reprises par des agents. Quelques mois plus tard, en première instance, c'est pourtant la victime qui est reconnue coupable d'avoir jeté des projectiles sur les forces de l'ordre et condamnée à six mois avec sursis ! En appel, la justice relaxera le manifestant toutefois de ce chef d'inculpation. Aussitôt le syndicaliste porte plainte, l'IGPN (Inspection générale de la police nationale) est saisie, mais l'affaire se voit classée sans suite en mai 2017. Alors une nouvelle plainte est déposée, avec constitution de partie civile. Cette plainte aboutit, événement inhabituel même si, comme le relève Le Télégramme (25 janvier 2020) : « Cette mise en examen intervient dans un contexte particulier. En janvier 2019, un manifestant rennais a été éborgné par la police. Une information judiciaire pour blessure involontaire a été ouverte. En décembre dernier, un ancien policier a été condamné à trois ans de prison pour avoir perçu des enveloppes de liquide d'un patron de bar qui

souhaitait se prémunir des fermetures administratives. »

[Source : À Rennes, un policier mis en examen pour des violences sur un syndicaliste, Le Télégramme, 25 janvier 2020]



28 janvier 2020, la Compagnie départementale d'intervention (CDI) brutalise des lycéens qui participent au blocage de leur établissement (le lycée Victor Hélène Basch) dans le cadre du mouvement d'opposition à la réforme Blanquer. « Trois d'entre eux [sont] blessés, dont l'un évacué par les pompiers. Il passera la journée sous surveillance aux urgences pour une possible commotion cérébrale. Monsieur Philippe Le Rolle, proviseur du lycée, déclarera à la mère de celui-ci qu'il n'y a guère eu de violences policières devant son établissement. » Deux jours plus tard, le 30 janvier, alors qu'une fumée épaisse s'échappe d'un bâtiment voisin et que les pompiers sont sur place « le proviseur Le Rolle, au détriment des consignes de sécurité les plus élémentaires, ne fait pourtant pas évacuer les locaux. Les classes de première ont donc continué à composer leurs épreuves, toujours encadrées par la CDI... »

[Source : « Tout le monde déteste les e3c, Lundi matin, 4 février 2020. »]

Dans un article de ce mois (février 2020), Le Mensuel rennais rapporte également qu'en moins de quatre ans cinq policiers rennais se sont suicidés, dont trois sur leur lieu de travail. Exemple : le 13 janvier dernier, cet officier de 52 ans qui s'est tué avec son arme de service, au Centre de Rétention Administrative de Saint-Jacques de la Lande. Le même article fait état d'une « drôle d'ambiance » (selon un témoignage) au commissariat de la tour d'Auvergne. Bien des Rennais confirmeront que la « drôle d'ambiance » est aussi pour leur pomme, et qu'ils s'en passeraient volontiers.

« Pendant le mouvement de 2016, avec d'autres camarades on a été de toutes les actions et puis une fois je me suis faite ramasser par les keufs. Ils ont réussi à me foutre la trouille, à me faire craquer. Je chialais tout ce que je pouvais et ça les faisait marrer. J'ai eu droit aux insultes sexistes, aux intimidations physiques, aux menaces. Je me suis vraiment sentie en danger. Légalement, j'ai juste eu un rappel à la loi, c'est-à-dire rien, mais ça m'a complètement déstabilisée. Ils ont réussi à casser ma détermination et j'ai mis des semaines à revenir en manif. Encore maintenant, dès que je pars en manif, j'ai quand même la boule au ventre et vous le dire, ça me donne encore envie de chialer. Je suis traumatisée en fait. »

Seine-Saint-Denis. Les policiers boudent le procès pour violence envers un CRS

NATHALIE REVENU - *LE PARISIEN*¹

Le sociologue Nicolas Jounin était jugé ce vendredi en appel à Paris pour des violences envers un CRS lors d'une manifestation en 2016. Il a nié être l'auteur des coups et regretté l'absence de ses contradicteurs.

Pas de banderole et de calicot de la CGT devant le majestueux palais de justice de Paris, comme cela avait été le cas en octobre 2016 lors du premier procès en correctionnelle à Bobigny. Nicolas Jounin, sociologue et militant à la confédération, comparaissait devant la cour d'appel de Paris ce vendredi pour des violences contre un CRS. En avril 2016, lors d'une manifestation contre la loi Travail à Saint-Denis, le gardien de la paix avait été violemment percuté en plein thorax et était parti à la renverse, puis un coup de pied lui avait été asséné à travers la visière de son casque.

Il se trouvait parmi 200 manifestants contre la loi Travail

Nicolas Jounin, qui se trouvait parmi les 200 manifestants,

1 <https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/seine-saint-denis-les-policiers-boudent-le-proces-pour-violences-envers-un-crs-06-12-2019-8211549.php>.

avait été interpellé et placé en garde à vue. Le témoignage à charge du commissaire David Le Bars, alors en poste à Saint-Denis, avait pesé lourd dans la balance. Le sociologue avait été condamné à six mois de prison avec sursis.

Trois ans ont passé. Dans la salle, une trentaine de fidèles soutiens assistent au procès. Le gardien de la paix, qui ne s'était pas porté partie civile, n'est pas présent. Il avait indiqué qu'il n'avait pas pu identifier son agresseur car il était à demi conscient.

Le témoignage à charge de l'ex-commissaire de Saint-Denis

Le commissaire Le Bars n'est pas là non plus. Il est devenu entre-temps secrétaire général du syndicat des commissaires de la police nationale. Me Kempf, avocat de la défense, le déplore : « Il a été convoqué à la demande du ministère public. C'est un mépris de l'institution judiciaire. Lorsque cette condition n'est pas respectée, c'est la relaxe ! Il n'a pas pu y avoir de discussion contradictoire avec l'accusé ».

Ce jour de contestation, le commissaire de Saint-Denis se tient à quelques mètres du cortège, derrière le cordon de CRS. Son témoignage peut être capital. « J'ai vu personnellement l'individu renverser et piétiner à coups de pied le fonctionnaire à travers la visière de son casque », mentionne-t-il dans un procès-verbal. Il donne une description physique très précise du manifestant « blond avec une calvitie naissante ».

« Les policiers peuvent se tromper »

Vidéos à l'appui, Me Kempf ébranle la version du commissaire. Tournées par des militants, les images montrent une épaisse fumée suite à un jet de grenade lacrymogène et des manifestants qui courent dans tous les sens. On y voit aussi le commissaire en civil, « aller dans la direction opposée de l'interpellation », commente l'avocat.

« M. le Bars, je ne l'ai vu que sur une vidéo », ajoute Nicolas

Jounin, qui regrette aussi l'absence de confrontation. « M. Le Bars n'est pas très loin. Il dit qu'il le voit porter le coup de pied dans la visière », objecte l'avocate générale qui souligne « un témoignage clair et confirmé d'un commissaire de police ».

« Ce n'est pas parole d'évangile, rétorque dans sa plaidoirie Me Kempf. Les policiers peuvent se tromper. Il a demandé la relaxe pour son client. L'avocate générale a requis la confirmation des 6 mois de prison avec sursis.

Nicolas Jounin sera finalement relaxé par la cour d'appel de Paris.

« Je suis satisfait de cette décision même si je regrette qu'il a fallu attendre quatre ans pour y arriver et que ni la justice ni la police n'a pu ordonner entre temps les investigations nécessaires. »



«Je crains pour mon intégrité physique lors des manifestations. Lors d'une rixe entre des jeunes Portoïis et la brigade anti-criminalité du Port [à la Réunion], une de mes connaissances a perdu l'usage d'un œil à cause d'un tir "involontaire" de *flashball*. Il n'avait que 16 ans lors des faits. J'ai développé depuis une méfiance instinctive vis-à-vis des forces de l'ordre. Par ailleurs, mes parents m'interdisent formellement de prendre part aux mouvements sociaux car ils savent que ces rassemblements ne sont pas sans risque de débordement lorsque l'on est issu d'une minorité visible.»



Communiqué : Des vacataires payés, pas une fac militarisée !

Lundi matin s'ouvrait le premier jour des partiels reportés du premier semestre à l'université Rennes 2, lieu censé être consacré à la recherche universitaire et à la transmission du savoir. Quelle surprise pour les étudiant-es qui s'y sont rendu-es d'avoir été accueilli-es dès 6h du matin par plus de 60 vigiles postés sur toutes les entrées de la fac et de nombreux gendarmes et CRS, les fonctionnaires préférés d'Olivier David. Qu'autant de vigiles soient mobilisé-es, empêchant même la tenue de l'Assemblée générale étudiante mardi dans le hall L, était déjà un scandale en soi. La présence des forces de l'ordre à l'entrée de l'université l'est encore plus. La police sert les intérêts du pouvoir macroniste, qui détruit nos conquies sociaux et l'université. Elle n'a rien à faire en ce lieu d'émancipation.

La scandaleuse réalité est que cette militarisation de notre lieu d'études n'est pas réellement une surprise : la présidence avait en effet annoncé durant les vacances que tous les moyens seraient utilisés pour que les partiels se déroulent. Visiblement, elle considère que vigiles privés, gendarmes et CRS armés sont des moyens appropriés pour réprimer des étudiant-es. Le président de l'université Olivier David n'en était pas à son coup d'essai, rappelons-nous du 9 octobre 2018. Un comble pour celui qui était devenu un meme internet en décembre dernier, érigé grand défenseur des étudiant-es face à l'envahisseur armé en intervenant pour empêcher l'entrée de la police sur la faculté. Notre cher président n'a pas une once d'hésitation quand il s'agit de choisir entre ses intérêts personnels et un minimum de décence et de bon sens quant aux moyens employés pour assurer la tenue des partiels.

En effet, cette intervention policière et armée ne s'est absolument pas déroulée au nom d'une honnête volonté de la part d'Olivier David de vouloir permettre à tout-e étudiant-e de passer en toute quiétude ses partiels. Il va sans dire que cette mascarade est honteuse et dissimule très mal la réalité du paysage politique de Rennes 2 aujourd'hui : les pressions exercées sur le président de l'université Olivier David, menacé d'une mise sous tutelle de la fac, ce qui aurait signifié pour lui la perte de son poste si les partiels ne se déroulaient pas cette semaine. Face à la menace de ses intérêts personnels, Olivier David n'a pas hésité à employer des moyens révoltants pour que les partiels se tiennent afin de conserver sa position. Mais en aucun cas la présence de forces armées sur l'université ne s'explique par un quelconque intérêt pour le bien-être des étudiant-es ; au contraire, c'est leur bien-être qui a été bafoué au nom d'intérêts personnels.

Évidemment tout ce dispositif militariste a eu un coût ; non négligeable puisque selon les vigiles eux-mêmes ils seraient payés 13€/heure, tout ceci de la poche de l'université. La présidence juge donc bon de payer une entreprise sous-traitante pour militariser la fac de Rennes 2, sans doute plus intéressant politiquement que de rémunérer ses vacataires qui sont impayés depuis septembre 2019 ! C'est un scandale dont la présidence ne semble pas se soucier. Plus de 6 mois de salaire en retard et les vacataires de Rennes 2 continuent de donner cours aux élèves, contribuant à eux seuls à la vie intellectuelle et universitaire de la fac, gratuitement, à l'inverse de la présidence qui préfère faire de son campus universitaire un camp militarisé.

Améliorer les conditions d'études et d'enseignement des personnels, et donc des étudiant-es indirectement, devrait être la priorité ultime de la présidence. Elle a encore une fois démontré avoir perdu de vue cet objectif, à supposer qu'elle l'ait eu un jour. Cet épisode n'est ni isolé ni anodin, et il doit être l'occasion de questionner le rôle de la présidence, la place qu'elle occupe et les intérêts qu'elle défend réellement dans les luttes aujourd'hui.

« Le Président n'a sans doute pas d'autre choix que de faire semblant de travailler à maintenir l'ordre académique dans sa fac.

Mais bloquer les examens à ce moment précis n'était peut-être pas une décision très stratégique, notamment pour convaincre les indécis.e.s de nous rejoindre dans la lutte. Difficile à dire... »

Fermeture administrative

ÉQUIPE PRÉSIDENTIELLE PARIS 8

En raison de la journée de mobilisation nationale et en prévision des actions annoncées pour aujourd'hui, jeudi 5 mars 2020, nous avons fait le choix de banaliser les cours de cette journée, afin de permettre à celles et ceux qui le souhaitent de manifester sans être pénalisé.e.s, tout en assurant l'ouverture et un fonctionnement, même réduit, de l'université.

Cependant une tentative d'occupation et des intrusions ont eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi, alors même que depuis plusieurs jours nous assistons à une recrudescence d'actes d'incivilité dans l'université : tags injurieux ou diffamatoires, cours envahis, tables arrachées, salles vidées de leurs tables et chaises... Parce que nous ne voulons pas qu'une nouvelle fois notre université subisse de lourdes dégradations, nous avons décidé de fermer le Campus de Saint-Denis pour la journée. Alors qu'une discussion était en cours avec une organisation syndicale, de nouvelles intrusions ont eu lieu nous conduisant à maintenir cette décision, ce qui n'a pas empêché un groupe de personnes de forcer l'entrée.

Indépendamment de notre opposition à la LPPR, exprimée à plusieurs reprises, nous ne pouvons tolérer de tels agissements.

Réponses des syndicats

Les organisations syndicales sont indignées par la fermeture de l'université, qui n'est pas levée malgré notre demande. Nous avons pris comme une bonne nouvelle la banalisation de la journée. Mais nous considérons cette fermeture comme une entrave au mouvement de grève nationale contre la précarité étudiante, la contre-réforme des retraites et la LPPR, malgré les arguments avancés par la présidence. Le 5 mars est une journée de grève nationale dans l'enseignement supérieur et la recherche. Sous une bâche, sous la pluie et au son de la fanfare, nous sommes toujours aussi déterminés et joyeux et nous invitons les personnels à nous rejoindre à Paris 8 pour partir à la manifestation qui partira de la rue F. Dolto à Paris (RV à 14h) pour se rendre à la Sorbonne.

L'intersyndicale CGT FERC Sup, Dionysoise, Snesup-FSU, Snasub-FSU, SUD Educ.

Jeudi 5 mars 2020.

«La fermeture de l'Université c'est un pavé dans le jardin de la mobilisation. Ça nous retire la possibilité de nous organiser et c'est clairement une mesure pour casser la grève. Le soutien des instances au mouvement est une vaste blague. Ils sont aux ordres et parlent d'"agressivité et de violence du militantisme". Qu'est-ce que ça veut dire "mobilisation nationale dévoyée et instrumentalisée par certains pour répondre à d'autres objectifs" ? »

On ne sauvera pas le monde sans stopper la routine

LUC

Quatre mois. Ça fait quatre mois maintenant qu'un camarade s'est immolé devant le CROUS de Lyon. Et rien n'a changé depuis. Ou plutôt si, tout a continué à empirer, comme toujours. Comme toujours quand l'abattement et la résignation remplacent la détermination collective. Alors pourtant que des pistes d'actions nouvelles avaient été ouvertes par des autoréductions massives dans les CROUS.

La passivité des longs défilés encadrés nous dilue dans le courant d'une rivière qui nous fait oublier tous buts et stratégies. Nous défilons pour défiler. Puis nous retournons en cours. C'est la routine. Mais un peu plus chaque jour, les exams continuent à nous presser, la précarité continue à nous ronger, l'exploitation continue à nous briser. Et ce système continue de manger le monde. Car de la Sibérie à l'Australie, en passant par l'Amazonie, tout brûle déjà ; et déjà les promesses d'avenir sont tachées de cendres. Oh non elles n'ont plus fière allure, quand la seule statistique nous révèle qu'il faudra marcher sur les crânes de nos camarades de promo pour atteindre les diplômes.

Oh non il n'y reste plus guère de rêves, quand toute

l'actualité nous montre que plus aucun corps de métier n'a de conditions de travail désirables, que tous sont en grève, hôpitaux, écoles, pompiers... Du moins quand ils peuvent encore l'être. Que même la carotte de la retraite a été remplacée par une matraque au bout du bâton qui nous frappe sans cesse pour nous faire avancer. Pour nous faire continuer. Encore et toujours. C'est la routine.

Et pourtant tôt ou tard il faudra bien que tout s'arrête, si nous voulons réparer le monde, réparer nos corps, réparer nos rêves. Alors pourquoi pas le 14 mars à Paris ? Ou pourquoi pas jeudi prochain ? Pourquoi pas même ce lundi ? Pourquoi toujours reporter la lutte que nous aurons tou.te.s à mener tôt ou tard pour regagner la dignité de nos vies ? L'AG de Rennes 2 appelle au blocage de la fac ce lundi, ainsi qu'à une grande assemblée à 9h dans l'agora.

Étudiant.es précaires, jeunes révolté.es, gilets jaunes, écologistes... Saisissons-nous tou.te.s de cette occasion pour arrêter la routine, au moins un jour, et échanger collectivement sur la suite que nous voulons donner au monde.

« Vive le socialisme. Vive l'autogestion. Vive la sécu ».

Un étudiant gilet jaune & vert de rage

« Il a raison sur la routine. C'est un peu lyrique son truc, mais dans le fond il a raison. C'est la routine qui nous empêche de déborder. Même quand on voudrait pas, on reste dans des cadres. La routine c'est les habitudes et c'est aussi ne pas se sentir ou ne pas savoir faire autrement. Faut réinventer la vie. C'est ça qu'on ressent plus fort que d'habitude dans ces moments là... »

Florilège #10

PAROLES DE MOBILISÉ.E.S

« La difficulté majeure c'est qu'on est sur plein de fronts en même temps. Les AG des départements et d'UFR avec les personnels, les AG globales étudiantes... Ça fait beaucoup et on est fatigué.e.s. Et comme il va falloir mettre la vitesse supérieure, c'est évident, on se dit que ça va être de plus en plus chaud et difficile. Et puis il faut arrêter d'être dans la discussion et de se fatiguer à essayer de convaincre celles et ceux qui veulent pas se bouger, notamment les profs. Là, la dépression ça commence à monter, alors faut cibler son énergie. »

« Y avait de quoi être vénéralisé, parce que le blocage de lundi, il avait été décidé en AG et quand tu te lèves hyper tôt pour être là et que tu te retrouves à une quarantaine, alors qu'il y a le double de vigiles et des cars de flics tout autour... Forcément, tu chopes les nerfs parce que c'est pas cool. Ils sont où les autres ? Il faut plus de monde pour les actions, mais aussi pour assurer les tâches d'orga. C'est toujours les mêmes et faut que ça change. »

« Là, j'ai grave une dent contre la Présidence ou les syndicats. Quand on voit le fric qu'ils ont mis dans la sécurité, le vide de la fac, et après qu'on vienne nous dire qu'on est des preneurs d'otages, on peut plus laisser passer. Se taire, c'est accepter. Il va falloir qu'on soit plus virulent.e.s. Va falloir arrêter de demander, va falloir prendre ! »

« La bataille, elle est pas que sur les réformes. Si le gouvernement lâche, moi je continue. C'est une bataille ouverte et large. Ouais, d'accord, on est étudiant.e.s, mais c'est une bataille qu'est bien plus large que la fac. Ça concerne pas que la fac. Il faut être aussi à l'extérieur de l'université et être aussi autre chose qu'étudiant.e. »

« Il suffit pas d'informer les gens. Il y a plein de gens informés qui ne se mobilisent pas. Il faut créer des espaces où ils peuvent s'intégrer et faire des trucs. Moi, je retiens qu'on mobilise les gens, pas seulement avec des arguments, mais aussi avec des activités. Faut leur proposer de faire des choses, de s'organiser pour faire des choses et pas seulement de discuter des choses. Perso, c'est un peu ça la leçon que je tire pour le moment. »

« C'est le système de la fac telle qu'elle existe maintenant qu'il faut attaquer. Notre combat c'est pas seulement dire que le système actuel n'est pas bon, c'est pas bien, mais faut aussi faire des propositions, et pas seulement sur le papier. Faut proposer des alternatives concrètes à la fac, aux cours chiantes. Il faut amener des formes nouvelles qui pourraient montrer en acte combien ce qu'on connaît et qu'on subit à la fac, c'est naze. Si t'arrives concrètement à faire la preuve de ça, ça peut changer les choses. Enfin, c'est ce que je crois. »

« Dans les AG globales, on est dans le rapport de force, faut être sûr de ce qu'on dit. Dans les AG de département c'est nettement plus ouvert. Ça discute plus, on cherche ensemble, y compris avec celles et ceux qui sont pas d'accord avec nous. Bon, y a toujours les profs qui balancent toujours au passage un truc un peu piquant vis-à-vis des étudiant.e.s, mais y a un truc beaucoup plus horizontal qui fait du bien. »

« Hier, à la coordination de l'ESR rennais, il y a un contractuel qui a proposé que les réunions se fassent sans les étudiant.e.s. Ça m'a choqué en vrai de voir qu'un contractuel en précarité pouvait proposer de nous foutre dehors, nous les étudiant.e.s, alors qu'on est théoriquement du même côté. »

« Il y a des collègues engagé.e.s dans le mouvement que je ne supporte plus. C'est dur sans doute de dire ça, mais au bout d'un moment, c'est juste qu'ils me donnent envie de prendre mes jambes à mon cou et de les laisser dans leur jus. Je m'explique : il y a des collègues qui s'investissent sincèrement mais dont le niveau et la culture politiques sont juste nuls. Et ils comblent ça par des ronds de manche et du verbiage généralement très corpo qui ne permet pas d'avancer. Ils.elles s'écoutent beaucoup parler, n'hésitent jamais à donner leur avis, mais n'ont aucune vision un tant soit peu stratégique ou politique. Ils.elles ne savent pas faire, n'ont participé qu'à très peu de mobilisations, n'ont guère d'idées sur ce que c'est que de travailler à établir un rapport de force, ont des analyses des situations à l'emporte-pièce, mais plutôt que de se dire qu'ils.elles doivent apprendre et écouter, ils.elles préfèrent

conserver leur posture de faux-sachants et l'ouvrent à tort et à travers. C'est très déstabilisant, parce que parfois, il faudrait les arrêter à chaque fin de phrase pour leur montrer que ce qu'ils avancent est inepte, sans importance, à côté de la plaque. Or ce n'est pas possible de faire ça. Quand en plus ils.elles se fourvoient dans la démagogie vis-à-vis des étudiant.e.s ; alors là, ça devient vite insupportable. J'ai parfois l'impression d'avoir à mener plusieurs combats, dont celui-là : me farcir ces bourgeois-gentilshommes et les remettre à leur place. Que de temps perdu ! Mais c'est hélas inévitable. »

« Des pressions ? Oui il y en a. Certains collègues à des postes de direction te font subrepticement passer le message que, quand même, ce serait pas mal si tu ne faisais pas grève. Avec de fugaces menaces à peine déguisées genre, “ je pourrais ne pas valider ton service ” ou “ je saurai m'en souvenir quand tu auras besoin de moi ”. Ça met de l'ambiance. »

« Y a une prof qui nous a clairement dit qu'elle aimait pas les grévistes, qu'on était là pour bosser et qu'avant de penser à la retraite, on ferait mieux de penser à se trouver du job et que fallait pas compter sur elle pour être indulgente aux exams. Carrément... »

« J'ai envie de dire qu'on mérite ce qu'on se prend aujourd'hui sur le nez, dans la mesure où on a réagi vraiment trop mollement à toutes les mesures qui sont tombées sur la fac depuis le LMD et qui sont toutes allées dans le même sens, la libéralisation de l'ESR. Si tu prends le cas de Parcoursup, c'est un dispositif de sélection qui, agencé avec la

réforme du bac et la LPPR, signe d'une université à deux vitesses qui va renforcer les inégalités au profit des nantis. Sans parler du fait que ça marche très mal. On ne s'est mobilisés que très mollement là-dessus comme sur le reste, comme sur "Bienvenue en France", la loi ORE et j'en passe. »

Appel à la grève illimitée

COORDINATION DES FACS ET LABOS EN LUTTE

La coordination nationale des facs et labos en lutte réunie les 1er et 2 février 2020 à Saint-Denis, aux côtés d'autres secteurs en lutte, a rassemblé plus de 750 étudiant.es, enseignant.es et/ou chercheur.es appartenant à 82 disciplines, ingénieur.es, membres des personnels administratifs, techniques, sociaux, de santé et des bibliothèques (BIAT.O.SS, IT.A), précaires ou titulaires, venu.es de nombreux établissements d'Île-de-France et de 33 autres agglomérations, ainsi que de 5 pays étrangers.

Dans la continuité du mouvement interprofessionnel initié le 5 décembre, la coordination appelle à la grève contre la casse des retraites, la réforme de l'assurance chômage, la sélection à l'université (Parcoursup), l'augmentation des frais d'inscription et en particulier pour les étudiant.es extra-européen.nes (Bienvenue en France), la réforme de la formation des enseignant.es, et le projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR), qui, dans l'esprit de la Loi de Transformation de la Fonction Publique de 2019, va achever la destruction du service public de l'enseignement et de la recherche. Nous savons

que ces logiques néolibérales ne sont pas propres à notre secteur. Elles frappent avec violence tous les secteurs publics et s'intensifient dans les secteurs privés : mise en concurrence systématique, surtravail et travail gratuit, dérives managériale et autoritaire, perte de sens du métier et de son utilité sociale, maltraitance et souffrances des agent.es comme des usager.es, course à la rentabilité, recul de la solidarité, précarisation, bureaucratisation, répression, division internationale inégalitaire du travail scientifique, discrimination selon le genre, la classe, la race, le handicap, la nationalité, l'âge, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, etc. La précarité structurelle et la dégradation des conditions de travail, d'étude et de vie, qui touchent les acteurs et actrices du privé comme du public, affectent d'ores et déjà le monde universitaire.

En effet, l'université et la recherche reposent aujourd'hui sur le travail gratuit, l'exploitation et l'invisibilisation d'un ensemble de travailleur.se.s : membres du personnel d'entretien, de sécurité, de restauration, dont les tâches sont massivement sous-traitées ; membres du personnel technique et administratif ; soignant.es et travailleur.se.s sociales.aux ; étudiant.es ; doctorant.es et post-doctorant.es, vacataires d'enseignement et de recherche. Ici comme ailleurs, cette précarité, qui touche prioritairement et plus durement les personnes appartenant à des groupes discriminés, peut se traduire par le mal-logement et la malnutrition, le manque d'accès aux soins et aux produits de première nécessité, la mobilité forcée, des souffrances psychiques (*burn out*, dépression, anxiété, etc.).

Malgré les déclarations d'intention, cet ensemble de réformes n'offre aucune solution à cette précarité généralisée mais, bien au contraire, l'aggrave. La réforme des retraites, dans un milieu marqué par des carrières tardives et hachées, viendrait prolonger ces situations de précarité après

l'arrêt de l'emploi. Avec la réforme de l'assurance chômage, qui cible les contrats courts, les précaires de l'enseignement et de la recherche voient leur situation s'aggraver. La Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche (LPPR) en préparation dégraderait les statuts et les conditions de travail (CDI-chantier, *tenure track*, généralisation du financement sur appel à projets...). La sélection à l'entrée et l'augmentation des frais d'inscription à l'université détérioreraient encore davantage les conditions d'étude et de vie des étudiant.es, en particulier étranger.es.

Contre cette vision néolibérale et autoritaire, contre la marchandisation des savoirs, nous voulons un véritable service public d'enseignement et de recherche, intégré à une éducation publique de qualité de la maternelle à l'université, financé à la hauteur de ses besoins grâce à un plan d'investissement massif jusqu'à 1 % du PIB pour la recherche publique. Contre la prolifération des emplois précaires, nous voulons un plan massif de titularisation et de création d'emplois statutaires. Contre la précarité étudiante, nous voulons la mise en place d'un salaire étudiant. Contre l'extractivisme scientifique et la colonialité de la recherche et de l'enseignement, nous voulons des relations scientifiques et universitaires fondées sur le partage et la co-construction des savoirs ainsi que sur la libre circulation des personnes. Contre la compétition généralisée, les logiques d'exclusion et de discrimination, nous voulons une université ouverte à toutes, fondée sur la coopération, productrice d'émancipation collective et de justice sociale.

Jusqu'au retrait de l'ensemble de ces réformes, nous continuerons la lutte aux côtés de nombreux autres secteurs, en nous mobilisant au sein de l'enseignement et de la recherche, comme dans les actions interprofessionnelles. Nous condamnons absolument les violences policières et la répression qui s'abattent sur les mouvements sociaux,

comme elles frappent déjà constamment les personnes les plus précarisées et les plus discriminées. Face à l'obstination et à la violence du gouvernement, nous appelons à poursuivre et étendre la grève reconductible dans l'enseignement et la recherche !

Cette motion est adoptée à l'unanimité des votant.es, avec trois abstentions.

La coordination nationale appelle à la tenue d'assemblées générales locales (de laboratoires, de départements, d'UFR et d'universités ; de catégories d'usager.es et de travailleur.ses) afin d'organiser la grève notamment grâce aux modalités d'action suivantes.

Voici la liste des différentes propositions d'action issues des assemblées générales et des ateliers de la coordination nationale des 1er et 2 février 2020.

Mise en place d'une grève réelle et effective

- Bloquer et dénoncer toutes les sanctions pédagogiques et disciplinaires ainsi que les pressions hiérarchiques contre les lycéen.nes, étudiant.es et travailleur.ses mobilisé.es.
- Mettre fin aux heures complémentaires pour tou.te.s les travailleur.ses titulaires.
- Se réunir en rencontres intercatégorielles, interdisciplinaires, inter-composantes, inter-labos pour discuter de la mobilisation.
- Appeler les travailleur.ses de l'enseignement et de la recherche titulaires à :
 - ne plus donner cours pour libérer à tou.te.s du temps pour la mobilisation ;
 - refuser d'organiser les partiels en modifiant si nécessaire les règles de contrôle des connaissances ;
 - pratiquer la rétention des notes et cesser toute forme d'évaluation.

- cesser la remontée des maquettes ;
- refuser de participer aux jurys semestriels ;
- cesser toute activité de recherche (terrains, expériences, traitements de données, rédactions...) ;
- interrompre l'activité des revues scientifiques ;
- annuler l'organisation ou la participation à tous les événements et réunions scientifiques ;
- suspendre jusqu'à nouvel ordre tout appel à communication ou à contribution ;
- n'assurer le travail d'encadrement de la recherche qu'en réponse à des demandes explicites des étudiant.es ou des doctorant.es concerné.es ;
- refuser de recruter des vacataires pour la prochaine rentrée.
- refuser tout contrat LRU, CDI chantier, contrat trop court et vacations abusives ; exiger à la place des contrats de travail en bonne et due forme ;
- participer à l'alimentation des caisses de grève, notamment en reversant des jours de salaire lorsqu'ils ne sont pas prélevés.
- bloquer Parcoursup ;
- refuser de participer aux corrections et aux jurys du baccalauréat et de tous les concours de l'Éducation Nationale ;
- arrêter de gérer les contrats ;
- boycotter et démissionner des systèmes d'évaluation (HCERES, ANR, etc.) ;
- démissionner des responsabilités collectives.

Actions de pression et de visibilisation

- Envoyer massivement des articles aléatoires aux revues prédatrices ;
- Fabriquer un mini-mémo avec les droits et l'explication des réformes ;
- Faire des séances de mobilisation avec les étudiant.es ;

- Faire signer un contrat d'engagement individuel à tout arrêter ;
- Signer les publications « Université publique » ou « Service public de l'enseignement et de la recherche » ;
- Facturer le temps de travail pour l'ANR et l'envoyer à l'ANR.

Pour une mobilisation interprofessionnelle

- Organiser et animer des universités ouvertes et populaires permanentes ;
- Rejoindre et participer activement aux actions interprofessionnelles.

Pour une mobilisation inclusive et solidaire

- Mener des actions juridiques et solidaires des travailleur.ses et étudiant.es étranger.es de l'enseignement et de la recherche ;
- Mener des actions juridiques et solidaires des réprimé.es du mouvement social ;
- S'opposer aux contrôles des titres de séjours des étudiant.es dans les universités ;
- Dénoncer toutes les discriminations dans les procédures de recrutement en France.

La coordination nationale appelle également à ce que les assemblées générales locales se prononcent collectivement sur les revendications suivantes pour mandater sur ces points des délégué.es à la prochaine coordination nationale des Facs et Labos en Lutte qui se tiendra les 6 et 7 mars 2020.

Voici la liste des différentes propositions de revendications issues des assemblées générales et des ateliers de la coordination nationale des 1er et 2 février 2020.

Le retrait des réformes et des projets de réforme suivants

- Réforme des retraites ;
- Réforme de l'assurance chômage ;
- Sélection à l'université (Parcoursup) ;
- Augmentation des frais d'inscription, en particulier pour les étudiant.es extra-européen.nes (« Bienvenue en France ») ;
- Projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) ;
- Loi de Transformation de la Fonction Publique ;
- Réforme de la formation des enseignant.es.

Pour un monde de la recherche et une université égalitaires et non discriminantes

- Mettre un terme aux discriminations dans les recrutements et instaurer l'égalité dans les rémunérations et les responsabilités ;
- Abroger les critères de nationalité dans l'accès aux études, aux postes et aux financements ;
- Garantir à tou.tes les étudiant.es étrangèr.es le droit d'étudier en sécurité administrative et juridique (renouvellement du titre de séjour pendant toute la durée des études) ;
- Garantir à tou.tes les chercheur.ses étrangèr.es un visa ;
- Imposer le respect effectif du droit à utiliser un prénom d'usage ;
- Développer les programmes d'accueil des étudiant.es et chercheur.ses en danger dans leurs pays de résidence ;
- Avoir dans toutes les instances de décision des représentant.es de tou.tes les membres de l'enseignement et de la recherche (précaires, étudiant.es, etc.) ;
- Appliquer des sanctions réelles contre les personnes coupables de harcèlement sexuel et/ou moral ;
- Mettre en place des crèches gratuites dans les universités et les établissements de recherche ;
- Recruter des soignant.es et des travailleur.ses



dans l'enseignement et la recherche

- Une université gratuite pour tou.tes et ouverte à tou.tes ;
- Le respect du droit du travail ;
- La rémunération de toutes les activités invisibles effectuées par les travailleur.ses administratif.ves, techniques et ingénieur.es (BIAT.O.SS et ITA), les enseignant.es et/ou chercheur.ses non-titulaires, les étudiant.es ;
- La revalorisation immédiate des bourses étudiant.es et la mise en place d'un salaire étudiant pour toutes et tous ;
- L'arrêt de la sous-traitance et la réintégration des services externalisés dans nos établissements ;
- La revalorisation des grilles de salaires de toutes les catégories de travailleur.ses et l'augmentation du point d'indice (gelé depuis 10 ans avec un retard de 17 %) ;
- L'alignement immédiat des salaires des non-titulaires sur ceux des statutaires ;
- Un plan massif de recrutement et de titularisation dans toutes les catégories de travailleur.ses de l'enseignement et de la recherche, sur statut de fonctionnaire avec respect des grilles salariales ;

- La titularisation de toutes les contractuel.les et vacataires employé.es sur des fonctions pérennes ;
- L'alignement des primes sur le reste de la fonction publique pour toutes les catégories de travailleur.ses et la transformation des primes en rémunérations pérennes ;
- La fin des primes au mérite ;
- Le dédoublement systématique des TD à partir de 30 étudiant.es ;
- Une vraie formation continue à la pédagogie (avec un temps de travail réservé à cela) pour toutes les enseignant.es ;
- Le passage à 128 h d'enseignement en présentiel pour les enseignant.es, afin de dégager du temps pour l'encadrement des étudiant.es, la réflexion sur la pédagogie et la recherche ainsi que pour partager le travail entre plus de titulaires.

Pour une redistribution égalitaire des budgets de la recherche

- La suppression du Crédit impôt recherche ;
- La suppression de l'ANR ;
- La suppression de l'HCERES ;
- La suppression de l'IUF ;
- L'arrêt des Idex, Labex et autres structures « d'excellence » ;
- La garantie que chaque instance de financement soit composée à majorité d'élus.es ;
- La redistribution égalitaire des budgets des différentes agences, pour arriver à 14 000 euros par an et par travailleur.ses ;
- La gestion collective dans les laboratoires de l'ensemble des financements ;
- Le refus de la logique d'évaluation individuelle

généralisée, notamment pour les BIAT.O.SS et ITA qui y sont déjà soumis.e.s.

Pour un service public de la publication de la recherche

- Refuser la bibliométrie comme outil d'évaluation ;
- Défendre la science ouverte et la libre diffusion des travaux de recherche.

« Quand on a voulu se mobiliser pour X, tu as vu comment ça a fini ? A et B se sont retrouvées chez les flics. B s'est foutue en arrêt ! Quand tu la connais c'est juste impensable. Pour qu'elle en arrive là, c'est qu'elle est au bout du bout. Et C idem ! On leur a coupé les ailes. Les gens, maintenant, ont peur. »

« Ça nous a saoulé la condescendance des profs pendant l'AG du département, genre nous on sait, on est quand même profs à la fac et vous n'êtes que des étudiants. Et vas-y que j'essaie de te placer 3 concepts dans la phrase pour faire sérieux et bien te montrer que t'as encore des trucs à apprendre. C'est nul cette attitude. Il y a aussi l'instrumentalisation des secrétaires. Ils ont demandé à X de venir témoigner, qui nous a fait un speech genre, "moi la grève et les blocages j'en ai plein le dos". Et puis le refrain a été repris en cœur par les profs avec une sorte de culpabilisation : "vous n'allez quand même pas faire souffrir le petit personnel, arrêtez de ne penser qu'à vous". Ça nous a scotchés. On n'a pas su quoi

répondre parce qu'on ne s'attendait pas du
tout à ce genre de discours.

Bon... maintenant on sait à quoi s'en tenir
et on va essayer de les prendre à leur propre
jeu. Y en a, j'ai été déçue de voir qu'ils ne
nous aidaient pas, qu'ils
ne disaient rien, qu'ils se contentaient
de leur motion bien propre en estimant que
c'était déjà bien assez.»

«Votre liberté ego pédagogique,
votre incapacité à vous mettre d'accord,
vos petites idées sur ce que devrait être
l'université et la valeur des
diplômes et vos petits principes passent
avant nos vies et notre santé. Donc
allez vous faire foutre. Et ne nous faites
pas l'affront de nous demander de compter sur
votre bienveillance, parce qu'on la cherche
encore.»



Démissionner

LE COMITÉ DE MOBILISATION DES FACS ET LABOS EN LUTTE

Vous avez signé, il y a quelques jours une lettre de menace de démission de vos fonctions administratives. Celle-ci est toujours en attente d'être publiée dans *Le Monde*, probablement quelques jours avant le 5 mars.

En plus de cela, le 5 mars « Le jour où l'Université et la recherche s'arrêtent », nous aimerions lancer publiquement la campagne de démission et l'annoncer à la presse lors d'un temps de déclaration collective publique à 14h à Paris. Nous ferons une déclaration de grève des fonctions administratives suivie d'un ultimatum pour des démissions effectives au 31 mars (date de la prochaine journée de grève interprofessionnelle). Après le 5 mars, nous rendrons public un compteur qui indiquera tous les 5 jours les nouvelles démissions et fera monter la pression. Accepteriez-vous d'être associé.e.s au texte ci-dessous, qui vous engagerait à cette prise de position ?

Le début de la déclaration reprendra en substance la motion votée lors de la coordination nationale des facs et labos en lutte le 2 février dernier par 750 collègues. La suite est ici : « Aujourd'hui, nous, directrices et directeurs de laboratoires du CNRS, d'Écoles doctorales, de départements d'Université,

d'UFR ou de laboratoires d'excellence, chercheur.ses et enseignant.es-chercheur.ses responsables de formations ou de segments de formation, nous nous déclarons en grève de nos fonctions. Nous n'assurons plus les lourdes charges de travail qui nous incombent, certains depuis le 5 décembre, d'autres à partir d'aujourd'hui. Surtout, nous remettrons nos démissions de nos fonctions administratives au 31 mars si le ministère de l'ESRI n'entre pas dans un processus de négociation acceptable, ayant comme base le maintien de notre système de retraite, le retrait de la LPPR, un plan de titularisation massif des personnels précaires, la création de postes permettant le fonctionnement de nos universités et laboratoires et l'octroi de moyens pérennes pour nous permettre de mener nos activités de recherches ».

Si vous êtes en accord avec ce texte, merci de remplir le Framafom ci-après. Nous défendons l'idée que ce sont l'ensemble des personnels qui font fonctionner l'Université et la recherche, y compris dans les tâches les plus insignifiantes et chronophages. Cependant, parmi la masse des démissions, nous mettrons particulièrement en lumière les démissions des positions de direction (d'UMR, d'EA, de Labex, de département, d'ED, d'UFR, etc.) et celles des évaluateur.ses (ANR, HCERES, CNU). Cette modalité est bien sûr inspirée de la grève de 2004 mais aussi des modalités d'action des hospitalier.es. Si vous occupez cette position, nous vous sollicitons particulièrement : pensez à convoquer des AG dans vos laboratoires ou UFR pour acter collectivement ces démissions et vous assurer qu'elles sont comprises et soutenues. Si vous connaissez des collègues qui occupent ces positions de direction (mais pas seulement !) et sont prêt.es à démissionner, merci de leur en parler et de transmettre ce mail.

Solidairement

Le comité de mobilisation des facs et labo en lutte

Florilège #11

JANUS BIFRONS



« Par les temps qui courent, l'éthique n'est pas un bien durable. Je suis de plus en plus agacée par ces collègues qui prennent la posture, en appellent à de grands principes et bombent le torse, mais qui, à la moindre occasion, s'assoient copieusement sur ces mêmes principes et retournent à la niche sans broncher parce qu'on leur a donné un os à ronger : quelques milliers d'euros pour un colloque, un avancement de carrière, un congés de recherche, une décharge. La paix académique s'achète finalement très facilement. »

« C'est intéressant de constater que ça peut être les mêmes qui, un jour, se font les hérauts des mobilisations, sont vent debout contre la précarité, l'évaluation et la libéralisation accrue de l'institution mais qui, au gré, des situations sont aussi ceux et celles qui ferment leur gueule pour bénéficier d'un contrat doctoral, d'un financement, ou, au contraire l'ouvrent avec zèle pour aller faire les gardes-chiourmes au CNU, les commissaires des enseignements des autres ou aller terminer en douce leur énième même papier, pendant que d'autres sont de toutes les manifestations, de toutes AG, de toutes les initiatives. La critique est un étendard qui perd vite de sa couleur pour devenir l'oriflamme bien pâle des petits intérêts personnels. On en a vu tenir des banderoles pour être sur la photo de classe et se torcher avec le lendemain. »

« Notre université est censée être pourvue d'une commission disciplinaire qui, dans les faits, n'existe pas. Plus exactement, elle n'existe plus car la quasi totalité de ses membres initiaux a démissionné eu égard aux dysfonctionnements et à la partialité de certains de ses membres dont leur présence au sein de cette instance ne sert qu'à couvrir l'équipe présidentielle et l'exonérer de ses responsabilités légales. Celle-ci se fait donc un malin plaisir à conseiller aux personnels en souffrance de saisir cette instance qui ne peut plus siéger faute de quorum, mais dont les derniers membres refusent de démissionner, empêchant ainsi une nouvelle élection qui remettrait en selle cette instance. C'est juste immonde quand on sait que ça sert par exemple à couvrir des faits de harcèlement sexuels d'une grande gravité. »

« Les menaces de démission... Ouais, c'est pas être mauvaise langue que de penser qu'il y a comme un écart entre ceux qui sont réellement prêts à le faire et ceux qui se la racontent et se la jouent, mais n'ont aucune intention de mettre à exécution leurs menaces de pacotille. Il y en a qui sont passés maîtres dans l'entubage et le cocufiage académique. »

« Lui, il est impayable. Il vient de vomir sur la grève en AG et une heure après, sur Facebook, il affiche l'appel à manif du 5 mars. »

« X, je lui foudrais bien mon poing sur la gueule. Il est censé être dans l'opposition, mais il vote toutes les propositions de l'équipe présidentielle en CA, y compris les trucs crapuleux antisyndicaux, par exemple contre Y qui n'était même pas là pour se défendre. C'est faux-cul et faux-fuyant. En échange de son soutien, j' imagine qu'il obtient des trucs pour son UFR, un traitement de faveur ou des trucs pour lui. Mais retourner sa veste à ce point, c'est assez rare. »

« Je reproche à une partie du militantisme cette façade de lutte, quand tout ce que l'on peut observer parfois n'est que cette incapacité à regarder autre chose que son nombril. Mais c'est évidemment simpliste et biaisé par mon expérience personnelle. Peut-être le contexte actuel a-t-il rendu impossible l'inclusion. Ce contexte politique et économique force les individus à être des individus esseulés, qui doivent se battre pour leurs droits et, les leurs seulement, au risque de se faire écraser par la machine du néolibéralisme. Ainsi comment peut-on organiser une lutte, une convergence des intérêts,

quand au même moment la structure de notre société travaille à individualiser ses sujets ? Les individus qui échappent le plus à ce mécanisme se retrouvent à la marge, vivent en communauté hors-sol et ne parlent pas et surtout, ne sont pas compris par les masses. »

« Oui, nous démissionnerons, comme nous nous y sommes engagés et comme nous l'avons déjà fait, il y a déjà plusieurs semaines, pour certain.e.s d'entre nous au sein d'instance comme le HCERES. Maintenant que le temps de la pratique est venu, on constate aussi que certain.e.s collègues rétropédalent lamentablement dans la semoule egocarriériste. Les masquent tombent et c'est tant mieux. Mais que le retour à la niche des faux amis se fasse la semaine où la coordination des facs et des labos en lutte a posé la date du début de la grève illimitée à l'Université, c'est tout de même un peu cracher à la gueule des collègues qui, eux-elles, ont le courage de tenir leurs engagements. La grève, certain.e.s la tiennent depuis le 5 décembre ! Alors c'est pas le moment de flancher ! »

« Jamais vu autant de rétropédalages que sur la campagne de démission. Quand le moment a sonné, il n'y avait plus personne. " Oui, mais tu comprends, à la réflexion, je pense que pour le labo, pour ceci, pour cela..." Pour ma gueule surtout ! Difficile de lâcher son petit pouvoir et la ligne de plus sur son CV. Un bon résumé du pathétique universitaire ! »

Chronique d'une expérience militante. À propos de la lutte pour l'émancipation et les piquets de grève

IZAR

J'ai 21 ans, je suis étudiante étrangère en sciences sociales à Paris et je viens de Villanueva de Gállego, un village de la province de Saragosse. Je suis arrivée à Paris il y a deux ans comme fille Au Pair. Mon village m'était trop petit et j'avais besoin de m'ouvrir de nouveaux horizons. Au départ, j'étais venue avec l'idée d'apprendre des nouvelles langues, mais aujourd'hui je me rends compte que je suis allée bien au-delà. Je considère que j'ai eu beaucoup de chance avec ma famille Au Pair, que je suis un cas exceptionnel. Mon expérience est très différente de celle de la majorité. Le travail des jeunes Au Pair est un type d'exploitation moderne que les agences essaient de masquer derrière l'idée d'un "échange culturel". C'est grâce à nous – les jeunes qui faisons le travail reproductif, comme par exemple s'occuper des enfants, nettoyer ou cuisiner – que les familles riches peuvent se permettre de vivre leurs vies sans trop de soucis.

J'ai commencé à me politiser à Saragosse avec la lutte féministe et LGBTI+. Grâce à mon expérience dans la grève à Paris, j'ai vu de nombreuses portes s'ouvrir devant moi.

Je me suis rendu compte qu'il était possible de renverser le système. Que moi-même je pouvais faire de la politique, que je pouvais m'organiser pour changer le monde, avec d'autres femmes, aux côtés de la classe ouvrière. Avant je pensais que la politique était uniquement affaire des députés de l'Assemblée, aujourd'hui je vois que moi-aussi je peux faire de la politique. J'ai toujours considéré que j'avais une conscience écologiste. J'ai commencé à avoir conscience que la production d'aliments dérivés des animaux avait peu à voir avec la satisfaction des besoins alimentaires. Aujourd'hui, on maltraite des animaux pour produire industriellement et on pollue l'atmosphère et les océans, uniquement pour remplir les poches des grands patrons. Le même système capitaliste qui exploite à la majorité de la population et qui promet à la jeunesse un avenir de chômage, incertitude et précarité, c'est le système qui aujourd'hui brûle les forêts, comme celles de l'Amazonie ou de l'Australie.

Une jeune militante féministe mobilisée contre la réforme des retraites

Alors que Paris se trouvait paralysée et vu qu'aucun moyen de transport ne circulait, j'ai déménagé temporairement chez une camarade qui habitait près du piquet dans lequel on intervenait. Pendant des semaines, on allait au centre de bus de Flandre, dans la ville de Pantin en banlieue parisienne. Dès cinq heures du matin on allait soutenir les travailleurs et travailleuses en grève contre la réforme des retraites. Avec d'autres étudiants et professeurs, on bloquait la sortie des bus sous la pluie et le froid parisien, on aidait l'alimentation des caisses de grève et on donnait un coup de main dans l'organisation de fêtes de soutien ou d'actions pour fortifier et étendre la grève. Au bout de quelques jours, on était déjà devenu une grande famille de camarades, unis par la lutte.

C'est aussi dans cette mobilisation que j'ai vécu pour la

première fois la répression policière, dans les piquets et les manifestations. Les gaz lacrymogènes envahissaient les trajets des manifestations. Chaque matin, plusieurs rangées de fourgons de CRS nous attendaient à l'entrée du centre bus. C'est cette même police qui nous a gazés aux portes de notre fac quand on voulait faire entrer des camarades grévistes dans notre Assemblée Générale ; la même que la secrétaire d'État Marlène Schiappa veut former pour faire face aux cas de violences faites aux femmes ; la même qui, en fin de compte, ferme les yeux face aux féminicides et agressions sexuelles.

Ils ont traité les grévistes d'homophobes pour essayer de discréditer leur bataille. Suite à cela, différents militants LGBTI+ sont venus au piquet de Flandre, pour démontrer que les grévistes, loin d'être nos ennemis « homophobes », sont en réalité nos camarades de lutte. Personnellement, je trouve difficile, voire impossible, de vivre en totale liberté mon identité sexuelle dans le cadre imposé par le système capitaliste et patriarcal. C'est pour cela que ma lutte pour les droits des personnes LGBTI+ est aussi une lutte anticapitaliste.

Travailleur.euse.s et grévistes, protagonistes de ce 8 mars

Lors de la manifestation à Paris du jeudi 6 février, en tête du cortège jeune, on a tenu une grande banderole qui portait le slogan : « violences sexistes et sociales, même combat contre le capital ». En tant qu'étudiante, je fais partie de cette génération à qui on n'offre qu'un avenir de chômage et de précarité. La lutte contre toutes les attaques sociales imposées par le néolibéralisme, et qui touchent de manière particulièrement violente ma génération et les femmes, fait partie de la lutte féministe. C'est le même capitalisme patriarcal qui me condamne au chômage et à l'exploitation, celui qui m'interdit de vivre librement ma sexualité, ou qui

est complice des féminicides continuels, des morts quotidiennes provoquées par les avortements clandestins. Avec les camarades Du Pain et Des Roses on est intervenues dans les piquets, puisqu'on pense que la lutte pour la pleine et totale émancipation des femmes se mène aux côtés de la classe ouvrière, avec ces guerrières et guerriers qui ont sacrifié 2 mois de salaire afin de lutter pour une retraite digne pour toutes et tous, et par conséquent, pour un avenir meilleur pour les jeunes générations.

Ce 8 mars, je sortirai dans la rue avec ces guerrières et guerriers pour exiger le retrait total de la réforme des retraites, mais aussi pour continuer à lutter afin d'arracher tous nos droits et en finir avec le gouvernement Macron et le monde qu'il nous impose. Je vais sortir dans la rue pour que la lutte des femmes qui a fait trembler le monde ces dernières années — particulièrement en Amérique Latine et dans l'État espagnol — s'unisse et se soude à la lutte des travailleurs français qui a fait trembler le gouvernement de Macron. La force des femmes en lutte est indestructible, notre génération a la tâche de tout renverser, et c'est pour ça que je vais lutter.

« J'ai particulièrement été marquée par le documentaire "Les petites mains invisibles" proposé par l'Université Ouverte. Ce documentaire met en lumière la lutte exemplaire et victorieuse des salariées d'ONET, sous-traitant de la SNCF pour le nettoyage des gares. En 45 jours de grève, ces salariées, pour la plupart des femmes ont réussi à arracher la victoire. Leur détermination à se battre, la solidarité, les liens tissés avec des militants porteurs d'une culture de la lutte contre le patronat

ont construit leur victoire. Ce film m'a
empli d'émotions, ôté momentanément tout
sentiment de résignation et redonné l'envie
d'y croire.»

Identity Politics : la lutte c'est classe

MAUD

Les migrant.e.s et leurs soutiens ont sans doute crû, à un moment, à la promesse mensongère d'une régularisation massive dont il leur avait été précisé qu'elle devait se dérouler en catimini. Mais le *deal* s'est vite transformé en guet-apens : examen des situations individuelles, tris des « bons migrants » susceptibles de demander le droit d'asile et des « mauvais migrants » dublinisés qui devaient donc quitter le territoire et, finalement, une évacuation de l'université dans la violence. Une occupation avec autant de personnes est toujours délicate car les lieux ne sont évidemment pas prévus pour. Je ne suis toutefois pas certain que tout ait été fait pour accéder aux demandes des migrant.e.s et la situation s'est évidemment dégradée les semaines passant, jusqu'à ce que les conditions d'hygiène minimales pour les réfugié.e.s et les conditions de travail pour certains personnels de l'université ne soient franchement plus acceptables, alors que des solutions susceptibles de satisfaire l'ensemble des usagers auraient sans doute pu être trouvées.

Au passage, il faut noter que d'aucun.e.s, parmi celles et ceux qui ont été les plus prompt.e.s à se déclarer, par le

biais de motions de soutien, solidaires de l'occupation du fait de leurs recherches et de leur antiracisme théorique – parfois sans même y avoir mis les pieds –, n'ont par ailleurs fait montre d'un grand courage quand certains personnels administratifs ont usé de leur droit de retrait et exigé que les composantes auxquelles ils appartenaient rédigent des motions demandant à ce que les forces de l'ordre interviennent. Quand des secrétaires sous-payées, précaires, excédées par des difficultés additionnelles rencontrées dans l'exercice de leurs fonctions, en viennent à réclamer une évacuation, l'avant-garde *radical chic* a préféré se faire porter pâle et s'arranger pour n'avoir ni à s'exprimer, ni à voter. Les mêmes avaient d'ailleurs, lors du mouvement contre la « loi Travail » pour lequel ils.elles semblaient n'avoir aucun intérêt (à l'instar aussi de celui des Gilets jaunes qu'ils ont très tôt suspecté d'être raciste et fascisant), profité de la séquence pour tenter de détourner les engagements vers d'autres causes que celles qui se trouvaient au principe de la mobilisation. Il semble donc qu'il y ait certaines catégories de dominé.e.s auxquelles d'aucun.e.s semblent ne vouloir porter qu'une moindre attention, à l'instar de cette spécialiste du genre et des sexualités qui, dans un premier temps signataire d'une motion interne dénonçant des situations de souffrance au sein d'un service, va finir par se raviser en s'apercevant qu'il ne s'agissait pas de harcèlement sexuel, mais moral, et demander par conséquent à ce que son nom soit retiré. À chacun.e sa merde et sa cause !

Personnellement, c'est plutôt à ce type d'endroit que je situe les « débordements » de cette occupation dont certains médias ont eu tôt fait de rendre compte. Ceux dont *Le Figaro* et *Le Monde* se sont fait l'écho étaient liés à quelques tags bombés par des abrutis ou quelque « envoyé du paradis » qui ont permis à une presse pas toujours bien intentionnée et pas toujours très sérieuse – de mémoire, le « reportage » de Zineb

Dryef du *Monde* était truffé d'erreurs factuelles, au point de se demander si la journaliste avait réellement mis les pieds au sein de Paris 8 – de repasser les plats froids du racisme anti blancs. La présidence a porté plainte pour un « mort aux blancs » et un « voilez les femmes », ou quelque chose de cet acabit et s'est offusquée au côté de la LICRA d'inscriptions antisionistes que la résolution du député LREM Sylvain Maillard fait dorénavant passer pour de l'antisémitisme. Ce sont là des ronds de manche. En revanche, qu'a-t-on fait pour cette migrante qui a été victime d'un viol collectif ?

Rien.

Pourtant il s'agit là d'un crime. Tout, hélas, concourait, en ce cas, à ce que rien ne soit entrepris car l'institution, ainsi qu'une certaine frange des soutiens aux migrant.e.s, ont estimé que rendre justice à cette femme revenait à desservir pour l'une, sa réputation (et à engager sa responsabilité pénale) et, pour l'autre, sa cause. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de préserver la « communauté » à laquelle on appartient ou, à tout le moins, celle que l'on prétend servir et protéger. Bien qu'opposées dans la situation, les différentes parties collusionnent s'agissant de leur manière de considérer que la fin justifie les moyens... Et après moi le déluge !

Sans oublier la classe

Une partie de la pensée critique produite et soutenue à Paris 8 est marquée par un fort attrait pour les théorisations post-structuralistes et post-marxistes qui irriguent nombre des *studies* s'intéressant au genre, à la race, à la culture, etc. L'un des fils rouges de ces approches est d'accorder une place de choix aux minorités, aux identités, aux sujets, aux subjectivités, aux egos, au soi, dans des perspectives qui ne considèrent plus vraiment la question des classes comme digne d'attention. Ces postmodernismes nourris de lectures hérétiques, voire fantasques, de la *French Theory* (Foucault,

Derrida, Deleuze, etc.) ou d'Antonio Gramsci, préfèrent se centrer sur les pouvoirs et les oppressions tout en délaissant l'exploitation et l'optique stratégique révolutionnaire. C'est là leur plus grande faiblesse.

La classe n'ayant notamment plus d'importance, c'est le sujet en lutte pour défendre, non pas d'autres conditions d'existence et un être en devenir, mais une identité partagée qui aurait moins à s'inventer dans une communauté d'action en mouvement qu'à s'épanouir *hic et nunc*, à l'abri des oppressions, qui devient l'azimut central d'une boussole politique qui perd le Nord. Avec ce type d'orientation balkanisant la critique sociale, on peut dire adieu à la construction d'une contre-hégémonie conséquente. Les *identity politics* qui placent au cœur de leurs préoccupations, le genre, la race, les migrations, la religion, le décolonialisme, etc., ne peuvent toutefois faire l'économie de l'insertion de ces intérêts dans un contexte plus large donnant sa pleine importance à l'appartenance de classe qui, à ce jour, me semble seule capable de mettre du liant et du lien entre ces différents sujets que les luttes en silos tiennent séparés. Le capitalisme en tant que système global et totalisant ne peut pas ne pas être considéré comme un élément de prime importance. Une politique conséquente de lutte des classes doit, aujourd'hui, être pleinement attentive aux mouvements de lutte contre les diverses oppressions et aux différentes revendications des secteurs populaires, mais ne peut s'y réduire, tout comme elle ne peut se contenter des corporatismes syndicaux.

Pour ce qui concerne le mouvement présent, on a loupé le coche une première fois en ayant pas su rapprocher à hauteur de ce qui était nécessaire le secteur étudiant et celui des ouvriers du transport (SNCF-RATP), dont l'union pouvait laisser présager la possibilité d'une grève générale. Outre leur propre domaine d'engagement, les étudiant.e.s mobilisé.e.s de Paris 8 devraient travailler à deux choses :

d'une part, se rapprocher des différents secteurs locaux (à mettre) en lutte (notamment ceux gérant les flux – transport, énergie, informatique, etc.) et en être activement solidaires ; d'autre part, s'intéresser de près aux quartiers populaires de la Plaine Saint-Denis qui, précisément, sont des espaces métropolitains où se mêlent des populations fortement précarisées (immigré.e.s, salarié.e.s subalternisé.e.s, travailleur.e.s pauvres, etc.), politiquement peu ou mal organisées (si ce n'est par un parti communiste affairiste en déclin). C'est dans et par une mobilisation commune proposant autre chose que de construire des identitarismes s'excluant les uns les autres et de travailler à la dimension politique des liens proximaux que pourra naître l'unité utile à l'instauration de rapports de force susceptibles d'être gagnants.

La vraie difficulté comme le souligne le politiste Julien Talpin, c'est bien de considérer que les inégalités sociales et raciales/genrées ne s'annulent pas, mais se cumulent. Prendre en compte ces enjeux-là n'implique en rien de formuler des propositions particularistes ou « identitaires ». Ce qu'il s'agit de faire, d'après Talpin, c'est de défendre un discours d'égalité sociale, territoriale, sexuée et ethno-raciale. C'est à cette condition qu'une unification des classes populaires peut être possible, par un travail politique, organisationnel et militant pour construire des intérêts communs. Cette nécessité de la prise en compte des différentes formes de domination : exploitation et oppressions, pose *théoriquement* la question d'une intersectionnalité conséquente, *civiquement* celle des interlocuteurs possibles et *politiquement* et *socialement*, celles des alliances.

Aucune bureaucratie, syndicale ou partidaire, ne saurait conduire cet objectif à bien, car il s'agit de prendre en compte l'hétérogénéité des identités revendicatives sans amoindrir l'importance du point de vue de classe, mais, également, sans

le simplifier (économisme, corporatisme, etc.). L'opportunité d'un politique mêlant, dans/par la mobilisation, différentes fractions des classes populaires, minorités actives et secteurs en lutte passera par l'existence de coordinations au sein desquelles les étudiant.e.s auront un rôle bien plus central à jouer qu'on ne le pense généralement. Central parce qu'ils. elles peuvent, de par leurs ancrages multiples (familiaux, amicaux, territoriaux, professionnels, etc.) traverser plus facilement que d'autres les espaces sociaux et les sphères militantes à connecter/unir, travaillant à affaiblir la dispersion revendicative et l'inertie dans l'action.

«Les progrès de l'uniformisation et de la bureaucratisation des systèmes universitaires, dans un contexte où il y a peu d'espaces de débat idéologique en dehors d'eux, ont introduit une déformation académique notable même au sein de l'extrême gauche militante, dont les membres développent souvent une double personnalité : étudiants dépolitisés d'une part et militants "désidéologisés" de l'autre. La création d'un champ de débat plus large en dehors de l'environnement universitaire ne dépend pas exclusivement de la volonté d'une poignée de personnes qui s'y dédie, mais principalement des avancées dans la lutte des classes ou de nouveaux bonds dans la crise qui sortent l'intelligentsia universitaire de la routine des publications et de la lutte contre les délais. Mais du point de vue du marxisme militant, une première tâche est de promouvoir la lutte idéologique et théorique au même titre que la lutte

politique et sociale. Nous pourrons ainsi former de nouvelles couches d'intellectuels marxistes qui contribueront au renouvellement de la théorie et au développement d'une pratique partidaire révolutionnaire.»

Lettre ouverte à mes enseignant.e.s de l'Université Rennes 2

MONA

Mon nom est Mona. J'ai 22 ans. Je suis étudiante. Avant de venir faire mes études à Rennes, j'étais scolarisée en Centre-Bretagne, en milieu rural, *war ar maez*. Mon père est ouvrier. Il travaille comme cariste dans l'industrie agroalimentaire. Après plus de vingt ans dans le même groupe, il gagne, à quelques euros près, 1700 euros brut par mois, auxquels s'ajoute une prime de Noël. La « prime des dindes » comme il dit. Une farce. Quelques centaines d'euros dont ma mère se sert pour acheter nos cadeaux et nous organiser un repas de fête qu'elle tient chaque année à arroser de mauvais champagne : « Nous aussi on y a droit ! ». Ma mère, elle, est employée. Employée de maison pour être précise. Une manière bien aimable pour dire qu'elle fait partie de ce salariat subalternisé, essentiellement féminin, qui travaille à temps partiel au service de personnes âgées ou de riches familles, pour pas grand-chose. Une grande partie de son salaire passe d'ailleurs dans les frais d'essence de ses trajets professionnels. Chez nous, les fins de mois sont difficiles, cela va de soi. D'autant que mes deux frères aînés sont au chômage et restent à la charge de mes parents. Maël sort d'un BTS et n'a

le droit à aucune indemnité. Gurvan, un CAP de boulanger en poche, ne travaille qu'en intérim... quand il travaille. Il a vu ses allocations chômage fondre comme neige au soleil ces derniers temps. Moi, je suis boursière, je vis en cité U à Villejean. Mais j'ai aussi des petits boulots à côté : du *baby sitting*, des inventaires ; caissière ou vendeuse, c'est selon.

Nous sommes une famille de Gilets jaunes. Mes frères ont longtemps squatté les ronds-points avant de se faire déloger et sont de toutes les manifs. Ce week-end, c'était l'acte 66. Ils sont montés à Rennes pour dire qu'« ils étaient là », pour gueuler leur colère de n'être rien et se prendre au passage quelques mauvais coups de matraque. Forcément, se faire taper dessus, ça agace et ils ne se sont pas laissés faire. Je suis fière d'eux, de leur détermination à rester debout et à se battre. Ne pas se laisser faire, ne pas se laisser aller à la résignation, ne pas se laisser détruire, reprendre ne serait-ce qu'un peu la main sur son existence. Comme de plus en plus d'individus, mes frères sont déterminés à ne plus se laisser prendre au jeu de la cadence et de l'ordre. C'était chouette cette manif. Des femmes et des hommes qui se battent pour leur dignité, pour ne pas s'abîmer davantage, pour ne pas crever.

En fin de manifestation, avant de repartir, ils m'ont payé une bière en terrasse. Je préfère au champagne. Il faisait froid, mais nous étions bien. Je les trouvais beaux tous les deux. Beaux comme la lutte. J'aurais aimé vous les présenter mais vous n'étiez pas là. Quelques heures avant, quand nous avons réussi à « prendre le centre ville », je vous ai pourtant aperçu. Vous flâniez après un retour du marché des Lices, vous vous baladiez en famille, à vélo, vous sortiez d'une librairie avec quelques bouquins en poche, vous rentriez dans un cinéma. La vie peut être douce. J'ai envie d'y croire. Cette douceur est néanmoins réservée à quelques-un.e.s. Ni mes parents, ni mes frères, ni moi n'y avons franchement

droit. Dans quelques mois, je décrocherai un bac+5. Ma mère ouvrira une de ces mauvaises bouteilles de champagne. Pourtant, j'irai certainement grossir les rangs des *dominé.e.s aux études longues* (j'ai lu ça dans un livre passionnant d'Olivier Schwartz). L'inflation-dévaluation des titres scolaires me fera rejoindre Pôle emploi, ou bien je trouverai un job sous-payé pour sur-qualifié.e, à moins que ça ne soit juste un énième stage croupion. Alors peut-être devrais-je plutôt continuer à étudier ; faire une thèse. Ma directrice de mémoire me l'a proposé à demi-mots, mais seulement si j'ai un financement. On ne prête qu'aux riches répète souvent mon père.

La Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) contre laquelle vous devriez être logiquement tout.e.s vent debout ne m'y invite pas. Pourquoi me lancer dans un doctorat ? Pour gonfler les rangs du précariat de l'ESR ? Pour assurer vos TD, corriger des tombereaux de copies et faire la petite main sur vos projets de recherche, sous pression – surtout ne pas décevoir –, en étant payée moins que le SMIC horaire, plusieurs mois après avoir effectué avec zèle ces missions ? Et puis ça ne sera évidemment pas suffisant pour assurer ma survie matérielle. Alors il faudra que je continue un « travail à côté ». Condamnée à prendre le premier boulot de merde ? Surveillante de musée me permettrait de pouvoir lire pendant le temps de travail, ou bien me lancer dans le travail du sexe, nettement plus rémunérateur. Mais quel temps me resterait-il pour mes propres recherches ? À la précarité s'ajouterait sans doute le surmenage, voire le mépris de soi. On y passe tout.e.s paraît-il. Et en admettant que je m'en sorte, ce serait quoi, la suite ? L'Université à la sauce LPPR ne donne pas très envie : précarisation accrue, mise en concurrence généralisée, course à l'excellence, marchandisation des savoirs, recul des solidarités, bureaucratisation mortifère. Devenir une sorte

d'intello camériste allant de *tenure tracks* en CDI-chantiers pour espérer peut-être, à près de 40 ans et après avoir porté nombre de vos valises, devenir titulaire d'une institution à la main du néolibéralisme ? C'est ça la promesse ? Et puis c'est sans compter la réforme des retraites : bouffer de l'amphi jusqu'à 67, 68, 69 ans... pour finir épuisée et être finalement pensionnée au lance-pierre ? Ça existe la pénibilité pour port de charge cognitive lourde ?

Si parmi les 37 % d'enseignant.e.s-chercheur.e.s qui ont voté Macron dès le premier tour, il en est sans aucun doute qui se repaissent de la sélection, de l'augmentation des frais d'inscription et de ce que cela permettra de politiques discrétionnaires dont ils.elles s'imaginent tirer idiotement quelque bénéfice, je sais aussi, pour vous avoir fréquenté.e.s, que la plupart d'entre vous ne voyez dans le macronisme pas autre chose que ce qu'il est : une saloperie qui signe la fin de la citoyenneté sociale, de l'État redistributeur et de tous les services publics (ESR, santé, justice, énergie, etc.). Je me doute que vous n'êtes pas d'accord pour que la pension des femmes soit inférieure à celles des hommes, que vous êtes contre la prolifération des emplois précaires, contre la compétition généralisée, les logiques d'exclusion et les discriminations. Vous pensez que l'Université doit être ouverte à tou.te.s, fondée sur la coopération, qu'elle doit produire des connaissances critiques et transmettre des savoirs émancipateurs. Alors pourquoi êtes-vous si peu solidaires du mouvement social ? Pourquoi restez-vous si timoré.e.s à vous engager pleinement dans cette grève dont nous avons tant besoin ?

Ma colère est grande de vous voir englué.e.s dans des réflexes corporatistes, dans le narcissisme de vos petites différences, dans vos postures d'intellos embourgeoisé.e.s défendant votre tout petit pouvoir symbolique (faire cours, nous dispenser vos lumières, nous évaluer). Comment

pouvez-vous imaginer qu'un engagement de gréviste puisse ne pas être au moins aussi formateur que vos enseignements ? Dans la grève, on apprend à travailler collectivement, à argumenter, débattre, à élaborer du commun politique. Autant de choses auxquelles vous avez, en temps normal – reconnaissez-le –, bien du mal à nous éduquer. J'enrage de vous voir accroché.e.s à vos si insignifiantes prérogatives, alors que nous nous trouvons à un tournant historique. Notre avenir, celui de vos enfants et petits-enfants, mais aussi le vôtre, celui de mes parents et de mes frères se joue maintenant. Il nous faut mener la lutte aux côtés des autres secteurs mobilisés pour qu'ensemble nous obligeions le gouvernement à retirer l'ensemble de ses contre-réformes. Nous n'avons pas le choix. Contre la marchandisation de nos existences, contre les violences policières et la fascisation rampante de la société, contre les inégalités et les injustices sociales, contre une université à la main du néolibéralisme nous avons le devoir de faire gronder encore plus fort notre colère. Vous avez le devoir d'y prendre votre part. Le 5 mars prochain débutera une autre phase du mouvement universitaire, à l'appel de la Coordination des facs et des labos en lutte : une grève sectorielle illimitée qui pourrait bien prendre des allures de grève majoritaire et générale.

Parce que vous m'avez tant apportée et que nous nous sommes tant aimés – comme titre le film –, je n'ose croire que vous resterez figé.e.s dans ces comportements crépusculaires à défendre une identité et des préséances professionnelles qui ne correspondent à aucune des nécessités portées par les luttes actuelles. Le monde universitaire est en crise. Non parce qu'il va mal (bien que ce soit le cas), mais parce qu'il bouge, que ses structures sont fragilisées par les coups de boutoir d'un macronisme pour qui le travail n'est devenu qu'une variable d'ajustement. Nous n'avons d'autre choix que de faire le pari que nous pourrions profiter de cette

crise pour imposer pratiquement une autre vision de l'avenir. Si nous devions en rester là et donner, par inertie, davantage au probable sur le possible, nous le payerions au prix fort. Je sais que vous savez. Et si je vous écris cette lettre, c'est que je nourris l'espoir de vous voir pleinement engagé.e.s à nos côtés et, ensemble, de participer à ce mouvement général de construction d'un monde meilleur. J'aimerais, enfin, donner une bonne raison à ma mère d'ouvrir une bouteille de champagne digne de ce nom.

« Quand j'ai lu la lettre de Mona, j'avoue que j'ai eu les larmes aux yeux. C'est une lettre qui m'a touchée. Je m'y suis retrouvée dans le ton et sur le fond évidemment, mais aussi sur le principe de l'interpellation, parce que j'ai été choquée de voir les profs ne pas se remuer et jouer la fine bouche... »

De quelques considérations sur l'Université et la grève

OSKAR AMBREPIERRE

À la rentrée 2018, les Gilets jaunes initiaient le soulèvement inédit des salariés les plus subalternisés. Les ronds-points voyaient alors la convergence des chômeurs, précaires, travailleurs pauvres, autoentrepreneurs, artisans, retraité.e.s démuni.e.s, etc. À la faveur de la « réforme » des retraites, le mouvement social historique qui ébranle le gouvernement français depuis le 5 décembre 2019 a pris le relais. La grève interprofessionnelle mobilise une large base syndicale et les travailleurs statutaires de différents secteurs (transports, énergie, santé, éducation, etc.), mais aussi des avocats, des médecins, des directeurs d'hôpitaux, certains cadres et haut-fonctionnaires, des journalistes de l'audiovisuel, des chercheuses et chercheurs, ou encore des universitaires, bien que l'*alma mater*, notamment en région parisienne, soit entrée relativement tardivement dans cette grève dont l'ampleur est inégalée depuis 1968. Manifestement, l'inclination des diplômés urbains vers le conformisme, lequel s'est exprimé dans leur vote massif pour Emmanuel Macron au premier et second tour de l'élection présidentielle, est en voie d'effondrement. Le penchant petit-bourgeois à lorgner

vers la bourgeoisie parisienne plutôt que de se solidariser avec les classes populaires, semble entrer en crise et le phénomène de se propager également au sein du milieu académique. Pour la première fois, à Paris (dont 12 des 15 députés sont macronistes), les cortèges universitaires auto-organisés étaient très visibles lors de la manifestation inter-syndicale du 24 janvier 2020. Intellos, prolos : même combat, alliés dans la grève ?

Pour certains, rien ne semble moins sûr. Le 20 janvier dernier, Ronan de La Lande de Calan et Geoffroy de Lagasnerie publiaient, dans le blog des invités de *Mediapart*, une tribune intitulée « Une mobilisation impossible ? Quand les universitaires confondent la lutte et l'autopunition ». Les deux signataires commencent par y saluer les divers secteurs en lutte contre la réforme des retraites qui « se sont appuyés sur des formes traditionnelles d'action dont l'efficacité n'est plus à démontrer – débrayages, blocages du système productif et des moyens de transport, manifestations monstres ». Ils soulignent également la créativité du répertoire d'action du mouvement de certaines corporations (avocats, médecins, pompiers, danseurs, etc.). Cet hommage est à l'évidence un soutien au mouvement de grève interprofessionnel, mais le positif du tribut sert surtout, ici, à dénoncer le supposé manque d'imagination du champ universitaire, lequel se contenterait « par défaut » de répliquer mécaniquement des formes de mobilisation parmi les plus traditionnelles et les moins efficaces. Dans le domaine de la conflictualité sociale, ce qui semble utile et efficient pour certains serait donc, pour le monde universitaire, infertile. Au banc des accusés : les assemblées générales, la grève et les blocages. Pour nos deux philosophes, l'Université (personnels et usagers ?) se prendrait pour un secteur productif comme les autres, « comme si le pouvoir allait trembler parce que telle revue ne paraîtrait pas, ou tel séminaire serait annulé »¹.

1 <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/200120/>

Il y a, dans cette dénonciation, une part critique intéressante qui tient au fait de souligner qu'une partie du champ universitaire, peu encline à sortir de sa zone de confort, continue sans aucun doute à entretenir quelque illusion quant à sa magnificence intellectuelle et se plaît à penser que ce sont le(ur)s idées qui mènent le monde et, en l'espèce, feraient les mobilisations. Pourtant, il est patent que les séminaires, journées d'étude, colloques, revues, etc., n'ont pas pour prime vocation à « saisir les masses » (ça se saurait !). Quand, de temps à autre, ces lieux d'élaboration font lien avec d'autres espaces sociaux, il faut bien des médiations pour qu'ils en viennent à participer à des forces matérielles qui soient autre chose qu'un travail intellectuel. Cesser les différentes formes de production symbolique caractéristiques de l'académisme ne dérange guère que l'entre soi universitaire (et encore !). De même, estimer que la multiplication des motions, tribunes, billets et pétitions (pour le moins mesurées, voire carrément frileuses) ne se diffusant que fort parcimonieusement dans l'espace public dominant puisse avoir quelque effet pratique est sans doute, encore, une concession à un idéalisme qui s'avère d'autant plus vain que les cibles de ses adresses s'avèrent aussi sourdes qu'aveugles.

Mais La Lande et Lagasnerie vont un cran plus loin. Ils estiment que la grève « ordinaire » signe un renoncement à produire des idées. C'est là que l'interpellation se transforme en leçon ; de celles que Lagasnerie, avec un certain sens du placement public, affectionne de dispenser assez régulièrement à ses « collègues ». L'invective apparaît alors d'une grande prétention, subsumant sous le chapeau de la routine et du suivisme, mille initiatives à la base dont ils semblent tout ignorer. Car c'est bien, là, méconnaître la riche diversité des actions des personnels et des usagers de l'Université, dont

une-mobilisation-impossible-quand-les-universitaires-confondent-la-lutte-et-l-autopuni.

la portée souvent assez modeste peut néanmoins prendre quelque importance, notamment par des formes de répétition persévérantes qui ne sauraient seulement être vues comme un rabâchage paresseux et sans issue. Souvenons-nous, en 2009, de la ronde infinie des (universitaires) obstiné.e.s, initiée et votée en AG par des personnels et usagers de l'université Paris 8 qui se relayaient pour tourner jour et nuit devant l'Hôtel de ville (place de la grève). Sans doute est-il utile de repenser « l'imaginaire de la lutte, [et d'] inventer de nouvelles formes de mobilisation et de présence dans l'espace public »², mais si tant est que la chose soit une nécessité, celle-ci n'est certainement pas une concession à cette antienne de l'idéologie dominante faisant fatalement de la grève un mode d'action contreproductif. Rien dans la séquence présente ne permet de prendre au sérieux ce type d'anathème, sauf à condescendre à l'éditocratie crasse des chaînes d'information continue ou au syndicalisme collaborationniste.

Messieurs La Lande et Lagasnerie devraient savoir que tous les grands mouvements de grève interprofessionnels en France (et ailleurs) ont produit des modes d'action créatifs qui ne furent nullement en contradiction avec le répertoire d'action traditionnel du mouvement ouvrier (doléances, pétitions, manifestations de rue, assemblées générales, comités et piquets de grève, etc.). En mai 1968, l'une des plus flamboyantes affiches de l'atelier populaire (fabriquée au sein des Beaux-Arts de Paris en grève) montre une manifestante lançant un pavé. Elle est légendée « La beauté est dans la rue ». Quant à la grève générale de juin 1936, elle fut, par exemple, rythmée par des bals populaires dans les usines occupées, et accompagnée par de fort nombreuses œuvres (photographies, chansons, peintures, etc.). À cette époque, les universitaires marxistes étaient convaincus de la

2 *idem*

portée d'une alliance de classe entre l'*intelligentsia* de gauche et les classes populaires.

Aujourd'hui, le monde académique semble loin d'être au diapason d'une grève sans concession. La mobilisation universitaire ressemble, à ce jour, davantage à une mosaïque de débrayages partiels qu'à une grève générale illimitée. Peu de composantes des universités sont concrètement en grève. Si les responsabilités administratives et d'évaluation, prenantes et peu/pas rémunérées, sont des cibles toutes trouvées (et encore !) de ralentissement des missions, les mandats d'enseignement et de recherche font l'objet d'après négociations intérieures chez les enseignant.e.s-chercheur.e.s dont une part non négligeable a tendance à considérer que ne pas assurer les activités au fondement de leur métier serait une violence intolérable faite à ce qu'ils sont ou croient être (les lieux de l'autopunition sont d'abord dans les têtes). D'aucun.e.s auraient ainsi l'impression de renoncer à leur singularité sociale durement acquise et à cette position symbolique à laquelle ils.elles tiennent tout particulièrement, parfois jusqu'à la névrose narcissique. Aussi, la tribune de nos deux compères ne s'avère pas d'une grande originalité quand ils affirment que « la "grève" à l'Université, avec cessation de toute activité d'enseignement et de recherche [?], ne correspond qu'à [...] une condamnation des intellectuels au silence ». Comme si les lieux d'élaboration et d'analyse pouvaient n'émerger qu'au sein de l'*alma mater*. C'est là faire montre d'une forme évidente d'épistémocentrisme scolastique. D'ailleurs, il n'est pas très étonnant de constater que le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) dont la vocation est de précariser au maximum l'ESR et de le placer sous la coupe du privé, semble mettre davantage le feu aux poudres académiques que la réforme des retraites. Pourtant, l'un des enjeux majeurs pour le mouvement universitaire tient sans doute à

sa capacité à décoller le nez du guidon corporatiste.

Même au sein de ses espaces censément les plus critiques, l'Université n'est pas ce lieu de résistance dont ses oblats les plus dévoués (*i.e.* celles et ceux qui en tirent le plus d'avantages) produisent le mythe. Aussi faut-il admettre que les pilotis de la LPPR (Labex, Idex, EUR, NCU So Skilled, etc.) ont été plantés depuis plusieurs années avec l'assentiment du plus grand nombre, de certaines « avant-gardes » qui se vivent en pourfendeurs des dominations et en hérauts de l'*empowerment*, mais sont, dans les faits, les meilleures suiveuses de l'ordinaire universitaire, prêtes à accueillir et examiner toutes les propositions susceptibles de leur apporter quelque avantage. Se déclarant contre la précarité ou le délire évaluatif, certain.e.s n'ont pourtant pas hésité à participer à ces dispositifs « d'excellence ». On voudra bien pardonner ces petits dévoiements « corpo » (la chaire universitaire est faible), s'ils n'étiolent pas, aujourd'hui, les nécessités d'une mobilisation massive et de prendre une pleine part aux dynamiques interprofessionnelles. Car l'Université est frappée des mêmes maux que les secteurs de la santé, de la justice, des transports, de la culture, de l'enseignement, etc. Les « réformes » macronistes sont portées par un projet politique d'ensemble qui ne s'est jamais autant révélé, notamment quant à sa nature butée et autoritaire.

Dans cette perspective, ce sont les étudiant.e.s qui nous semblent devoir jouer un rôle tout à fait primordial. L'expérience montre que ce sont eux.elles – plus dégagé.e.s de l'emprise des identités professionnelles qui brident – qui sont les plus susceptibles d'étendre le mouvement social à l'espace universitaire et qui ont la volonté la plus affirmée de faire se rejoindre les luttes, seule manière d'instaurer, dans la longueur (car ça va durer), un rapport de force qui pourrait s'avérer gagnant. Aussi, considérons-nous qu'il n'y a pas trop de grève, mais, *a contrario*, pas assez. Penser que

la grève est une « condamnation collective à l'impuissance et un maintien de l'ordre universitaire » ; qu'elle est un renoncement aux « conditions de la production d'analyse, de critique et de contre-proposition », c'est faire, malgré soi, le jeu de la macronie et ne pas placer le curseur au bon endroit, surtout à rajouter : « puisqu'à la fin ce sont les professeurs qui décident des modalités de rattrapage des examens et qui très souvent imposent la reprise aux étudiants ». On a là un exemple caricatural de la difficulté qu'ont nos intellectuels situés – croyant détenir le seul brevet valable à dire le sens politique – à considérer le mouvement social dans sa globalité et de rabattre des enjeux politiques généraux sur des problèmes de pouvoir internes au monde universitaire. Et même à vouloir se centrer pour l'essentiel sur les difficultés spécifiques à l'université, la grève n'est-elle pas le moyen adéquat pour prendre du temps, discuter franchement de la situation pesant sur l'institution, se donner les moyens de s'organiser en dehors des instances officielles ?

La Lande et Lagasnerie affirment que « le premier point sur lequel la grève pourrait avoir comme telle une réelle efficacité, serait de renoncer à produire des diplômes, qui constituent l'unique produit sur ce qui est devenu un "*marché*" de l'enseignement supérieur, et l'unique levier d'action sur les pouvoirs publics ». S'agit-il de se mettre en grève pour porter la revendication générale de ne plus avoir à produire de diplômes (perspective radicale qui ne saurait tenir seule), ou bien est-ce, plus modestement, de configurer, pour l'heure, la « grève universitaire » autour de la non-délivrance des diplômes attendus (politiques de rétention en février) ? On ne saisit pas très bien le sens de la proposition qui, dans un cas comme dans l'autre, nous semble, de toute manière, passer à côté de l'utilité stratégique de la grève. La production d'accréditations et d'évaluations est, certes, un élément important de l'économie politique et symbolique du

secteur, à repenser (avec bien d'autres points), mais elle n'est certainement pas la justification première de la grève dont la principale vocation est de dé-cadencer et faire effraction dans les habitudes professionnelles.

L'engagement politique des connaissances ne saurait notamment se résumer à une histoire de champ et ne tenir dans les connaissances elles-mêmes, mais dépend des fonctions sociales que celles-ci sont susceptibles d'assurer, notamment dans le cadre de conflits sociaux. Aussi, les sciences s'engagent essentiellement quand elles sont articulées à des espaces et des communautés d'action dont l'université mobilisée n'est qu'une modique fraction. On sait notamment la force qui peut émerger de la jonction du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant. Une lecture intéressée avait voulu dépeindre mai 1968 comme une fête étudiante plus ou moins folklorique qui se serait déroulée à l'écart de la grève générale ouvrière de type cégétiste. Les sociologues qui ont développé cette vue culturaliste et générationnelle ont, ensuite, clairement évolué vers la droite, à l'instar d'Alain Touraine qui en est venu à soutenir Alain Juppé et, plus récemment, Emmanuel Macron. En revanche, Henri Lefebvre a écrit, dès 1968, que les affiches colorées, les barricades improvisées et les drapeaux levés lors de l'insurrection étudiante dans le Quartier latin ont joué comme un fanal, comme un signal reçu par les travailleurs que le passage à l'acte était à l'ordre du jour. C'est sans doute une question qui reste actuelle : comment concevoir le passage entre la révolte étudiante et les fonctionnaires en grève qui font habituellement tourner l'Université ? La révolte est autant de nature matérielle (contre la précarité, les *bullshit jobs*, les stages trop peu rémunérés, les bourses anémiques, les logements pitoyables, la vie chère, etc.) que symbolique (une autre vie doit être possible, plus joyeuse, pleine de sens) et même morale ou éthique (refuser l'inégalité, la sélection, la

discrimination des étudiants étrangers, le saccage des droits et la destruction de la planète). C'est en se ressourçant de cette « contre-culture » que les *scholars* pourront se détourner de l'illusion narcissique qui les pousse à penser qu'ils se doivent de jouer les conseillers du prince et des classes dirigeantes macronistes.

À l'université, une vraie grève aurait notamment pour vertu de permettre une mobilisation d'ampleur des étudiant.e.s, cruciale pour redonner du souffle à une révolte sociale dont la durée est inédite. Parce que son avenir est largement hypothéqué et la misère étudiante renouvelée, la jeunesse a tout intérêt – et ses raisons – à entrer massivement dans la lutte ; mais encore faut-il lui faciliter la chose. Ouvrir une brèche pour le mouvement étudiant, lui donner les moyens de ses ambitions, est plus que jamais essentiel. À cet égard, la grève apparaît comme l'un des leviers primordiaux du champ universitaire qui, contrairement à d'autres secteurs pionniers, n'en a fait, jusqu'alors, qu'un usage pour le moins modéré. Plus largement, la grève est également la condition de possibilité pratique pour que puisse précisément s'inventer un *espace public oppositionnel* porteur de propositions concrètes construites par la documentation, la rencontre, la discussion, l'auto-organisation et l'action. Le projet d'une « Université ouverte à toutes et à tous, tout le temps [...], foyer de la critique » ne doit pas participer à la sanctuarisation de l'institution, mais inviter celle-ci à « sortir sa science » en d'autres lieux et à produire, avec/sur/pour eux, des communs de la connaissance politiques. Aussi, le retrait de la LPPR pour lequel il faut évidemment se battre ne saurait être un but suffisant. La présente séquence doit aussi être un moment d'éducation des éducateurs par l'ouverture aux différents secteurs mobilisés, afin de construire des intellectuels collectifs à même de porter, tant théoriquement que pratiquement, un projet alternatif de société : « Contre

les impératifs marchands et les contrôles bureaucratiques, les forces critiques au sein de l'université devraient chercher à se liquer avec tous les foyers de production de connaissance [...] pour coopérer à la reconfiguration d'un espace public laminé par l'horreur économique de la logique néolibérale »³, par la brutalité gouvernementale et par le mensonge institutionnel. Et à prendre au sérieux cette nécessité, parions que se dire ni de droite ni de gauche, répudier les classes populaires – prétendument incultes, sexistes et racistes –, ou encore récuser les formes d'action traditionnelles du mouvement ouvrier, deviendra demain, au sein des universités, aussi ringard que ne le fut, hier, la référence à Marx.

De : Geoffroy de Lagasnerie

A : sociologuesdelenseignementsuperieur@googlegroups.com

On a aussi le droit de n'être pas en grève ou de ne pas partager l'idée que cette forme de grève est une forme d'action particulièrement pertinente...

Pour ma part, j'aimerais bien connaître la manière dont M. de Lagasnerie propose comme forme d'action particulièrement pertinente (si bien sûr il n'exerce pas son droit légitime de n'être pas en grève, d'apprécier ce qu'on nous promet dans la LPPR pour ne retenir que cet exemple), cela pourrait servir. C'est la même question qui est posée aux revues qui s'incluent dans le mouvement des revues en lutte d'un côté et qui de l'autre mettent la pression aux auteurs pour qu'ils rendent leur « copie » en temps et en heure (ce dont témoigne Paula, qui a tout mon soutien au passage !). Je pense que ce n'est pas un mouvement où on peut être tiède selon ses intérêts du moment !
Olivier

3 Daniel Bensaïd : *Faut-il défendre l'Université ?*

« Parmi ceux qui sont contre la grève, mais éventuellement aussi contre les réformes, on trouve souvent cet argument de la nécessité d'inventer de nouvelles formes d'action, de renouveler le répertoire d'action, d'être créatif... On encense le ballet de l'opéra qui danse en tutu, les avocats qui jettent leurs robes, un peu moins les Gilets jaunes qui organisent des opérations "klaxonnez si vous êtes d'accord" et on dénigre la grève bien qu'elle soit la seule manière d'instaurer un rapport de force



digne de ce nom. J'ai du mal à voir dans ces appels à la créativité autre chose qu'un mépris de classe pour des manières de s'engager qui seraient dépassées, obsolètes, inefficaces ou quoi d'autre.

En réalité, c'est moins la façon de faire mouvement qui est ici dénigrée que celles et ceux qui s'y adonneraient et qui seraient l'incarnation d'une certaine vulgarité. La plèbe et ses mauvaises manières d'un côté, l'engagement créatif et singulier de l'autre... »

Florilège #12

PAROLES ANTI-GRÈVES

« Certains doctorants qui ont pu être assimilés à des approches marxistes (parce que leur directeur ou leur défenseur lorsqu'ils sont docteurs s'en réclamaient aussi) ont eu à souffrir de tentatives d'intimidation lors des dernières années. Ils se sont quelquefois, par exemple, fait accuser publiquement (par des personnes titulaires et donc bien davantage en position de force qu'eux, à l'heure notamment où ils mettaient alors en avant la précarité de leurs situations) de vouloir faire grève parce "qu'ils ne veulent pas travailler". »

« Je ne suis pas gréviste parce que je trouve ça complètement con de faire grève. Ça ne fait chier personne, parce que la grève n'est jamais suivie, même quand elle est votée. C'est complètement démago. Tu donnes le semestre à tout le monde sans examen ? Ce n'est pas possible de faire ça. Vous voulez sauver l'Université, mais si on fait ça, on la tue ! Le seul truc qui peut faire bouger, c'est de ne

remettre aucun diplôme. Là, c'est des centaines de milliers d'étudiants qui pètent tout. La grève ça ne sert à rien parce que c'est jamais suivi. Je veux dire que ce n'est jamais assez suivi. On fait comme si... »

« Les personnels précaires ont été clairement instrumentalisés. Qui était en position de pouvoir pour récupérer, lors d'une AG d'UFR se prononçant sur la grève, un ensemble de procurations de chargés de cours qui n'allaient pas refuser de voter dans le sens de ce que souhaitait leur employeur.se ? Ce qui a permis de rendre absolument inutile et stérile une longue discussion puisqu'un ensemble de gens qui n'avaient pas participé à la réunion (et dont il a été reconnu par la suite qu'ils n'enseignaient pour certains même pas lors de ce semestre) ont voté contre une grève dont ils ne savaient rien des enjeux internes ! »

« Vous êtes complètement inconscients. Si vous ne faites pas cours vous allez encore plus pénaliser les étudiants, notamment les étudiants des classes populaires. Ce qu'on peut faire de mieux pour les aider, c'est faire en sorte qu'ils trouvent un boulot. Et donc faire cours. »

« Oui, on voit très bien ce que ça veut dire faire grève : c'est rester chez soi devant la télévision, dans son coin à ne rien faire. Faut pas se tromper. Pour la plupart des étudiants, ne pas aller en cours, c'est ne rien faire. Vous avez vu combien il y a de personnes en AG ? Et vous avez le culot de dire que les décisions sont représentatives ? »

Construire un espace public oppositionnel

RET MARUT

La pandémie Covid-19 de 2020 a provisoirement suspendu de vastes mouvements oppositionnels qui se sont manifestés partout dans le monde, depuis une dizaine d'années : révolutions arabes, soulèvements au Chili, à Hong Kong, au Liban, au Soudan et en bien d'autres endroits. Ces mouvements ont en commun de mettre en question les États autoritaires organisant la mondialisation capitaliste qui traverse, aujourd'hui, sa plus grave crise économique et politique.

La France, qui n'est pas le centre du monde, participe néanmoins à ce phénomène oppositionnel. La critique a été portée par les Gilets jaunes, puis par des grèves sectorielles et interprofessionnelles, de 2018 à 2020. Une grève universitaire a embrayé sur cet élan, dès décembre 2019, jusqu'au début du confinement qui l'a alors rendue invisible. Privés d'action collective immédiate et de manifestations, il est temps d'esquisser un premier bilan et d'inscrire l'expérience récente dans un cadre d'analyse plus global. Je le fais en tant qu'universitaire engagé, renseigné par des sociologies critiques qui sont à l'origine inspirées des contestations et grèves de l'année 1968. À ce moment, les mouvements

étudiants ont participé à des occupations de campus à Mexico, Buenos Aires, Prague, Francfort, Berlin et bien d'autres villes de la planète.

Il est possible d'établir une analogie de la situation française actuelle avec des problèmes apparus en 1968, à Paris ou Francfort. Les étudiant.es, les universitaires s'inscrivent alors dans un mouvement plus large qui conteste l'autoritarisme institutionnel, dans et hors des facultés. À Francfort, ce mouvement cible en particulier la législation instaurant l'état d'urgence. Des universitaires proches de la gauche socialiste, les organisations étudiantes et les principaux dirigeants syndicaux (issus de l'antifascisme) s'associent alors pour rappeler que ledit état d'urgence est un dispositif autoritaire qui rappelle de très mauvais souvenirs, puisque c'est la modalité légale qui avait permis l'accès au pouvoir de Hitler en 1933. C'est le premier président de l'association de sociologie (ouest) allemande de l'époque qui porte cette critique publiquement, un certain Theodor W. Adorno. Il accepte alors, dans ses cours, des figures soixante-huitardes, devenues docteur *honoris causa* de l'Université Nanterre depuis : Daniel Cohn Bendit ou Angela Davis.

En France, l'état d'urgence sanitaire de 2020 est une extension de l'état d'urgence, qui lui même a été pensé dans le cadre de la répression de la révolution algérienne en France métropolitaine, organisée par une loi en 1955 (trois ans après le déclenchement du soulèvement d'Alger). Il converge avec les règles autoritaires de la Ve république, laquelle est elle-même issue d'une sorte de coup d'État gaulliste sous la pression de l'armée. Mai 68 voit la convergence de plusieurs contestations de l'autoritarisme gaulliste, sa domination étatique, sa mainmise sur l'audiovisuel public, son mépris du prolétariat et des syndicats de gauche, et son système universitaire répressif, verrouillé : à Nanterre, en Sorbonne, à Rennes et ailleurs. La grève générale et la contestation

étudiante se croisent dans la rue, mais ne se rencontrent pas vraiment à cette époque.

Apparaissent alors des questions de fond irrésolues, que des sociologues et jeunes chercheurs essaient de tirer au clair. La gauche critique des universités élabore ainsi la conception de *l'espace public oppositionnel*, une thématique qui est partagée par toute une génération. L'espace public dominant des partis parlementaires, des médias de masse et des clubs de réflexions (ou *think tanks*) ne permet en rien d'exprimer les besoins nouveaux, les exigences démocratiques puissantes qui se manifestent dans la rue et dans les grèves. Il faut donc concevoir un autre espace public, oppositionnel celui-là, capable d'organiser sa propre délibération et ses propres règles, et qui ne soit pas subordonné aux institutions établies. L'un des livres qui précisent cette idée après 1968, *L'espace public oppositionnel* (version française parue en 2007 chez Payot) est rédigé à quatre mains par un jeune docteur marxiste et un juriste devenu assistant de production en cinéma, le duo Oskar Negt et Alexander Kluge. Depuis leur perspective, les universités et les écoles ne sont plus considérées comme domaines de lutte secondaires, annexes, mais comme lieux de discussion d'un mouvement plus global, devant inventer de nouvelles formes de vie en commun. Cela va de pair avec une nouvelle compréhension pédagogique, une nouvelle conception du rapport enseignant.es/étudiant.es.

Au lieu de se considérer comme des révolutionnaires professionnels, chargés d'agiter la classe ouvrière de l'extérieur, les enseignant.e.s doivent se considérer comme partie prenante d'un mouvement interprofessionnel, où chacun s'efforce d'exercer son métier de manière révolutionnaire. Il s'agit alors de subvertir les conceptions dominantes qui pèsent sur l'éducation, et qui sont sélectives, élitistes, répressives, par une pédagogie expérimentale, ouverte, à la fois libertaire et égalitaire. Cela concerne tous les

niveaux du dispositif de formation, depuis la crèche en passant par les écoles et les universités, jusqu'à la formation des adultes et salariés et, en particulier, la formation syndicale. Comme tou.te.s les salarié.e.s passent par ces instances, avant et pendant leur activité professionnelle, il est considéré qu'il s'agit là de l'un des moyens pour desserrer l'étau patronal et étatique et développer une culture émancipatrice pouvant nourrir les contestations *dans*, mais aussi *en dehors* des entreprises. C'est aussi une voie qui permet de reconsidérer la coupure entre les cultures ouvrières ou populaires d'une part, et les cultures universitaires et savantes d'autre part. Aujourd'hui, cet enjeu se manifeste dans la convergence du versant prolétarien des Gilets jaunes, souvent peu diplômés, avec des salariés plus qualifiés des grandes villes, qui ont souvent obtenu des diplômes universitaires.

D'un point de vue pratique, « Francfort 68 » a inspiré de nombreuses expérimentations, des créations d'écoles, d'instituts universitaires et un nouveau type de formation destiné aux salarié.e.s. Après 68, Negt a par exemple mis en œuvre une formation syndicale entièrement fondée sur l'expérience pratique des salarié.e.s en rapport avec leur travail et leur existence, et dont la discussion collective permet d'amorcer une compréhension théorique plus approfondie. Le même intellectuel a encore participé à la fondation d'une école à Hanovre, qui existe toujours aujourd'hui, où il n'existe ni portes, ni présence obligatoire, ni notes individuelles, mais qui attribue néanmoins le bac général. La même idée est appliquée jusqu'au doctorat à l'Institut de sciences humaines de l'Université de Hanovre. Au sujet des universités d'élite et pôles d'excellence promu par les gouvernements européens, il a simplement déclaré : « Je hais les élites ». Ces expérimentations pédagogiques ont provoqué de multiples tentatives de répression institutionnelles, de la part de Ministères ou même de certaines directions syndicales. Si les droites

autoritaires supportent le moins bien ces approches critiques, le marxisme-léninisme de type soviétique n'était pas en reste pour dénoncer la nouvelle perspective depuis 1968. Sans originalité, les marxistes prosoviétiques ont dénoncé un prétendu « esprit petit-bourgeois », alors qu'il s'agit justement d'une piste d'émancipation ouvrière.

Aujourd'hui, la culture pédagogique émancipatrice, adossée à la conception d'un espace public oppositionnel qui n'a que faire des délimitations sectorielles, est fortement combattue par des forces conservatrices et réactionnaires, en France et ailleurs. Même les lieux et organisations qui sont associés à des cultures de gauche participent de la répression. Ainsi, une Université comme Paris 8, qui est issue de Mai 68 en tant que centre expérimental, pratique une pseudo-autonomie au nom de l'héritage fondateur, qui cache mal des pratiques directoriales favorisant la sélection, la notation individuelle – même en situation de grève universitaire –, une comptabilité étroite qui met en concurrence les laboratoires et départements, un esprit policier à l'encontre des occupations étudiantes ou de réfugié.e.s, et un discours intellectuel tout à fait *mainstream*. D'autres héritages du même type sont délaissés : l'UNAM à Mexico ou l'Université libre de Berlin. Le plus souvent se sont d'anciens gauchistes soixante-huitards qui ont participé à défaire les expérimentations prometteuses d'hier ; c'est le cas aussi pour certains professeurs ex-marxistes de Paris 8, ralliés aujourd'hui au macronisme.

À l'opposé de cette régression, les grèves universitaires de décembre 2019 se sont inscrites dans le mouvement interprofessionnel. Les facultés ont accueilli des assemblées interprofessionnelles de grévistes, tout en stimulant une discussion mettant au service du mouvement un ensemble de savoirs critiques. *Les labos et universités en lutte* ont réfuté les principes dominants du milieu universitaire, faits de concurrence, de sélection sociale, de pseudo-profession-

nalisation au rabais, d'esprit d'entreprise et de privatisation des services publics (dont l'éducation et la recherche). En ce sens, le mouvement universitaire récent a amorcé la construction d'un espace public oppositionnel plus global. L'idée reste à creuser. Il ne s'agit pas d'idéaliser la génération 68, mais de faire du neuf avec des critiques anciennes qui appartiennent désormais au patrimoine universel de l'humanité.

« Pour ma part, l'idée de l'Université que j'ai... enfin l'idéal que j'ai vis-à-vis de l'Université, c'est celui d'un lieu où peut s'élaborer une pensée critique qui permet de penser le monde autrement, d'en faire une analyse la plus pointue possible. Idéalement, l'Université, c'est aussi un lieu d'engagement politique et de co-construction du politique. Puis après faut mettre en pratique, parce qu'on ne peut en rester aux idées. Là, ça peut se passer à l'Université si t'es universitaire, mais pour moi, ça se passe ailleurs, dans le travail social et dans l'aide aux migrant.e.s. L'idéal de l'idéal, ce serait que l'élaboration politique, elle ne soit pas abstraite, mais parte des engagements de chacun, de l'expérience de chacun. En fait, l'Université pourrait être une sorte d'antichambre du politique en acte. »

Radio Croco - La radio qu'a les crocs ! Entretien **AVICENE ET ARGO**

Radio Croco est née en 2016 ?

AVICENE : Oui, pendant le mouvement contre la loi Travail. À l'époque, je ne suis pas très impliqué dans le mouvement car je me suis déjà spécialisé dans l'aide aux sans-papiers et aux exilé.e.s et c'est vers les beaux jours qu'il y a les premières manifs avec beaucoup d'étudiant.e.s. J'en fais une et c'est à un moment proche de Mardi gras, certain.e.s ont des œufs et de la farine. On arrive près de la place de



la mairie et il y a des flics partout en tenue antiémeute avec casques et boucliers – j'apprendrais plus tard que ce sont les sections d'intervention départementale – et au premier jet d'œufs, ils répliquent avec des grenades lacrymogènes. Bon... Ensuite on se trouve en queue de cortège et

derrière, y a quelques attardés qui jouent avec les poubelles, les mettent en travers de la route, y a aussi un type seul bien sapé, avec un joli pantalon de flanelle et il se fait choper par le panier à salade, mais en roulant. Ils ouvrent la porte latérale et hop, ils le chopent à la volée. Je rattrape le type par l'autre bout, un des flics a le temps de lui mettre une patate ! Je me dis, tiens, c'est bizarre, ça fait longtemps que j'ai pas fait de manif, mais y a une hargne policière assez inédite. Je me dis que le niveau de répression est clairement disproportionné et je rentre dans le mouvement comme ça.

Moi, je suis en train de faire de la poésie entre Paris et Rennes et arrive le 1^{er} mai où il y a une convergence avec l'interpro, les Nuits debout et les étudiant.e.s. La CGT fait un truc à la salle de la Cité, la Maison du peuple, on s'invite à la réunion et à la fin on décide de rester à la Cité. Ils ne sont pas très contents, mais de là à aller porter plainte parce qu'on leur a pris les clés un 1^{er} mai... Du coup, on a eu la salle comme ça et très vite, quand tu occupes, il faut animer le lieu et il y avait parmi nous des gens qui avaient des bouts de matos radio : qui une table de mixage, qui du câble, qui un émetteur. La radio, ça nécessite pas des technologies très compliquées. Pas besoin d'être un haut diplômé en physique et *Radio Croco* est née quelques jours après, dans la nuit du 2 au 3 mai. Ça s'est appelé *Radio Croco* après un *brainstorm* parce qu'on fait un essai, y a un signal, on arrive à émettre et là on se dit : « bon faut trouver un nom ». Une boutique Lacoste en centre ville venait de se faire piller et donc on s'est dit : « bah vas-y pour *Radio Croco* ».

Vous étiez installés à l'étage ?

Oui, au-dessus de la salle de spectacle, il y avait une salle de projection et on a monté la radio dans cette salle, ce qui permettait facilement de se raccorder à l'antenne sur le toit. Il y avait encore des vieux projos, c'était une ambiance

marrante. On a donc commencé à émettre en FM : 100.3. On a squatté une fréquence qui n'était pas occupée. On a créé une page Facebook la semaine d'après, mais après des discussions : « est-ce qu'on est juste une radio FM pirate pure et dure ? Ou est-ce qu'on signe avec Zuckerberg aussi ? ». En gros, *Radio Croco* au début c'était du participatif foutraque. Le studio était donc dans le donjon, ça émettait toute la journée, tout le monde passait, disait ce qui lui passait par la tête. C'était le bordel, mais petit-à-petit y a eu des émissions plutôt régulières qui ont tenu jusqu'à l'évacuation par le RAID. Je me souviens de deux travailleuses du sexe qui faisaient une émission, il y avait des émissions par affinités politiques. Les jeunesses communistes faisaient une émission aussi. En fait, il n'y avait pas vraiment de grille ou de programme. Comme c'était une radio pirate qui émettait depuis un lieu occupé, on savait que ça n'allait pas durer et on savait aussi qu'il y avait des chances qu'on se fasse tout piquer. Bon... Au final, on a tenu 12 jours d'affilée.

La nuit, je faisais la garde pour la sécurité et le matin, je faisais des émissions genre « after ». On avait mis des lignes de téléphone en place et il y avait des éboueurs qui appelaient et on mettait le son qu'ils voulaient, qu'on allait choper sur Internet, comme une radio FM de base. Et quand ils passaient devant la Cité, ils mettaient *Radio Croco* à fond. C'était sympa. T'as l'impression de tenir le terrain et d'avoir un vrai soutien populaire.

Vous êtes passé à la Webradio après l'occupation ?

On s'est posé la question assez tôt de la nécessité d'un miroir numérique. Ça a donné lieu à des discussions un peu vénères, mais comme notre histoire était quand même basée sur l'autonomie, l'auto-organisation et tout le bazar, celui qui prend l'initiative a raison donc qui fait la page Facebook, qui la page Twitter, qui la Webradio. Donc au moment où la

Maison du peuple tombe, que l'antenne est démontée, s'est posée la question de la continuité. Est-ce qu'on laisse tomber ou est-ce qu'on poursuit ? Et comme on avait déjà mis en place la Webradio, on a continué. On avait deux flux, avec le déblocage de la Cité, un flux tombe et il reste la Webradio.

Bon, après on va s'entredéchirer comme une bonne secte d'extrême-gauche en allant de scissions en scissions pendant quelques mois, jusqu'à rester un noyau dur assez étroit.

La bagarre interne, elle porte sur quoi ?

En fait, ça va être sur les principes économiques : comment on finance ? Parce qu'après la chute de la Maison du peuple, on est hébergés dans des sortes de coloc', mais plus l'intensité de la lutte tombe, et moins les gens nous prêtent des espaces gratos et on va se retrouver dans des apparts dans Rennes, mais où va falloir payer un loyer. Ça va nous coûter cher, parce qu'on va être amenés à raquer des bouts de loyer, les fluides. Du coup, certain.e.s voulaient repasser en mode squat, mais ça voulait dire illégalité de nouveau, risques pour les gens et le matos, précarité du lieu. On était devenus bien paranos parce qu'on racontait des trucs bien illégaux et qu'on avait aussi occupé un bout du spectre et qu'il était possible qu'ils nous cherchent pour nous coller un procès. Il y avait une certaine pression sur nous. Il y a des Crocos qui s'étaient faits choper par les flics la nuit et défoncer. On était assez clairement ciblés. Donc l'option squat, c'était prendre le risque de s'exposer de nouveau, de perdre tout notre matériel. Donc... location. Donc... des Crocos ont proposé de financer sans expliquer la source : ils ont fourni un appart gratuit, mais il fallait qu'ils en disposent à certains moments. Le principe, c'était que l'appart ait des activités rentables permettant qu'il en héberge d'autres pas rentables. C'est sur ce modèle économique que l'on s'est dissociés.

Et sur les contenus ?

Non, sur les contenus, à moins d'être antisémite, sexiste, homophobe, oppressif en général ou raciste... Et encore ! Parce que ça a été tellement n'importe quoi par moment. Avec le Web, il y a tout un catéchisme qui s'est installé, avec une surveillance, mais dans la période initiale, historique, idyllique, à laquelle tout le monde se réfère et dit avoir participé, ça a été parfois assez confusionniste, voire du carrément n'importe quoi. Tout.e.s celles et ceux qui passaient à la Maison du peuple, c'était « open mic », genre radio libre des années 80. On ce serait crû sur *Carbone 14* en pire ! Il y avait des moments épiques. Tu pouvais, des fois, entendre un truc absolument épouvantable, complotiste, alors tu courrais jusqu'au donjon pour arracher le micro... c'est ça qu'était drôle, ça pouvait passer du fan des reptiliens au maoïste sans transition.

Une fois, un matin tôt, je vois arriver une femme d'une cinquantaine d'années dans la cour de la Maison du Peuple qui monte et nous dit : « c'est vous *Radio Croco* ? Vous croyez que j'aurais le droit de parler dedans ? ». « Bah oui, si vous écoutez, vous voyez bien que c'est un peu... ». On lui a passé le micro et elle s'est illuminée comme une gamine de 7 ans à qui on offre le jouet dont elle avait toujours rêvé. Elle avait eu le droit de parler à la radio. Tu vois là aussi que la possibilité d'expression est un truc central. Pouvoir donner la parole dans un média à des personnes qui se pensent d'évidence illégitimes à la prendre, c'est un élément aussi important de la lutte. C'est dans ces fractales de décalages, dans le bordel de la rue, de ce lieu occupé qu'elle a dû venir dix fois, rentrer dix fois, sortir dix fois avant d'oser nous demander parce qu'il y avait personne. Ce sont des moments sympas, des marges d'ouverture sur des possibilités qui adviennent par la lutte médiatique.

Après, dans la période Webradio qui a suivi, ce genre de choses n'était plus possible...

Bah non, forcément. C'est le lieu ouvert qui permet ce genre de choses. Après on s'est retrouvés, comme je te l'ai dit, dans des appartements plus ou moins mis à disposition. Donc il y a eu une période assez longue d'auto-formation en informatique, des logiciels de montage, de mixage, ce genre de trucs. C'est une période intéressante où tout un chacun accède aux outils techniques, qui sont des outils de production et y compris, comme cette dame, celles et ceux qui ne pensent pas être légitimes et qui sont incité.e.s à le faire, parce qu'on peut pas faire autrement. T'es bien obligé.e de voir comment ça se passe avec les boutons, la table et les câbles. Dans la période FM où il y avait un peu plus de technologies, ça donnait lieu à des conflits : qui contrôle la table de mixage, qui contrôle le mic, le PC... Dans la période Webradio ça a été un peu différent. L'enjeu était moins le contrôle que la formation. On a essayé de garder un état d'esprit qui était celui du départ : faire avec les moyens du bord et avec celles et ceux qui étaient là. Le dispositif au départ c'était un peu un « open mic » avec une antenne, mais avec le passage au tout numérique, forcément, ça a changé.



ARGO : Moi, j'étais pas au début de *Radio Croco*, je suis arrivé en 2019 et j'ai découvert la radio via Facebook et pour moi, au départ, *Radio Croco* c'était ça, une page de news alternatives sur Facebook, relayant des articles à la fois d'informations très locales et des informations mondiales sur des luttes. Et pour pas mal de gens, *Radio Croco* c'est ça, c'est pas une radio, c'est une revue de presse en ligne avec une partie de contenus propres, des podcasts qui sont sur Bandcamp, un site qui héberge des sons de groupes de musique (<https://radiocroco.bandcamp.com>). La vérité c'est qu'on continue à produire du contenu, du son et de la vidéo et que SoundCloud, c'était pas très pratique. Donc on est sur une plateforme qui n'a pas, au début, vocation à héberger le type de choses que l'on fait.

Quand tu es arrivé, toi, Argo, tu souhaitais faire des émissions dédiées au rap c'est ça ?

Quand je suis arrivé, l'idée c'était effectivement de faire des émissions sur le rap et des directs. Mais c'était compliqué, on s'est vite confrontés à la limite technique de ce qu'on avait parce qu'on avait un seul canal de diffusion et qu'on pouvait pas dissocier les « instrus » du live et du coup, tout était en décalé, donc on rappait tout à contretemps... Si on a l'énergie, le temps et le matos pour, y aurait moyen de réessayer de faire ça mais bon... En diffusion Web, y a eu quand même quasiment quatre ans de diffusion ininterrompue H24, de la création de *playlists*, du partage de contenus avec d'autres radios comme Radio Canut, des rencontres avec d'autres radios comme Radio Pikez à Brest. On a fait leur fête et on a aussi fait des duplex avec eux. On a aussi fait ça avec Radio Lozère à Mende.

Radio Croco, c'est une radio de militants, clairement calquée sur nos luttes. On a fait plein de reportages, par exemple, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ; on est allés à Barcelone

pour la déclaration d'indépendance. On a fait du direct, du pas direct et du coup, on a constitué une base documentaire assez sympa sur différentes luttes : de la prise de la Maison du peuple, jusqu'à maintenant. La bataille de la ZAD nous a pas mal fatigués et les Gilets jaunes, comme il y avait pas mal de désaccords idéologiques sur le positionnement avec pas mal de camarades et même pour travailler comme reporter autonome, c'était tout de même pas mal compliqué. Je me suis retrouvé dans le Morbihan avec des mecs d'Adsav qui faisaient des saluts nazis. L'expérience que j'en ai, moi qui ne suis pas blanc, c'est que les espaces GJ, nulle part, ils étaient *safe*. Tu te retrouves avec des mecs qui jouent avec leurs bérets de para, les mêmes que tu retrouvais à la fête des identitaires au Panthéon quelques heures après...

Donc principalement une radio de lutte...

AVICENE : Oui, en même temps, *Radio Croco*, c'est essayer d'être au front quand on peut et en toute indépendance. On a été, à un moment donné, la radio de l'ultra-gauche qui organisait les manifs. Moins maintenant... On a été aussi un outil de coordination en direct : renseigner les camarades et intoxiquer les flics. Solidaires nous a proposé de nous faire nos locaux, les Insoumis nous tendaient volontiers la main aussi, mais on a pris le parti de ne pas vendre notre audience. Ça n'aurait pas été cohérent avec le projet de départ, avec l'ADN du projet comme on dit dans les entreprises de maintenant. Là, en ce moment, on est six. La tribu peut monter jusqu'à une vingtaine de personnes en élargissant. Il y a le problème technique qui est central et qui cadre les effectifs. Quand tout fonctionne correctement, ça va, mais quand ça plante faut des compétences. Du coup, ceux qui savent, qui ont la maîtrise, ça les met dans une position difficile : être toujours sollicités et mettre les autres dans une situation de dépendance. C'est un problème central. On a,

à un moment donné, durant le blocage de la fac l'année dernière, fait la proposition de mettre à disposition du matos et ils ont trouvé que c'était trop de boulot.

Comment vous organisez les contenus ?

Il y a une solidarité avec le Réseau Mutu qui regroupe des sites d'infos alternatifs locaux – La Rotative à Tours, Bassechaîne à Angers, Expansive à Rennes et bien d'autres. Après, on s'inscrit dedans en marge, parce qu'on est un peu d'accord avec personne et en même temps on est un peu un point d'alliance avec ce qu'on pourrait appeler la gauche. Parmi les gens qui nous suivent, ça va des sociodémocrates aux écolos, en passant par des totos ou des néo-Rhabi... C'est très large et en même temps, celles et ceux qui nous suivent, ça va, ça vient. Il y a des vagues de départ et d'arrivée selon les contenus et nos prises de position. C'est assez chouette, parce que ça prouve qu'il y a quand même quelques personnes qui suivent ce que tu racontes, qui peuvent être d'accord, mais aussi pas d'accord. Ça aide à réfléchir collectivement je trouve. Bon... on nous reproche parfois d'être dans le confusionnisme ; il y a le sarcasme et le second degré qui est aussi très présent et parfois c'est mal compris, notamment chez les militants de la gauche radicale qui n'aiment pas tellement l'autodérision. Mais la vérité est qu'on s'en pète total de gagner ou de perdre des « like ». On ne s'oblige à rien et on peut être contradictoires. Ce que certains appellent confusionnisme, c'est en fait une multiplicité de points de vue. À *Radio Croco*, il y a toujours eu une polyphonie. On a accueilli des régionalistes bretons qui n'étaient pas d'un progressisme exacerbé, mais c'était intéressant.

ARGO : *Radio Croco* c'est vraiment ouvert. Quand tu participes, on te file très vite les clés du camion. Moi, j'ai fait trois *lives* et j'étais administrateur de la page Facebook...

Compte-rendu polyphonique de la journée de mobilisation de l'ESR rennais - 5 mars 2020

COLLECTIF

Compte-rendu syndical

Plus de 1200 manifestants à Rennes le 5 mars pour le Retrait de la réforme des Retraites et l'abandon du projet de Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR).

Après le 5 mars... LA MOBILISATION CONTINUE !

Succès des actions du 5 mars : « l'université et la recherche s'arrêtent » à Rennes comme ailleurs. Le 5 mars, après une kermesse organisée par le PUL (collectif des précaires de l'ESR rennais) le matin en centre-ville, une manifestation de l'ESR, soutenue par les unions départementales FO-CGT-FSU-Solidaires et les organisations étudiantes (Union Pirate, Solidaires Etudiants, FSE), rassemblant plus de 1200 collègues et étudiant.es de Rennes 1, Rennes 2, Sciences Po, Archi, de l'INRAE, de l'EHESP, de l'INSPE et des organismes de recherche... Le colloque sauvage des universités de Rennes « Des Mondes possibles » en plein air (et temps breton) en début d'après-midi. Une Assemblée générale a rassemblé 120 personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche :

enseignant.es-chercheur.es, enseignant.es, chercheurs.ses, personnels BIATSS et ITA, doctorant.es, post-doctorant.es, ATER, des universités Rennes 1 et Rennes 2, de l'IEP, de l'EHESP, avec le soutien des syndicats CGT, FO ESR, FSU, Solidaires et du Collectif des Précaires de l'Université en Lutte (PUL). Cette assemblée générale, après un bilan des mobilisations en cours dans les différents établissements, a voté la motion et les actions suivantes :

Motion de l'AG des personnels de l'ESR rennais du 5 mars. Nous nous opposons à la réforme des retraites et au projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), dernière brique d'une succession de réformes de l'enseignement supérieur et la recherche, dont la LRU et la loi ORE. Ces réformes relèvent d'une même logique, dans la continuité des nombreuses réformes de ces dernières années, comme la LRU à l'université, ou la réforme de l'assurance chômage : une logique néolibérale de privatisation du service public et de destruction des droits statutaires.

Nous refusons la précarité des personnels et la misère des étudiant.es.

Par conséquent, nous exigeons : l'abrogation de la réforme des retraites ; l'abandon du projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) ; la titularisation des collègues précaires, et la création des postes statutaires nécessaires (enseignants-chercheurs, chercheurs, BIATSS, ITA...) ; la revalorisation du point d'indice (gelé depuis 10 ans) ; la suppression de l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) ; la suppression du Crédit Impôt Recherche (CIR) ; la suppression des primes d'excellence individuelles et l'abandon de la logique de compétition ; le redéploiement des crédits ainsi libérés (ANR, CIR, primes) au profit du financement des moyens récurrents, postes permanents et hausse des salaires.

Propositions d'action adoptées par l'Assemblée générale du

5 mars : rétention ou refus de rédaction du dossier HCERES des laboratoires (recherche) et des UFR (formations) à l'instar des UFR de mathématiques (Rennes 1), philosophie (Rennes 1), Arts, lettres et communication (Rennes 2), et des laboratoires de mathématiques (IRMAR), de sciences politiques (ARENES), et de philosophie ; refus de participer aux expertises des dossiers HCERES ; refus d'évaluation et de candidature aux appels à projets ANR ; refus de présider les jurys du Bac ; demande aux instances de chaque établissement de se prononcer sur la LPPR : en cas de refus, manifestation et/ou occupation des locaux de la présidence ; demande aux présidents de nos établissements des actions concrètes contre la précarité ; demande aux candidates aux élections municipales des mesures concrètes contre la précarité ; écriture collective d'un droit de réponse aux *fake news* de Ouest-France ; organisation de nouveaux Colloques Sauvages sur l'espace public ; participation à une action visible le 17 mars avec les personnels de l'Éducation nationale ; action d'occupation de Rennes Business School ; organisation d'une semaine de mobilisations « université ouverte » à partir du 23 mars dans chaque établissement ; proposition d'une mobilisation nationale à Paris le 24 ou le 26 mars.

L'AG appelle à la grève illimitée à partir du 5 mars, et à organiser des AG dans toutes les UFR et services à partir du 9 mars pour discuter et voter la grève dans chaque UFR/service. Un comité de mobilisation interétablissement rennais se met en place pour organiser les actions décidées par l'assemblée générale. L'AG mandate cinq délégué.es à la 2ème Coordination nationale des Facs et Labos en Lutte (6-7 mars), sur la base des revendications de la motion ci-dessus, et pour y soumettre les actions votées lors de l'AG rennaise, en particulier les propositions d'organiser une Semaine "université ouverte" à partir du 23 mars, une manifestation nationale à Paris les 24 ou 26 mars.

Kermesse

«La kermesse... Un rassemblement qui se voulait festif et dénonciateur (chamboulé-tout de la recherche, roue de l'infortune...).

À part s'y geler, je n'ai pas bien saisi l'objectif de l'initiative. S'y montrer, assurer une présence dans l'espace public?

Ce rassemblement m'a un peu déçu malgré la très bonne ambiance sur place et la participation des personnels et étudiants en arts du spectacle. Il aurait fallu organiser la chose autrement. Faut tracter, aller vers les gens.

En l'espèce, nous sommes restés entre nous, façon "on sort les rats de laboratoire", trop contents d'être en dehors de leurs campus. Sans sous-estimer l'importance des moments de convivialité dans la lutte, celui-ci était finalement plutôt raté. Quand il a fallu rejoindre le point de rendez-vous de la manif, le cortège est parti au pas de charge, comme s'il fallait déranger le moins possible. "Passer par le centre ville? Vraiment?" Bah oui! C'est une opportunité de manifester dans un espace qui nous est interdit maintenant depuis plusieurs années.

"Rester place de la mairie? Mais la police?" Eh bien la police on s'en cogne! On verra bien. "Ah bon? C'est... C'est un peu radical". Ah, vous croyez?»

Manifestation

«Le tract syndical dit 1200 personnes. Je crains fort que l'on ne fût largement moins de mille. C'est peu. Très peu. Combien y a-t-il d'usagers et de personnels de l'ESR à Rennes? 80 000? Davantage? Soit moins d'un pour cent des concerné.e.s dans la rue? Franchement pas de quoi pavaner. Nous avons noté la présence des étudiants/personnels de Rennes1, Rennes2, de l'école d'architecture... Mais surtout l'absence

totale d'un cortège syndical des autres secteurs en lutte. Nous avons eu l'impression d'être abandonné.e.s par les syndicats avec lesquelles nous partageons toutes les luttes depuis le début de la mobilisation. Comment expliquer un cortège aussi petit dans ces conditions actuelles. Peu de slogans si ce n'est en tête de cortège où se retrouvent les étudiant.e.s, la jeunesse précarisée et quelques Gilets jaunes. Arrivés sur les quais, alors que la tête de cortège empruntait la rive droite, des syndiqués de l'ESR ont voulu copier leurs camarades des autres secteurs lors de manif nationales, durant lesquelles, systématiquement, les centrales empruntent la rive gauche pour respecter le parcours déposé en préfecture. Mais cette fois, la mise au pas n'a pas fonctionné. Les quatre petits soldats préfectoraux se sont retrouvés bien seuls, essuyant une volée de quolibets. Le cortège de tête est allé ensuite au contact de la police, sans tentative de passage en force. Des chants et des slogans pour dire combien les violences policières sont iniques. Tout le monde déteste la police, leurs exactions et pour longtemps. Des collègues en retrait attendent à quelques mètres derrière. Surtout ne pas se mêler, s'en mêler, s'y emmêler. On peut avoir légitimement peur de la violence, prendre ses précautions, limiter les risques, tout en ne laissant pas systématiquement les étudiant.e.s aller seul.e.s au charbon. L'idée que les enseignant.e.s puissent rejoindre, dans un cortège, les rangs des étudiant.e.s est loin d'être partagée par les titulaires de l'ESR, instituant ainsi un gap qui est ressenti, à juste titre, comme une défiance qui en nourrit, en retour, une autre et tend à désolidariser la communauté de pratiques. La fin de la manif a été marquée par la tentative de refaire un tour,

de sortir des chemins classiques.
Un carrefour a été bloqué. Finalement, une
belle détermination portée par
la même indignation»

Colloque sauvage

«Là encore, pour quoi faire? Si c'est pour
se faire plaisir pourquoi pas, mais l'intérêt
est limité. Se cailler sous une pluie
battante pour écouter des interventions
peau de chagrin d'une durée calée sur le
speed dating n'est ni rendre hommages aux
intervenant.e.s, ni très utile. Contrairement
à ce que j'ai entendu, ce n'est pas ça
l'éducation populaire, surtout quand
l'adresse ne fait que renforcer l'entre soi.
Mais peut-être que les interventions ont tout
de même permis de sensibiliser le public à
l'écologie politique, à l'auto-organisation
et à l'autogestion des lieux de lutte...

Ces colloques n'ont évidemment rien de
«sauvages». On y a entendu une pensée bien
domestiquée, calibrée pour l'entre soi. Ils
n'ont même pas grand-chose de «publics» au
sens habermassien du terme. Il y avait un
marché juste à côté. Je n'ai vu
personne passer du marché au colloque. Si
ça servait au moins à se rasséréner, pour-
quoi pas? Mais je n'en suis pas sûr du tout,
loin de là... C'est un déballage de plus en
forme d'autosatisfecit que la communauté a
l'habitude de s'autodiscerner, se gaussant
d'appartenir à ce groupe social que sont les
intellectuel.le.s. Gramsci faisait remarquer
que nous sommes tou.te.s des
intellectuel.le.s, mais que nous n'en
assurons évidemment pas tou.te.s la fonction.

Ce qui est certain c'est que celles et ceux
qui ont la chance de l'exercer ne
manquent pas une occasion de se rappeler
qu'ils en sont! Après, on peut toujours
considérer qu'il y a eu des prises de parole

et des questions/réponses intéressantes.»

Assemblée générale de l'ESR rennais

«Là, il y aurait beaucoup à dire. Outre les conneries habituelles de certains qui se sentent obligés de prendre la parole, y compris quand ils n'ont strictement rien à dire, on a eu le droit, là encore, à des grandes envolées lyriques d'autocongratulation. Les titulaires de l'ESR adorent s'écouter parler et se délivrer des bons points: «quelle merveilleuse journée», «nous avons été héroïques»... Je n'ai pourtant rien vu qui relevait d'un acte de bravoure ou que nous ayons porté à un niveau d'excellence une quelconque qualité. À l'inverse, même, j'ai trouvé l'ensemble bien fade. L'AG – dont l'ordre du jour était «bilan et perspectives» –, n'a pas brillé par son exceptionnel courage. Passer 2 heures à voter des mesures qui ont à peu près toutes été consignées il y a un mois, dans la déclaration de la coordination des facs et des labos en lutte dont on se réclame, n'a franchement rien d'enthousiasmant. L'adoubement de déléguées désignée.e.s par ailleurs, dont certains sont membres d'un syndicat des plus mollassons, n'est pas plus galvanisant. Mais le pompon, ce fut le vote sur la grève illimitée, légitimement demandé par une enseignante qui a rappelé que le 5 mars n'était pas seulement une journée de mobilisation nationale, mais que cette date était également censée marquer le début d'une grève dure à l'université. La mise au vote s'est faite à reculons: 13 voix «pour», 7 «contre», quelques NPPV et... 45 abstentions! Et sur les 13 «pour», un bon trois quarts émanant des étudiants du département de sociologie et de quelques professeurs de sociologie et des sciences de l'éducation de Rennes 2. Certains absten-

tionnistes, parce que majoritaires, ont cru qu'ils avaient sauvé l'AG des radicalisé.e.s.

Et une collègue à la tribune de leur dire: «c'est pas comme ça que ça marche! La grève illimitée vient d'être votée. Fallait oser voter contre». Petit moment de vérité.

Et un grand moment de déception pour moi.

Depuis le début, la plupart des personnes présentes semblaient motivées et prêtes à faire des actions concrètes. Derrière cette abstention massive se cachait quelque chose de presque assumé: «on est pour le principe de la grève mais on veut pas la faire, du coup, on vous soutient et on vote pas non, mais on sera pas avec vous», et ce, malgré le fait que certain.e.s aient insisté pour que les abstentionnistes se prononcent clairement plutôt que de fuir la question. Cet acte relève pour moi plus de la lâcheté.

Comment, ensuite, imaginer que les actions votées par ailleurs soient respectées? Ça a été l'occasion de rencontrer d'autres personnes mobilisées et motivées, mais je n'attendrai rien de ce genre d'AG à l'avenir.»

Manif sauvage contre le 49.3

«C'est parti direct vers le meeting de Nathalie Appéré pour les élections municipales. Les gens ont l'air motivés. Les enseignant.e.s-chercheur.e.s se comptent sur les doigts d'une main de menuisier malhabile. Une gamine GJ nous invective: «Allez, déter, on y va!». Arrivé.e.s place des Lices nous avons entonné des slogans et le dispositif de sécurité a très rapidement été débordé. Nous étions à deux doigts de pouvoir entrer quand le groupe a rapidement reculé suite à l'arrivée de quelques CRS. Le cortège a fait

demi-tour. On aurait pourtant pu rester et continuer à chanter et gueuler les slogans habituels. Une occasion perdue. Ensuite, nous avons déambulé dans les rues du centre en scandant et sommes revenu.e.s sur nos pas pour rejoindre le point de départ. Comme on s'est un peu éternisés place de Lices, espérant qu'on puisse s'y faire entendre, on s'est retrouvés à 50m de la queue de cortège à proximité de flics en civil faisant semblant de s'intéresser aux vitrines des agences immobilières ou des chausseurs. Repérables comme le nez au milieu de la figure... Quand on s'est retrouvés en haut de la Visitation et que des camarades on commencé à rentrer des poubelles dans le centre commercial, là, on s'est dit que ça allait devenir compliqué assez vite. Effectivement, à la sortie Hoche du centre commercial, une armada de boîtes à nuggets a déboulé pleins feux, pleine sirène, à toute blinde. Le cortège s'est engouffré dans le bas de la rue Saint-Melaine. Nasse assurée. Ça n'a pas loupé. 3 minutes après, une bonne partie du cortège était effectivement nassée. La BAC est passée devant nous: «On va faire des prélèvements». Et ils ont prélevé... Une douzaine d'arrestations. Les victimes ont été choisies plutôt aléatoirement. Les noms de la plupart des participants ont été relevés par la police, du matériel a été saisi, des téléphones déverrouillés sous la pression... La gamine GJ, nassée elle aussi, a fait une crise d'angoisse terrible. Ramassée à la petite cuillère par les *street medics*, on a appris qu'elle s'était fait tabasser par

la police quelques semaines plus tôt à Nantes.

Mettre le bordel a sans doute un intérêt. Les gens s'arrêtent, demandent ce qui se passe, mais ça ne va guère plus loin. Même les «sauvages» ça se prépare. Remonter au pas de course les rues rennaises sans objectif et de se faire serrer par les forces de l'ordre n'a pas un grand intérêt.»

Motion des 6 et 7 mars 2020 à Nanterre

COORDINATION DES FACS ET DES LABOS EN LUTTE

Nous étions des dizaines de milliers partout en France, dont 25 000 à Paris, à manifester pour le retrait de la contre-réforme des retraites, contre la casse de nos services publics, contre la précarisation et la marchandisation de nos universités. Cette journée s'inscrit dans le mouvement de grève initié le 5 décembre et dans les luttes qui l'ont précédé. Malgré les répressions pédagogiques, hiérarchiques, administratives, policières et judiciaires que le mouvement endure depuis plusieurs mois, cette journée de mobilisation massive est une réussite incontestable.

Dès le lendemain, la deuxième coordination nationale des facs et labs en lutte a rassemblé à l'université de Nanterre plus de 500 travailleur.ses et étudiant.es mobilisé.es, mandaté.es par des assemblées générales de 63 établissements, réunies en 154 délégations. Plus que jamais, nous sommes déterminé.es à nous battre pour toutes nos revendications et à faire plier le gouvernement !

Après trois mois d'intense mobilisation, l'usage inacceptable du 49.3 pour faire passer en force la contre-réforme des retraites révèle plus que jamais les pratiques autoritaires

de l'exécutif. Et c'est nous, étudiant.es et travailleur.ses mobilisé.es, que Frédérique Vidal ose accuser de prendre la fac « en otage » ! Ces méthodes et cette rhétorique sont un aveu de faiblesse de la part du gouvernement, de plus en plus isolé face à une population majoritairement hostile à ses projets.

Nous sommes les enseignant.es et/ou chercheur.ses, nous sommes les BIAT.O.SS-IT.A, nous sommes les étudiant.es, nous sommes les précaires et les titulaires. Nous exigeons le retrait immédiat de la contre-réforme des retraites. Nous exigeons le retrait immédiat de tous les instruments de la destruction de l'enseignement et de la recherche publiques que sont la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiant.es (ORE), « Bienvenue en France », Parcoursup, le passage du DUT au BUT, la loi de transformation de la fonction publique, le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), les contre-réformes de la formation des enseignant.es et de l'assurance chômage. Nous exigeons l'abrogation immédiate de l'arrêté permettant aux établissements privés de délivrer des diplômes de licence et de master et du décret instaurant les contrats de projet dans l'enseignement et la recherche. Nous dénonçons cette logique néolibérale, la marchandisation des savoirs et la mise en concurrence systématique qui sous-tendent le fonctionnement actuel de l'université et de la recherche publique.

Face à la précarisation croissante des étudiant.es comme des travailleur.ses, nous exigeons que soit mis en œuvre dès 2020 un plan d'urgence pour l'université et la recherche. Nous exigeons des titularisations et des recrutements massifs, à la hauteur des besoins ; des financements pérennes pour assurer à tou.tes de bonnes conditions de travail, d'étude et de vie ; des garanties sur la sécurité juridique des étranger.es. Ainsi seulement nous pourrons créer une université

démocratique, gratuite, antisexiste, antiraciste, émancipatrice et ouverte à toutes et tous. L'université doit être un service public, qui ne doit ni sélectionner, ni accroître ou légitimer les inégalités. La recherche doit être un service public, en

COORDINATION NATIONALE
FACSET LABOS
EN LUTTE 6 et 7 mars
Université de Nanterre

capacité de produire des savoirs d'intérêt général. Nous allons les refonder !

Nous appelons à construire, amplifier et élargir la grève dès le 9 mars, notamment en organisant partout des assemblées générales. La grève reconductible et de grandes journées nationales de mobilisation nous permettront de construire un rapport de force victorieux. Face à l'inflexibilité du gouvernement et à la répression, dans et hors de nos facs et labos, les solidarités intersectorielles et internationales sont nos meilleures armes. La convergence avec les Gilets Jaunes et les secteurs en lutte depuis le 5 décembre doit s'approfondir et continuer à être notre mot d'ordre.

Pour faire vivre notre mouvement et rebâtir sans attendre l'université et la recherche, multiplions les actions, des plus symboliques aux plus offensives, dans et hors des murs de nos établissements. Pour renforcer la mobilisation étudiante,

la coordination nationale appelle l'ensemble des équipes pédagogiques à adapter, en concertation avec les étudiant.es, les modalités de contrôle de connaissance et de validation des unités d'enseignement. Pour assurer la poursuite de la mobilisation, nous ne nous laisserons pas abuser par l'instrumentalisation politique de la crise sanitaire du COVID-19 et par les menaces de fermeture de nos établissements. La coordination nationale a pleine confiance dans la créativité et l'inventivité des travailleur.ses et étudiant.es : approprions-nous la lutte à travers nos assemblées générales locales, et rythmons-la avec un calendrier commun !

Le 5 mars, l'université et la recherche se sont arrêtées.

Le 5 mars, c'est tous les jours : continuons jusqu'à la victoire !

«Voilà les principes de l'organisation de la Coordination : restriction du temps de parole à 2 minutes par personne en alternance genrée, en respectant la parole de l'autre, sauf s'il y a abus du type de prises de parole à suivre par deux hommes blancs cisgenres, là on peut leur couper la parole.

Aucune oppression de genre ou race ne sera tolérée, un comité de salut public (je résume) surveillera que les échanges en dialogue et en comportement suivent les règles de l'anti-sexisme, antiracisme, anti-validisme et autres. De même, la fête de ce soir devra se dérouler sous la même règle ; un comité étant chargé du même type de surveillance. Bon... Ok. En atelier, j'ai présenté la situation de la suspension de la licence du département X décidée par un collectif enseignant. Le département est dans une situation très grave ; suppression de postes, afflux d'étudiants qui entraînent des conditions de travail déplorables. On a 7 collègues en très grande souffrance : à

cause de pratiques de harcèlement moral qui tiennent du pur scandale; faux et usage de faux, abus de pouvoir, plagiat, discriminations, mépris, intimidations, injures... Une alerte DGI a été posée, une enquête est en cours. Les collègues pleurent, tremblent, s'effondrent, leur santé est fragilisée, le danger est réel, répercussions dans leur vie personnelle et leur vie de famille. Nous sommes très inquiets pour eux. Oui, je dis "eux" car j'ai oublié de préciser: ce sont en majorité des hommes. Blancs, cis, bourges, qui sont harcelés par d'autres hommes, racisés, dans une université dirigée par quelqu'un qui s'en fiche comme d'une guigne et qui est... une femme; secondée par un DGS qui est aussi... une femme. Ces détails pour dire que, en définitive, rien n'est simple en matière de rapports de pouvoir... La tribune prend alors la parole (sans s'être inscrite dans la liste) pour défendre ses choix: "Cette situation est minoritaire. Nous, nous voulons que les femmes et les personnes racisées se sentent soutenues". »

«À titre indicatif et informatif, quand je suis allé à 13h faire état d'une semblable réaction de tristesse irritée face à cette organisation de «lutte contre les dominants» et la domination (en tant que blanc, hétéro, prof titulaire, ex-président de SLU, etc., je cochais vraiment toutes les cases...) à la Tribune puis à l'ami X puis à une autre personne du comob la réaction a été soit polie, soit irritée (sur le modèle «mon pauvre tu ne comprends rien») soit cynique («tu n'avais qu'à proposer autre chose»). Je rappelle que le matin il y avait des ateliers non mixtes pour les étudiants, les précaires, les étudiants étrangers (ce qui est très bien et a donné lieu d'ailleurs, pour ce dernier atelier, à une restitution

très intéressante), mais pas pour les enseignants et les BIATSS, ce qui est un peu paradoxal (et va dans le même sens, en l'accentuant, que la situation à Saint-Denis lors de la première coord où il y avait restitution de tous les ateliers non mixtes en plénière.... sauf de celui des enseignants-chercheurs). Je tiens à préciser, pour ma part, que si c'est une indéniable qualité (et nouveauté) de ce mouvement d'avoir su et voulu faire de la précarité dans l'ESR une question cruciale et systémique, c'est une erreur énorme de faire de la précarité le seul axe de la lutte commune et de renoncer à l'élargir en ne parlant qu'aux convaincus et en délaissant la tentative de conviction des titulaires par autre chose que le "*shaming*" (auquel a appelé explicitement quelqu'un ce matin).»

Pourquoi avons-nous fait grève ?

FERDINAND

Pourquoi avons-nous fait grève ? Mais surtout... Pourquoi devons-nous reprendre le mouvement dès que les conditions le permettront ? Le moment est à la difficulté. Certaines de nos camarades sont déjà touché.e.s par l'épidémie. Tout a dû s'arrêter, nos vies personnelles, mais aussi les rassemblements, manifestations, assemblées générales, et ceci en un moment où le mouvement de grève dans les universités et la recherche continuait de se renforcer.

Le moment est à la difficulté, mais pas à la sidération. Car ce qui se passe aujourd'hui ne peut que nous renforcer dans notre détermination. En effet, comment ne pas ressentir une indignation des plus véhémentes lorsque l'on voit le chef de l'État et tous ses petits laquais venir nous demander d'exprimer toute notre gratitude aux personnels des hôpitaux. Quelle honte ! Ceux-là même qui n'ont cessé de couper les crédits, tant à la recherche médicale publique qu'aux services de santé, toutes disciplines confondues, ils osent aujourd'hui, sans la moindre vergogne, se réclamer de celles et de ceux à qui ils ont sciemment rendu extrêmement difficiles les conditions d'exercice de leur métier. Souvenez-vous

de tous ces discours, ces plans d'économie et de « rationalisation » des services hospitaliers. La « rationalisation », c'est-à-dire ce qui équivaut dans l'industrie automobile au « flux tendu ». Pas de « personnels super-fétatoires ». Pas de « réserves improductives ». On voit le résultat ! Ces mêmes dirigeants, hier encore, souvenez-vous, pour justifier la réforme de l'université, ils donnaient en exemple cette réforme hospitalière qui n'a cessé de priver le secteur public de ressources au profit des petits îlots de soins privés aux tarifs non conventionnés. Et on les entend aujourd'hui se permettre d'accuser nos concitoyen.nes d'aller engorger ces hôpitaux où, en raison de leurs dogmes, personnels et matériaux de soins font cruellement défaut.

Cela fait maintenant plus de 30 ans – l'équivalent d'une génération – que la quasi-totalité des nations est gouvernée par des figurants qui n'ont comme seule ligne d'horizon que la réduction des services publics, quand il ne s'agit pas tout bonnement de leur privatisation. Ce qui arrive aujourd'hui n'est pas étranger à cette histoire. Et il ne s'agit pas ici d'un quelconque complotisme, mais de la vérité crue de sociétés qui ont préféré servir les intérêts des plus favorisé.e.s aux dépens de toutes celles et de tous ceux qui n'ont d'autre patrimoine à défendre que ce commun dont le libéralisme économique s'emploie constamment à réduire le territoire.

Étant en grève contre la LPPR, ce n'est pas la défense de prébendes qui nous a animé.e.s, mais bien la volonté de lutter contre la mise en cause du service public. La plupart de celles et de ceux qui n'ont pas compté leur temps pour que ce mouvement prenne forme sont critiques envers cette université qui, trop souvent, ne remplit pas sa fonction, qui a déjà consenti à de nombreux arrangements avec une politique inégalitaire qui tend à faire de chacun.e de nous des courtiers en projets, qui préfère trop souvent s'en remettre

aux paillettes de l'affichage plutôt que de se confronter au sérieux de la recherche. Nombreux.ses sommes-nous qui avons aujourd'hui la nausée d'entendre mobiliser les termes de « pensée critique » et d'« émancipation » par des représentants d'une institution qui ne cessent d'expliquer qu'on ne peut pas faire autrement, que c'est un mouvement mondial, qu'il faut savoir s'adapter à cette fameuse nouvelle donne dont ils sont dans l'incapacité de ne rien dire. C'est peut-être d'ailleurs cela qui, plus que tout, nous a mis.es en grève : ce refus de laisser croire que cette dégradation du service public pouvait recevoir notre consentement ! Que nous devions, nous aussi, nous mettre à ressembler à celles et ceux qui ne savent plus rien faire d'autre que d'ânonner les formules délivrées par le ministère.

Les membres de la communauté universitaire n'ont pas été à la hauteur des enjeux au moment où de nombreux secteurs se mettaient en grève contre la pseudo-réforme des retraites. C'est pourtant toujours cette même logique qui y est mise à l'œuvre : la réduction du public au profit du privé. Les applications et les temporalités mises en œuvre sont certes distinctes, mais l'intention est la même : placer la totalité des services dans un régime privé. Il sera vraiment nécessaire, plus tard de s'interroger sur les causes de cette faible implication. Elles sont multiples, mais toutes chargées de sens quant aux représentations qui dominent aussi bien la jeunesse estudiantine que le corps enseignant.

Le mouvement contre la LPPR qui s'est développé depuis janvier, accordant une priorité décisive à la question de précarité, a ouvert de nouvelles perspectives et pourrait, à ce titre, permettre de faire évoluer ces représentations. Notamment en nous rappelant à toutes et à tous que nous ne sommes pas au-dessus du salariat, mais pleinement engagé.e.s dans ce mouvement de régression sociale qui substitue de plus en plus des emplois précaires aux emplois statutaires.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les hôpitaux, la crise que nous vivons, en est un symptôme. Soyons solidaires avec les personnels hospitaliers, non pas parce que le président de la république nous le demanderait, mais en vérité contre lui et contre les intérêts qu'il défend.

Aujourd'hui, alors qu'il est question de confinement, se rappelle à la mémoire de toutes et de tous que, depuis vingt ans, le nombre de celles et de ceux qui n'ont pas de logis dans lequel se protéger n'a cessé de croître. Le candidat Macron, dans un geste de cynisme à peu près égal aux airs de Churchill qu'il veut aujourd'hui se donner, avait promis qu'à la fin de son mandat, plus personne ne dormirait dans la rue. Là aussi, il ne s'agit pas d'un fléau naturel, d'un défaut de solidarité dont nous serions toutes et tous en partie coupables, mais bien du résultat d'une politique. De cette politique, par exemple, de flicage des chômeur.euse.s, dont l'épidémie vient de différer l'application.

Pour contrer cela, comme pour assurer la défense des secteurs publics de l'université et des hôpitaux, ainsi que pour défendre un régime universel des retraites, il nous faudra reprendre la lutte dès que ce sera possible, car leur appel à « l'unité nationale » n'est qu'une imposture. Une de plus.

Le service public, nos existences, nos libertés aussi, méritent que nous demeurions vigilants et que ce temps de latence soit un temps de réflexion tourné vers les actions à venir.

Con...

Conclure le « machin ». Ah bon ? Conclure consiste à « mettre un terme à quelque chose qui est en cours », à « régler ou résoudre par voie de décision et sous certaines conditions », à « amener à sa fin par un accord » ou bien encore à « tirer une proposition, une conséquence d'un élément ou d'un ensemble d'éléments abstraits ou concrets à la suite d'une observation attentive ou par le moyen d'un raisonnement ». Eh bien, nous n'avons aucune envie de faire un de ces trucs. De notre « machin » nous ne tirerons aucune conclusion, nous n'arrêterons rien, ne réglerons aucunement. Quant à résoudre, nous ne nous y résolvons pas, tout comme d'être d'accord, surtout s'il s'agit de l'être avec soi. Nous avons l'impression que conclure reviendrait à ce que la vague de la colère vienne s'échouer sur la plage de l'ordinaire ou, pire, sur la grè(è)ve de nos renoncements. Conclure, c'est s'exterminer un peu non ? Or, nous ne voulons que recommencer le début... à d'autres fins.

« Je ne suis pas pessimiste, je suis triste » écrit Fernando Pessoa. Nous pourrions reprendre la formule à notre compte : nous ne sommes pas pessimistes, nous croyons

qu'un autre monde peut émerger – féministe, écologique, solidaire, socialiste, communiste. Nous croyons que le probable peut être abattu au profit d'un possible à faire surgir par un travail politique du commun. Mais nous sommes tristes, par trop conscient.e.s des empêchements multiples qui font obstacle à l'émergence du mieux, du bien et du beau. Peut-être sommes-nous des mélancoliques, tristes et joyeux à la fois ; des mélancoliques intranquilles qui, à la manière de ce qu'en dit Enzo Traverso, sont traversé.e.s par les spectres des expériences inachevées, dans une période qui aurait tendance à vouloir définitivement effacer de nos mémoires vives (c'est-à-dire bien vivantes) les héritages critiques qui nous seraient les plus utiles. Tandis que les laquais de la macronie voudraient par exemple que l'on « oublie l'affaire Malik Oussebine » et tant d'autres choses, nous essayons de construire à partir de la perte, de ce que nous n'avons pas, plus, ou jamais eu. De défaites en défaites – qui sont loin d'être toutes « minables et boutiquières » – jusqu'à la victoire.

Cette séquence du mouvement social ouverte par la mobilisation de nos camarades Gilets jaunes n'est pas prête de se refermer. La basse intensité ne signera jamais plus l'atonie et la haute intensité ne sera pas fille de la catatonie. Notre colère sera dorénavant constante et notre volonté irréfragable. Nous ne nous en cachons pas. Nous en sommes fier.e.s. Une fierté qui n'a rien d'une arrogance, qui ne produit aucun mépris, qui ne s'ancre dans aucune distinction. Une fierté qui est un tempérament politique, une structure du sentiment à la tonalité tragique.

L'Université est notre baraquement, un peu comme les GJ ont les leurs. Elle est l'espace où nous nous sommes réfugié.e.s et où nous préparons au/menons le combat. Nous avons pu y poser provisoirement nos existences, non sans difficulté, parce que nous considérons qu'il s'agit encore d'un lieu où

nous pouvons travailler à notre puissance d'agir et de penser. Pour combien de temps encore ? S'il le faut – et il le faudra –, nous en trouverons d'autres de ces lieux ou, plutôt, nous les créerons. Nous les multiplierons. Notre humeur n'est décidément pas à la conclusion. L'ordre social n'en a pas fini avec nous et nous n'en avons pas terminé avec lui.

Pas encore, du moins.



Cette édition numérique de Alma Mater Dolorosa a été
mise en ligne en novembre 2020 par les
Éditions Le Buvard à Liffré (35)

ALMA MATER DOLOROSA

COLLECTIF OUSSEKINE

La mère nourricière se meurt et ses enfants pleurent.

L'Université étouffe sous les pressions économiques, se noie dans les exigences bureaucratiques, s'écrase sous le poids des egos des uns et des autres, leur hypocrisie, leurs crises de nerfs et autres pétages de plombs.

Le savoir pur n'est pas rentable, le savoir coûte cher à l'État, le savoir fait peur car savoir, c'est pouvoir. C'en est trop, les voix s'élèvent : enseignants, chercheurs, étudiants, bibliothécaires, personnels administratifs, syndiqués de tous poils, etc., tous unissent leurs plumes pour dresser un portrait sans fard de l'Université d'aujourd'hui.

Car derrière les masques tristes, l'espoir demeure.

Alma mater dolorosa est un manifeste du **Collectif Oussekiné**, qui signe ici son premier cri de colère pour un monde universitaire plus juste et égalitaire.

ÉDITION NUMÉRIQUE
GRATUITE



LE BUVARD | Tracé
Plat